

Comprendre l'Ecologie Politique

*Pourquoi est-elle nécessairement
républicaine et révolutionnaire*

Guillaume Desguerriers, Christian Gaudray
et Dominique Mourlanc

Avec la participation de
Bernard Friot, Anita Rozenholc, Emmanuel Dessendier
et Jean-Marie Kintzler

Travail dirigé par Guillaume Desguerriers

Ce livre est écrit par des membres de l'UFAL, et soutenu par l'UFAL

Site pour commander ce livre au format papier, télécharger
gratuitement le texte intégral ou contacter les auteurs :

www.ufal.org/livres

Version 1.2 (figée en Mars 2012, sortie le 1^{er} Mai 2012, revue en Juin 2012)

Les textes de ce livre sont déposés par les auteurs sous licence

Creative Common CC-BY-NC-SA

La couverture « *L'homme debout* » est déposée par Guillaume Desguerriers
sous licence Creative Common CC-BY-NC-SA

Préface ... & Remerciements	7
Avis aux lecteurs !	9
Le mot du Président de l'UFAL	11
* Bulletin d'adhésion pour soutenir l'UFAL	13
Introduction	15
<i>Chapitre 1 Des origines de l'Ecologie Politique</i>	21
1.1 Des origines	23
1.2 Pourquoi le terme « Ecologie Politique » ?	28
1.3 De nouveaux outils pour l'émancipation humaine	34
1.4 L'histoire d'un rendez-vous manqué... et ses conséquences !	38
1.5 Continuité de la lutte des classes	48
1.6 La rupture du XXe siècle : vers le fordisme et le consumérisme	58
1.7 La prolétarisation en écologie politique	71
1.8 Conclusion sur les origines	102

Chapitre 2 Sujets actuels

103

2. Des techniques agricoles au service des individus et des populations	105
3. Comprendre l'Ecologie Politique : la critique de la technique	123
4. Vers une « laïcité technologique »	150
5. Le numérique « pour les nuls »	161
6. Ni Dieu ni Maître : les Réseaux (avec A. Rozenholc et E. Dessendier)	186
7. Pour une citoyenneté révolutionnaire (avec B. Friot)	201
8. Laïcité et statut politique du producteur : « le producteur-citoyen » (avec J.M. Kintzler)	293
9. Entretien sur l'énergie	301
10. Le gratuit : pilier de l'alternative au capitalisme	351
11. Ecologie Politique et Laïcité (avec J.M. Kintzler)	365

Chapitre 3 Epilogue... charger le monde de signes

373

12. De la culture qui rend libre, aimant et debout	375
---	------------

Chapitre 4 Lexique et bibliographie pour nous autres curieux

389

13. Lexique à usage pratique	391
-------------------------------------	------------

14. Bibliographie commentée pour citoyens passeurs	453
---	------------

6

En cette période chahutée de notre Histoire, la rédaction de cet ouvrage a été une véritable aventure collective faite de rencontres, de discussions, d'échanges et d'enrichissements. J'espère que le lecteur trouvera son compte dans l'enthousiasme vécu et aura à cœur de transmettre autant qu'il aura reçu dans ces lignes. Plus qu'un tas de feuilles, ce livre a été conçu comme une passation, un don fait aux autres afin qu'eux-mêmes, enrichis, en augmentent le propos tout autour d'eux. « À vous de jouer ! »

Entre la crise de la dette, les recompositions politiques et les faillites des États, les jours qui viennent augurent de situations très difficiles pour certains d'entre nous. Pour notre part, nous préférions dire que les jours qui viennent nous ouvrent aussi, à nous – hommes et femmes du présent – tous les possibles imaginables à condition que nous nous tournions résolument vers un avenir que nous ferons meilleur collectivement ; car nous voulons vivre heureux.

Contre la servilité et la culpabilité, le possible est à portée de main ; il nous suffit pour cela d'avoir simplement l'audace de l'oser !

... & Remerciements

Les remerciements des auteurs vont bien sûr à ceux qui ont directement contribué de leur plume et accepté de jouer le jeu d'une éducation populaire qui se veut la production d'une culture commune, accessible à tous et transmise par tous :

Anita Rozenholc (infatigable...) et Emmanuel Dessendier (membres de la rédaction de la revue critique d'écologie politique « Écorev' ») pour leurs discussions en terrasse et leurs apports si féconds ;

Bernard Friot (dit « Balzac » pour l'occasion !) qui m'a offert un très bel échange, des ouvertures théoriques profondes et lumineuses, et surtout une amitié dont je ne cesserai de le remercier ;

Merci également à Jean-Marie (et Catherine...) Kintzler pour les apports de ses yeux laïques, marxistes et républicains, ses gribouillis presque illisibles et surtout son vif intérêt pour cette unification entre laïcité, république et écologie politique.

Enfin, des remerciements à tous ceux qui ont donné de leur temps de vie, citoyennes et citoyens qui ont contribué à l'achèvement de ce projet par leur disponibilité, leur relecture patiente, leur intérêt sans cesse demandeur et leurs encouragements. Merci notamment à Anne Stewart (pour sa mise par écrit de l'entretien avec Bernard Friot), à Aurélie Bui et Blandine Gabaud, à Bruno Campioni, à Catherine Henry, à Elisabeth De Rossi, à Bernard Grollier, à Christiane, Guillaume et Romain Campioni, à Claude Berkowitz, à Aude Darchy ; et enfin à Jérôme Maucourant¹ pour ces rencontres si agréables et enrichissantes, et son intérêt pour les pistes soulevées par le premier chapitre de ce livre.

Guillaume Desqueriers

*avec Christian Gaudray
et Dominique Mourlanc*

membres de la commission

Développement Ecologique et Social de l'UFAL

¹ Spécialiste de Karl Polanyi et auteur de « Avez-vous lu Polanyi ? » (éd. la Dispute).

Avis aux lecteurs !

9

Pour lire ce recueil, cinq points sont à souligner :

- 1- Le premier chapitre (*Origines de l'Ecologie Politique*) est largement indépendant du second (*Sujets Actuels*). Il est là pour poser une trame et des lignes historiques quant à la constitution de ce que l'on appelle l'Ecologie Politique.
- 2- Le *lexique à usage pratique* (chapitre 4) est là pour aider durant la lecture des textes. L'enchaînement des textes a été conçu afin qu'ils amènent une progression dans les notions abordées mais des lectures indépendantes sont possibles.
- 3- La centralité de l'individu est posée dans cet ouvrage non pour prôner un rejet de la société et du collectif ! Cette notion de l'individu est posée pour affirmer que sans elle aucune société et aucune forme d'association de vies – dont l'une est la famille – ne sont alors possibles. Sans prise en compte de l'individu, la voie vers le totalitarisme est ouverte.

De même, il n'est plus acceptable aujourd'hui de laisser le propos sur l'individu aux seuls tenants du capitalisme qui s'en servent – en agitant le spectre d'un collectivisme totalisant – pour réduire à néant toute forme d'avenir commun et œuvrer à faire de la société un simple amas d'individus isolés les uns des autres, sans capacité de liens, sans notion de création commune ou d'intérêt général².

La question de l'individu est donc incontournable pour faire association et société, c'est-à-dire pour concevoir et pour créer *ce qui ne préexistait pas* avant de faire association (par exemple : les services publics, la cotisation sociale, la propagation de l'information sur les réseaux, cette Europe des peuples qui est à construire, etc.).

² Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

Enfin, et c'est l'un des fondamentaux de l'Ecologie Politique, la question de l'individu est incontournable pour interroger et déterminer le sens même du développement de notre société. C'est pourquoi la question de l'individu est une question dont les mouvements de gauche ne peuvent plus esquerir la centralité, une centralité qu'ils doivent assumer face aux tenants du capitalisme qui s'en prétendent, à tort, être les champions. En effet, l'émancipation humaine et l'autonomie pour un individu, citoyen dans la société, ce sont celles qu'il vit, ce sont les siennes ; et son but est le bonheur et la joie de vivre (voir le chapitre 3 : *Epilogue... charger le monde de signes*).

- 4- Les références données en notes de bas pages ainsi que *la bibliographie* (chapitre 4) ne sont pas là pour écraser le lecteur ! L'un des objectifs de ce livre est de proposer des sources et des lectures complémentaires pour d'éventuels curieux et, *a minima*, des références pour savoir « qui a bien pu écrire quoi ». Retracer ces parcours des idées, c'est montrer leur construction historique, c'est montrer qu'elles ne sortent pas d'un chapeau, c'est montrer cette transmission qui constitue la culture des êtres humains que nous partageons tous. C'est donc mettre en avant qu'il n'y a pas de vérité révélée, mais des héritages dont nous sommes tous les récepteurs, les porteurs, les constructeurs et les transmetteurs tout autour de nous ; et seule cette prise de conscience permet l'édification d'une société alternative. Encore une fois, l'isolement des individus est le plus sûr moyen de les dominer tous...

Noter une référence, aller sur internet ou chez un libraire pour commander un livre, l'ouvrir, le lire et en parler autour de soi, tout cela est à la portée de chacun.

- 5- Ce livre est déposé sous licence libre dans le but d'être transmis gratuitement :

donnez-le... téléchargez-le... citez-le... copiez-le...

Le mot du Président de l'UFAL

11

L'Union des Familles Laïques est une association familiale dont la mission première est la défense des intérêts matériels et moraux des citoyens et de leurs familles dans le respect des valeurs laïques et républicaines. Nous avons, à l'UFAL, un ancrage important dans les valeurs de la laïcité : séparation des espaces de l'autorité publique et de la société civile, respect d'autrui, tolérance mais aussi vigilance. Dans ce but, l'UFAL développe une action de réflexion en lien étroit avec le mouvement social sur tous les sujets de la vie qui intéressent les individus en tant que citoyens et membres d'une structure familiale, quelle que soit la forme de celle-ci. L'UFAL n'a, en effet, aucun a priori, sur la façon dont chacun organise sa vie, mais porte son attention sur la qualité des liens qui unissent les personnes et les générations, avec un intérêt particulier sur l'enfance.

La vie familiale englobant l'ensemble des problèmes que rencontrent les personnes qui y participent, de la naissance à la mort, aucun sujet ne peut être exclu des réflexions de l'UFAL. Parmi ceux-ci, l'écologie tient une place importante en tant que préoccupation pour l'environnement de la vie quotidienne ; aussi, l'analyse des politiques qui façonnent cet environnement doit permettre aux citoyens et à leurs familles de regagner en capacité d'autonomie et de décision.

La commission Développement Ecologique et Social de l'UFAL a mené une réflexion importante, en son sein et avec l'apport de personnes extérieures proches de nos préoccupations. Ce livre ne prétend pas apporter une n^{ième} « solution » aux problèmes majeurs de l'évolution de notre environnement de vie ! Ce livre est le résultat d'un ensemble de recherches et il présente des réflexions et des sources de débats offertes à tous dans le but de contribuer à l'éducation politique entre citoyens ; il contribue ainsi à une éducation

populaire que l'UFAL considère comme cardinale – et parmi les sujets exposés dans ce livre, et dans l'esprit de notre association, se trouve une réflexion originale sur les liens qui peuvent exister entre l'écologie et la laïcité.

Toutes ces contributions participent à un ensemble que l'importance autorise à nommer « Ecologie Politique ». Le projet est donc ambitieux car le sujet est d'un intérêt majeur pour la vie quotidienne des citoyens et de leurs familles, ainsi que pour le développement de notre société.

En soutenant ce livre écrit par ses militants, l'UFAL n'a que la modeste ambition de participer à une réflexion à la fois utile et nécessaire, mais qu'elle souhaite porteuse d'échanges et d'actions futures.

Michel Canet

Pour adhérer et soutenir l'UFAL dans ses actions :

- par le bulletin ci-contre**
- par Internet : <http://www.ufal.org/soutien>**

Sites de l'UFAL :

- www.ufal.org (le site Internet)
- www.ufal.info (le portail des commissions)

BULLETIN D'ADHÉSION À L'UFAL



Nom : Prénoms :

Adresse :

Email : @

Tél : Tél mobile :

Nom du conjoint(e) : Prénoms :

Situation familiale :

- Célibataire Union libre Pacsé(e) Marié(e)
 Divorcé(e) Séparé(e) veuf(ve) Tuteur(trice)

Nombre total d'enfants : dont majeur(s)

Année de naissance pour chaque enfant (y compris majeurs) :

N.B. : conformément aux statuts de l'UNAF, les adhésions des célibataires et des personnes seules qui n'ont pas eu d'enfants seront enregistrées sur une liste particulière.

J'adhère, en qualité de membre actif, à l'UFAL locale de :
(sans réponse, vous serez rattaché à l'UFAL locale la plus proche de votre domicile)

Montant de l'adhésion 15 €

- Je m'abonne au journal UFAL Info : 8 € pour 4 numéros par an
 Je m'abonne à la lettre électronique UFAL Flash (gratuit)
 Je soutiens l'action de l'UFAL et je fais un don de €

Je joins un chèque, à l'ordre de l'UFAL, d'un montant total de : €

A....., le signature :

Bulletin à renvoyer, avec le règlement, au siège de l'UFAL :
27 rue de la Réunion - 75 020 Paris

En application de l'article 27 de la loi du 6 janvier 1978, les informations ci-dessus ont un caractère obligatoire pour l'établissement de la liste d'adhérents de notre association familiale, liste destinée à vous représenter au sein de notre mouvement, tant au niveau départemental, régional, que national et au sein de l'UDAF et de l'UNAF.

Elles peuvent donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification auprès de l'UFAL à laquelle vous adhérez et de l'UDAF du département.

Toutes ces informations ont un caractère strictement confidentiel et ne feront l'objet d'aucune cession à un organisme autre que l'UDAF.



Introduction

15

D'où vient « l'écologie politique » qui agite ainsi notre époque ? ... Que recouvre-t-elle ? ? ... De quoi s'agit-il ? ... De quoi parle-t-elle ? ... Et surtout en quoi touche-t-elle ma vie, celle de ma famille, celle de mes proches... celle des autres ?

Pour l'individu ordinaire, notre époque apparaît souvent comme confuse au niveau des idées dont il entend parler. Effectivement, se retrouvent pêle-mêle quantité de propos sur « le productivisme », sur « la décroissance » (remplacée de plus en plus par « l'objection de croissance »), sur la « protection de l'environnement », sur « le capitalisme », sur « la gratuité », sur « la révolution citoyenne et numérique », sur le « salaire universel » ; et à tout cela vient se greffer en toile de fond le terme d'« écologie politique » dont se revendiquent quantité de gens et de mouvements très différents. Ils sont parfois si différents dans leurs propositions politiques, sociales ou économiques que le contenu de ce qu'ils nomment « écologie politique » apparaît alors... extrêmement flou, vague et difficile à cerner pour l'individu qui est appelé à être un citoyen (c'est-à-dire à décider du cadre où sa vie et celles des autres prendront place : la société).

D'où vient cette « écologie politique » dont ils parlent tous... ?!

Un autre point essentiel est que chacun perçoit, plus ou moins précisément, que la gauche « de gauche » (celle qui veut une alternative au système actuel et non plus seulement une alternance à la tête du pouvoir) est en panne de modèles, en manque de ressources. Les bases de cette gauche des XIXe et XXe siècles n'ont jusque-là pas été suffisantes pour apporter, en ce début de XXIe siècle, des fondations capables d'assurer le renouveau politique et social en termes de perspectives de

vie, individuelle et collective. À l'heure où les révoltes du « printemps arabe » agitent l'autre rive de la mer méditerranée et apporte un souffle nouveau, il apparaît que dans ces mouvements de la gauche de gauche le point de vue macroscopique de l'économie a été incapable, à lui seul, de répondre à la problématique de la qualité de vie individuelle et de la qualité d'une civilisation.

Il en résulte aujourd'hui une série de déceptions énormes (chômage, quotidien de vie déstructuré, pollution, etc.) qui peuvent nourrir les sentiments de fatalité, de frustration, de colère et d'impuissance devant l'injustice et la misère ; en somme tout ce cocktail de ressentiments dont se nourrit l'extrême droite...

Les dégradations des conditions de vie individuelles et collectives depuis 1983 sont complètement paradoxaux dans un monde doté d'une capacité de production absolument considérable : l'agriculture a des moyens techniques incroyables (mécaniques, chimiques, biologiques) mais paradoxalement à cela, nous mangeons et buvons des produits pollués. Les transports vont de plus en plus vite et nous sommes de plus en plus éloignés de notre lieu de travail. Les moyens dits « de communication » explosent littéralement mais pourtant la solitude touche un nombre de plus en plus important de personnes. Nous avons de quoi construire un cadre de vie agréable pour tous et des milliers de vies humaines sont entassées dans des cités qui deviennent de plus en plus un « hors-lieu » de la République. La recherche médicale accumule les découvertes et nous avons de plus en plus de difficultés à nous soigner. Et c'est sans parler de notre médecine « mécaniste » qui s'enlise dans des voies chimiques, des traitements sans remonter à la source ou à la globalité de l'organisme. Nous avons la capacité de produire des objets magnifiques et nous sommes amenés à acheter des objets médiocres pour remplir sans cesse nos existences, etc.

Ainsi, partout, cette problématique de « la qualité de notre vie individuelle et de la qualité de notre civilisation » est présente comme un élément essentiel : cette problématique est le premier point qui sous-tend l'écologie politique. Car si cette question de la qualité et du sens est centrale c'est qu'elle est tangible et palpable pour l'individu et sa famille au sens où elle est cette réalité qui est effectivement vécue dans le quotidien. Or, ce thème de la « qualité » de vie individuelle imbriquée dans la perspective d'une alternative collective à la société actuelle est un point essentiel : quel est le sens de ce que nous faisons ?

Le second point qui sous-tend l'écologie politique est qu'elle repose sur une lecture « contradictoire »³ du développement du capitalisme : c'est-à-dire que l'écologie politique tache de montrer comment trouver, dans notre présent, les alternatives à l'organisation de la société sous le capitalisme qui sont déjà là – alternatives déjà présentes dans des institutions, des organisations ou des outils techniques – afin de les reconnaître, de les pousser plus avant et d'aller ainsi vers une sortie pacifique du capitalisme pour construire une société ayant un sens humain. Ces deux points – la question du sens et le développement contradictoire du capitalisme – constituent la base de l'écologie politique, ils forcent à une analyse globale permettant une sortie du capitalisme et du productivisme.

Par ailleurs, c'est en regard de cette analyse globale – liant l'individu et la société avec la question de la « qualité » et de la sortie du capitalisme – qu'il est possible d'affirmer que l'écologie politique n'a de sens que si elle s'inscrit dans un projet républicain, laïque et « révolutionnaire »⁴. Voilà pourquoi un terme comme « écologie sociale et républicaine » est certainement très utile mais force est de constater qu'en dehors de cette logique républicaine et sociale, l'écologie

³ Au sens du « développement contradictoire du capitalisme » donné par Karl Marx (voir le lexique au chapitre 4 pour ce terme).

⁴ voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

politique s'avère vide de sens, ne conduit qu'à des impasses et à des détournements qui entraînent la poursuite de la société actuelle, avec sa superficialité, avec ses logiques inhumaines, avec ses injustices... et donc avec ses désillusions qui seront graves de conséquences, tant pour le citoyen et sa famille que pour la société humaine toute entière.

Insistons ! Contre le mythe stérile de la « table rase », l'écologie politique s'inscrit dans un projet révolutionnaire, c'est-à-dire qu'elle montre que les outils pour une alternative au capitalisme sont déjà là, à côté de nous, et que nous avons simplement à apprendre à les voir, à les reconnaître pour ce qu'ils sont, à les pousser en avant.

Dans le contexte actuel, devant la confusion qui entoure le terme « écologie politique » et la nécessité de dépasser les modèles traditionnels de la gauche du XXe siècle, il est apparu nécessaire de rendre accessibles diverses notions et informations concrètes sur ce sujet pour que l'individu soit plus à même de prendre en charge le rôle qui est légitimement le sien : participer pleinement, activement, et avec sagesse, à la construction de son existence et de la société où il vit. Ceci dans le but d'y vivre heureux, lui et les autres, lui avec les autres.

Sur cette base, des membres de la commission Développement Écologique et Social de l'UFAL (Union des FAmilles Laïques) se sont lancés dans un travail de réflexion et de production d'un recueil de textes, accompagnés d'un lexique, dans le but de remplir leur mission d'éducation populaire auprès des citoyens et de leurs familles. Ce livre est donc conçu pour être une occasion de se réunir, de provoquer la discussion⁵ et de construire cette culture collective du projet

⁵ Autour de la table du repas de famille, au bureau, dans un café ou un wagon de train, à un arrêt de bus ou dans une file d'attente à la poste, avec son « responsable clientèle » (employé d'un banquier) comme avec son voisin, en manifestation comme devant un bureau de

alternatif ; cette culture qui se partage, progresse et rassemble les citoyen(ne)s.

vote, etc. Car lorsque nous rencontrons nos semblables, nous n'avons pas obligation à ne parler que de foot, des séries télévisées, de bouffe et de la chanson à la mode (que des publicitaires auront fait disparaître six mois plus tard...).

20

Chapitre 1

Des origines de l'Ecologie Politique

1.1 Des origines

23

A partir des années 1950-60, on commence à s'interroger sur un problème dont on constate les effets extrêmement néfastes : l'usage des pesticides et des intrants chimiques dans l'agriculture industrielle intensive qui se développe et se répand dans les pays occidentaux depuis la fin de la seconde guerre mondiale. De là, des chercheurs constatent les dégâts occasionnés par l'usage des produits chimiques sur les terres environnantes (sols, animaux, plantes, eau, etc.), mais surtout les méfaits sur la santé des personnes en contact avec cet environnement chimique : celles qui travaillent dans l'agriculture, directement ou indirectement, mais également celles qui consomment les produits chimiques utilisés dans cette agriculture, via l'alimentation.

C'est à partir de ce problème très concret de pollution, qu'une réflexion va se construire et – surtout ! – se généraliser, tout en réactivant des sujets d'avant-guerre, pour arriver à une problématique bien plus globale que le simple sujet de la pollution en agriculture :

Comment une civilisation en arrive-t-elle à se détruire, elle-même et les vies des individus qui la composent ? Et une différence fondamentale apparaît alors d'avec les courants de pensée de la gauche de l'époque : au lieu de considérer comme premier le point de vue macroscopique de la santé publique (d'où découle la santé de l'individu), c'est la santé de l'individu qui va être posée comme étant première puisque c'est elle qui permet à l'individu de jouir de son existence et donc d'avoir une « qualité de vie » ; le point de vue macroscopique ne devenant alors qu'une des modalités de cette finalité individuelle. Et c'est à partir de ce point de départ individuel que la problématique va ensuite se dérouler vers la

question collective : « Quelle est la qualité d'une civilisation ? »⁶

Ainsi, bien que partant d'un problème très concrètement lié à l'agriculture et à la pollution, l'intérêt de ce nouveau courant de réflexion est que son point de départ va très vite être dépassé pour s'étendre à la réflexion sur les interactions qu'établissent les individus les uns avec les autres. D'une manière plus générale, il va s'agir de se focaliser sur la problématique des interactions qu'un individu entretient avec ce qui l'environne : la société et son environnement de vie, mais également lui-même.

Rappelons qu'au XIXe siècle, la biologie a créé une nouvelle discipline : l'écologie qui repose sur l'étude des interactions. Par exemple, l'écologie du terme s'intéresse aux interactions et aux conséquences de ces interactions qui existent entre le terme, la société des termes et l'environnement de vie du terme, c'est-à-dire

⁶ Ce questionnement sur la « qualité » est la base des travaux de personnes comme André Gorz, Yvan Illich ou Jacques Ellul. Bien sûr, Yvan Illich ou Jacques Ellul avaient des socles de pensée chrétiens, et de nombreux propos de Jacques Ellul ne sont absolument pas recevables (vision nostalgique du passé, voire des écrits réactionnaires ou islamophobes). Mais il est nécessaire de comprendre que la remise en question de la société productiviste ne peut pas venir de personnes intégrées à cette culture qui était l'orientation des partis marxistes traditionnels du XXe siècle. La critique ne peut donc venir qu'en regard d'une éthique de vie extérieure qui permet de questionner la « qualité » de vie au sein d'une civilisation productiviste. Il est donc très important de faire un tri sélectif dans ce qui est utile ou pas chez un auteur et d'écartier notamment tout ce qui peut légitimer une vision passée, religieuse, etc. Si André Gorz est certainement le plus intéressant pour nous, c'est parce que son propos est très actuel, mais aussi parce qu'il est celui qui se place le plus résolument dans un sens politique, avec une approche résolument globale, tout en conservant cette question éthique comme étant absolument nécessaire pour discuter de la « qualité », donc le sens, de ce que nous faisons.

l'environnement qui entoure le terme, son écosystème ; et il s'agit d'un environnement essentiellement « naturel », mais il est également « artificiel » au sens où les termites fabriquent une termitière avec des chambres, des voies de passages, etc.

Calquer cette approche dite « écologique » sur l'être humain va donc développer un domaine où il s'agit d'étudier les interactions, et les conséquences de ces interactions, que l'individu établit avec :

- 1- les autres personnes, donc sur le plan relationnel (affectif et social), mais aussi sur le plan de la société qui n'est pas une simple somme d'individus mais plutôt un cadre que les individus se donnent et font évoluer collectivement. C'est au sein de la société qu'interviennent des notions telles que la laïcité, le travail, la gestion économique, les services publics, les communs, etc.
- 2- avec l'environnement de vie qui n'est pas, là non plus, uniquement l'environnement « naturel » (le climat, la biodiversité, les ressources naturelles, etc.), mais qui est également un environnement « artificiel » pour une très large part (l'urbanisme, les moyens transports, les objets et appareils techniques en tous genres, mais aussi les systèmes d'organisations comme le système d'éducation, la gestion de la santé, les retraites, l'organisation du travail, etc.). L'écosystème de l'être humain est fondamentalement... politique.
- 3- avec lui-même (son corps, sa vie personnelle, le déroulement de sa vie, sa satisfaction et son bonheur dans l'existence, sa santé, sa capacité à décider de sa vie, etc.), puisqu'à la différence d'avec un terme, il est impossible de négliger la psychologie chez un être humain, et notamment la question du bonheur qui est centrale pour un être humain : il ne s'agit pas de survivre, mais de vivre heureux.

Ce nouveau courant de pensée diffère donc d'avec la science écologique telle qu'elle existe en biologie sur deux points : **primo**, la dimension psychologique va intervenir chez les êtres humains ; et **secundo**, il n'est absolument pas possible de ne parler que de l'environnement « naturel » dans cette écologie de l'être humain et de sa société puisque l'environnement de l'être humain est bien sûr « naturel », mais il est également largement « artificiel » puisque créé massivement par la production de l'être humain lui-même. Et, nous le constatons tous les jours, cet environnement « artificiel » représente la plus grande part de ce qui nous entoure dans notre vie quotidienne⁷.

Or, considérons cet environnement de vie ! Il est façonné par l'être humain et sa société, cet environnement est donc le fruit de la production humaine, c'est-à-dire du travail humain qui fabrique des objets, des villes, invente des organisations et des institutions, utilise les ressources de la planète Terre, produit des ordinateurs, de l'énergie, et même des livres (y compris celui qui est dans les mains du lecteur lisant... cette ligne !).

Ainsi, tout ce qui concerne notre environnement, naturel et artificiel, pose constamment la question de la production, donc de l'organisation sociale de cette production ! Or, cette question cardinale en écologie politique renvoie immanquablement aux penseurs du XIXe siècle (dont Marx a été un des prismes importants, mais dans lequel il faut compter le mouvement libertaire qui a aussi engendré nombre des pensées alternatives œuvrant à l'émancipation humaine).

⁷ Il suffit de regarder ce qui est strictement « naturel » dans un rayon de 10 mètres autour de nous pour se rendre compte de l'importance des objets qui nous entourent (issus de la production des êtres humains), sachant que la production de ces objets dépend de techniques mais également d'institutions humaines. Tout cela constitue l'environnement « artificiel », c'est-à-dire celui qui est produit par l'être humain, à la différence de l'environnement naturel qui existe sans l'intervention humaine.

Tout ceci montre que la question de la pollution de l'environnement naturel, et d'une manière générale cette fameuse « protection de la nature », n'est en rien centrale dans la problématique soulevée par le courant de pensée qui nous intéresse. Bien sûr, cette préoccupation intervient, mais comme un paramètre, comme une modalité dans la qualité de vie individuelle et dans la qualité de la civilisation humaine. Cette protection de l'environnement naturel n'est absolument pas la finalité des préoccupations soulevées par l'Ecologie Politique qui restent, elles, centrées sur la qualité de vie de l'individu et sur la qualité d'une société dont la préservation de l'environnement naturel n'est qu'une des conséquences logiques.

Et aujourd'hui, il y a un véritable enjeu à ne pas laisser la superficialité de la « protection de la nature » l'emporter dans le débat public si l'on ne veut pas voir le cœur de l'Ecologie Politique être évacué, c'est-à-dire si l'on ne veut pas voir disparaître toute la force de l'Ecologie Politique en termes de constructions sociales alternatives au capitalisme.

1.2 Pourquoi le terme « Ecologie Politique » ?

Il reste que ce courant de réflexion n'a pas de nom. Or, il faut bien le désigner pour l'inscrire dans les courants de pensée qui s'impliquent dans les luttes pour l'émancipation humaine depuis le XIXe, et même le XVIIIe siècle.

Ce courant de réflexion va rapidement comprendre la similitude entre la problématique qui est la sienne et la formulation scientifique de l'écologie en biologie, mais avec trois différences majeures :

- 1- sur l' « individu » : l'individu dont il s'agit d'étudier désormais les interactions avec lui-même et ce qui l'entoure n'est plus un animal (par exemple un terme !), mais un être humain. Il apparaît donc, certes important de marquer le lien avec l'écologie et l'écosystème de l'être humain, mais également de marquer une distinction claire avec cette science écologique, branche de la biologie, qui, elle, étudie les animaux et les plantes, et plus généralement avec toutes les sciences qui étudient les espèces sur la planète Terre et la Terre elle-même.
- 2- sur l'aspect politique, puisqu'il apparaît immédiatement qu'il est impossible de mener pleinement ces nouvelles réflexions sur l'individu, la société et l'environnement de vie sans comprendre ni assumer les conséquences et implications politiques qui vont être soulevées.
- 3- sur des aspects analytiques, puisque les théories désignées sous le terme « économie politique » étaient jusque-là considérées comme les plus abouties pour analyser, comprendre et orienter le développement des sociétés humaines. Or, il apparaît que les nouvelles problématiques de l'écologie de l'être humain englobent l'économie qui n'en est alors plus qu'une composante

(et pour cause : le travail de Marx – qui est précisément la critique de l'économie politique – est une des bases incontournables de cette écologie de l'être humain et de sa société).

Ces trois points vont finalement aboutir au terme « Ecologie Politique » qui désigne l'ensemble des réflexions menées sous cette nouvelle problématique. En effet, il apparaît que ce terme d'« Ecologie Politique » permet :

- 1- de marquer le lien avec la science écologique et de lier ses objectifs à la question de la société humaine (la politique, le social) ;
- 2- de montrer et d'assumer les conséquences politiques que ce courant entend soulever ;
- 3- de créer un parallèle sémantique évident entre « économie politique » et « écologie politique » afin de s'inscrire dans une filiation claire : celle du prolongement de la critique de l'économie politique développée par Karl Marx contre, précisément, cette théorie de l'économie politique – développée notamment par Adam Smith, David Ricardo et Thomas Malthus – dont le but était d'imposer l'idée que l'économie doit être au centre de toute décision politique (ce qui permet d'imposer le capitalisme, le productivisme et l'ordre social actuel comme étant « naturels » et indépassables).

Remarque :

En conséquence, quatre points semblent déterminants pour permettre de savoir si les propos d'une personne relèvent véritablement de l'écologie politique (et non de la seule communication) :

- 1- La question de l'environnement naturel n'est pas la finalité de l'écologie politique ! Il n'en est qu'une des

modalités, une des conséquences logiques. Les courants de pensée qui opèrent une distinction entre le milieu « naturel » et le milieu « artificiel » et qui se focalisent sur la protection de l'environnement naturel sans aborder la problématique de l'individu et de la société sont dits « environnementalistes », et ils n'ont rien à voir, ni dans leurs priorités ni dans leurs actions, avec ce que l'on appelle l'écologie politique. Par exemple, les questions sur « les communs »⁸, le partage du savoir, les techniques ou l'organisation du travail ne les intéressent pas puisque la primauté est toujours donnée aux problèmes de pollution, de contamination, de préservation, de biodiversité, etc.

- 2- L'écologie politique n'est pas une tentative d'application des résultats de la biologie – dont l'écologie est une branche – dans le domaine de la politique humaine. L'écologie politique est un domaine de réflexion propre, séparé de la biologie, puisque la psychologie ou l'étude des conventions du travail n'interviennent pas en écologie biologique. Par exemple, le milieu « artificiel » des termites est certes complexe, mais considérablement plus limité que celui façonné par les êtres humains (la gestion de la santé n'existe pas chez les termites, pas plus que les différents modèles d'agriculture et encore moins le droit du travail ou la cotisation sociale, etc.). L'écologie politique est l'écologie de l'être humain et de son écosystème pris dans sa totalité, et pas uniquement l'écosystème « naturel » qui lui relève de l'écologie biologique.
- 3- Il n'y a pas d'opposition entre « l'écologie politique » et « la critique de l'économie politique » de Marx. Mais il y a effectivement divergence avec les courants

⁸ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

marxistes traditionnels⁹ des XIXe et XXe siècles puisque l'écologie politique repose sur la critique de l'économie politique de Marx en partant d'une lecture de Marx qui fait intervenir son livre « les *Grundrisse* »¹⁰ dans l'interprétation des écrits qui constituent « le Capital ». Cette lecture plus globale de Marx conduira à remettre en cause la primauté exclusive de la lutte des classes pour affirmer que doivent également intervenir la critique du travail et des rapports de production au sens où ils sont la base de la société moderne dont le cœur est bien le capitalisme. Il y a donc affirmation d'une filiation au sein des mouvements qui luttent pour l'émancipation humaine contre le capitalisme – mouvements dans lesquels s'inscrit l'écologie politique – et affirmation d'une démarcation par rapport aux courants marxistes traditionnels, puisqu'il s'agit de refuser les logiques du travail et de la production, telles qu'elles sont pensées sous le capitalisme¹¹ et que l'on

⁹ Le terme « traditionnel » est repris à Moishe Postone dans sa qualification des courants marxistes dominant le XXe siècle (cf. « Temps, travail et Domination sociale, une réinterprétation de la théorie critique de Marx » aux éd. Mille et une nuits). Dans cet ouvrage, l'auteur explique notamment les différences d'analyse et pourquoi les marxismes traditionnels reprennent la conception du travail et de la production du capitalisme au lieu de les refuser. D'où le résultat du « socialisme réel » de l'URSS : si la propriété des moyens de production change, l'organisation de la production et la représentation du travail restent issues du modèle productiviste du capitalisme, avec les mêmes effets sur l'être humain et la société.

¹⁰ Les *Grundrisse* ou « fondements de la critique de l'économie politique » de Karl Marx, écrits en 1857-1858, publié seulement en 1939 (presque 20 ans après la création de l'URSS...).

¹¹ « Alors que Marx concevait le dépassement historique du *simple travailleur* comme la condition de réalisation de l'homme (Grundrisse, t. II, p. 96), la position du marxisme traditionnel fait que l'homme se réalise comme *simple travailleur* ». Moishe Postone, « Temps, Travail et Domination Sociale, une réinterprétation de la théorie critique de Marx », p. 113.

retrouve dans le modèle dominant le marxisme du XXe siècle : l'URSS¹².

- 4- L'écologie politique ne s'occupe pas uniquement des individus pour délaisser la problématique de la société et du collectif. Certains pensent que l'écologie politique est un prétexte au communautarisme politique¹³, à l'isolement, à la remise en cause de la notion même de République pour ne favoriser qu'un individualisme complètement stérile. Bien au contraire, l'écologie politique s'occupe des interactions et des liens entre l'individu, la société et l'environnement de vie, ce qui inclut nécessairement les systèmes d'organisation de la société et qui prouve qu'en écologie politique la société n'est pas une simple somme d'individus isolés, mais qu'elle est une organisation qui, selon le modèle républicain, repose sur les citoyens travaillant à la mise en place d'un cadre dans lequel l'intérêt général supplante l'intérêt particulier¹⁴. L'écologie politique rappelle que faire association est indispensable pour créer et donner corps à ce qui n'existant pas – par exemple des caisses de retraite basées sur la cotisation sociale – et que l'autonomie de l'individu repose fondamentalement sur le lien social actif (voilà pourquoi le lien social¹⁵ établi entre les individus est une cible permanente pour le capitalisme et tous les totalitarismes). L'écologie politique intègre donc de manière fondamentale des problématiques comme les

¹² Voir par exemple « Adieux au Proletariat, au-delà du socialisme » (André Gorz, 1980). Dans le titre de cet ouvrage, les termes « Proletariat » et « socialisme » renvoient très précisément à la vulgate soviétique et au marxisme traditionnel que ce livre appelle à dépasser.

¹³ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹⁴ Par exemple, l'école publique permet l'éducation des enfants, pas seulement des siens, et permet donc d'avoir un cadre de vie où les gens avec lesquels on vit quotidiennement sont instruits.

¹⁵ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

services publics, l'intérêt général, les communs, la laïcité,¹⁶ etc. c'est-à-dire tout ce qui fait que la société n'est pas une somme d'individus atomisés et isolés les uns des autres n'ayant pour unique point commun que le seul fait de vivre sur un même territoire. La citoyenneté suppose des liens sociaux. Et la notion de projet commun et de construction d'une société visant à développer l'autonomie individuelle est le cœur du projet de l'écologie politique.

¹⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

1.3 De nouveaux outils pour l'émancipation humaine

L'écologie politique se pose donc comme un nouvel angle d'attaque. Elle permet de comprendre et étudier le devenir de l'individu et de la société elle-même en introduisant davantage de transdisciplinarité là où l'économie politique¹⁷ écrasait les autres aspects de l'être humain et de la société humaine. De cette centralité de l'individu – et non plus du « travailleur » qui n'est qu'un aspect de l'individu – ainsi que du sens de ce que nous faisons découle que l'économie n'est plus centrale, mais qu'elle devient un objet d'étude au même titre que les autres, elle redevient un outil et non plus la finalité¹⁸.

Cet angle d'attaque de l'écologie politique induit plusieurs conséquences :

- 1- Les penseurs en écologie politique se trouvent être très libres par rapport aux écoles de pensées déjà établies notamment face au « marxisme traditionnel »¹⁹ qui domine la pensée de gauche durant tout le XXe siècle. Leurs profils sont souvent hétéroclites et pluridisciplinaires.
- 2- Cette position « hors cadres » a donné beaucoup de liberté d'approche et de discussion critique sur des points qui jusque-là étaient considérés comme établis (par exemple, la place des choix en matière de technique

¹⁷ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹⁸ La gestion de la dette grecque nous montre comment l'économie aveugle peut mettre un peuple à genoux.

¹⁹ Le terme « traditionnel » est repris à Moishe Postone dans sa qualification des courants marxistes dominants le XXe siècle (« Temps, travail et Domination sociale », éd. Mille et une nuits).

et de développement dans l'orientation politique de la société).

35

A partir de là, plusieurs problématiques vont rapidement apparaître et constituer véritablement le cœur de la pensée et de l'analyse en écologie politique. Ces concepts sont donc des briques incontournables. Le plus connu de ces concepts est certainement ce que l'on appelle « la critique de la technique » qui va être développée très tôt. L'écologie politique va également proposer une généralisation de la prolétarisation à partir de celle donnée par le marxisme. Elle va développer les concepts « d'hétéronomie », « d'autonomie », de « monde vécu » et de « consumérisme »²⁰. Pour y parvenir, l'écologie politique va intégrer aux analyses antérieures de nombreuses sciences humaines (sociologie, psychologie ou médecine, entre autres) dans une logique transdisciplinaire.

Enfin, la critique de l'expérience du socialisme réel, lancée en 1917, et analysée conjointement avec le système capitaliste, mènera à une critique des courants marxistes traditionnels du XXe siècle et à la définition de ce que l'on appelle « le productivisme » ainsi qu'à la critique de la centralisation qui conduit à la mise en place d'un « pouvoir fonctionnel »²¹. De là viendra notamment toute une réflexion sur l'organisation des collectifs de travail, sur la prise de décision, sur le savoir et la communication structurée en réseau (soutenu aujourd'hui par les techniques numériques) qui constituent des éléments fondamentalement subversifs au productivisme au sens où il est un système qui aliène l'individu et détruit sa qualité de vie, sa société et son environnement de vie.

²⁰ Voir le lexique (chapitre 4) pour ses termes.

²¹ Cf. « Adieux au Proletariat, au-delà du socialisme » (André Gorz, 1980). Dans ce titre, les termes « socialisme » et « Proletariat » renvoient au socialisme dit « réel », dont l'URSS avait le monopole à cette époque, et aux marxismes traditionnels du XXe siècle.

Dans l'analyse, la centralité de l'individu est donc première et l'opposition au productivisme (capitaliste ou soviétique) est claire et totale. Par ailleurs, l'écologie politique met aussi en avant que la gauche du XXe siècle s'est certainement réfugiée derrière l'économie et « le point de vue macroscopique » au sens où la gestion structurelle d'une société est bien plus « facile » et plus « simple » à réaliser que la problématique de sa qualité, et que cette réduction au seul point de vue macroscopique apparaît comme un refuge face à la difficulté à poser des questions sur la qualité de vie individuelle et la qualité de la société, questions qui impliquent de mettre en doute le mode de développement lui-même, comme le fit, par exemple, le Club de Rome dans son premier rapport en 1972. Car la finalité humaine en termes de qualité de vie individuelle – qui est la seule tangible et réelle pour un être humain participant à la société ! – fait intervenir des problèmes bien plus difficiles à résoudre au sens où elle est bien plus phénoménologique et demande le recours à d'autres principes d'analyse.

Ainsi, l'écologie politique n'oppose pas l'individu à la société. Elle rappelle seulement que l'individu est central et qu'il a besoin d'une société digne de ce nom pour vivre, et que le rôle de cette société, dont il est un acteur, n'est pas simplement de fonctionner et surtout pas au détriment des individus qui la composent. C'est ce qui est désigné par l'expression : centralité de l'individu en écologie politique.

La centralité du point de vue économique, donc de la logique de la sphère économique, révèle que le productivisme est une conséquence directe du paradigme dominant nos sociétés depuis l'ère industrielle, à savoir l'*économisme*²². Or, l'Histoire l'a montré pour la gauche et les marxismes traditionnels, l'échelle macroscopique et la réduction des problématiques individuelle et collective à la seule sphère économique ne peuvent absolument pas répondre aux

²² Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

problématiques de qualité de vie individuelle et de qualité d'une civilisation. Il est fondamental de faire reposer la perspective politique sur le sens que nous pouvons donner au terme « qualité ».

C'est en ce sens que l'écologie politique englobe la critique de l'économie politique (puisque elle se place dans le sillage de Marx²³) et qu'elle pose comme indispensable de dépasser le paradigme de l'économisme qui guide le développement de nos sociétés depuis pratiquement deux siècles. La réduction de la vie à la sphère économique, la réduction du bonheur à la seule question de l'argent, la réduction des attentes individuelles à des critères uniquement économiques sont le plus sûr moyen de pérenniser l'économisme comme une évidence incontournable. L'écologie politique insiste donc sur le fait qu'il est nécessaire de s'extraire de la logique économique y compris et surtout dans les dimensions culturelles, qu'elles soient individuelles ou collectives.

De ces considérations, il découle la définition suivante de l'Ecologie Politique : « *L'Ecologie Politique est la préoccupation pour la qualité de la vie individuelle et la qualité d'une civilisation.* » Cette définition est certainement la plus solide et la plus porteuse de perspectives sociales et individuelles. En effet, le terme « qualité » porte précisément sur la question du bonheur individuel ainsi que sur la question de l'orientation du développement d'une société humaine qui n'est pas neutre politiquement, donc socialement ! Comprendons que l'écologie politique repose sur une logique « qualitative » qui se détache radicalement de la logique exclusivement « quantitative » qui, elle, est au cœur du développement productivisme et du capitalisme.

²³ Voir par exemple les articles de Richard Sobel : « La philosophie du travail de Gorz est-elle marxienne ? » et « Travail salarié et 'société salariale' : de Marx à Marx, en passant par la sécurité sociale ».

1.4 L'histoire d'un rendez-vous manqué... et ses conséquences !

L'écologie politique s'inscrit donc, dès ses débuts, dans une logique d'émancipation par rapport au système existant en reposant les questions du sens et de la finalité humaine, et en intégrant des problématiques directement liées à la qualité de la vie. C'est-à-dire que compte tenu de ses orientations, de ses travaux et de ses réflexions, elle ne peut se placer sur un accompagnement du modèle de développement productiviste, que celui-ci soit de forme capitaliste ou soviétique. Donc, logiquement, ce courant de pensée aurait dû se rapprocher de la gauche qui est historiquement porteuse des libertés et de la lutte pour l'émancipation humaine.

Mais un problème se pose rapidement du fait de l'état des forces politiques dans cette période de l'Histoire. L'exemple de la France nous concerne en premier lieu, mais il est, là encore, emblématique et pourra être extrapolé. Il se trouve que dans les années 1960-70, période durant laquelle l'écologie politique se développe en tant que courant d'idées novatrices, le paysage politique est marqué par une partition très forte et très claire entre d'une part, une gauche dominée par un PCF marxiste traditionnel²⁴ (pour mémoire le PCF fait encore 21 % aux législatives de 1978 et il est prosoviétique), et, d'autre part, un gaullisme qui domine encore largement la droite (même si des néolibéraux, emmenés par Raymond Barre et Valéry Giscard d'Estaing, commencent à préfigurer, en France, la montée de l'idéologie de l'école d'économie de

²⁴ Le terme « traditionnel » est directement repris à Moishe Postone qui l'utilise pour nommer des courants marxistes du XXe siècle caractérisés par une certaine analyse des travaux de Marx (cf. « Temps, Travail et Domination Sociale, une réinterprétation de la critique de Marx », Moishe Postone).

Chicago qui est au cœur de la pensée néolibérale mise en application par Thatcher en Angleterre et par Reagan aux USA).

39

En France, il se trouve que les marxistes sont sur des positions structuralistes dans la lignée d'Althusser²⁵, et que, d'une façon unanime, la gauche comme la droite défend le productivisme des trente glorieuses comme étant constitutif du « progrès » et comme horizon indépassable du développement dit « naturel » de l'Humanité (c'est l'époque durant laquelle se forgent le dogme de la croissance et du soi-disant « plein emploi », qui n'est en réalité que le plein emploi... des

²⁵ Contre cette théorie du marxisme traditionnel, Moishe Postone explique que chez Marx, contrairement à l'analyse structuraliste de Louis Althusser, il n'y a pas eu de coupure entre ses écrits de jeunesse – dits « philosophiques » ou « phénoménologiques » – et ses écrits de la maturité (considérés, eux, comme « scientifiques »), car les enjeux restent les mêmes. Il n'y a donc pas lieu de rejeter les écrits de jeunesse, il s'agit seulement d'une évolution. Mais dans cette évolution, il y a un saut que la lecture structuraliste et les marxismes traditionnels passent sous silence et qui se situe dans un changement de perspective sur le concept de travail qui n'est plus entendu comme un concept transhistorique (comme c'est le cas dans les écrits de jeunesse influencés par Hegel), mais (dans les *Grundrisse* et *Le Capital* et *la contribution à la critique de l'économie politique*) comme un concept spécifique au capitalisme et qui n'est lié qu'à lui seul. Il en découle l'erreur fondamentale du structuralisme d'Althusser et des marxismes traditionnels qui consiste à appliquer à toutes les époques de l'histoire humaine l'analyse que Marx produit dans *Le Capital* alors qu'elle est précisément circonstanciée à la seule ère capitaliste. Il y a là une conséquence majeure que le marxisme traditionnel n'a pas pu percevoir : le fait que la rupture avec le travail, tel qu'il est conçu sous le capitalisme, est impérative pour sortir du capitalisme ! De là l'échec de l'URSS et du « socialisme réel » que Gorz critiquait en expliquant que le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il en reprend les mêmes outils et modes d'organisations.

hommes²⁶). Ajoutons à cela que les personnes qui parlent d'écologie politique sont souvent très iconoclastes, interdisciplinaires (ce qui n'est pas souvent reçu comme un gage de sérieux), qu'elles viennent d'horizons divers et extérieurs aux partis, et que certaines trouvent leur motivation dans une pensée d'origine chrétienne²⁷.

Dans de telles conditions sociales et idéologiques, la réception d'une pensée alternative au sein des instances de la gauche de gauche²⁸ a rencontré une levée de boucliers. Au premier rang des oppositions exprimées à l'encontre de l'écologie politique viennent les refus de la critique de la technique et du productivisme proposée par l'écologie politique. Ces aspects sont en effet tout simplement inimaginables pour les marxistes traditionnels dominant à cette époque la scène politique et syndicaliste (à travers notamment le PCF et la CGT). Le rejet est donc total, et l'isolement de la pensée écologique de ces organisations représente une volonté politique. Le rejet des militants va jusqu'à se solder par des rixes lors des manifestations durant lesquelles les partis

²⁶ Vers 1970, le taux d'emploi en France est de 67%. Il est aujourd'hui ~ 73%. Nous sommes donc plus proches du fameux « plein emploi » que durant les trente glorieuses, mais les femmes ne comptaient visiblement pas à cette époque, d'où ce mythe savamment entretenu du « plein emploi » durant les trente glorieuses qui permet aujourd'hui de casser les droits des citoyens.

²⁷ Par exemple, Yvan Illich était prêtre catholique et il aura d'ailleurs de très gros problèmes avec le Vatican du fait de ses travaux et de ses positions intellectuelles. Il sera au final excommunié.

²⁸ Qui n'a rien à voir avec l'expression : la gauche de « la » gauche ! Rappelons que l'expression « une gauche de gauche » fût lancée par Pierre Bourdieu dans une tribune du 08/04/1998 (intitulée « Pour une gauche de gauche ») dans laquelle il appelait à ce que la gauche soit « de gauche » et non pas dans le renoncement face au capitalisme. Evidemment, son expression fût détournée pour réduire la signification de cette expression : l'insertion d'un « la » a permis aux médias de faire croire qu'il y a bien « une gauche » et « une autre gauche » (à la gauche de la première).

dominants entendent bien montrer qu'ils occupent seuls le terrain de la gauche.

Trois conséquences !

Évidemment, le processus décrit n'a pas été aussi simple au sens où il y a eu des allers-retours, des tentatives, mais il reste que la trame de fond est bien là et que ce rendez-vous manqué a eu des conséquences sur trois plans.

1.4.1 La première conséquence concerne les penseurs en écologie politique.

Ils n'ont souvent eu que des obstacles et des rejets de la part des courants marxistes, et donc peu de contacts réellement productifs avec les intellectuels de la gauche marxiste. Seuls les marxistes italiens semblent avoir été ouverts au dialogue, puisqu'eux-mêmes avaient entrepris de travailler la pensée marxiste en y intégrant les évolutions de la pensée survenues depuis la fin du XIXe siècle, y compris venant d'auteurs réputés comme étant « non marxistes ». La présence de Gramsci dans la généalogie du marxisme italien n'est pas un élément anecdotique dans l'histoire de cette liberté de l'école marxiste italienne à l'égard des positions traditionnelles sur lesquelles le PCF reposait totalement.

Il reste que tout ceci a eu pour effet d'isoler les penseurs de l'écologie politique et de les amener à collaborer, faute de mieux, avec des groupes dont l'ancrage à gauche était plus critiquable, qu'il s'agisse de syndicats ou de partis politiques²⁹.

²⁹ L'écologie politique critique fortement le centralisme et propose des positions plus proches de l'autogestion et de la socialisation des moyens de productions. Or, le rejet de l'autogestion était total par la CGT et le PCF. Seul le syndicat CFTD montrait, dans le paysage de cette époque, un véritable intérêt pour l'autogestion et en faisait un élément de construction politique et social. D'où les échanges entre André Gorz et la CFDT (à laquelle il n'adhèrera jamais). Ceci ne doit

Il faut bien comprendre qu'un intellectuel ne peut travailler seul et que les choix de collaboration sont parfois dictés par les conditions objectives du moment.

En conséquence, l'apport des penseurs issus de traditions politiques, déjà construites et fortes de plusieurs décennies, ne s'est pas réalisé et il a longtemps manqué en écologie politique.

1.4.2 La seconde conséquence concerne les mouvements se revendiquant de l'écologie politique.

Un parti politique, un syndicat ou une association, constitués et forts d'une expérience de plusieurs décennies, sont des organisations très efficaces pour diffuser les idées et former les gens sur des bases cohérentes et solides via l'éducation populaire. Ceci était d'autant plus vrai durant les années 1960-70 où le PCF avait des relais médiatiques réels.

Le rejet de l'écologie politique par le courant marxiste traditionnel a eu un effet d'appauvrissement de la culture théorique des militants écologistes. Le travail de formation et de diffusion du savoir n'étant pas effectué correctement, de nombreuses personnes se sont formées sur le tas et les repères théoriques concernant l'écologie politique et ses fondements sont manifestement insuffisants. Nous le constatons aujourd'hui où le premier point absolument remarquable de cette baisse de connaissances théoriques est que, pour une majorité des personnes, l'écologie politique est devenue synonyme de « protection de l'environnement naturel »... ce qui est complètement faux ! Comme si l'un des problèmes fondateurs, à savoir l'usage des produits chimiques dans l'agriculture extensive, avait été bernoitement vu sous l'angle immédiat de la « pollution de la nature », alors que l'écologie politique est fondée sur une analyse généralisée de

pas faire oublier les positions de la CFDT qui ont favorisé le démantèlement de la sidérurgie, la précarisation du travail et plus récemment la casse des retraites.

l'interaction d'un être humain avec son environnement de vie, donc également artificiel. Or, c'est cette analyse qui est le fondement de l'écologie politique, non le problème de pollution de la nature !

Mais faute d'organisations, aujourd'hui encore, cette identification entre « écologie politique » et « protection de l'environnement naturel » reste le lieu commun le plus rencontré, et cette idée, fausse, doit être la plus combattue lorsque l'on fait de l'éducation populaire sur ce sujet. Au mieux, dans la gauche de gauche, beaucoup imaginent qu'entre « écologie politique » et « environmentalisme », la différence vient simplement du fait que l'on fait appel, ou non, à des services publics pour la protection de l'environnement naturel, protection qui resterait, elle, la finalité de l'écologie politique.

L'effet de cet appauvrissement de la connaissance est d'autant plus délétère que le fait de classer l'écologie politique dans le courant « environmentaliste » supprime l'une des bases fondamentales de l'écologie politique : à savoir qu'il est impossible de séparer milieu « naturel » et milieu « artificiel » pour l'être humain, et que l'écologie politique prolonge la critique de l'économie politique de Marx.

Autant dire que tout cela se situe extrêmement loin de la glose « protégeons l'environnement naturel ! », « non à la pollution ! », « sauvons la biodiversité ! » si souvent entendue... Identifier l'écologie politique à la protection de l'environnement naturel revient à renier la totalité des réflexions qui fondent, précisément, l'écologie politique. La préservation de l'environnement naturel est une des conséquences logiques de l'écologie politique, non le cœur de son propos ou de ses revendications.

Or, cet état des connaissances chez des personnes qui se déclarent écologistes ! – y compris des responsables politiques et associatifs – fait qu'elles se revendiquent de « l'écologie politique » alors qu'en réalité une majorité d'entre elles ne font que lutter pour une protection de l'environnement naturel

(« l'environnementalisme ») avec plus ou moins de recours aux services publics en fonction de leur niveau d'ancrage à gauche...

Cette logique conduira à terme à des désillusions et des déceptions politiques dont les citoyens et leurs familles n'ont absolument pas besoin. Mais cet amalgame entre environnementalisme et écologie politique³⁰ présente des avantages médiatiques certains ! Car se revendiquer de l'écologie politique donne une caution morale, une forme de respectabilité publique, une « médaille verte », qui permet de faire oublier une légèreté de l'analyse politique et de faire bonne figure³¹, la cause de l'écologie étant indiscutable.

Un autre point important de cette dérive par appauvrissement des connaissances est la position sur l'individu. En effet, en affirmant la centralité de la qualité de vie individuelle, l'écologie politique pose que cette question ne peut pas être évacuée, résolue ou dissoute dans la seule question sociale et collective. D'où l'apport de l'écologie politique lorsqu'elle montre que les analyses, qui posent que la qualité de vie individuelle découle uniquement de principes de gestion macroscopique de la société, sont complètement fausses. En effet, le vécu individuel fait intervenir d'autres critères essentiels mais inconnus de l'analyse macroscopique, critères qu'il faut intégrer dans le mode d'analyse et dans les choix des actions à mener. Mais en aucun cas l'écologie politique ne se réduit à un individualisme ignorant du collectif propre à servir le capitalisme.

³⁰ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

³¹ L'assimilation de l'écologie politique à la protection de l'environnement permet de passer sous silence toute la remise en cause du système capitaliste et productiviste, donc tout l'aspect social, partage des richesses, condition de travail, accès à la santé, etc. tout en faisant bonne figure ! Ce qui est le but lorsque l'on gère avant tout une carrière personnelle publique, et que l'on vise moins la réalisation d'un programme social que sa réélection.

Or, malgré cela, nombreux sont ceux qui, aujourd’hui encore, confondent cette prise en compte centrale de la qualité de vie individuelle avec un abandon pur et simple du collectif et du fonctionnement macroscopique de la société en écologie politique. Il est clair que c'est là que réside la raison pour laquelle certains mouvements et militants écologistes ont soutenu, et soutiennent encore, des positions communautaristes, anti-laïques et véritablement contraires aux fondements de la République. Rappelons que la notion d'autonomie en écologie politique repose sur la reconnaissance du lien social, la prise en compte des interactions entre les citoyens et une construction laïque de la société, c'est-à-dire reposant sur l'*intérêt général*³² plutôt que les intérêts particuliers.

Rien que sur ces deux points – environmentalisme et individualisme antirépublicain – il est simple de mesurer combien le rejet de l’écologie politique, par les mouvements marxistes traditionnels dans les années 1970 a été problématique en termes de diffusion et d’enrichissement, rejet dont nous payons le prix aujourd’hui dans le mouvement social et politique. Et nous avons là également la raison pour laquelle, aujourd’hui, tant d’acteurs du paysage politique et associatif se revendiquent et parlent d’écologie politique alors qu’ils tiennent des propos complètement différents et ont souvent des positionnements politiques, sociaux et économiques si éloignés les uns des autres.

1.4.3 La troisième conséquence de ce rejet de l’écologie politique porte sur les organisations représentantes du courant marxiste traditionnel elles-mêmes.

En effet, en apportant des idées et des analyses novatrices sur la centralité de la qualité de vie individuelle et la

³² Pour ces termes et leur signification, voir le lexique (chapitre 4).

qualité d'une civilisation³³, en apportant des éléments comme la critique de la technique et la remise en cause du productivisme, l'écologie politique apportait du sang neuf. Mais le rejet de l'écologie politique a renfermé davantage ces mouvements majoritaires sur des idées de plus en plus improches à intégrer de nouvelles réflexions capables de rendre compte de l'évolution du monde depuis le XIXe siècle.

Si la Seconde Guerre mondiale a permis de retarder le naufrage idéologique du marxisme traditionnel – en donnant notamment une force et un prestige considérable à l'URSS –, il est incontestable que le modèle marxiste traditionnel prenait l'eau de toute part faute de capacités analytiques et d'enrichissement des outils théoriques (on retiendra notamment la tentative de la Théorie Critique visant à dépasser les incohérences mais n'y parvenant pas).

En effet, le modèle soviétique a repris trait pour trait la même organisation de la production, le même mode de hiérarchisation que celles issues du productivisme ; et les prolétaires sont logiquement restés des prolétaires contrairement à l'abolition promise. C'est précisément parce qu'elle s'inscrit dans la critique de l'économie politique de Marx que l'écologie politique prend ces distances avec cette « économie politique critique » (ou « marxisme ricardien ») des courants marxistes traditionnels du XXe siècle, et qu'elle inclut dans sa critique le travail et le mode de production au lieu de ne remettre seulement en cause que le mode de distribution de la richesse produite³⁴.

³³ On parle aujourd'hui de la nécessité d'introduire des indicateurs alternatifs pour en finir avec le PIB. Comprendons que le choix d'un indicateur exclusivement économique est en soi révélateur de l'enfermement dans l'économisme.

³⁴ « Alors que le forme du travail (donc de la production) est l'objet de la critique de Marx, c'est un « travail » non questionné qui est, pour le marxisme traditionnel, la source transhistorique de la richesse et la base de la constitution sociale. Il en résulte non pas une critique de l'économie politique, mais une économie politique critique, c'est-à-dire une critique du seul mode de distribution. C'est une critique qui,

Le résultat de cet appauvrissement théorique des courants marxistes traditionnels a été une inadéquation de plus en plus importante entre des outils de pensées surannés et le monde réellement vécu par les individus, d'où une perte d'efficacité tant dans la capacité à faire face aux évolutions techniques, que dans le positionnement et les propositions programmatiques sur le plan politique, social et même philosophique visant à promouvoir une alternative de société. En France et en Italie notamment, cet enlisement idéologique a conduit, entre autres raisons, aux déclins rapides et aux scores électoraux actuels du PCF et du PCI pendant que l'écologie politique était marginalisée.

par la façon dont elle traite le travail, mérite le nom de « marxisme ricardien » (terme de Hans Georg Bakhaus). Le marxisme traditionnel remplace la critique des modes de production et de distribution par une critique du seul mode de distribution et substitute à sa théorie de l'auto-abolition du prolétariat une théorie de l'autoréalisation du prolétariat. La différence entre les deux formes de critique est profonde : ce qui, dans l'analyse de Marx, est l'objet essentiel de la critique du capitalisme devient le fondement social de la liberté pour le marxisme traditionnel. » Moishe Postone, « Temps, Travail et Domination Sociale (p.110).

1.5 Continuité de la lutte des classes

1.5.1 Lignage entre « critique de l'économie politique » et « écologie politique »

Le mouvement historique et « le sens de l'Histoire » – avec, en particulier, le rôle clé de la classe « Proletariat » – définis par les marxismes traditionnels aux XIXe et XXe siècles ont été, à juste titre, fortement critiqués comme étant des émanations de la philosophie dominante hégélienne, c'est à dire une philosophie idéaliste et non matérialiste malgré son appellation de « matérialisme scientifique »³⁵. Cependant, il reste que la lutte des classes, mise en avant par les courants contestataires et révolutionnaires du XIXe et synthétisée par Marx, est un moteur historique puissant au sens où cette lutte est fortement structurante pour les rapports que l'individu entretient avec lui-même, avec la société et avec le monde qui l'environne³⁶ (la nature, la planète, la connaissance, etc.), autrement dit, tout ce qui constitue le *paradigme* d'une époque.

Dès son origine, aussi bien par les choix de ses influences que par ses prises de position, l'écologie politique s'inscrit dans la continuité de l'analyse de l'aliénation humaine et dans la lutte affirmant la centralité de l'émancipation individuelle comme point cardinal de tout projet politique de gauche. Cette inscription originelle souvent ignorée montre à

³⁵ Pierre Bourdieu, travaillant à ses débuts à partir de la sociologie marxiste, parlera du « matérialisme court » de Karl Marx. Mais il est ici important de rappeler le quasi absolutisme de Hegel sur le plan de l'enseignement philosophique à l'époque des études de Marx, et il n'y a guère que Schopenhauer ou Feuerbach qui échapperont à l'hégélianisme dominant. De fait, que Marx ait été hégélien signifie simplement qu'il a vécu dans son époque.

³⁶ André Gorz, « Réforme et révolution » (1969).

quel point la vulgarisation de l'écologie politique, à partir du début des années 70, a été superficielle, et combien son rejet par les marxismes traditionnels de cette époque – qui auraient pu l'intégrer – a permis à de nombreuses personnes d'ignorer cette importance de la lutte des classes dans l'écologie politique tout en s'en revendiquant ouvertement. Cette importance de la lutte des classes et cette nécessité du combat pour l'émancipation humaine se concrétisent par nombre de concepts et d'idées qui ont évolué au cours de l'histoire.

Le plus révélateur d'entre eux est certainement celui du processus de prolétarisation, ébauché tout au long du XIXe, puis synthétisé par Marx et Engels. Durant le XXe siècle, l'écologie politique a mis en avant beaucoup de nouveaux processus qui conduisent à une extension du processus de prolétarisation. Sur les plans théorique et historique, cette généralisation de la prolétarisation est très importante, car elle permet de comprendre cette articulation qui fait passer de « la critique de l'économie politique » de Marx au le prolongement que représente « l'écologie politique ».

De fait, ce passage de la prolétarisation de Marx à la prolétarisation au sens de l'écologie politique met en évidence qu'il n'y a pas de rupture entre les deux pensées, mais, qu'à l'inverse, il y a une continuité d'analyse qui vise à davantage de globalisation pour mieux comprendre la société actuelle, mener le combat pour l'émancipation humaine et développer des alternatives au capitalisme dans le but de vivre heureux.

1.5.2 Contextualisation au XIXe siècle

La prolétarisation est une théorie conçue au XIXe siècle ; elle est le fruit d'une époque précise. Cette époque est celle du triomphe du paradigme « économisme » qui succède au paradigme de l'ancien régime et qui porte avec lui le scientisme, le capitalisme et le productivisme³⁷. Ce

³⁷ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

paradigme³⁸ s'impose aux sociétés occidentales avec les révolutions bourgeoises.

En ce qui concerne les mentalités forgées par leur vécu quotidien, rappelons que vers 1880, le temps de vie passé au travail par un être humain est d'environ 4000 h/an, ce qui est absolument considérable³⁹. De fait, le travail⁴⁰, et surtout le temps de vie passé à l'activité de production économique, représente l'horizon d'un vécu indépassable pour la quasi-totalité des individus (y compris pour les enfants de moins de 10 ans dont le travail ne sera aboli qu'à la fin du XIXe). Ainsi, à cette époque, pour l'individu, cet élément qu'est le travail se trouve être incontournable dans la construction de son identité.

Notons que ce rapport entre le travail producteur de richesses matérielles et la construction de l'identité d'une personne est une position éthique en parfait accord avec le productivisme et l'hégélianisme dominant la pensée du XIXe siècle depuis que « l'économisme », en tant que paradigme de l'ère industrielle⁴¹, ramène toute mesure et toute appréciation à la seule sphère économique (la construction de l'identité, mais aussi les critères de réussite de vie, la puissance d'un pays, la place dans la société, les sciences, les arts, etc.). Ce sont ce contexte économique et ce vécu, à la fois individuel et social, qui constituent le berceau des écrits de Marx⁴². Ce contexte

³⁸ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

³⁹ Cela correspond à une moyenne de 11h/jour. Vers 1930, nous sommes à 3000 h/an, et 1600 h/an en France dans les années 1980.

⁴⁰ Par travail, il faut comprendre l'activité qui conduit à la création de valeur économique ; et non le « travail » au sens anthropologique qui recouvre la totalité des actions d'un homme (y compris faire sa toilette...) et qui ne sert pas à grand-chose dans une discussion sociale.

⁴¹ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

⁴² Certains demanderont « pourquoi évoquer Marx ? ». La réponse est simple : Marx a été et reste une figure tutélaire et symbolique de la construction de la pensée critique à gauche. Et de ce fait, il n'est pas possible de montrer les évolutions de ces outils de pensée sans

social, humain, économique, éthique et culturel est à l'origine de la critique de l'économie politique marxiste : il en est la matrice.

1.5.3 La prolétarisation chez Marx

Il y a deux définitions du « prolétaire » chez Marx. La plus simple est celle qui définit le prolétaire comme étant celui qui ne possède pas son outil de travail et ne peut donc que vendre sa force de travail. Le fruit de son travail (le produit ou le service qui est fabriqué) lui est retiré par le capitaliste qui possède le moyen de production avec lequel l'employé travaille sans avoir aucune maîtrise ni pouvoir de décision sur ce qu'il fait ni pourquoi il le fait. C'est ce que l'on appelle « l'expropriation ». Cette définition du prolétaire est fortement liée à la notion de classes chez Marx et à sa sociologie basée sur le capital économique⁴³.

La seconde définition a une portée bien plus importante car elle définit le prolétaire comme étant le résultat d'un processus, dit de « prolétarisation », appliqué à un individu. On peut l'exposer comme suit : un individu possède un savoir-faire, un ensemble de compétences, avec lequel il travaille, produit et obtient une rémunération. C'est-à-dire qu'il possède et maîtrise un ensemble de connaissances empiriques, de techniques, de savoirs théoriques et pratiques qu'il sait appliquer, de capacités à être attentif, à analyser, à comprendre et à réagir sur un sujet donné (ce que l'on peut nommer

évoquer leurs origines, dont les écrits de Marx comptent pour une part importante.

⁴³ La sociologie de Marx ne fait appel qu'au « capital économique » (ce que l'individu possède) comme critère de distinction sur l'échelle sociale. De cette vision réductrice, contextuelle de l'économisme du XIX^e, Pierre Bourdieu montrera les limites et il complètera sa sociologie par l'ajout du « capital relationnel » et du « capital culturel ». Cela conduit également à faire apparaître que chez Marx le « capital symbolique » (qui définit le niveau hiérarchique dans le champ social) est strictement identifié au « capital économique ».

« expertise »). Ceci recouvre aussi bien le maniement d'un outil, la réalisation d'une tâche particulière, la conduite d'un véhicule, des tâches d'enseignement ou de coordination du travail en groupe, des expertises sur des sujets divers, etc.

Or, ce savoir-faire, dont l'individu est détenteur et dont il a l'usage est traduisible en pouvoir dans un rapport de force face à un employeur ou plus généralement face à une personne avec laquelle il entretient des relations économiques, donc hiérarchiques d'un point de vue social⁴⁴. Et ceci est vrai même si le taux de chômage est important, car ce savoir-faire fait que l'individu qui le détient n'est pas facilement remplaçable dans un processus de production.

Cette situation permet à l'individu de peser dans des négociations (sur les conditions de travail, sur le salaire ou plus généralement dans des relations économiques). Donc, Marx explique que ce savoir-faire est objectivement traduisible en termes politiques et sociaux ; et que, de fait, pour la personne qui veut dominer économiquement – c'est-à-dire socialement, puisque nous sommes dans la société moderne et non plus sous l'ancien régime – ce savoir-faire personnel de l'individu qui est employé représente un obstacle qu'il convient d'éliminer.

Il faut bien comprendre que la reconnaissance, la détention et l'usage de ce savoir-faire individuel (mis en pratique seul ou bien en groupe suivant le type de production) sont une des clés dans la lutte des classes⁴⁵.

Dans le but d'éliminer progressivement l'appel à toute forme de savoir-faire individuel, l'atelier où travaille l'individu

⁴⁴ Attention : ceci n'est vrai que sous l'ère moderne, c'est-à-dire celle qui est structurée par le capitalisme et le productivisme. Sous l'Ancien Régime, la hiérarchie sociale n'était pas directement économique.

⁴⁵ Pour le dire dans un vocabulaire plus proche de l'écologie politique, le savoir-faire est une marque de l'autonomie de la personne vis-à-vis du système, donc une possibilité d'action dans le rapport de forces face aux dominants et de mise à distance du système.

va être modifié pour lui substituer un cadre de travail où des machines et des processus de production auront été conçus pour fabriquer un objet en réduisant au maximum l'appel aux savoir-faire personnels des individus qui y travaillent. On dit que ces savoir-faire auront été *incorporés* dans les moyens de production via leurs fonctionnements et leur agencement (par exemple : un métier à tisser, une machine à fabriquer des roues, une presse qui fabrique des capots, etc.). Ainsi, l'intervention d'un individu est réduite à un strict minimum de telle sorte que la production peut s'effectuer indépendamment du savoir-faire de celui qui travaille derrière les machines.

L'écologie politique expliquera que, dans l'objectif de la prolétarisation, les moyens de production sont alors développés précisément pour ne pas être des extensions des possibilités offertes à celui qui les pilote (puisque l'un des buts, celui de la production à la chaîne, est précisément de se passer du savoir-faire de la personne) ; et qu'en inversement, c'est le travailleur qui est devant une *machine* de ce type qui voit ses mouvements et ses pensées contraints par le strict fonctionnement de la machine elle-même : ses actions relèvent de la surveillance et de l'entretien de la machine, non de la production en elle-même ; et objectivement c'est désormais la machine qui dicte et impose le fonctionnement à l'être humain (donc « elle impose un fonctionnement humain »...).

C'est en cela que les tenants de l'économie politique⁴⁶ peuvent dire que c'est le poste de travail qui est « qualifié » (c'est à dire : producteur de la valeur économique) et non l'individu qui est seulement employé à faire fonctionner ce poste de travail⁴⁷. La critique de la technique développée en écologie politique explique que sous le capitalisme et le

⁴⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

⁴⁷ Cette distinction entre ce qui est reconnu comme étant « qualifié » et ce qui ne l'est pas est très importante dans la domination et la pérennisation du système productiviste (capitaliste ou soviétique). Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot.

productivisme, tous les moyens sont mis en œuvre par les dominants pour concevoir des moyens de production qui sont des *machines*, et non pas des *outils*⁴⁸.

1.5.4 Dans une analyse marxienne, deux conséquences à tout cela :

Primo : La personne qui travaille à la production n'a plus besoin d'avoir acquis un quelconque savoir-faire spécifique nécessitant de longues années de pratique et il n'y a plus de différences objectives en terme d'apport sur la production entre une personne qui est présente depuis des dizaines années et une personne qui n'est là que depuis quelques mois : l'individu est donc devenu interchangeable !

Ainsi, le résultat recherché par le dominant est atteint : la personne qui avait un savoir-faire personnel n'a plus aucune possibilité de faire valoir ses compétences, donc de peser dans un rapport de force face aux dominants puisque les individus sont devenus interchangeables. Le savoir-faire n'est plus convertible en pouvoir dans les rapports de forces économiques, donc sociaux et politiques. L'employé qui conteste peut être renvoyé sur le champ et remplacé dans un délai court sans que cela affecte véritablement la production. Dans cette situation, le dominant peut alors exercer une pression très forte sur les salaires et les conditions de travail ; ce qui favorise encore davantage le développement de la prolétarisation...

Secundo : La personne qui travaille dans de telles conditions se retrouve dans un milieu extrêmement cadré et normé. Sur le plan physique, les gestes sont réglés non par l'individu, mais par le fonctionnement de la *machine* elle-même. La prise de décision est réduite au minimum et la possibilité d'intervention est quasi nulle. Tout ceci a des conséquences importantes sur les plans psychologique et

⁴⁸ Cf. dans cet ouvrage le texte consacré à la critique de la technique.

physique. De fait, les individus travaillant dans de telles conditions n'ont plus aucune possibilité de se développer sur le plan personnel, c'est-à-dire d'acquérir un savoir-faire dans le cadre du travail, et surtout ils ne disposent plus des prérequis de ce savoir-faire, d'où un cadre de travail qui favorise l'affaiblissement culturel et intellectuel.

Pire ! l'individu est dans une position de dominé du fait que l'employeur possède un droit de vie et de mort absolu sur lui, car il peut sans problème révoquer l'individu devenu remplaçable par n'importe qui d'autre⁴⁹.

Ces deux facteurs (médiocrité culturelle et intellectuelle et position de dominé) conduisent à une posture de soumission chez l'individu qui va parfois jusqu'à la justification de sa propre position de dominé et à la défense de l'ordre social existant ; et ceci malgré le fait que l'individu dominé soit objectivement, lui et ses proches, en position de victime du système mis en place par les dominants. C'est ce que l'on appelle le processus « d'aliénation » qui aboutit au fait que l'individu est dans l'impossibilité de remettre en cause et de dépasser l'ordre existant (le monde tel qu'il est), qu'il le justifie, voire le défend, comme l'esclave défend ses chaînes et son maître qui lui apporte sécurité, nourriture, ordre et protection. On dit alors que la personne est « aliénée »⁵⁰.

Notons toutefois que la place de la psychologie est faible dans cette analyse de l'aliénation, car la vision de l'aliénation au XIXe siècle repose davantage sur une perte de savoir et de connaissances (donc de capacité à la raison) que

⁴⁹ D'ailleurs, les organisations patronales n'ont de cesse, via les responsables politiques complaisants, de mener une destruction en règle des droits des employés visant toujours plus de « flexibilité ». Denis Kessler, n°2 du MEDEF, ne faisait que traduire cette pensée en expliquant en 2007 qu'il s'agissait pour le MEDEF de défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance.

⁵⁰ C'est ce qui, chez Pierre Bourdieu, caractérise « le dominé » et le processus de domination.

sur un asservissement et une domestication psychologique inconsciente. Ceci s'inscrit dans le schéma de la philosophie classique (hégélienne à l'époque) où il suffit que l'individu acquière le savoir quant à sa condition d'opprimé pour qu'il se libère mentalement et refuse désormais ses chaînes. La réalité est hélas un peu différente... Même si les mécanismes de la psychologie humaine étaient connus de longue date dans la philosophie matérialiste⁵¹, il s'agit là de points passés sous silence que les sciences cognitives et la psychologie ne viendront imposer qu'au XXe siècle en montrant que le psychisme humain ne fonctionne pas aussi simplement⁵² qu'avec une raison, des arguments et un libre arbitre. Autant de points dont l'écologie politique tiendra compte puisque la psychologie a une place centrale dans la généralisation du processus de prolétarisation en écologie politique.

Pour résumer, il ressort que le processus dit de « prolétarisation » a fait passer un individu détenteur d'un savoir-faire personnel, traduisible dans des rapports de force économiques – donc sociaux –, à un « prolétaire », c'est-à-dire à un individu parfaitement interchangeable avec un autre, ne disposant plus d'un savoir-faire personnel, donc dépossédé d'un pouvoir social et politique dans les rapports de force. Le prolétaire est un individu qui se trouve dans l'impossibilité

⁵¹ Voir les philosophes matérialistes de l'Antiquité jusqu'aux écrits de Friedrich Nietzsche par exemple.

⁵² Par exemple, au XIXe, dans les usines où la première génération d'ouvriers (constituée par des individus issus du milieu agricole avec le rythme de vie des campagnes) n'hésitait pas à se révolter, alors que la seconde génération d'ouvriers (née de parents ouvriers) était beaucoup plus docile face à des conditions de travail pourtant proche de l'esclavage, mais imprégnée psychologiquement de ce vécu de soumission dès la plus jeune enfance.

matérielle et pratique⁵³ d'acquérir un savoir-faire et qui est, in fine, « aliené » par sa propre condition de dominé. De plus, il apparaît de manière claire que la mise en évidence de la prolétarisation chez Marx est totalement circonscrite au cadre économique et au monde du travail et de la production. C'est en cela que le paradigme « économisme » de l'ère industrielle est dominant chez Marx. En effet, toute évaluation (individuelle, sociale, politique, etc.) est faite par le filtre économique. Mais là non plus, il ne s'agit pas tant d'un travers particulier de Marx que de l'idéologie dominante du XIXe siècle dans lequel Marx vit, observe et pense.

⁵³ Dans le cadre de son travail et de sa vie (puisque rappelons que le temps consacré par l'individu à l'activité de production est tel que le temps libre disponible pour soi n'existe pour ainsi dire pas).

1.6 La rupture du XXe siècle : vers le fordisme et le consumérisme

L'analyse produite par Marx sur le processus de prolétarisation s'accorde bien avec le monde du XIXe. Cependant, au tout début du XXe siècle, va s'opérer une rupture profonde avec l'arrivée du capitalisme dit « fordiste » qui va développer son pendant indissociable : « le consumérisme »⁵⁴. Ceci marque une évolution majeure des sociétés industrialisées occidentales, non tant pour le fonctionnement du capitalisme en lui-même que pour la place et l'asservissement des individus au système qui franchit un pas supplémentaire.

D'abord, beaucoup de gens pensent que le consumérisme est différent de ce qui a trait à la production, et que l'on peut raisonner sur le capitalisme en traitant le consumérisme comme sa conséquence ou comme une annexe ; mais en réalité il n'en est rien ! Car le consumérisme est indissociable du capitalisme fordiste⁵⁵ au sens où l'un ne peut plus faire aller l'un sans l'autre et où négliger le consumérisme depuis le début du XXe siècle revient surtout à rester dans la société du XIXe siècle et à penser l'action politique à partir d'une société qui n'existe plus objectivement depuis plus de cent ans avec les conséquences qui en découlent sur la pertinence des analyses produites... C'est aux États-Unis d'Amérique que le passage au XXe siècle va prendre forme en premier pour des raisons éthiques et culturelles que Max Weber a parfaitement décrites⁵⁶.

⁵⁴ Ici le terme consumérisme n'est pas entendu comme étant la défense des consommateurs et n'est pas identifiable à la société de consommation (vision qui en réduit le sens).

⁵⁵ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

⁵⁶ « Ethique Protestante et esprit du capitalisme » de Max Weber met en avant comment la nation « la plus protestante » est celle qui

Henry Ford est principalement connu pour avoir appliqué les théories de l'ingénieur Taylor sur la décomposition des processus de production et notamment l'invention du travail à la chaîne (et ainsi favorisé davantage le processus de prolétarisation au sens de Marx). Mais Henry Ford est également celui qui se rend compte que le capitalisme arrive face à un mur. En effet, la production au XIXe siècle visait une élite très minoritaire de la société et il y avait une distinction assez nette entre ceux qui produisaient (les dominés) et ceux qui avaient les moyens d'acheter (les dominants)⁵⁷.

Or, au début du XXe siècle, Henry Ford prend conscience que les capacités de production sont devenues si importantes que le système est menacé de surproduction. Il faut donc trouver de nouveaux marchés, et Ford, un peu malgré lui – c'est un point qui a son importance ! –, va ouvrir les possibilités d'achat aux travailleurs en augmentant considérablement les salaires de ses ouvriers qui travaillent à la chaîne⁵⁸.

pousse le plus loin le paradigme économisme, donc celle qui sera au cœur du développement de la société moderne.

⁵⁷ D'où certainement cette notion de classes sociales si précises chez Marx et fondées sur le capital économique car, à son époque, les groupes sociaux étaient très différenciés, et le groupe social des producteurs n'était pas celui des acheteurs. On ne peut pas parler encore de consommateurs. A cette époque, le terme « consommateur » n'a pas de sens : la société de consommation et le consumérisme n'existent pas au XIXe siècle.

⁵⁸ En réalité, cette augmentation des salaires s'est faite sous la contrainte contrairement à ce que l'on enseigne souvent ! Il n'y a pas eu de « pacte social ». Henry Ford n'arrivait tout simplement pas à recruter du personnel pour travailler sur ses chaînes de montage tant elles étaient « inhumaines » du point de vue du travail (jugé fatigant parce qu'idiot et abrutissant). Pour recruter seulement 100 ouvriers supplémentaires, à cause des démissions, Ford devait au total embaucher 963 personnes (Keith Sward, *The legend of Henry Ford*, Rinehart, New York, 1948, p. 49). Ce chiffre révèle la répugnance que les personnes avaient pour la domestication et l'abrutissement

Cette ouverture des possibilités d'achat à une très large majorité de la population, qui en était jusque-là totalement exclue (hormis pour le minimum vital), ne va pas arriver seule. La première conséquence est le développement des prêts bancaires qui se multiplient alors et s'adaptent pour favoriser la vie à crédit (donc l'endettement massif des employés), notamment pour l'achat de biens qui sortent du registre du minimum vital et pour l'accès à la propriété (car auparavant, les employés n'avaient pas les moyens d'emprunter).

De ces nouvelles conditions sociales, un nouveau rapport aux biens dans la société va se mettre en place. Et il s'agit d'une véritable révolution éthique et culturelle ! Car il faut bien percevoir que d'une petite minorité seule capable d'acheter (donc de « posséder »), la société passe à une situation où une très large majorité de sa population a désormais cette possibilité, mais sous le joug du crédit bancaire. Ce n'est donc pas du tout la même chose et il y a eu un changement global de mentalité à l'échelle de la population toute entière. Et ce changement va être considérable, notamment sur le rapport entretenu entre la réussite de vie, l'identité, l'intimité, les biens et la possession.

Le consumérisme au sens propre n'est plus très loin (il va véritablement se mettre en place avec l'apport d'Edward Bernays), mais ce qui est important c'est que la base de la sociologie marxiste, qui reposait sur la distinction claire entre, d'une part, celui qui travaille et ne peut rien acheter, et, d'autre part, celui qui ne travaille pas et peut acheter, va disparaître

cérébral généré par le travail à la chaîne. L'augmentation considérable des salaires par Ford n'est donc venue que bien plus tard, face à l'échec des recrutements. Mais son choix contraint fut au final le bon, d'un point de vue stratégique, puisque tous ses concurrents fermèrent (en quelques années, il ne resta plus que trois constructeurs automobiles aux USA, tous appliquant le travail à la chaîne).

puisque cette situation sociale tend à disparaître avec le XXe siècle⁵⁹.

61

Jusqu'en 1917, il n'y a pas de « consumérisme » à proprement parler. Les gens achètent, mais la mutation éthique⁶⁰ - parce qu'individuelle - et *culturelle* - parce que collective - engagée par le capitalisme, désormais fordiste, n'est pas encore achevée : l'autre changement majeur arrive avec Edward Bernays⁶¹ pendant la Première Guerre mondiale.

À cette époque, le gouvernement des États-Unis d'Amérique veut entrer en guerre aux côtés de l'Angleterre et de la France. Cependant, malgré les campagnes pour infléchir l'opinion publique, le peuple américain reste profondément isolationniste et refuse majoritairement toute participation au conflit⁶². Pour ces campagnes, le gouvernement américain se place sur le registre hérité des XVIIIe et XIXe siècles : celui de

⁵⁹ Notons que la démocratisation du crédit va également ouvrir la possibilité aux organismes prêteurs de se multiplier et de spéculer avec davantage de risques, car le contrôle qu'un individu, souvent ignorant des mécanismes financiers, peut exercer sur les garanties des prêts est très mince. La théorie dite de « l'information asymétrique », qui vaudra à Stiglitz et Spence le prix de la banque de Suède en sciences économiques (désigné à tort « Prix Nobel d'économie »), explique comment le prêteur ou le vendeur a un intérêt économique objectif à l'ignorance de son client.

⁶⁰ Le sens du terme « éthique » n'est pas ici identique à morale. L'éthique est l'activité qui examine, décortique et évalue les valeurs et les repères de vie. Elle est fortement liée à la psychologie.

⁶¹ Edward Bernays est le double neveu de Sigmund Freud. C'est par cette filiation qu'il va s'intéresser aux sciences cognitives et la psychologie, et qu'il va par la suite en tirer sa réflexion sur comment manipuler les masses et développer l'industrie des relations publiques : la publicité, la propagande, etc.

⁶² La vieille Europe est vue comme archaïque, voire comme l'ancien oppresseur pour le cas de l'Angleterre, face auquel il fallut faire la guerre d'indépendance. Ainsi, la population s'est massivement coupée de l'ancien monde et ne s'intéresse qu'à son pays.

la Raison et de la logique⁶³. Ainsi, les arguments qu'il développe visent à promouvoir l'entraide, la responsabilité, l'assistance à des pays en danger ou la défense des origines, espérant ainsi amener les citoyens américains à réfléchir et à décider de s'engager dans le conflit.

Mais l'échec de cette communication est patent et, au début de 1917, Edward Bernays, qui a déjà eu quelques succès en communication, se voit confier la tâche difficile de convaincre l'opinion américaine de participer à la Première Guerre mondiale. Bernays s'entretient alors avec le gouvernement et, s'appuyant sur les sciences cognitives et la psychologie, lui explique que ce n'est pas à la raison ou à la logique des individus qu'il faut s'adresser pour les convaincre de décider quelque chose, mais à leur inconscient et plus particulièrement à la masse de leurs pulsions et de leurs envies afin de les associer au but recherché (ici, l'entrée en guerre des USA). En somme, il ne s'agit pas que les gens *décident* quelque chose, mais qu'ils le *désirent*...

Ce faisant, Bernays opère une véritablement révolution, car de manière formelle il introduit l'instrumentalisation de ce qu'aujourd'hui les sciences cognitives désigneraient comme « réflexe inconscient de construction de l'identité chez l'être humain ». Et ceci marque la naissance de « l'industrie des relations publiques », autrement dit... de la publicité⁶⁴. Résultat des courses : quelques mois plus tard, les États-Unis d'Amérique s'engagent dans la Première Guerre mondiale. Pour sa part, Bernays ouvrira son agence de relations publiques et aura d'autres succès, notamment celui de rendre les femmes accros à la cigarette...⁶⁵

⁶³ Vision que l'on retrouve dans le lien entre ignorance et aliénation au sens où il est acquis que le fait de savoir et de connaître sa condition suffit à libérer l'individu de son aliénation.

⁶⁴ Bien entendu les travaux de Bernays seront repris pour les besoins des propagandes politiques (cf. l'ouvrage « Propaganda » de Edward Bernays).

⁶⁵ Voir sur Internet : Bernays torchs of freedom.

Il faut bien voir que comprendre l'origine de la publicité c'est également comprendre son mécanisme profond et ce qui est précisément instrumentalisé parmi les réflexes psychiques involontaires (inconscients) de l'être humain dans le but de le dresser psychiquement et de lui faire « désirer » certaines actions. Et les premières qui intéressent le système capitaliste sont l'achat, et – ce qui est pire ! – le consumérisme. Il s'agit de guider non pas par la raison, mais par l'inconscient en manipulant les désirs, les pulsions, les envies de l'individu. Il ne sert à rien de « raisonner », les individus doivent « désirer » d'eux-mêmes pour avoir le sentiment d'être libres et de choisir par eux-mêmes : ce sentiment de liberté et cette conviction de l'exercice d'un prétendu libre-arbitre, tel est l'objectif visé, car c'est lui seul qui permet de masquer les intérêts des dominants et les manipulations opérées pour leur seul profit.

En effet, il faut bien comprendre que le simple acte d'acheter n'a strictement rien à voir avec le consumérisme. L'achat est un acte par lequel une personne échange de l'argent contre une marchandise (un bien ou un service). Alors que le consumérisme est un ensemble de repères *éthiques* et *culturels* qui structurent la vision de la réussite de vie, l'identité intime et personnelle (donc le réflexe de construction de l'identité chez l'individu), la vision de la société et de son mode de développement (donc, notamment, le rapport au travail, la production des biens et des services, le lien social, etc.) ; en somme, un rapport quasi ontologique liant identité intime, biens matériels, propriété et possession. Le consumérisme est cet ensemble de repères *éthiques* – puisque fondamentalement individuels – et *culturels* – puisqu'également partagés collectivement – que le capitalisme productiviste va imposer aux individus et à la population⁶⁶ par l'instrumentalisation du

⁶⁶ Pierre Bourdieu explique « qu'une morale est à la fois immanente et transcendante » par rapport à l'individu, car elle est présente dans le psychisme de l'individu via l'éducation depuis de plus jeune âge (immanente par rapport à lui) et qu'elle est constamment rappelée à

réflexe de construction de l'identité présent chez tout individu via, notamment, la publicité (mais elle n'est pas le seul vecteur). Et cela ne vise qu'à une chose : pérenniser l'ordre social et la position des dominants.

Dans cette entreprise de domestication, la télévision a joué un grand rôle. Aujourd'hui, les études sur la nocivité de la télévision sont de plus en plus nombreuses, au point que pour certains la télévision est à considérer comme un problème de santé publique. Même si elle n'est pas le seul vecteur du consumérisme, elle cible le réflexe de construction de l'identité dans nos comportements quotidiens et la manière de concevoir notre vie. Parmi les impacts de la télévision, le cas de l'augmentation du taux d'anorexie est très connu, et il doit être pris pour ce qu'il est : un révélateur de l'importance du réflexe involontaire de construction de l'identité qui, suivant les messages qu'elle ou il reçoit, peut conduire une femme ou un homme à devenir anorexique (c'est à dire à cesser de se nourrir) et à mettre sa vie en danger. Ce qu'il est primordial de comprendre, c'est que la femme ou l'homme anorexique est guidé par ses désirs et ses envies qu'elle ou il perçoit comme intimes, et qui lui font désirer ce qui se révèle être une menace pour sa propre santé. Dans cette affaire, il n'est jamais question de raison, d'arguments, de lucidité ni de choix : l'individu ne fait que « désirer » et a le sentiment d'être libre...

Ajoutons que l'impact physique de l'anorexie, qui la rend visuellement incontournable, ne doit pas être un prétexte à penser que les effets non directement visibles produits par les médias de masse, dans le but d'imposer le consumérisme, sont

l'individu par la société qui l'environne (transcendante par rapport à lui). D'où le fait que toute rupture avec l'ordre établi (et notamment les situations de domination qui sont au centre du travail de Bourdieu) est très difficile pour l'individu qui, pourtant, en souffre.

de moindre importance dans la représentation que l'individu se fait de son identité et des moyens de la construire⁶⁷.

Enfin, il n'est pas anodin de rappeler que les agences de publicité recrutent énormément de personnes ayant fait des études en sciences cognitives, en neurosciences et en psychologie : il y a bien longtemps que les dominants ont parfaitement compris les points faibles de tout être humain et comment les utiliser dans le but de le domestiquer.

Aussi, la grande force des tenants du capitalisme est d'avoir « senti et compris » que les individus étaient davantage dociles et maîtrisables, en tant que travailleurs, si leurs désirs et envies étaient stimulés et influencés, non pas directement par le travail en lui-même, mais par des besoins extérieurs liés à la réalisation de leur vie et à la construction de leur identité personnelle. Le consumérisme est l'instrumentalisation de cette réalité psychologique individuelle dans le but de la mettre au service de la production de marchandises et de leur consommation.

Ainsi, l'individu ne travaille pas seulement pour travailler et gagner de l'argent, mais il travaille pour pouvoir se construire une identité, une intimité, un sentiment de réussite de sa vie, au moyen de ce qu'il va pouvoir acheter – et donc rembourser... – ; et les dominants capitalistes ont bien compris que par cette voie, il est possible de pousser bien plus loin l'acceptation du système d'exploitation. Car, aux yeux de l'individu ainsi domestiqué, le capitalisme du XXe siècle n'est plus simplement un oppresseur du travailleur (capitalisme du XIXe), il est également un moyen pour l'individu de se satisfaire psychologiquement même s'il implique le rapport de dépendance à la consommation.

⁶⁷ Dans le même ordre d'idées, fumer est un acte antinaturel puisque pour s'habituer à fumer, celui qui désire se mettre à fumer des cigarettes tousse et ne supporte pas la fumée dans ses poumons. Ce n'est qu'en réprimant ses réflexes qu'il arrive à habituer son corps à la fumée de tabac.

Le consumérisme permet donc d'arriver à une sorte « d'acceptation fataliste » de la situation où l'individu est certes opprimé, mais espère en retirer quelque chose de personnel, d'où une ambivalence qui conduit à une acceptation résignée et fataliste. Mais il faut toujours se rappeler que cette résignation n'est possible que parce que les dominants sociaux ont d'abord pu faire accepter comme une évidence l'idée que seule la possession d'objets matériels permet de se définir et de se construire une véritable identité personnelle.

Précisons pour l'anecdote que le lien établi par le consumérisme entre le réflexe involontaire de construction de l'identité personnelle et la possession de biens matériels achetés, censée donner une identité au propriétaire, nous a entraînés à qualifier vulgairement de « matérialiste » une personne qui est en réalité « consumériste » et qui, par ailleurs, a souvent très peu de penchants pour la philosophie matérialiste de la Grèce antique ou celle du XVIII^e siècle... ce qui ne lui ferait pourtant pas de mal...

L'influence du consumérisme sur les produits à vendre est manifeste : la production se diversifie, elle augmente en quantité, car les acheteurs potentiels – donc les profits réalisables – sont désormais légions. Et si les individus ne sont pas encore des « consommateurs », les relations publiques se chargent d'en faire des personnes soumises au consumérisme. Notons que dans ce processus de soumission éthique et culturelle – donc psychologique – au consumérisme, la possibilité pour le travailleur d'avoir accès au prêt bancaire joue un rôle très important⁶⁸.

Dans ce changement qui symbolise le passage du XIX^e au XX^e siècle, Henry Ford a compris très tôt, certainement le premier, qu'il fallait réorienter massivement la production pour

⁶⁸ Et les banques comprendront très vite la rentabilité qu'il y a à tirer de la généralisation des prêts bancaires, donc à enseigner le consumérisme aux individus.

en baisser les prix, certes, mais surtout pour ainsi s'ouvrir un marché dont le nombre d'acheteurs était incroyablement plus élevé. De plus il en a retiré une plus grande rentabilité, car la baisse des prix s'est accompagnée d'une baisse de la qualité du produit vendu (c'est l'exemple de la fameuse Ford T). Enfin, notons que cette mutation a également conduit à l'apparition de l'obsolescence programmée⁶⁹.

Le but de tout cela ?! Faire tourner la machine économique, faire acheter, faire s'endetter, pour le plus grand profit de la rente des dominants puisque les repères éthiques des grands bourgeois sont totalement structurés par la seule activité économique et la propriété lucrative. Mais via la prolétarisation, ils s'assurent de la domination des individus qu'ils ont affaiblis, diminués et amoindris dans leurs capacités à l'autonomie.

Donc, on le voit bien, le consumérisme est le complément indissociable du capitalisme productiviste depuis le début du XXe siècle. Tous deux reposent sur le paradigme dominant de l'ère industrielle, « l'économisme », qui structure, dans la société moderne, la vision et les rapports que l'individu entretient avec lui-même, avec autrui (sa vision de la société) et avec le monde qui l'environne (la nature, la planète, la connaissance, le temps, etc.)⁷⁰.

⁶⁹ Dès les années 1920, des ingénieurs travaillent la durabilité des produits pour qu'ils se dégradent de manière prévisible afin d'avoir une visibilité et une forme de planification de la production, et afin de forcer les gens à racheter les biens qui ne fonctionnent plus.

⁷⁰ Bien évidemment, le paradigme « économisme » (et le productivisme qui en découle) instaure un rapport de domination, d'asservissement et d'exploitation de l'être humain sur l'ensemble de la nature. Un tel rapport à la nature conduit inévitablement à la destruction de l'environnement naturel, à l'exploitation irraisonnée des ressources, à la pollution, etc., jusqu'au point où les individus eux-mêmes en pâtissent.

Enfin, une différence importante apparaît entre les mouvements environnementalistes (qui pensent que l'écologie politique n'est rien d'autre que la protection de l'environnement naturel) et les mouvements qui se basent sur l'écologie politique pour ce qu'elle est réellement. Pour les mouvements environnementalistes, la critique du consumérisme se limite à la critique de la consommation, donc à la culpabilisation du consommateur et de son mode de vie : c'est une critique « en bout de chaîne » qui ne fait pas d'analyse systémique et sa critique est donc centrée sur l'individu qui est rendu seul acteur et responsable possible⁷¹.

A l'inverse, l'écologie politique critique le consumérisme en tant que système conçu et mis en place dans l'objectif d'asservir et d'atrophier les individus dans ce qu'ils ont de plus intime ; elle fait donc le constat que les individus sont d'abord des cibles et des victimes du consumérisme en tant qu'il est une face indissociable du capitalisme productiviste, et que l'argumentaire qui consiste à culpabiliser l'individu ne conduit qu'à renforcer la pérennité du consumérisme puisque sa mécanique et ses ressorts ne sont alors jamais mis à jour. Comme pour ce qui relève de la sphère de la production, la logique de prolétarisation de l'individu par le consumérisme en dehors du monde du travail est cardinale pour le rendre vulnérable et isolé : la société n'est plus qu'une masse d'individus qui sont totalement indépendants les uns des autres, sans liens ni culture du lien social, sans culture de l'identité autre que celle servant les dominants. On retrouve bien la logique d'hétéronomie contraire à la logique

⁷¹ Bien entendu, une analyse systémique montre que les marges de manœuvre de l'individu sont extrêmement réduites et que c'est le fonctionnement du système lui-même qui est la clé du consumérisme. Dans un tel système, la logique créancière demande des gages et des cautions aux proches ; c'est-à-dire que le système du consumérisme induit des destructions sur le tissu familial et relationnel humain (en témoignent ces cas de suicides des parents et d'assassinats du reste de la famille qui ont pour origine le surendettement).

d'autonomie qui, elle, repose sur l'existence de liens sociaux forts, actifs, constitués en réseau.

69

La conclusion de ce tout ceci est que le début du XXe siècle marque un tournant majeur, une rupture *éthique* et *culturelle* profonde dans les sociétés occidentales. Le capitalisme change de nature et propulse les individus hors de leur seule fonction économique de producteur (le travailleur) : ils sont désormais (mais sous le joug de l'emprunt bancaire !) des possédants aliénés par les deux aspects indissociables l'un de l'autre que sont la production et le consumérisme⁷². Ceci est rendu possible car les sciences cognitives fournissent aux tenants du capitalisme les clés du psychisme humain et la possibilité d'instrumentaliser le psychisme des individus lorsqu'ils sont en dehors de leur cadre de production, là où jusqu'alors ils n'étaient pas atteignables.

Il faut bien voir que cette extension de la prolétarisation en dehors du seul cadre de la production et du travail est cardinale. Elle doit être perçue comme un élément majeur, un tournant ! En effet, elle met en évidence et symbolise cinq points :

- 1- Elle signe le tournant entre le XIXe et le XXe siècle, et le passage d'un capitalisme avec des classes fortement distinctes, marquant la séparation entre producteurs et acheteurs, à un capitalisme fordiste porteur du consumérisme.
- 2- Concernant le psychisme humain, elle marque la fin du règne de la « Raison » dans l'idéologie dominante. L'arrivée des sciences cognitives constitue un outillage dont les dominants du capitalisme vont tout de suite

⁷² Tous deux inhérents au paradigme économisme de l'ère industrielle.

percevoir la portée civilisationnelle, seule à même d'asseoir leur domination sur les autres individus composant les populations. D'où le fait qu'en écologie politique, il est souvent expliqué que le capitalisme s'impose par la production (au XIXe), mais se maintient par le consumérisme (au XXe siècle).

- 3- L'extension du processus de prolétarisation de l'individu en dehors de la seule sphère de la production et du travail. C'est cette extension qui sert de base à la généralisation de la prolétarisation que va mettre en évidence l'écologie politique.
- 4- Elle marque, pour les analyses des marxismes traditionnels du XXe siècle, une limite qu'ils n'ont jamais vraiment pu dépasser, car négliger le consumérisme les a conduits à poursuivre une réflexion politique et sociale suivant une grille de lecture capable seulement d'analyser la société du XIXe siècle... d'où un décalage de plus en plus grand.
- 5- Enfin, remarquons que suivant ce schéma, le productivisme soviétique n'a, lui, jamais dépassé le stade du XIXe siècle : il n'est jamais arrivé au stade du consumérisme. Et cette dimension, à la fois sociale et individuelle, fut certainement importante dans la chute des régimes de l'Europe de l'Est au début des années 1990 ; régimes sous lesquels les prolétaires étaient restés des prolétaires puisque l'organisation du système de production via les machines et les techniques d'organisation était identique à celle du capitalisme du XIXe siècle.

1.7 La prolétarisation en écologie politique

71

Dans la poursuite de la lutte pour l'émancipation humaine, la description du phénomène de prolétarisation en écologie politique s'est construite en grande partie sur l'observation des conditions de vie et leurs impacts sur l'individu et la société. La rupture avec les marxismes traditionnels du XXe se fait principalement suivant deux plans :

- 1- d'une part, l'observation du cadre de vie se fait dans son aspect le plus général, c'est à dire sans se limiter à l'activité de production et la sphère économique,
- 2- d'autre part, en impliquant, au cœur de l'analyse, les sciences cognitives et la psychologie qui ont fait leur apparition et dont l'importance et la centralité pour comprendre l'humain sont désormais incontournables⁷³, notamment dans ce que l'on désigne par « consumérisme », un aspect indissociable du capitalisme fordiste.

Ces deux éléments vont faire naître un autre regard sur l'individu et sur l'influence des conditions de vie, ainsi qu'une compréhension de la prolétarisation, en ce début de XXIe siècle.

Pour suivre la même ligne que l'analyse de Marx, il est nécessaire de partir en premier des conditions de travail, où la prolétarisation a amené un individu à passer d'un atelier dans lequel il produit grâce à un savoir-faire et une qualification dont il était individuellement détenteur et pour lesquels il est reconnu, à une chaîne de montage composée de *machines* dans

⁷³ Le développement des sciences cognitives s'est considérablement accéléré depuis une trentaine d'années.

laquelle il ne lui est plus possible d'exercer un savoir-faire (plus de reconnaissance possible) et où les conditions ne sont pas remplies pour que cet individu puisse en acquérir un : il est employé à faire fonctionner un poste de travail qui, lui, est reconnu comme étant le seul producteur de la valeur économique. La conséquence est claire sur le plan symbolique : c'est le propriétaire du poste de travail qui est producteur, non l'employé qui le fait fonctionner.

Comme on l'a vu, la dimension politique et sociale d'un tel changement dans le mode de production est cardinale. Elle est guidée par une volonté d'accroissement de la production, mais elle met également en place un processus de domination sociale (via l'appauvrissement et l'affaiblissement de l'individu), et elle sert ainsi une volonté de maintenir cette domination sociale⁷⁴ : c'est la prolétarisation.

La lecture de l'écologie politique est différente dans ce qui est mis en avant : dans l'atelier, l'individu possède un savoir-faire au travers duquel il s'exprime (seul ou au sein d'un collectif de travail suivant la production à réaliser). Ainsi, l'atelier permet à l'individu non seulement de produire (il est dans la sphère économique), mais également de mettre en avant son autonomie de jugement, de connaissance, de savoir-faire et d'apprentissage via sa personnalité propre. Et cette autonomie se caractérise notamment par le fait que l'individu est seul détenteur de son savoir-faire, car même si ses collègues possèdent un savoir-faire – qui peut être très proche du sien –, leurs subjectivités et donc leurs perceptions, leurs analyses et leurs regards seront différents : c'est la complémentarité au sein d'un collectif de travail, qu'il regroupe deux personnes ou bien cinq mille. Mieux ! Dans ce cadre, les conditions sont réunies pour que l'individu puisse augmenter son savoir-faire par son expérimentation personnelle et son interaction avec autrui du fait même qu'il

⁷⁴ On voit donc que productivisme (via les techniques et organisations mises en place) et domination sociale sont étroitement liés.

peut exercer son autonomie dans le processus de production. Nous sommes donc en présence de deux dimensions :

73

- 1- celle de la production, qui relève de la sphère économique,
- 2- celle de l'autonomie, qui relève de l'individu, de son bien-être, de sa perception de soi, de sa culture personnelle, de sa capacité d'interaction et d'action sur ce qui l'entoure, etc., ce que l'on nomme en écologie politique le rapport au « monde vécu »⁷⁵. L'apport des neurosciences et de la psychologie est ici important, car il permet d'affirmer que l'épanouissement d'une personne – donc également son apport potentiel à ce qui l'entoure – passe par cette capacité à maîtriser, percevoir et connaître son monde vécu et représente une expression de son autonomie individuelle. Ainsi, si cette autonomie est contrariée, les effets sont notables d'un point de vue psychique et physique, avec les conséquences sociales qui en découlent (dans le cadre familial notamment).

Pour poursuivre l'exemple de la partie précédente, le passage de l'atelier à la chaîne de montage induit un passage à des conditions matérielles dans lesquelles l'individu, certes, perd la possibilité de produire via son savoir-faire, perd sa reconnaissance, donc perd son levier dans sa confrontation sociale aux dominants (c'est la prolétarisation de Marx). Mais l'écologie politique pointe également le fait que ce cadre de travail empêche désormais l'individu d'exprimer son savoir-faire, sa perception, ses facultés d'apprentissage et d'interactions, donc on peut dire que ce cadre bloque, chez l'individu, le développement et l'expression de son autonomie. Il n'a plus la possibilité objective d'intervenir, on ne lui demande pas son avis, il ne peut plus exercer son esprit

⁷⁵ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

critique, exercer ses connaissances, et ses possibilités d'apprentissage sont extrêmement réduites, puisqu'il ne peut plus expérimenter ce dont il pourrait avoir l'idée.

Mieux ! la totalité de l'organisation de la production est conçue et mise en place dans ce sens ! C'est-à-dire qu'elle est pensée et construite dans le but que les individus puissent le moins possible prendre des initiatives, exercer un jugement, expérimenter un avis ou une idée, car plus le processus de production d'objets ou de services est pilotable comme une gigantesque machine, plus cette production est – illusoirement⁷⁶ – prévisible dans le temps : le point de vue « gestion macroscopique » prend le dessus sur ce que doit être le but réel de la construction d'une société humaine⁷⁷.

⁷⁶ Le côté illusoire vient du fait que l'individu ne peut pas être réduit à l'état de pièce mécanique. Sur ce plan, l'expérience soviétique montre que les individus finissent par se détacher de la société dans laquelle ils vivent et que celle-ci finit par s'effondrer. Cet exemple est totalement applicable aux entreprises actuelles dans lesquelles les employés se désolidarisent de leur production et n'y voient, in fine, qu'un gagne-pain.

⁷⁷ Le marxisme traditionnel fait souvent passer par pertes et profits le fait de maintenir de telles organisations et conceptions de la production pour prix d'une société allant dans le « bon sens ». Cette analyse, dont on connaît désormais l'échec, se concentre sur la gestion macroscopique en oubliant que des individus aliénés ne peuvent pas produire une société de qualité, et suppose que le seul développement possible pour l'appareil productif est celui voulu par le productivisme (et consumérisme) et le scientisme. Or, repenser le travail et son organisation, c'est revoir la finalité de la production (sa quantité, sa qualité, ses fonctions) et repenser la production (c'est-à-dire arrêter de penser que la production, pour être efficace, doit nécessairement passer par l'organisation et les machines telles qu'elles sont conçues actuellement : il est possible de concevoir des moyens de production qui ne soient pas des *machines*, mais réellement des *outils*). Cf. dans cet ouvrage le texte sur la critique de la technique.

C'est-ce que l'on rencontre de plus en plus dans ce que l'on appelle « la rationalisation », « l'assurance qualité », les logiciels de comptabilité complètement verrouillés, et les organisations du travail qui touchent aussi bien les employés de banque, que les personnels d'administration, les ouvriers dans des chaînes de montage et même des cadres qui ne sont plus des encadrants mais de simples relais de décisions sur lesquelles la moindre prise d'autonomie signifie pour eux la mise au placard ou la porte. On le voit, comprendre l'écologie politique ne peut se faire sans revenir à un quotidien de vie individuel qui montre que cette prolétarisation est un élément quasi incontournable de la condition d'employé⁷⁸.

1.7.1 Petit détour par la biologie humaine...

Que nous apprend la biologie moderne ? Que le corps humain est une machine qui s'exerce et qui apprend par l'exercice, et se maintient par l'entretien de ses capacités. Cette idée est d'ailleurs assez naturelle lorsque l'on considère un sportif. S'il s'entraîne 4h par jour, 7 jours sur 7, cette intensité d'entraînement lui donne un certain niveau physique et technique dans les domaines que le sportif pratique et c'est ce qui fait qu'un rugbyman n'est pas nécessairement doué en golf ou qu'un skieur peut être un piètre nageur : les compétences physiques et techniques à développer ne sont pas les mêmes d'un sport à l'autre et donc nécessitent de l'entraînement par la pratique et l'exercice. Mais si, par la mise en place de conditions d'existence venant entraver sa vie quotidienne, ce sportif n'est plus en mesure de s'entraîner sur le plan physique et technique, ses capacités ne vont pas rester au même niveau : elles vont immanquablement décroître ! Elles vont s'atrophier, diminuer, voire disparaître.

Or, ce qu'a été mis en évidence par la neurobiologie moderne, c'est qu'il en est exactement de même pour les

⁷⁸ Cette dimension doit être également appliquée à l'expérience soviétique.

connaissances du cerveau, mais aussi pour nos capacités cognitives et notre psychisme⁷⁹.

Autrement dit, dans le cadre de la production économique (le temps de vie consacré au travail), un individu qui passe d'un environnement de production où il peut expérimenter et tester – où il peut donc acquérir et exprimer du savoir-faire personnel –, à un environnement où il n'a plus ces possibilités du fait de l'organisation de la production, alors cet individu voit son savoir-faire, non pas stagner au même niveau et simplement rester le même... mais il voit son savoir-faire décroître, s'affaiblir, diminuer ! Et il en est exactement de même pour les capacités psychiques telles que la communication, la capacité d'observation, la prise d'initiative, la faculté d'apprentissage, etc. au sens où si un individu est placé dans un environnement de travail où sa capacité à communiquer est stimulée, où il doit exercer sa prise d'initiative et sa capacité d'observation, alors il développera ses capacités (à son rythme⁸⁰...). Mais s'il est contraint à vivre et travailler dans un environnement qui entrave la prise de décision individuelle, qui bloque la communication ou la rend inutile, qui empêche la prise d'initiative, qui règle et codifie les gestes (et donc le cerveau qui commande à ces gestes), alors immanquablement de telles capacités vont régresser, s'affaiblir et s'atrophier chez l'individu qui « subit » un tel environnement⁸¹.

De là, il faut bien comprendre que la pratique concrète d'un savoir, d'une compétence technique, d'une capacité

⁷⁹ Toute personne qui reprend des études après un long temps d'arrêt en fait également l'expérience.

⁸⁰ Et d'une manière générale en fonction de son idiosyncrasie.

⁸¹ Keith Sward rapporte que lors de la mise en place du travail à la chaîne dans les usines de Henry Ford, ces conditions dites « hétéronymes » étaient si éprouvantes que pour 100 postes à pourvoir sur les chaînes de montage, il fallait recruter 963 personnes tant les gens refusaient de travailler ainsi et préféraient démissionner (« the legend of Henry Ford », 1948).

cognitive – observation, communication, initiative, apprentissage, etc. – est une condition essentielle à son maintien et au développement des capacités qui en ont permis l'acquisition. Si la pratique est entravée, le niveau baisse et – pire ! – les capacités psychiques qui permettent l'acquisition de ces compétences s'atrophient également.

1.7.2 La persistance des effets de la prolétarisation

La prolétarisation chez Marx concerne la sphère économique, donc le monde du travail et de la production. Cette description de la prolétarisation est circonscrite à cette sphère pour des raisons de contexte historique de l'époque⁸² (et rappelons que pour l'économisme, la totalité du réel n'a de sens qu'à partir de, par et pour la sphère économique⁸³).

Cependant, ce que montre l'écologie politique, c'est qu'à partir du moment où il y a des contraintes physiques et psychiques sur les individus dans un environnement précis, il est évident que les effets de ces contraintes ne se limitent absolument pas à cet environnement ni au séjour dans cet environnement.

Là encore, la métaphore du sportif est éclairante car elle relève de l'expérience commune partagée par tous : si un sportif s'entraîne tous les jours entre midi et 14h, et entre 18h et 20h, ses capacités physiques sont élevées y compris en dehors de ces créneaux horaires d'entraînement, c'est à dire 24h par jour ! Mais si le sportif est forcé d'accepter un environnement d'entraînement qui brime ses possibilités de s'exercer, alors ces capacités et son niveau vont diminuer

⁸² Cf. dans cet ouvrage, le texte sur les origines précédant celui-ci (la continuité de la lutte des classes).

⁸³ Voir par exemple les travaux de Max Weber qui montrent les liens d'interconnexion entre, d'une part, les dimensions éthiques (individuelles) et culturelles (collectives), et, d'autre part, la sphère économique.

durant les créneaux consacrés aux entraînements, mais également pendant la totalité du restant de la journée !

Or, il en est de même pour notre cerveau et notre psychisme, c'est-à-dire pour nos connaissances et nos compétences techniques, mais également – et ce point est cardinal – pour nos facultés de perception, d'initiative, de communication avec autrui, d'apprentissage, d'observation, d'imagination, etc. Et de fait, la prise en compte de la persistance des effets délétères en dehors de l'environnement contraignant, qui en est à l'origine, est majeure : elle met en évidence que la prolétarisation a une portée qui dépasse les strictes finalités de l'environnement où elle s'exerce (donc pas seulement le monde du travail et de la production). Mieux ! si des mécanismes de prolétarisation sont mis en place dans d'autres contextes que celui de la production et du travail (les loisirs par exemple), leurs effets sont tout aussi importants et réels⁸⁴.

Si l'autonomie de l'individu peut être définie comme l'ensemble des facultés qu'il possède pour percevoir le monde qui l'environne, pour percevoir son bien-être (par exemple, s'il est heureux ou pas) et pour décider de et maîtriser cet environnement proche – ce que l'on appelle souvent « le monde vécu » en écologie politique –, alors cette autonomie passe immanquablement par les possibilités matérielles concrètes dont l'individu dispose pour exercer, percevoir et expérimenter – donc entretenir et développer – cette autonomie. Et inversement, créer un ensemble de contraintes sur ces facultés permet de les réduire et de les atrophier dans la totalité de la vie quotidienne de l'individu en dégradant la personne elle-même (son physique, son psychisme, ses capacités, etc.). Si la mise en place d'un système, dans le

⁸⁴ Un individu épuisé par ses heures de vie consacrées à la production peut-il être disponible pour les autres, pour lui, pour ses enfants, pour s'occuper de sa vie privée ou de la vie sociale ? La prolétarisation est un enjeu politique, y compris au sens électoral !

monde du travail ou en dehors du travail, produit cette dégradation chez l'individu, alors il y a phénomène de prolétarisation, c'est-à-dire une domestication de l'individu.

Dans le cadre de cette proposition de définition de l'autonomie et de la prolétarisation, et pour reprendre un exemple historique, il s'avère, de manière claire, que la mise en place du travail à la chaîne est une entreprise de domestication des êtres humains. Ainsi, en écologie politique, la rationalisation taylorienne de la production, mise en application par Henry Ford au début du XXe siècle, a visé, certes, une augmentation de la production (dans une interprétation réduite à la seule sphère économique), mais les choix – subjectifs ! – des moyens techniques et organisationnels utilisés et conçus pour cela révèlent que cette mise en place visait également à produire des individus dont les capacités cognitives et psychiques pour percevoir et comprendre seraient amoindries et affaiblies, des individus à qui l'on faisait perdre leurs capacités à la prise d'initiative, à l'observation, à la communication et à la perception de ce qui les entoure (leur « monde vécu »), donc qui conduisait à une réduction objective de leurs capacités à l'autonomie.

C'est notamment sur ce constat que « la critique de la technique » en écologie politique⁸⁵ va se construire et mettre en évidence que, contrairement à ce que propagent le scientisme et le productivisme⁸⁶, une innovation technique – un objet ou un processus – n'est pas « neutre » au sens où, en tant que création humaine, sa conception et sa mise en place s'inscrivent dans un schéma éthique et culturel, et dans une défense d'intérêts⁸⁷. De fait, l'impact d'une technique sur l'individu et la société ne relève pas seulement de son

⁸⁵ Cf. dans cet ouvrage, le texte consacré à la critique de la technique.

⁸⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

⁸⁷ Yvan Illich a été l'un des premiers à développer ces analyses. Il a notamment proposé des concepts d'objets « conviviaux » ou « non-conviviaux » (André Gorz proposera « techniques hétéronomes » ou « d'autonomie », techniques « ouvertes » ou « fermées »).

utilisation (employée « pour faire le bien ou pour faire le mal » !), mais bien du projet qui a conduit à sa conception et à sa mise en place, c'est-à-dire aux usages de la technique qui auront été rendus possibles ou impossibles de par ses caractéristiques propres⁸⁸.

Sur ce point, l'écologie politique et les marxismes traditionnels du XXe siècle s'opposent radicalement puisque pour les marxismes traditionnels, une technique est « neutre », et seule son utilisation par l'être humain peut déterminer son impact positif ou négatif sur l'individu et la société⁸⁹.

Ainsi, en écologie politique, le processus de prolétarisation est défini comme un processus général – c'est à dire : non limité à la sphère économique et de la production – qui conduit à la domestication de l'individu sur les plans physique et psychique. Et l'impact de cette domestication, sur la domination sociale dans le monde du travail mais également dans la totalité des aspects de la vie humaine, est absolument majeur car cette domestication vise à attaquer et réduire les facultés intimes et personnelles de l'individu où qu'il se trouve ; et que, bien entendu, de telles conséquences sont essentielles pour maintenir la domination sociale.

Il est donc fondamental de noter qu'en écologie politique la question de la prolétarisation est totalement liée à ce que l'on appelle « la critique de la technique ». Les objets et

⁸⁸ Il est possible de retourner dans n'importe quel sens les *machines* des chaînes de montage des usines Ford, elles ne fonctionneront que dans un seul sens du point de vue humain et social : celui de la prolétarisation, c'est-à-dire de la domestication.

⁸⁹ Les marxismes traditionnels sont productivistes et imprégnés par le scientisme. Selon cette optique, si le travail à la chaîne est utilisé pour faire le bien de la société, il devient « positif » (l'URSS a appliqué directement ce marxisme traditionnel qui contredit la critique de l'économie politique de Marx). Face à cela, la « critique de la technique » produite par l'écologie politique comptera pour beaucoup dans son rejet, au XXe siècle, par les courants dominants la gauche politique et syndicale (en France, le PCF et la CGT).

processus techniques ne sont pas seulement des objets servant à la production qui auraient, parallèlement, des effets malheureusement négatifs sur l'individu. En réalité, ces objets et processus techniques sont l'expression d'un projet, d'une vision de la vie humaine, de la société et du devenir de cette société qui s'exprime dans l'organisation de la production et en dehors de celle-ci. Le processus de domination, via la prolétarisation, peut s'exprimer ainsi : « la domination sociale n'est pas une domination de certains êtres humains sur d'autres êtres humains ; mais une domination par des outils techniques conçus par certains êtres humains pour fonctionner comme des outils de domination sur d'autres êtres humains⁹⁰ ».

Bien évidemment, cette thèse a heurté de front les marxismes traditionnels des XIXe et XXe siècles qui expliquent notamment que la possession des moyens de production permet de changer l'ordre social, alors que l'écologie politique montre qu'il n'en est rien et que la possession collective ne conduira à rien si les techniques et l'organisation de la production ne sont pas revues et conçues en fonction du projet social⁹¹.

De tout cela, il est possible de tirer deux généralisations de la prolétarisation par rapport à celle de Marx.

1.7.3 Une première généralisation par rapport à Marx

En centrant son analyse sur l'individu – et non pas uniquement sur « le travailleur » – et en utilisant la biologie – et notamment les connaissances en neurosciences et en

⁹⁰ André Gorz, « Les vendredis de la philosophie » (France Inter, 2002). Disponible sur Internet si on cherche un peu...

⁹¹ Evidemment, ceci fait écho à l'expérience et à l'échec des régimes soviétiques d'Europe de l'Est (dits du « socialisme réel »). André Gorz expose cette analyse dans une des parties de « Adieux au Prolétariat, au-delà du socialisme » (1980).

psychologie –, l'écologie politique montre que la prolétarisation est une entreprise de domestication physique et surtout psychique de l'individu. Dans la volonté de mettre en lumière les processus d'aliénation et de lutter pour l'émancipation des individus, elle fait une première généralisation de la prolétarisation de Marx en montrant que le processus de prolétarisation ne se cantonne pas à la seule sphère de la production, mais qu'elle relève d'une domestication dont les effets produits le sont dans la totalité de la vie quotidienne de l'individu.

1.7.4 Une seconde généralisation par rapport à Marx en trois exemples

Ce que rajoute l'écologie politique, c'est qu'à partir du moment où l'on accepte de recentrer sur l'individu et que l'on prend la prolétarisation comme un processus de domestication, alors il est possible de regarder les différents champs de la vie quotidienne pour voir où ces processus de domination sont mis en place ; donc pour savoir où la prolétarisation de l'individu est à l'œuvre, même en dehors de la sphère de la production économique. C'est cet aspect indissociable du capitalisme qu'est le consumérisme qui se révèle alors comme une entreprise de domestication.

Trois exemples pour montrer comment cette domestication est à l'œuvre : l'organisation hiérarchique du travail, les enfants face à la culture médiatique, et enfin la gestion du temps.

Exemple 1 : l'organisation hiérarchique du travail

Elle est un levier considérable pour mettre en place le processus de prolétarisation. Elle vise, comme pour les employés qui sont concernés directement par la production directe (ceux qui sont sur les machines), à réduire de plus en plus les marges de manœuvre de cadres et responsables hiérarchiques, essentiellement sur le plan de la prise

d'initiatives en utilisant quantité de méthodes – multiplier les échelons, voire les dédoubler, organisation matricielle, tâches inutiles et redondantes, etc. – dont la finalité reste toujours la même.

Quand, dans une organisation hiérarchique, un poste possède une grande latitude, l'individu qui l'occupe peut exprimer ses capacités (initiatives, observation, décisions, etc. autrement dit tout ce qui peut lui servir à développer son autonomie). Mais quand une organisation hiérarchique tend à réduire drastiquement les marges de manœuvre, le nouvel occupant d'un poste hiérarchique peut arriver plein d'entrain, plein d'idées et d'énergie pour développer ce dont il a la responsabilité, mais très rapidement il va se heurter – et parfois violemment – à l'étroitesse de ses marges de manœuvre, à l'impossibilité qu'il a d'exercer sa prise d'initiative, à disposer de temps pour observer, réfléchir et organiser⁹², à n'avoir qu'une vision très limitée et partielle des tâches et des objectifs, etc. Comme pour l'individu qui est placé à un poste de travail devant une machine qui règle ses mouvements, la rencontre entre l'étroitesse des marges de manœuvre et l'individu ne peut se conclure que par deux issues :

- 1- soit l'individu craque (psychiquement et/ou physiquement) et il quitte le poste (il démissionne, il est écarté, voire pire) ;
- 2- soit l'individu finit par intégrer dans son psychisme les marges de manœuvres très (trop) réduites dont il dispose et il se met alors à l'unisson avec le fonctionnement – castrateur – du système hiérarchique dont il devient un simple rouage.

⁹² Les processus de contrôle et de qualité sont très souvent utilisés en ce sens et leur premier effet est de multiplier les dossiers, les échanges, et donc de faire perdre un temps de travail considérable et de renvoyer l'individu à l'inutilité de sa fonction et à sa seule utilité pour transmettre les ordres et les contraintes à ses subalternes.

Le processus conduit à transformer les cadres en exécutants, en relais de décisions – sans aucune autonomie – que l'on va contrôler à coup d'assurance qualité, de statistiques à préparer, de contrôle à effectuer, de budgets à respecter, de pression pour atteindre des objectifs qui seront, in fine, révisés et de primes pour les plus zélés des serviteurs.

La conséquence directement observable de cette prolétarisation des cadres – notamment par les subalternes qui travaillent à la production – est l'irresponsabilité généralisée du système qui va se développer à l'égard de la production effectivement réalisée. En effet, la dilution de la prise de décision est telle qu'il est impossible que l'individu nommé à un poste hiérarchique, aussi solide soit-il, puisse conserver rien qu'un semblant de sentiment de responsabilité tant l'expérience quotidienne de son travail lui enseignera le contraire. Mais cet effet délétère n'est pas le seul, et – comme pour les individus qui travaillent directement à la production – les capacités à l'autonomie de l'individu occupant un poste hiérarchique sont contraintes et attaquées 8 heures par jour.

Notons que cette prolétarisation hiérarchique, conduisant à un « pouvoir fonctionnel »⁹³ de l'organisation, fût mise en place par le modèle soviétique et qu'elle est identique à celle qui existe aujourd'hui dans toutes les grandes entreprises capitalistes. Cette similitude montre bien que le productivisme était effectivement à la base du modèle soviétique et que seule l'organisation politique et sociale de sa mise en pratique différait du modèle occidental. Ceci montre également que le soviétisme ne pouvait pas être un communisme précisément parce que l'expérience soviétique était – dès son origine ! – productiviste.

Cette irresponsabilité généralisée qui s'installe dans le système a pour origine directe l'isolement entre les individus – qui sont parqués dans des fonctions et des prérogatives

⁹³ Qui conduit à la mise en place de ce que Gorz appellera un « pouvoir fonctionnel » dont la caractéristique première est l'inertie (cf. « Adieu au Proletariat », Gorz, 1980).

extrêmement étroites – et l'éloignement – créé artificiellement par la multiplication des échelons – entre la hiérarchie et la production effective des objets et services. Plus cet éloignement grandit, moins il est possible pour un individu de se sentir impliqué et relié à la production finale (biens ou services) à laquelle pourtant il participe en tant que membre de la hiérarchie. Pire ! ces mécanismes conduisent à ne plus avoir la possibilité de se questionner sur la finalité de la production.

Cette première conséquence de la généralisation de la prolétarisation est importante, car elle montre que ce phénomène ne s'exerce pas seulement au niveau de la seule production effective des objets et services (le plus bas niveau hiérarchique), mais qu'il s'exerce également sur les individus qui constituent les échelons hiérarchiques. Bien entendu, la condition de celui qui est directement à la production de la marchandise (objets ou service) est souvent pire puisqu'il subit les contre coups de ce qui se passe plus haut, mais il était important de mettre en évidence que cette prolétarisation existe y compris dans les sphères qui se pensent souvent hors d'atteinte.

Exemple 2 : les enfants et la culture médiatique

La question des enfants est sans cesse en évolution. Au XIXe siècle, leur condition était difficile à distinguer de celle des adultes pour la raison qu'il faudra attendre le milieu du XIXe siècle pour voir le travail des enfants de moins de 10 ans limité à... 8 heures par jour !

Aujourd'hui, dans nos pays occidentaux, les enfants ne travaillent plus. Pourtant, tout un chacun peut observer une uniformisation des goûts, des envies, des jeux, des désirs de carrière, etc.⁹⁴ Comment un tel processus d'uniformisation de la pensée est-il possible alors que les enfants ne travaillent pas et qu'ils ne sont donc pas dans la sphère de la production, où seule la prolétarisation était censée exister ?

⁹⁴ L'une d'entre elles a consisté à imposer la couleur rose chez les petites filles...

Le cas des enfants met en évidence le passage du XIXe au XXe siècle avec cette mutation du capitalisme vers le fordisme et l'apparition du consumérisme avec les techniques introduites par Edward Bernays.

Nous avons vu que le passage du XIXe au XXe siècle avait opéré une rupture dans le capitalisme et vu le développement des « relations publiques » (notamment via la publicité) et comment les sciences cognitives étaient devenues un instrument au cœur du dispositif visant à faire du consumérisme une conception de la réussite de vie dont l'individu devient alors un défenseur. Or, les sciences cognitives expliquent comment un enfant construit ses repères (et notamment son psychisme), et il se trouve que l'enfant est « une éponge » au sens où il doit apprendre un nombre considérable de choses pour vivre⁹⁵. La force des dominants est d'avoir utilisé les avancées scientifiques et compris que les enfants, compte tenu de leurs dispositions naturelles, sont des cibles de choix pour leur faire intégrer, dès le plus jeune âge, les repères qui permettent de rendre ces futurs adultes prévisibles, affaiblis et pilotables, c'est-à-dire domestiqués⁹⁶.

La distinction entre « l'acte d'acheter » et le consumérisme est parfaitement claire : s'il s'agit juste de conditionner à l'achat d'un objet particulier, alors le processus de dressage d'un individu (enfant ou non) sera intéressant

⁹⁵ C'est cette perte de capacité qui fait que reprendre ses études après 30-35 ans peut être difficile sur le plan de l'apprentissage. Des travaux montrent également qu'il est possible de maintenir à un degré élevé cette faculté d'apprentissage qui caractérise les enfants (c'est le cas notamment de certaines professions pour lesquelles l'individu est constamment amené à apprendre des choses nouvelles et à les intégrer dans ce qu'il sait déjà).

⁹⁶ Dans ce cadre, la destruction systématique de l'école publique (qui commence dès la maternelle) est évidemment une autre action qui est tout aussi importante pour faciliter la domestication des enfants dont les parents ne font pas partie des dominants capitalistes. Sur ce thème, le secteur école de l'UFAL est le plus à même de fournir des indications et des solutions.

jusqu'au moment où d'autres objets apparaîtront. Mais si le processus de domestication vise à proposer des schémas de pensée qui rendent l'enfant perméable au consumérisme, c'est à dire au détournement du réflexe de construction de l'identité dans le but de l'identifier à l'acte d'achat, alors l'enfant devient un consommateur qui fera tout et n'importe quoi pour consommer puisque le consumérisme lui aura fait intégrer que son identité personnelle et intime ne peut se construire que par cette voie⁹⁷.

Il est facile de mesurer l'intérêt que présente cette option et combien il est bien plus intéressant de porter les efforts en ce sens. La totalité des messages publicitaires est ainsi accessible : un produit n'est plus vanté comme étant le meilleur, il est désormais un artefact qui donne et fournit une identité à son consommateur. Posséder tels vêtements de sport rend « performant », avoir tel sac à main rend « super girl », avoir telle voiture rend « puissant et séducteur », tel rouge à lèvres rend « jeune et sûre de soi », manger dans telle chaîne de fast-food rend « heureux et convivial », etc. Partout le produit est présenté, non comme un produit (réclame), mais comme le support d'un trait d'identité achetable (publicité) en travaillant la libido de l'individu⁹⁸.

Comme le consumérisme ne peut pas s'imposer durant le temps de vie consacré au travail et que les enfants ne vont pas au travail, une culture médiatique de masse s'est développée pour mettre en place ce processus de

⁹⁷ Nombres de parents pourront témoigner des pressions exercées par les enfants (colères, crises de nerfs, pleurs, etc.) pour qu'ils leur achètent ce qu'ils désirent, c'est-à-dire pour posséder ce qu'on leur a fait désirer. Ces pressions sont à relier à ce que l'anorexique ressent : un désir irrépressible qui le conduit à ne plus percevoir qu'il met sa vie en danger.

⁹⁸ La libido est ici à prendre au sens large des envies et pulsions de l'individu (et pas uniquement à sa sexualité comme l'a fait Sigmund Freud pour des raisons vraisemblablement liées à son histoire personnelle).

prolétarisation en dehors du travail⁹⁹. Ainsi, la publicité – mais elle n'est pas le seul aspect – se développe et son analyse montre qu'elle se différencie de « la réclame ». En effet, la réclame présente un produit et explique que le produit remplit très bien sa fonction grâce à ses caractéristiques. Par exemple, une lessive lave très bien, une voiture est confortable et fiable, un restaurant propose de la bonne nourriture, etc. Mais la publicité instrumentalise le réflexe de construction de l'identité pour le lier à l'acte d'achat et elle travaille donc sur la libido de l'individu : désormais l'individu *ne décide pas* de vouloir acheter un objet, il *désire* cet objet pour des raisons qui lui sont inconscientes.

De manière quotidienne, tout un chacun peut constater que la totalité des messages publicitaires est construite de cette façon (donner une identité au possesseur de l'objet), ce qui montre qu'ils sont bien conçus et diffusés dans le but d'instrumentaliser le réflexe de construction de l'identité inconscient présent chez n'importe quel être humain dans le but d'opérer un dressage de ce réflexe. La voiture rend séduisant et attracteur, le vêtement de sport rend puissant et rapide, la casserole rend généreux et talentueux, le téléphone portable rend intelligent, le parfum rend désirable, etc.

Ainsi, l'individu va, in fine, obéir à *son* désir de posséder l'objet, un désir qui lui apparaîtra et qu'il sentira comme lui étant parfaitement « naturel » car lié à son réflexe de construction de l'identité.

Comme il est dans une période de la vie très importante pour la construction de son identité, l'enfant est biologiquement et psychologiquement très perméable à ces messages. Tous les publicitaires le savent et ils savent l'utiliser

⁹⁹ Sur ce point, il est à noter que l'école publique est un lieu dans lequel les entreprises n'ont de cesse de vouloir pénétrer pour pouvoir conditionner les enfants. Rappelons qu'aux Etats Unis d'Amérique, les écoles publiques disposent de tellement peu de moyens qu'en échange de dons des entreprises, certaines s'engagent à faire regarder des publicités aux enfants pendant les temps de classe.

sur cette cible de choix afin de faire des enfants des consommateurs garantis pour l'avenir. Ceci explique pourquoi tant de personnes qui n'ont jamais eu accès à la consommation du fait de leur environnement social (chômage, précarité, etc.) s'avèrent être pourtant des consommateurs dès qu'ils en ont les moyens financiers (et pourquoi ils souffrent souvent de ne pas pouvoir consommer !). En effet, même quand ils n'ont pas les moyens d'acheter, ces personnes reçoivent en permanence la culture médiatique visant à faire d'eux des consommateurs incapables de se définir autrement que par la possession des objets. Même sans ressources financières, ils subissent le processus de prolétarisation, donc cette destruction de leurs capacités à l'autonomie.

Notons en complément que le dressage du réflexe de construction de l'identité qui vise à le faire coïncider avec une pulsion d'achat est d'autant plus efficace qu'il n'a pas « d'opposants » dans l'inconscient de l'individu. Car les capacités à l'autonomie se construisent, se transmettent et se développent si les conditions matérielles de les exercer et de les expérimenter sont présentes.

Dans le domaine des relations humaines et des échanges avec autrui, même sans parler de l'amitié ou de l'amour, on trouve la communication, l'observation, l'écoute, l'échange, la perception, l'affection, qui sont essentiels pour exercer et expérimenter son autonomie. Si la culture médiatique promeut des exemples de comportements humains (au travers des séries télévisées par exemple) qui sont réduits à de la méfiance et de l'agressivité, il est clair que le modèle de relations humaines peu à peu considéré comme « normal » par le subconscient de l'individu sera celui-là. Là encore, le message médiatique vise à la réduction et l'atrophie des facultés à l'autonomie des individus, c'est-à-dire vise à leur domestication. D'un panel de sentiments riche, les stéréotypes présentent des personnages simplistes, ne possédant que deux ou trois traits de caractères.

Ainsi, un modèle ne triomphe que parce qu'il existe des processus qui visent à détruire les autres manières de vivre et de construire sa vie, et nous pouvons mettre en avant que la résistance à un modèle destructeur passe nécessairement par la promotion d'alternatives de constructions de l'identité¹⁰⁰.

De même, les capacités à l'autonomie se travaillent par l'expérimentation de la différence et de la richesse des sensations. Ainsi, l'uniformisation des goûts alimentaires¹⁰¹ ou vestimentaires (parfois d'un bout à l'autre de la planète !) produit un appauvrissement considérable en termes de sensations pour le corps humain. Là aussi, les sciences cognitives ont montré que la richesse des perceptions et de l'environnement sont des facteurs absolument essentiels pour développer la sensibilité, la capacité d'observation, l'ouverture à l'environnement ainsi que la perception de soi, qui fait intervenir la perception fine des sensations.

Lorsque les stimulations sont toujours les mêmes, lorsqu'elles sont calculées, prévues et ordonnées par des personnes dont le métier est précisément l'uniformisation, la prévisibilité, la standardisation et le pilotage des envies via les goûts et les modes, alors le processus de prolétarisation s'effectue en profondeur et détruit les capacités à l'autonomie de l'individu. Et bien entendu, cette destruction s'opère non seulement dans le champ des goûts, des relations humaines et

¹⁰⁰ Il suffit de regarder les comportements plus ou moins agités des enfants pour savoir quels sont ceux qui font des cures de télévision. Aux Etats Unis d'Amérique, des milliers d'enfants sont soignés pour troubles de l'attention avec des neuroleptiques dérivés d'amphétamines, alors que les enfants calmes, capables de se concentrer, sont immanquablement ceux qui ne regardent pratiquement pas la télévision.

¹⁰¹ On pourra regarder, par exemple, le documentaire « Mondo vino » qui expose comment l'uniformisation des goûts possibles pour le vin est orchestrée et mise en place, et comment les individus (consommateurs) sont travaillés pour perdre leurs aptitudes à goûter et distinguer les bons vins des produits standardisés (donc pilotables via le marketing).

de l'alimentation¹⁰², mais ses effets portent sur la totalité du quotidien de vie de l'individu.

Il en est donc exactement de même que pour les moyens de production ou l'organisation hiérarchique du travail : les techniques – ici toutes celles qui constituent la culture médiatique – ne sont pas seulement des moyens de production économiques qui ont des effets collatéraux sur l'individu (et en premier les enfants) ; ils sont l'expression d'un projet, d'une vision de la vie humaine, de la société et du devenir de cette société ; et la domination sociale est ici aussi la volonté des dominants dans nos sociétés capitalistes s'exerce également, non pas directement d'individu à individu, mais par des techniques – ici les éléments de la culture médiatique de masse – qui sont conçues par certains êtres humains pour fonctionner comme des instruments de domination sur d'autres êtres humains, c'est-à-dire de domestication.

Nous voyons donc qu'en dehors de la sphère de la production économique, la prolétarisation – en tant que processus de domestication – se structure exactement comme dans le monde du travail : c'est-à-dire par un ensemble de contraintes quotidiennes, notamment via le matraquage télévisuel¹⁰³, mais aussi les journaux féminins (et maintenant masculins...), l'affichage publicitaire généralisé, la standardisation musicale ou les modes par exemple. Autant de techniques dont la mise en place vise à détruire des référents, à appauvrir la diversité (donc la richesse), à proposer des modèles humains simplistes – souvent basés sur la méfiance et

¹⁰² Et au problème de l'uniformisation et l'appauvrissement des goûts alimentaires vient, en plus, se greffer celui de la mauvaise alimentation qui fait que les populations pauvres n'ont accès qu'à une alimentation de mauvaise qualité nutritionnelle, donc qui dégrade à la fois leurs facultés physiques et intellectuelles, mais également psychiques (un point trop souvent négligé !) ; et ceci alors même que les classes sociales aisées peuvent, elles, se nourrir convenablement.

¹⁰³ De plus en plus de prises de position et d'enquêtes expliquent que la télévision est en réalité un vrai problème de santé publique.

l'agressivité – et à modeler le réflexe de construction de l'identité ; tout cela dans le but de créer un cadre de vie au sein duquel les capacités à l'autonomie de l'individu ne trouvent plus à s'exercer ni à être stimulées, un cadre de vie où elles sont combattues et où l'indistinction et la pauvreté sensorielle finissent par engendrer un individu standard, affaibli, prévisible et – surtout ! – avec de très faibles capacités à l'autonomie ; car cette perte chez l'individu domestiqué constitue un bénéfice énorme en termes de domination sociale ; nous le constatons encore plus ouvertement à chaque période électorale...

Face à tout cela, il est parfaitement évident que l'enfant, en tant qu'individu et citoyen en devenir, est et reste la cible privilégiée de cette prolétarisation¹⁰⁴.

Exemple 3 : la gestion du temps

En choisissant de se recentrer sur l'individu, son autonomie et la perception qu'il a de son « monde vécu », l'écologie politique s'est intéressée au rythme de vie et notamment à l'usage du temps. Il est clair que plus un individu dispose de temps de vie disponible pour son seul usage et pour lui-même, plus il est susceptible de se percevoir, d'observer autour de lui, de penser, d'apprendre et de réagir. Sur le plan familial, le temps disponible est un facteur primordial.

Or, inversement, le modèle de gestion du temps proposé par le système actuel va à l'inverse et vise à occuper et distraire l'individu par tous les moyens. Ainsi, il apparaît que la gestion du temps de vie des individus contribue pleinement au processus de prolétarisation comme un facteur tellement essentiel qu'il se retrouve à tous les niveaux (le monde du travail, la sphère privée, la culture médiatique, etc.). Là encore, la domination sociale est une domination par des outils – ici

¹⁰⁴ L'augmentation de l'obésité et de l'anorexie (même chez les garçons), les goûts standardisés (par exemple, le rose chez les petites filles), etc. ne sont que des symptômes du processus de prolétarisation des enfants.

tout ce qui favorise et permet « l'accélération du temps » – qui sont conçus par certains êtres humains pour fonctionner comme des instruments de domination sur d'autres êtres humains.

Plus le temps est réduit, plus la prise de décision doit être faite rapidement et donc plus elle devient machinale, irréfléchie, instinctive et ne permet plus aucune réflexion : le désir seul convient ; désir que le consumérisme travaille déjà. Dans le monde du travail, plus le temps est pressé, plus le travailleur prend des risques, plus il est obligé de négliger certains aspects de sa tâche et plus il prend des risques quant à son intégrité physique et psychique ; autant de conséquences qui constituent le quotidien de millions de gens.

Les manières d'occuper et de presser le temps de vie sont légions. Dans le monde du travail, une des meilleures manières est d'inventer des tâches inutiles et stériles. Les alibis de « l'assurance qualité » ou du « contrôle de production » sont récurrents pour obliger les individus à consacrer du temps à des activités qui n'apportent rien en terme productif (objet ou service), mais ce faisant ils gaspillent un temps de vie considérable qui pourrait être utilisé à plus d'attention sur certaines tâches ou simplement pour le repos. Cette obligation de consacrer du temps de vie pour simplement le gaspiller est une caractéristique du processus de prolétarisation qui favorise l'affaiblissement de l'autonomie des individus qui finissent par s'épuiser, se résigner et se soumettre à l'absurde : ils sont affaiblis psychiquement.

Dans la vie privée, cette pression sur le temps est permanente. Les rythmes des émissions télévisées et les voix des publicités à la radio pénètrent les foyers. L'obsession de la vitesse est partout présentée comme un élément incontournable et indiscutable pour la réussite de vie individuelle et pour la construction de la société idéale ; ceci alors même qu'elle entraîne sur ces deux plans des effets considérablement délétères. Même le loisir est présenté comme une « lutte contre

l'inactivité »¹⁰⁵, surtout chez les enfants qu'il faut sans cesse occuper et distraire.

Cette lutte contre l'inactivité se fait contre ce qui est laissé à l'individu comme espace de temps disponible pour lui en dehors de la sphère du travail. Le loisir n'est plus une période de temps de vie où l'individu se consacre à lui-même (« *otium* » en latin), mais où il est perpétuellement occupé et invité à se distraire par des « passe-temps » qui s'enchaînent et pour lesquels il paie. Moins l'individu dispose de temps de vie pour lui, pour s'écouter, pour répondre à ses besoins propres – et non aux sollicitations issues du consumérisme –, plus il est téléguidé d'une envie à l'autre, plus il perd en capacités à l'autonomie, plus il s'affaiblit et plus il est facilement dominé.

L'écologie politique, en se définissant comme la préoccupation pour la qualité de vie individuelle et la qualité d'une civilisation, pose le temps de vie comme un élément central à prendre en considération : il est un élément

¹⁰⁵ L'exemple de l'industrie du cinéma illustre bien cette situation. Le 7^{ème} art n'a strictement rien à voir avec le développement actuel du cinéma qui vise à créer un désir incessant, à submerger les individus de produits consommables (les films) qui n'existent que pour occuper du temps de vie en échange d'argent, c'est-à-dire pour capter l'attention pendant deux heures en dehors du temps pendant lequel l'individu est cadre par le travail (l'industrie hollywoodienne représente 12% du PIB des USA). Le système des cartes d'abonnement est encore plus éloquent : sous couvert de « facilité », il conduit l'individu à meubler encore plus facilement et plus régulièrement son temps de vie disponible par une captation de son activité cérébrale qui, in fine, ne lui apporte qu'une illusion de culture, et surtout permet la distraction, l'oubli, la vie par procuration. Une preuve de cette réalité tient au fait que malgré la prétendue « qualité des films » et la fréquentation des salles, ni l'esprit critique, ni la culture des spectateurs n'ont évolué, alors que leur isolement, leur incapacité à tisser des liens sociaux actifs et leur perte de savoirs pratiques ne cessent d'augmenter. Ce modèle est également celui du sport médiatisé. Toujours, il convient d'occuper l'esprit de l'individu pour régler l'utilisation qu'il fait de son temps de vie.

incontournable et tangible du quotidien de l'individu où qu'il se trouve : l'appropriation par l'individu de son monde vécu suppose de se préoccuper de la gestion du temps de vie. Toute mesure, toute proposition, toute action, se traduit directement sur le temps de vie de l'individu et doit donc être considéré avec attention suivant cet angle d'analyse. Car ce temps de vie est un des fils conducteurs qui permet de pénétrer au cœur de l'individu (autant que la libido qui est la cible des messages publicitaires), et en tant que tel, s'il est instrumentalisé, il constitue une manière de contrôler l'individu, via son cadre de vie.

L'écologie politique montre que cette gestion du temps de vie est un élément indispensable à la prolétarisation au sens où la prolétarisation de l'individu ne peut s'effectuer sans le contrôle et l'accélération du temps de vie qui conduit à ce que l'individu ne dispose pratiquement plus de temps de vie disponible pour lui en pur loisir (et non en « passe-temps »). Cette instrumentalisation du temps de vie, par les dominants actuels, vient du fait qu'ils savent parfaitement que le temps de vie disponible est un élément clé pour l'émancipation humaine : il est un facteur clé pour tisser des liens sociaux, pour la qualité de vie individuelle (donc y compris la famille), pour la communication, pour la joie, pour la réalisation de soi et sa culture personnelle, pour l'apprentissage et la transmission, pour être actif et participer à des réseaux sociaux, et d'une manière générale pour le développement et l'entretien de toutes les capacités à l'autonomie chez un individu.

L'autonomie repose sur les liens et même sur un plan politique, la constitution d'un citoyen éclairé passe par le fait que celui-ci dispose de ses capacités à l'autonomie. Aussi, sur ce plan également, la logique d'hétéronomie vise à segmenter la société pour occuper les individus en les isolant les uns des autres (le symbole pouvant être le téléspectateur seul dans son salon devant son écran), alors que la logique d'autonomie vise à tisser des liens, à accroître les échanges, à cultiver les relations avec les proches mais également avec d'autres citoyens, à s'échanger et se transmettre, à redonner un sens à

une culture de la construction de la société dont le premier vecteur indispensable est l'individu autonome et émancipé.

1.7.5 La seconde généralisation par rapport à Marx... et des ouvertures

Ces exemples illustrent explicitement une seconde généralisation de la prolétarisation faite en écologie politique : la prolétarisation est un phénomène qui n'est pas seulement spécifique à la sphère de la production, mais qui, depuis le début du XXe siècle et la mutation du capitalisme vers le consumérisme, se trouve présent dans la totalité de la société, c'est-à-dire en dehors du temps de vie consacré à la production économique. Partout, les dominants sociaux mettent en place des processus de domestication de l'individu (adulte ou enfant). Et ceci montre pourquoi la limitation de l'analyse à la sphère économique, qui pose l'individu comme un travailleur, n'est plus tenable aujourd'hui : elle est bien trop réduite dans sa manière de poser la problématique sociale et individuelle.

Contre cette réduction – qui n'en était pas une dans le contexte du XIXe siècle ! – l'écologie politique explique que la domestication de l'individu peut prendre des formes multiples, que l'on trouve aussi bien dans la sphère du travail (dans la production mais aussi dans l'organisation hiérarchique) que dans la vie quotidienne (via les médias de masse, les objets techniques, les marchandises, l'organisation de la vie quotidienne, etc.).

En ce sens, la prolétarisation conduit à produire un individu inadapté à la prise de décision, à l'initiative, à l'apprentissage ou à la transmission. Cet individu ne peut alors plus vivre que dans un environnement cadre et normé sur le plan physique, intellectuel et psychique¹⁰⁶.

¹⁰⁶ Dans « Eloge du carburateur », Matthew Crawford explique qu'il serait très intéressant de savoir quels ont été, au final, les individus capables d'accepter les conditions de travail imposées par Henry

La compréhension de ce processus de domestication repose sur la critique de la technique qui explique que les techniques (objets ou processus) ne doivent plus être considérés comme « neutres » (à la différence de ce qu'explique la pensée productiviste et scientiste). L'écologie politique rappelle que beaucoup de techniques qui nous entourent sont conçues dans un contexte idéologique précis qui est celui du capitalisme et de la domestication des individus. Ces techniques – logiciels de gestion, machines et usines, voitures, système d'organisation, média, urbanisme, digicodes, systèmes d'assurances, etc. – développées par les tenants du capitalisme productiviste pour servir leurs intérêts, sont donc porteuses d'une vision de la société où l'individu est cadré, maîtrisé, occupé, domestiqué ; c'est-à-dire que le fonctionnement et les usages possibles de ces techniques ne permettent pas à l'individu d'exercer ses capacités à l'autonomie et que, de fait, un tel objet ou processus affaiblit l'individu dans ses capacités à l'autonomie : il les atrophie.

La prolétarisation en écologie politique est donc intrinsèquement liée à la critique de la technique¹⁰⁷. La critique de la technique décortique la logique de la prolétarisation de l'individu qui est celle de la domination sociale : « la domination sociale n'est pas une domination de certains êtres humains sur d'autres êtres humains ; mais une domination par des objets techniques conçus par certains êtres humains pour

Ford ! La réponse serait certainement à comparer au fait qu'au XIX^e siècle, en France, la plupart des contestations ouvrières naissaient chez les individus qui avaient vécu l'exode rural, donc qui avaient connu un autre rythme de vie que celui de la production en usine. Inversement, la contestation était plus faible chez les ouvriers de 2^e génération (qui n'avaient donc connu que cet environnement de vie). Pour Matthew Crawford, la place du savoir pratique et tacite est en lien direct avec la culture de vie et les capacités à l'autonomie d'un individu.

¹⁰⁷ Cf. dans cet ouvrage, le texte consacré à la critique de la technique.

fonctionner comme des instruments de domination sur d'autres êtres humains ».

Une étape importante est de remarquer que l'aliénation n'est pas un manque de savoir ni de connaissance sur sa propre condition, mais qu'elle est un asservissement psychologique. La mise en place de cet asservissement, via le réflexe de définition de l'identité personnelle, est le cœur de la logique du consumérisme. Là encore, l'écologie politique est dans la continuité de la lutte pour l'émancipation humaine telle qu'elle a été formulée au XIXe siècle.

L'hétéronomie¹⁰⁸ – qui est inhérente au fonctionnement de la société – peut se traduire par un asservissement et une domestication de l'individu. Toute la pensée en écologie politique vise à trouver comment la part d'hétéronomie incontournable – car nous ne pouvons vivre qu'en société ! – peut être mise en place, gérée et vécue, en produisant le moins possible de dégâts sur l'individu, voire en favorisant ses capacités à l'autonomie¹⁰⁹. Le vecteur de cette gestion est évidemment les outils qui sont conçus et développés non pour bloquer l'individu dans l'exercice de ses capacités, mais pour, au contraire, permettre l'exercice de ses capacités à la communication, aux liens humains, à la prise d'initiative, à la recherche, à la collaboration, à la création, etc.¹¹⁰

L'autonomie représente l'ensemble de toutes les actions de l'individu qui ont pour finalité la réalisation de l'action en elle-même. Le fait que la conséquence d'une action autonome puisse concerner, ou bien seulement l'individu, ou bien les autres et la société, montre que l'autonomie n'a pas à être identifiée à la sphère privée et que l'autonomie n'est pas holistique ni opposée à la société, bien au contraire¹¹¹ ! Elle

¹⁰⁸ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹⁰⁹ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹¹⁰ Le numérique et Internet sont des outils qui vont dans ce sens.

¹¹¹ Créer une radio, une AMAP, ou un atelier associatif peut relever de l'exercice de l'autonomie, mais les conséquences concrètes de

est un élément de mieux vivre la société par les individus, donc d'un mieux-être général de l'ensemble de la société¹¹².

Cette autonomie fait référence au « monde vécu »¹¹³ par l'individu et à sa capacité à y évoluer et à avoir prise sur elle. Si le monde vécu est normé, figé, rigide et codifié par d'autres que lui, alors l'individu n'a pas prise sur lui : il est seulement guidé. Concrètement, cela signifie que les outils mis à sa disposition ne lui permettent pas de créer, d'inventer ni d'exercer son autonomie, car dans leurs fonctionnements – donc dans leurs conceptions ! – ces outils n'offrent pas ces possibilités ; alors il y a processus de prolétarisation, c'est-à-dire de domestication. L'exercice de l'autonomie et cette notion de « monde vécu » – que l'individu comprend, perçoit et sur lequel il a prise et dont il est un acteur – est le lieu de la culture¹¹⁴, celle qui se transmet via un « savoir tacite et pratique ».

Une grande erreur a été de considérer que la forme universitaire du savoir est plus importante que ce « savoir(-faire) tacite et pratique »¹¹⁵. Or, si le savoir propositionnel de

cette action sont collectives, et ceci montre que l'autonomie ne concerne pas seulement l'individu et sa seule sphère privée ; en somme, qu'il y a une erreur à penser l'autonomie comme étant opposée à la vie en société.

¹¹² C'est sur ce point que repose l'institution par le Bhoutan du « Bonheur National Brut » à la place du PNB.

¹¹³ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹¹⁴ Celle qui concerne aussi bien la pratique de la cuisine, du bricolage, de l'élevage des poules ou des relations humaines que celle de la politique et de l'action sociale. La culture n'est donc pas à confondre avec les « beaux-arts » (comme c'est fréquemment le cas...). Sur ce dernier point, on pourra par exemple se rapporter aux propos de Franck Lepage sur l'éducation populaire, son rôle, sa place, ses apports pour l'individu et la société (propos largement disponibles sur Internet, notamment dans l'émission de France inter « là-bas si j'y suis »).

¹¹⁵ Cette analyse est la thèse centrale de l'ouvrage « Eloge du carburateur » de Matthew B. Crawford (éd. française : la découverte,

type universitaire est absolument indispensable, le savoir(-faire) pratique et tacite qui gouverne le monde vécu l'est tout autant, car il participe de l'autonomie de l'individu dans son monde vécu et de la culture des êtres humains¹¹⁶. Il n'y a donc pas d'opposition entre ces deux types de savoir. Or, la prolétarisation fonctionne d'autant mieux que l'individu perd en savoir-faire pratique et tacite, donc concrètement que la transmission – qui repose sur les liens affectifs et les liens sociaux¹¹⁷ – et l'utilisation de ce savoir sont entravées. L'entrave se fait soit parce que les conditions matérielles sont réduites (par une gestion du temps qui presse les individus, par la destruction de possibilités d'entretenir des liens sociaux, par la lutte contre l'éducation populaire, etc.), soit parce que ce type de savoir est symboliquement dégradé et posé comme négligeable (face à la consommation de biens et l'achat de service, face au savoir de type universitaire, etc.).

En ce sens, la prolongation d'un système où dominent un petit nombre d'intérêts privés et d'oligarchies, qui façonnent la société pour se maintenir, tend à détruire les bases requises pour des relations sociales, affectives et collectives, à commencer par celles de la famille élargie et des associations d'intérêts librement consentis. La laïcité est ainsi au cœur de l'écologie politique au sens où l'écologie politique met en

2010), principalement dans le chapitre 7. Par ailleurs, ce livre, de par sa simplicité, son approche très personnelle et ses multiples références, est une excellente entrée en matière pour toutes les problématiques de fond de l'écologie politique.

¹¹⁶ Pour illustrer, le savoir universitaire de type propositionnel pourrait être « savoir que ... », alors que le savoir tacite et pratique pourrait être « savoir comment ... ». Le savoir propositionnel peut être décontextualisé, c'est ce qui fait sa caractéristique et sa force : il est universalisable. Pour sa part, le savoir tacite et pratique, lui, est contextuel, c'est-à-dire qu'il fait intervenir trop de paramètres pour être formalisé, il ne peut qu'être « montré » et transmis par l'exemple et l'apprentissage. Il opère donc principalement dans le monde vécu et il repose fortement sur le lien social, la transmission et la culture.

¹¹⁷ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

avant qu'un intérêt privé ne peut se maintenir qu'en favorisant le développement de l'hétéronomie qui s'exerce sur les individus.

101

Tous ces points sont présentés comme autant d'ouvertures aux problématiques de l'écologie politique et ils illustrent pourquoi l'écologie politique est définie comme « la préoccupation pour la qualité de vie de l'individu et pour la qualité d'une civilisation ».

1.8 Conclusion sur les origines de l'Ecologie Politique

Le but de ce chapitre était multiple ! Il s'agissait d'expliquer historiquement d'où vient l'écologie politique, de montrer par son cheminement quelles ont été ses préoccupations et comment ce courant de pensée s'est constitué dans le contexte intellectuel du XXe siècle. Il s'agissait également, en explicitant le contexte social et idéologique du XXe siècle, de montrer que *l'écologie politique* n'est pas « la protection de l'environnement naturel » (qui n'en est qu'une simple modalité), mais que sa portée est bien plus large et qu'elle s'inscrit dans la lutte pour l'émancipation humaine.

L'intérêt de contextualiser sa construction est de montrer comment son arrivée a été perçue, quelles oppositions elle a rencontrées et quelles ont été les conséquences de ces oppositions. Ce sont ces conséquences – et héritages... – que nous devons aujourd'hui dépasser, en ce début du XXIe siècle, pour amorcer une démarche révolutionnaire, c'est-à-dire une démarche de transformation de la société, afin de pouvoir vivre heureux. Déjà pour Gracchus Babeuf, en 1789, la quête du bonheur était la finalité ultime...

Enfin, il était primordial de montrer la filiation qui va de la *critique de l'économie politique* – développée notamment par Marx au XIXe – jusqu'à l'*écologie politique* en expliquant une partie de la généralisation qu'opère l'écologie politique ; ceci afin de clarifier le fait que l'écologie politique ne doit pas être rangée dans la catégorie des « annexes », mais bien dans la catégorie centrale des courants de pensée qui servent à construire l'émancipation humaine et à repérer les alternatives déjà existantes pour une autre manière de vivre individuellement et en société.

Chapitre 2

Sujets actuels

2. Des techniques agricoles au service des individus et des populations

105

Une réflexion sur la technique est impérative à l'heure où les philosophes des temps modernes, ceux liés au productivisme, à sa propagande et à la domination des individus, nous martèlent la nécessité d'aller toujours plus loin, toujours plus vite et toujours plus haut. Sans jeter le bébé avec l'eau du bain, ni cracher sur les bienfaits apportés par la science et la technique, il s'agit de montrer, à travers l'exemple de la technique des Plantes Génétiquement Modifiées (PGM), que les applications techniques de la recherche scientifique ne vont pas automatiquement, ni nécessairement, dans le sens du bien commun, contrairement à la thèse soutenue depuis 200 ans par les tenants du productivisme qui défendent que toute avancée technique est “bonne” et va dans le sens du “progrès humain”.

Illustrer cette discussion par l'agriculture est apparu comme une évidence. En effet, l'agriculture concerne 50 % de la population mondiale en termes de production, et 100 % en termes de consommation ! Le marché mondial des semences représentait 50 milliards de dollars en 2008, selon une enquête de la Fédération Internationale des Semences (FIS). De par ces proportions et cette importance, l'exemple des PGM montre que la technique n'est pas “neutre” et qu'elle peut être un puissant outil de domination à l'échelle mondiale.

Il est donc nécessaire d'envisager des solutions pérennes reposant sur la démocratie, la laïcité et l'intérêt général¹¹⁸, afin de mettre en avant la santé humaine, animale, végétale ainsi que celle de la Terre, et d'en faire un domaine sous contrôle des populations et non de l'intérêt privé.

¹¹⁸ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

2.1 Une domination... culturelle et idéologique

106

De manière récurrente, à travers les siècles, la croissance démographique a été présentée comme un problème par les dominants.

En effet, elle sert régulièrement de justification à l'appauvrissement des populations (via des discours du type : « Il n'y a pas assez de ressources pour nourrir tout le monde ! », « nous n'avons plus assez de richesses », etc.). Le prétendu danger de la croissance démographique sert, de manière évidente, les intérêts des dominants qui s'accaparent les richesses et le pouvoir pour leur seul profit ; et cette situation persiste tant que les individus sont persuadés que leur appauvrissement est la conséquence de la croissance démographique et non des actions menées par une catégorie de personnes qui sont ultra minoritaires, mais qui entendent conserver le pouvoir et leur situation sociale¹¹⁹.

¹¹⁹ Une thèse alternative défend l'idée qu' au contraire la croissance démographique n'est pas néfaste à condition que les populations puissent reprendre le pouvoir sur leurs existences. Car la sortie de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire est liée à l'appropriation des ressources et des biens communs par les populations, et non par des intérêts privatifs.

Le contrôle de la production par les populations, lié à la diversité et à la sécurité alimentaire nécessaire sur les lieux de production, a un rôle sur la régulation des populations ; et il y a plus de responsabilisation, donc de construction citoyenne possible, dans l'appropriation des outils de production par les individus producteurs que dans leur soumission à une demande extérieure qui impose des monocultures dévastatrices de la biodiversité et du tissu social avec pour conséquence immédiate que l'appauvrissement de la population la conduit à se réfugier dans la croissance démographique qui devient sa seule richesse possible. Là encore, il est clair que le système productiviste actuel est directement mis en cause puisque le gaspillage de la nourriture et des ressources naturelles est intrinsèquement lié à son fonctionnement. Ces deux conceptions vont à terme s'affronter, si elles ne s'affrontent déjà.

Loin des propagandes médiatiques, il est important de savoir que dans les faits 50 % de la nourriture produite à l'échelle planétaire est détruite à différents stades de sa production, de sa distribution et de sa consommation. En somme : notre société produit deux fois plus que ce que nous consommons. En conséquence, notre organisation sociale – productiviste – fait que nous gaspillons une quantité de nourriture astronomique¹²⁰ !

Dans ce contexte, l'alimentation – et donc l'agriculture – devient une question cruciale pour la satisfaction des besoins de l'ensemble des populations, mais elle devient également une question politique majeure car, chiffres à l'appui, l'alimentation et l'agriculture sont potentiellement des outils de domination¹²¹. Pour comprendre cette dimension de domination, il suffit de vérifier qu'à travers le monde, l'essentiel du contrôle des populations se fait sur la base des cultures agricoles, une majorité de la population mondiale vivant directement du travail de la terre.

Au fil des années, les instances internationales (entre autres OMC, FMI, BM) ont imposé le principe des avantages comparatifs sous couvert de fournir des denrées peu chères, et la spécialisation des cultures (monoculture du café, de la banane, du cacao, colza, céréales, etc.) est devenue la règle.

Ce principe de monoculture – qui repose sur l'exportation, le marché, le commerce international – s'est imposé au détriment de la pratique des cultures vivrières et a entraîné la disparition des ressources locales : la rationalisation industrielle (monoculture) organise la destruction d'une bonne part de la production alimentaire des populations dans le seul but de satisfaire au soi-disant marché et au diktat des grandes

¹²⁰ Stockholm International Water Institute (SIWI), Food and Agriculture Organization (FAO), International Water Management Institute (IWMI)

¹²¹ John Madeley, *Le commerce de la faim*, Éditions Enjeux planète, 2002.

firmes de l'agroalimentaire et des grands distributeurs via leurs supermarchés.

Historiquement, les instances internationales ont à peine édicté ces règles du jeu que les tailles des exploitations agricoles ont été décuplées, centuplées, renvoyant le petit paysan au musée des souvenirs pour le seul profit du grand propriétaire terrien qui monopolise des centaines d'hectares pour réaliser une monoculture qui sera exportée vers les pays étrangers. Cet accaparement des terres et l'imposition de cette monoculture constitue une catastrophe environnementale, une misère humaine et une misère sociale, car elle a détruit le tissu social que l'existence du monde agricole permet de construire et la vie que celui-ci peut représenter dans le maillage d'un territoire.

Il n'y a qu'à visiter des productions de soja, maïs, cochons, volailles et autres vaches industrielles à travers le monde pour se rendre compte du cercle vicieux dans lequel les instances internationales nous ont fait tomber. Il est saisissant de voir à quel point ces productions industrielles démesurées, tenues à la rentabilité, à la monoculture doivent répondre à des défis qui les poussent à aller à l'encontre des cycles de la nature et demandent des investissements énormes qui endettent les familles agricoles pour de nombreuses générations, laissant les coopératives et l'agrobusiness faire ses choux gras, transférant la maîtrise et les compétences locales vers l'agrobusiness.

2.2 Les PGM comme un exemple... mais pas le seul !

Dans ce contexte industriel, où la production alimentaire n'a plus rien à voir avec l'agriculture et la santé des citoyens et de leurs familles, les paysans – qui détiennent un savoir-faire personnel – disparaissent pour devenir des techniciens agricoles, ou plutôt des exécutants. Ils sont submergés par les techniques et les conseils de conseillers agricoles qui ne

prennent aucun risque personnel mais savent donner des ordres, venant d'autres sphères que la sphère agricole.

Calendriers des tâches, planifications, quantités, rendements, les nouveaux paysans, ou plutôt « exécutants agricoles », sont tenus par des contrats qui les obligent et les lient à des entreprises de semences, d'engrais, de pesticides, d'antibiotiques, de matériels agricoles, etc. Dans le cadre de ces contrats, il est interdit au paysan, sous peine de rupture de financements et de moyens, de prendre la moindre décision, de faire intervenir son savoir-faire, de réapprendre son métier : il a seulement le droit d'appliquer des protocoles que d'autres ont établis.

Sans pouvoir de décision, sans prise d'initiative possible, avec l'interdiction d'expérimenter et de reprendre la main par son savoir-faire, le paysan est devenu un prolétaire, un individu que l'on domestique. Le fait qu'il s'agisse parfois de la même entreprise qui détient tous les maillons de la chaîne est un élément déterminant dans la domination de l'individu.

Ce système – qui met en place la domination du travailleur agriculteur – a vu le jour il y a quelques années et il est aujourd'hui incontournable. Il est, pour l'industrie capitaliste, essentiel suivant deux aspects :

- 1- la domestication des individus lui garantit le contrôle de la production,
 - 2- la législation internationale et européenne assure la légalité de ce système via les brevets.
- Le paysan, individu isolé, est donc piégé¹²².

Dans ce contexte, le système capitaliste a vu d'un bon œil l'arrivée des PGM dans le monde agricole et a rapidement

¹²² Vandana Shiva, *La vie n'est pas une marchandise*, Editions Enjeux planète, 2004.

adopté le principe dit « d'équivalence alimentaire »¹²³, d'abord aux USA, puis à l'échelle mondiale, pour surseoir aux recherches qu'il aurait fallu opérer quant aux risques alimentaires, environnementaux et sociétaux entraînés par les PGM.

Quand bien même ces risques et ces effets – dus à la diffusion massive des PGM – auraient été dévoilés, les techniciens s'en remettent à « une vraisemblable solution technique alternative » pour résoudre les éventuels problèmes tels que risques alimentaires, environnementaux, de croisements des espèces, etc.

Et ainsi, forts de ces deux arguments que sont :

1- l'équivalence alimentaire,

2- la « foi en la technique »,

les PGM sont devenus la panacée de l'industrie agricole capitaliste qui s'en sert notamment pour alimenter un bétail (vaches, poulets, porcs, etc.) qui est « produit » (on n'ose plus dire « élevé ») dans un univers de type carcéral¹²⁴, tant la course au rendement est impérative.

¹²³ Le principe dit « d'équivalence alimentaire » permet de déclarer que si un aliment, ou un composé alimentaire nouveau, est « essentiellement semblable » à un aliment ou à un composé alimentaire déjà existant, alors il peut être traité de la même manière en ce qui concerne la sécurité (sanitaire, environnementale, etc.) que cet aliment ou ce composé alimentaire déjà existant. Dans les faits, cette « équivalence alimentaire » permet de ne pas mener d'études approfondies et de déclarer l'innocuité d'un aliment a priori. Par exemple, pour les PGM, le maïs transgénique étant « essentiellement semblable » à du maïs normal, il est considéré comme identique à celui-ci et donc les mesures le concernant sont celles du maïs normal (et comme il n'y a pas d'études sur le maïs normal, il n'y en a pas sur le maïs transgénique...).

¹²⁴ Il suffit d'aller visiter un élevage de porcs ou de poulets pour s'en convaincre. Rien que l'histoire des farines animales montre l'absurdité d'un système qui en arrive à donner à manger à une espèce herbivore des aliments d'origine animale (et même, dans le cas des vaches, provenant de la même espèce !).

2.3 La pratique des PGM : Le serpent qui se mord la queue

111

Avec les PGM, le soja et le maïs sont devenus la panacée pour l'industrie agricole. Leur utilisation accroît la monoculture en même temps que les bénéfices des entreprises semencières et chimiques (qui sont souvent les mêmes...). La monoculture est la règle avec les conséquences évoquées plus haut. Mais outre l'impact sur l'individu travailleur de la terre, les conséquences environnementales sont énormes : les rotations de cultures sont exclues, ce qui entraîne l'épuisement des sols qui, du coup, entraîne l'augmentation de l'utilisation des produits chimiques... et ainsi de suite.

Ainsi cette agriculture productiviste va vers sa perte, créant la misère humaine des consommateurs et des travailleurs de la terre dont le « savoir-faire paysan » disparaît. Ce savoir-faire paysan consiste en la maîtrise et en la connaissance de la nature qu'il a acquises en tant que travailleur de la terre. Dans ce savoir-faire réside l'indépendance du paysan. En parallèle à la domestication des individus et à l'asservissement des populations, des millions d'hectares de biodiversité sont dévastés tous les ans à travers la planète, des fermes disparaissent tous les jours, des paysans se suicident quotidiennement¹²⁵, et, pendant ce temps, des millions d'euros ou de dollars sont déversés en propagande pour asseoir ce système productiviste pourvoyeur de chimie.

L'écologie politique n'opère pas un classement de ce qui est le plus important. Elle montre que techniques orientées, prolétarisation du travailleur de la terre, domination des populations et destruction de l'environnement sont inextricablement liées au cœur d'une même logique de fonctionnement productiviste, et qu'il est illusoire de prétendre soigner un effet (par exemple, les dégâts sur l'environnement

¹²⁵ Rien qu'en France 400 suicides par an sont comptabilisés en silence, soit près d'un agriculteur par jour.

comme le prétendent les tenants de l'environnementalisme¹²⁶⁾ sans comprendre la logique et combattre la globalité du système par des alternatives sur tous les points.

2.4 Innovation technique : que cherche la recherche ?

La recherche scientifique a pour but la production de savoir et l'innovation. Le système productiviste a toujours posé que la technique est « neutre », et, sous couvert de financements, il a inféodé la recherche publique. Car le meilleur moyen d'asservir la recherche publique, c'est de la priver de ressources, et, légitimées par le soi-disant manque d'argent public, les firmes privées proposent des financements, des partenariats public-privé, dont le seul but est le détournement de la recherche publique – qui, elle, se fait au profit du bien commun – pour leurs seuls intérêts.

Ainsi, le système productiviste et concentrationnaire de capitaux s'accapare la recherche scientifique, en la découpant de la société et du bien commun. D'un système plus équilibré, qui demandait des améliorations, entre recherche scientifique – fondamentale et appliquée – et intérêts privés, tous deux dans deux sphères assez distinctes et néanmoins poreuses, nous voilà rendu à un système unipolaire où seule la nécessité financière fait loi et où la recherche n'a plus les moyens de se financer, donc de s'extraire des intérêts particuliers. L'utilité publique, l'utilité sociale de telle ou telle recherche n'a plus cours.

Dans l'exemple des PGM, des études épistémologiques seraient nécessaires en amont de leur mise sur le marché, mais l'urgence financière et monopolistique fait nécessité. Or, de telles études coûtent cher au capital, sans parler du risque réel d'abandon de techniques.

En effet, les PGM sont-elles bonnes pour la santé ? Les PGM sont-elles bonnes pour la planète ? Sont-elles une

¹²⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

solution à long terme pour la société ? Quel est leur impact sur la vie et le métier de paysan ? Quel est leur impact sur la société ? Autant de questions qui restent en suspens, car il n'est pas question de risquer les investissements ni les gains des PGM en finançant des études épistémologiques, sociologiques ou autres. En privant la recherche publique de moyens, les gouvernements soumis donnent tout pouvoir aux firmes – donc à leurs actionnaires – pour bloquer ou non des recherches qui pourraient se révéler compromettantes.

L'argument productiviste est alors rabâché : « Faisons confiance à la science ! », « La technique, c'est le progrès humain. », « S'il y a des problèmes dans le futur, la science trouvera de nouvelles solutions au fur et à mesure des problèmes rencontrés ! », etc. Nous voilà rendus dans le monde de la croyance et de la fuite en avant.

Pourtant nombre de chercheurs ne demanderaient qu'à être utiles à la société. Pour cela, encore faudrait-il qu'ils puissent en avoir les moyens et que la société, c'est-à-dire les citoyens, puisse contrôler les techniques qui passent de la recherche scientifique – donc confinée – à la sphère de la société – où elles sont commercialisées, vendues, distribuées et quotidiennes.

2.5 PGM : La fin du mythe de la « neutralité » de la technique en agriculture !

Avec les PGM, l'agriculture est devenue l'un des domaines pour lequel il n'est plus possible de « croire » au dogme productiviste promulguant qu'une technique est toujours « neutre par nature », et que seul son usage fait par des êtres humains est propre à lui donner un impact « positif » ou « négatif » (par exemple : pour faire le bien des populations ou pour les soumettre, pour la paix ou pour faire la guerre, etc.). Les PGM montrent que rien n'est plus faux ! et ils illustrent parfaitement la « critique de la technique »

développée par l'écologie politique depuis Yvan Illich notamment.

Mais que sont les PGM ? Elles sont des techniques mises au point afin de rendre l'utilisateur du PGM – le paysan – incapable de maîtriser ses récoltes par son savoir-faire. Exactement comme la machine de Taylor ne peut fonctionner qu'en asservissant les individus dans un travail à la chaîne répétitif et destructeur de leurs capacités à l'autonomie et de leurs savoir-faire pratiques, les PGM sont des objets techniques dont la conséquence première est, pour le paysan – travailleur de la terre –, la perte de son savoir-faire, la perte de ses capacités de jugement, de création, de modification de ses connaissances et de son autonomie dans son outil de travail. Exactement comme pour le travailleur à la chaîne, les PGM dictent au paysan ses gestes et ses pensées pour une monoculture programmée par d'autres que lui, les firmes internationales.

Comme la machine conçue pour fonctionner sur une chaîne de montage, il n'est pas possible d'utiliser autrement les PGM que dans la logique qui a vu sa conception : monoculture, agriculture tournée vers l'exportation, grandes firmes internationales, etc. De fait, les PGM sont une illustration, en agriculture, de la « critique de la technique » qui met en évidence, contrairement au dogme productiviste, que la technique n'est jamais « neutre » et que la domination des individus ne se fait jamais directement, mais qu'elle se fait via des objets techniques développés pour être des instruments de domination, c'est-à-dire des techniques qui visent l'amoindrissement des capacités à l'autonomie.

Les questions pour savoir si les PGM sont bonnes pour la santé, bonnes pour l'environnement, etc. sont des questions importantes, mais elles masquent une réalité de fond bien plus grave : le fait que les populations n'ont jamais été consultées sur ces techniques qui pourtant les concernent au premier chef ! En effet, ces techniques n'ont pas été développées dans le cadre de la recherche scientifique publique – un cadre visant

la production du savoir dans lequel les OGM sont des outils de recherche –, mais dans le cadre d'une industrialisation et d'une commercialisation : c'est-à-dire que les PGM ont été conçues pour être utilisées, vendues et répandues sur la totalité de la planète pour servir les intérêts de ceux qui ont acheté des parts dans les firmes agroalimentaires.

Ce cas interroge donc sur deux points :

1- Le cadre de la recherche, qui développe des techniques pour produire du savoir, n'a rien à voir avec le cadre lié à une technique industrielle qui, elle, est développée pour être répandue et commercialisée sur toute la planète. Or, aucune distinction n'a jamais été faite sur une technique quant à sa finalité et à son cadre d'application, et cette indistinction repose clairement sur le dogme productiviste en une technique « neutre par nature ».

Les PGM montrent qu'il n'est plus possible de ne pas distinguer une technique de son cadre d'utilisation – recherche ou société – qui définit sa finalité, son encadrement humain et matériel, son confinement, ses objectifs. Dans ce contexte, l'appauvrissement de la recherche publique – au service de la collectivité, du savoir comme bien commun et de l'intérêt général – favorise son détournement pour des intérêts industriels particuliers qui se proposent « d'aider la recherche » – mais qui en réalité la pilotent pour leurs propres fins.

2- Les PGM montrent également que la domination des individus, via les outils techniques, passe par le fait que les populations ne sont jamais consultées sur les techniques qui entrent dans la vie courante et ont donc un impact sur le monde où elles vivent et travaillent quotidiennement. L'exemple des PGM montre que sur le plan de la technique, le principe de laïcité est totalement bafoué, puisqu'en tant qu'instrument marqué idéologiquement et politiquement une technique est

conçue par une minorité – et suivant ses intérêts particuliers –, mais est imposée à tous – c'est-à-dire contre l'intérêt général et la construction pérenne de la société.

En ce sens, mettre en place les modalités d'une « laïcité technologique » devient essentiel pour que les citoyens puissent décider parmi les techniques issues de la recherche, lesquelles ils acceptent de voir entrer dans leur quotidien de vie. Il n'y aura pas de souveraineté des citoyens tant que ceux-ci n'auront pas leur mot à dire sur les techniques qui pénètrent dans leurs quotidiens de vie et de travail, car l'impact de la technique n'est pas neutre et va bien au-delà de la simple « amélioration technique » comme le prouvent, par exemple, les PGM en agriculture.

2.6 Entretien : sciences et laïcité ? Quelles solutions alternatives pour l'avenir ?

Question : Nous constatons que la recherche fonctionne mal et qu'elle est détournée. Là encore, que nous apportent les PGM ?

Dominique Mourlane : Précisons encore que les PGM ne sont qu'un exemple qui nous révèle des fonctionnements généraux. En lieu et place des PGM, il pourrait être abordé la mutagenèse ou bien les nanotechnologies. Encore une fois, dans ce texte le PGM est un exemple qui permet de révéler l'impact et l'orientation que peut prendre une technique et combien elle est n'est pas politiquement et socialement « neutre ».

Ensuite, une recherche fondamentale sur une technique, PGM ou autre, doit repartir du début, de la base. Les OGM – Organismes Génétiquement Modifiés, dont les PGM font partie – sont des outils utilisés par les scientifiques pour produire du savoir, c'est-à-dire des techniques dont ils se servent pour comprendre le génome. Si une application technique est possible – c'est-à-dire une utilisation des PGM

qui ne sert pas la compréhension du génome mais autre chose que la recherche – alors l'étude de cette application technique en dehors du cadre de la recherche demande du temps, beaucoup de temps !

Car l'outil du scientifique, s'il n'est pas parfait, reste néanmoins dans son laboratoire, c'est-à-dire confiné, en très petite quantité, et avec du personnel compétent et formé. Alors que le PGM fabriqué pour l'agriculture sera, lui, répandu sur la totalité de la planète, vendu par des commerciaux, financé par des banquiers, utilisé massivement par des personnes qui ne sont pas biologistes. Donc il faut du temps et des moyens à la recherche pour étudier la totalité des impacts d'une telle application technique en dehors du cadre de la recherche, c'est-à-dire dans la société. Quel impact des PGM sur le métier de paysan ? Quel impact sur les relations avec les firmes semencières ? Quels impacts sur la production agricole et sur les échanges ? Quel impact sur les populations et leur sécurité alimentaire ? Quels impacts sur les pays ? Etc.

Question : Quel impact sur l'environnement naturel ?!

DM : Oui bien sûr ! C'est évident ! Mais on le voit bien, les environnementalistes se repèrent au fait que la protection de l'environnement naturel est leur seule préoccupation, souvent ils ne parlent que de pollution, de dégradation de la nature. Or, l'impact d'une technique concerne la vie des êtres humains, leur travail, leurs liens sociaux, leurs échanges, leurs sociétés et leur environnement naturel. C'est pour cela que l'on parle d'écologie politique et pas de protection de l'environnement. La protection de l'environnement naturel n'est qu'une modalité de l'écologie politique, certainement pas sa finalité. Il est important de faire cette distinction, car sauver la nature ne rime à rien si on n'assure pas le bonheur des individus qui y vivent. Concernant une nouvelle technique, la sortie du cadre de la recherche pour en faire une application dans la société demande d'explorer l'ensemble des impacts de cette technique. Or, en faisant cette liste des impacts à étudier, n'importe qui

constate qu'une très large majorité d'entre eux concerne la vie des individus, leur quotidien, leur travail, leurs relations, etc.

Le problème que nous avons vient du fait que la recherche publique (normalement faite pour le bien commun) n'a pas les moyens financiers ni humains de mener ces études. Il faut des économistes, des sociologues, des psychologues pour étudier l'impact des PGM sur la société. Pas que des biologistes. Or, si elle est en manque de moyens, pour survivre elle ne peut qu'utiliser ces partenariats publics-privés qui finissent par la tenir en laisse. Voilà pourquoi les études d'impacts « avant » la sortie d'une technique du cadre de la recherche sont bâclées et réduites au strict minimum sanitaire.

Question : En quoi la laïcité entre-t-elle en jeu dans la vision de la science portée par le modèle productiviste ?

DM : Nous devons retrouver notre confiance dans la science, dans la recherche et dans ses applications. Nous devons revenir à ce qu'est la science et ne plus voir en elle ce que nous propose le productivisme, à savoir que la science serait une échappatoire qui permettrait de trouver dans le futur des solutions aux problèmes que nous créons aujourd'hui.

Cette vision de la science ne relève que de la croyance, et c'est en ce sens que la laïcité seule peut nous faire voir que le paradigme du productivisme est néfaste : nous ne voyons plus la science pour ce qu'elle est, mais comme une croyance qui nous fournit un alibi parfait aux problèmes que nous créons aujourd'hui. Cette logique va dans le mur¹²⁷.

Ainsi, pour explorer encore l'exemple des PGM, nous n'avons pas à invoquer l'innovation technique pour répondre à un problème qui est de l'ordre du politique ; à savoir : « comment nourrir tout le monde ? »

¹²⁷ Société civile contre OGM, Editions Yves Michel, 2004, chapitre 4 : Economie et commerce en agriculture : OGM, l'aboutissement d'une logique libérale par Dominique Mourlanc

Mieux ! Cet alibi productiviste permet de fausser les cartes ! En effet, nous constatons que le problème de la faim dans le monde n'est pas technique, mais qu'il est politique ! Totalement politique ! Donc la laïcité, en refusant de faire intervenir les croyances dans la gestion des biens communs, nous rappelle que la science n'a rien à voir avec le problème de la faim dans le monde, et que si nous avons un problème politique d'organisation sociale, alors les réponses au problème ne peuvent être que politiques (arrêt de la monoculture, fin des grands propriétaires terriens, sécurité alimentaire des populations, etc.).

Et cette assise donnée par la laïcité vaut aussi pour les chercheurs eux-mêmes. En effet, arrêter de penser que la science répondra aux problèmes que nous créons aujourd'hui nous oblige à gérer la recherche autrement : en lui donnant du temps, des moyens, en comprenant que ses applications techniques dans la société doivent être conçues autrement et que leurs impacts ne doivent plus seulement être étudiés par la physique et la biologie, mais également par les sociologues, les psychologues, les économistes, les historiens, les architectes urbanistes, les agronomes, etc.

Pour progresser, la recherche a besoin de temps, donc de moyens. Voilà pourquoi la laïcité ne peut pas être un phare perdu dans la nuit : elle préserve chacun d'entre nous et nous donne un outil pour travailler et agir comme citoyen, c'est-à-dire construire du mieux que nous pouvons notre cadre de vie.

Question : Quelles seraient des pistes pour une alternative ?

DM : En voici quelques-unes qui ont déjà été proposées et qui ne sont pas neuves, mais l'important, dans une alternative, est de porter et défendre une analyse globale. Tout est lié. Et le fait que tout soit lié ne doit pas nous désespérer. Au contraire, cela nous montre que nous disposons de nombreuses possibilités pour faire marcher les choses autrement dans plein de domaines, et donc qu'inventer notre monde est possible.

Annuler la dette du tiers-monde déjà payée x fois.

La dette est le moyen le plus puissant, avec son corollaire les ajustements structurels, pour soumettre un pays. Annuler la dette des pays du tiers-monde, instituer des démocraties, et c'est la sécurité alimentaire de ces nations qui primera.

Aujourd'hui, la même nécessité se pose pour les pays occidentaux où l'on légitime les politiques d'austérité de la même manière que dans les pays du Sud, et pour cause : le même mécanisme d'endettement et de pillage des Etats a été mis en place.

Relocaliser les économies

Loin d'être la panacée universelle, la relocalisation des économies peut permettre aux économies locales d'exister et ferait barrage aux flux financiers internationaux et à l'accaparement des richesses par un petit nombre.

Cette étape doit immanquablement s'assortir de prises de décisions locales, ce qui implique donc en priorité de reconquérir la démocratie locale.

Démocratiser la vie politique locale

Supprimer les échelons de captation de la démocratie où les décisions sont prises par des personnes désignées par des élus et ce à tous les niveaux (Communautés des communes, Europe, OMC, FMI, etc.). Ré-impliquer les citoyen(ne)s dans les prises de décisions quotidiennes.

Réviser les orientations exportatrices des États

Révision du choix des vocations exportatrices des productions agricoles afin de permettre à chaque pays d'intensifier ses choix de cultures vivrières.

Abandonner les politiques d'avantages concurrentiels.

La nourriture doit entrer dans des choix politiques nationaux et internationaux clairs, destinés à satisfaire la faim des populations locales par des productions locales passant par des solutions locales et en toute sécurité alimentaire.

L'alimentation doit devenir un bien commun de l'humanité. Elle doit être régie par des règles de salubrité et d'utilité publique au service des populations.

L'aide aux pays du Sud

Cette aide, pour satisfaire la consommation des pays du Sud, doit passer par des aides ciblées à la relocalisation de l'agriculture paysanne. A cet effet, la réorientation des aides – subventions directes ou indirectes à l'exportation des monocultures – suffirait amplement à revitaliser l'agriculture vivrière et multiplierait les emplois agricoles normalement rémunérés permettant de satisfaire leurs propres besoins et ceux des populations locales.

Protéger les agriculteurs des pays du Sud

Pour y parvenir, il faut supprimer les distorsions de concurrence.

Mettre en place une autonomie agricole vis-à-vis des semences

Supprimer les accords internationaux sur la protection des droits intellectuels (ADPIC), les règles de l'OMC et toutes les règles locales qui en découlent dans le domaine agricole.

Développer l'agro écologie

La suppression progressive et massive de l'agriculture industrielle et chimique ne peut avoir qu'un effet bénéfique sur l'environnement naturel et peut permettre de retrouver des cycles d'exploitation en phase avec les saisons et les capacités de la terre à offrir ses bienfaits.

Revoir les modes de consommation

Rééquilibrer les modes de consommation en lien avec les saisons et la terre.

Refonder en profondeur la question du foncier

Cette question est essentielle pour éviter l'accaparement des terres, car *notre Terre est plus importante que leurs propriétés* »¹²⁸.

Travailler sur l'agriculture urbaine et périurbaine

Revoir l'urbanisme des villes pour permettre, dans ces zones, la relocalisation d'une agriculture qui, au-delà de la production, reconnectera la population avec la production agricole.

Revoir l'équilibre entre recherche fondamentale et recherche appliquée

Donner aux populations le choix des solutions techniques envisagées, et ce dans le cadre des prises de décisions.

Réorienter la recherche vers une agriculture paysanne

Des choix politiques doivent donner des orientations à la recherche. Cela doit se faire à bien moindre coût qu'aujourd'hui pour une recherche agricole qui tende à renforcer l'autonomie des paysans et le développement d'une agriculture biologique.

Afficher une politique claire de la recherche

Ces choix sociétaux doivent être décidés par et pour le plus grand nombre. Dans ce domaine des outils existent qu'il convient de développer.

¹²⁸ « L'utopie foncière » de Edgard Pisani (Editions du Linteau, 1977).

3. Comprendre l'Ecologie Politique : la critique de la technique

123

3.1 Un retour-arrière ? Une idéologie « anti-progrès » ? Le délitre mystique d'un « passé heureux » ?

C'est le cliché que l'on peut voir dans les annonces publicitaires, l'image d'Épinal dont parlent ceux qui n'ont jamais ouvert un livre d'écologie politique : on y voit l'écologiste qui vit, vêtu d'une peau de bête, dans une cabane en bois, mal rasé. Il se lave à l'eau froide et se nourrit de son potager. Il n'a pas l'électricité, tout juste des bougies qu'il allume avec des silex. Cette image grotesque n'a d'autre but que d'imposer dans nos esprits l'idée que seul celui qui vit ainsi est réellement un « écolo qui assume ses idées », que seul celui qui rejette la technique est un « véritable écolo », un « anti-productiviste » qui vit en cohérence avec ses idées. La belle affaire que tout cela...

Car nous le savons tous, personne n'a envie de vivre ainsi – hormis quelques-uns pour les raisons qui les regardent – et la conclusion logique face à ce cliché est qu'il n'y aurait donc pas de « vrais écolos » qui pratiquent honnêtement ce qu'ils disent, mais uniquement des menteurs et des imposteurs intellectuels qui se prétendent « écolos » mais qui en vérité ne le sont pas.

Si on accepte cette image stupide du « vrai écolo vivant dans sa cabane », alors le tour de passe-passe médiatique est réussi :

- 1- Les « vrais écolos » passent pour des imbéciles, car qui a envie de vivre sans électricité, ni chauffage ni eau chaude ?
- 2- Ceux qui parlent de l'écologie sans vivre ainsi deviennent de facto... des menteurs !

- 3- Comme « le vrai » écologiste s'avère être un imbécile – il veut faire vivre tout le monde dans des cabanes –, sa critique du productivisme est donc ridicule et rejetée.
- 4- Pour finir, si l'on croit à cette image d'Épinal, le productivisme apparaît, pour tout individu doué d'un minimum d'intelligence, le seul mode de développement logique et raisonnable pour notre société. En tout cas, il devient incontournable, « le plus raisonnable », notre seule solution possible « même si elle n'est pas parfaite ».

Et cela conduit à une conclusion logique : « on ne peut finalement rien changer ! » Et tel est le but de cette image de « l'écolo dans sa cabane », matraquée par les grands médias. Son objectif est simple : faire en sorte que l'écologie politique soit considérée comme stupide par les citoyens afin que le modèle actuel puisse tranquillement continuer à fonctionner – et avec lui son lot de misères, de logiques absurdes et de destruction des vies humaines.

Pourtant, cette image du soi-disant « vrai écolo anti-productiviste » est très utile dans ce qu'elle a de franchement absurde ! Car elle informe très clairement que celui qui dépeint l'écologiste de cette manière n'a jamais ouvert un seul livre d'écologie politique, qu'il a une culture politique extrêmement pauvre et qu'il est complètement inféodé aux médias et à la pensée dominante¹²⁹. Courage, tout le monde peut devenir citoyen !

¹²⁹ Reconnaissions pourtant qu'il existe bien des visions de l'écologie politique qui sont traditionalistes et réactionnaires, prônant un retour à un passé supposé « plus heureux » où les gens allaient docilement à l'église, restaient dans leurs champs, vivaient dans leurs chaumières... et laissaient les affaires politiques aux dominants. Gageons que cette écologie-là est effectivement, et pleinement, « politique », car elle ne s'intéresse pas seulement à l'environnement

En résumé, nous pouvons dire que ces images d'Épinal n'ont d'autre but que de légitimer le productivisme capitaliste et la destruction actuelle de notre société, de notre environnement et de nos vies à tous. Ces images consistent donc en une critique de l'écologie politique du point de vue du productivisme, c'est-à-dire provenant de personnes qui partent du fait que le modèle de développement productiviste est indépassable, qu'il n'y en a pas de meilleur, ou alors simplement de personnes appartenant à la classe dominante qui ne veulent pas sortir du productivisme pour pouvoir préserver leurs intérêts particuliers au détriment de tous les autres¹³⁰.

3.2 La critique de la technique : un regard sur le quotidien

La critique de la technique en écologie politique s'est formulée par rapport aux objets qui nous entourent et avec lesquels nous interagissons. Elle a d'abord été formulée à partir du monde du travail en observant l'organisation de la production, les techniques, les outils et la gestion de la production, la manière de produire des objets ou des services

naturel, mais bien à un mode d'organisation sociale et à la civilisation humaine (l'écologie politique est l'écologie de l'être humain et de la société humaine, et non l'écologie de la nature). Cependant, même si les critiques sur le sens et la qualité de civilisation et de la vie individuelle sont souvent justes, ces idéologies, réactionnaires, sont des pensées de droite au sens où elles prônent la soumission d'individus en masse à une partie restreinte de la population qui, elle, vit effectivement très bien de ses revenus tirés du travail des autres. Compte tenu des valeurs de gauche qui sous-tendent ce recueil, cette écologie politique, largement minoritaire, ne sera pas développée.

¹³⁰ Rappelons que la totalité de la croissance française entre 1998 et 2006 avait été absorbée par les 3500 premiers foyers fiscaux (nous sommes 35 millions de foyers fiscaux en France). 90% des foyers fiscaux avaient vu leurs revenus stagner voire baisser. (source : Observatoire des Inégalités). Sur Internet :

<http://www.inegalites.fr/IMG/pdf/hautsrevenuslandais.pdf>

ainsi que la qualité de ces produits et leurs impacts. Mais la critique de la technique s'est par la suite également intéressée à la place de ces objets et de ces techniques qui forment et façonnent notre quotidien de vie.

Il faut comprendre que ces observations sur les objets techniques qui nous entourent contrariaient fortement un des dogmes du productivisme qui explique que toute technique est « neutre » et que seule son utilisation a une conséquence « bonne » ou « mauvaise » pour la vie humaine ou pour la société. Pour le dire autrement : il n'y aurait pas de « bonne » ou de « mauvaise » technique ; une technique serait toujours « neutre » et seule son utilisation par l'être humain pourrait être « néfaste » ou « positive » selon le processus qui l'inclut et l'utilisateur final. Comprendons que derrière cet argumentaire, il s'agit de légitimer toutes formes d'inventions ou d'innovations et de reporter les effets et la faute d'une conséquence éventuelle sur les utilisateurs, qui sont alors seuls responsables des problèmes. Pire ! Comme nous le verrons, il s'agit de vider les choix – pour développer telle technique plutôt qu'une autre – de tout contenu politique. Car dans cette vision « neutre » de la technique, il est clair que les actes de ceux qui ont décidé du financement et de la mise en circulation d'une innovation technique précise ne sont pas discutés¹³¹ : la responsabilité revient à l'utilisateur final.

Or, plusieurs faits sont venus contrarier ce dogme de la neutralité de la technique tel que nous le présente le productivisme. L'agriculture extensive et productiviste en est certainement l'un des meilleurs exemples : l'usage forcené de produits chimiques est une source de dégradation de la santé des travailleurs du monde agricole, une source de pollution de l'environnement naturel et de l'alimentation des populations. Mais au-delà de cela, ces produits conditionnent un mode de

¹³¹ Rappelons que l'inventeur proprement dit n'est pas celui qui décide de l'orientation des recherches, des financements ou de la mise en circulation.

développement de l'agriculture qui pousse aux rendements et, donc, induit des effets destructeurs en produisant des inégalités sociales.

En effet, le nombre d'exploitations agricoles en France ne cesse de diminuer et les produits exportés vers les pays du Sud sont moins chers que ceux produits par les paysans de ces pays, ce qui a pour effet de détruire l'agriculture locale et de créer une insécurité alimentaire dans les pays du Sud.

Et ce n'est pas tout ! Du côté des agriculteurs, les coûts induits par cette agriculture intensive sont tels que le travailleur agricole – le paysan – n'a d'autre choix que de devenir dépendant des investisseurs, du système bancaire et au final des firmes qui lui vendent les produits : il devient ainsi prisonnier de leurs décisions dans la gestion quotidienne de son travail. Et c'est bien là le cœur de la critique de la technique développée en écologie politique : certains objets techniques et certaines techniques conduisent, pour l'individu, à une perte de ses capacités à l'autonomie au sein du cadre de production¹³².

Autre exemple, le travail à la chaîne théorisé par l'ingénieur Frederick W. Taylor et connu pour avoir été mis en place en premier par Henry Ford au début du XXe siècle. Cette technique d'organisation de la production permet d'augmenter les cadences et la production, mais elle produit des dégâts manifestes sur le psychisme et le physique de l'individu qui la subit (cadence, fonctionnement répétitif des machines, rythme, gestion du temps, etc.). La technique dite du « travail à la chaîne » participe à la prolétarisation, c'est-à-dire à la domestication de l'individu¹³³. Par ailleurs, la surproduction de produits standardisés qui découle de cette technique conduit au besoin d'écouler des stocks de plus en plus importants. Elle implique donc obligatoirement la publicité et le

¹³² Cf. le premier chapitre de cet ouvrage (origines de l'écologie politique) qui traite de la prolétarisation en écologie politique.

¹³³ *ibid.*

consumérisme¹³⁴ qui imposent dans les esprits que la possession d'un objet confère une identité à son possesseur, et qu'il faut donc acheter pour avoir une identité.

Enfin, cette technique de production conduit à l'introduction de l'obsolescence programmée : en effet, dans cette logique, il est indispensable que les objets se détériorent rapidement et forcent ainsi les individus à acheter de nouveau pour remplacer les anciens.

Notons que toutes ces conséquences sont à la fois individuelles et sociales !

Mais la technique du travail à la chaîne conduit également les individus à perdre leurs compétences et leur savoir-faire au sens où le travail à la chaîne produit un appauvrissement des capacités à l'autonomie chez l'individu : il obéit au fonctionnement de la machine et n'a pas besoin de comprendre ce qu'il fait, quel est le produit, quelle est sa composition, quelles sont ses fonctions, etc.

De producteur, il devient exécutant, prolétaire¹³⁵. La machine n'est plus le prolongement des gestes de l'individu, c'est elle qui dicte à l'individu ses gestes et ses pensées ; c'est le principe de la domestication. Cette nouvelle technique d'organisation de la production introduite au début du XXe siècle n'est donc pas « neutre » socialement contrairement à ce que prétend le dogme productiviste, car ses caractéristiques entraînent des usages déterminés.

Autre exemple dans l'agriculture, les firmes agricoles qui ont introduit les PGM (Plantes Génétiquement Modifiées) ont proposé des innovations techniques dont l'usage est fortement encadré : impossible de les utiliser librement, avec un produit librement choisi, impossible de les réutiliser l'année suivante, etc.

¹³⁴ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹³⁵ La seule chose qu'il peut encore comprendre est qu'il ne sert qu'à produire de la valeur économique.

Donc les caractéristiques techniques de l'objet que sont les PGM ne sont pas « neutres », là non plus, contrairement à ce que prétend la pensée productiviste. Au contraire, les PGM rendent le paysan dépendant de son fournisseur, non seulement en ce qui concerne les graines mais également pour les produits chimiques que le paysan doit nécessairement utiliser avec elles et selon un calendrier précis. Par ailleurs, l'incapacité de ces plantes à se reproduire d'une année sur l'autre dans de bonnes conditions – voire certaines PGM fabriquées pour être stériles –, rend le paysan dépendant de la firme qui lui vend les semences. Nous constatons bien, par l'observation concrète, que cet objet technique n'est pas « neutre » contrairement à ce que le productivisme nous affirme, mais qu'il conduit, de par ses caractéristiques propres et ses conditions d'utilisations, à une réduction des capacités à l'autonomie, à une perte de savoir-faire.

Là aussi, le paysan devient un prolétaire.

Les exemples sont légions, et ils peuvent induire l'idée – fausse ! – que les nouveautés et les innovations techniques sont toujours perçues comme négatives par l'écologie politique. Ce n'est absolument pas vrai. En effet, il faut toujours se rappeler que le système dans lequel nous vivons est dominé par la pensée productiviste, par les tenants du capitalisme qui sont les dominants, et qu'en conséquence la plupart des nouveautés techniques qui nous entourent ont été financées, inventées, produites et commercialisées par des firmes qui sont détenues par des actionnaires qui ne s'intéressent qu'à leur rente financière, rendue possible par la propriété lucrative¹³⁶.

¹³⁶ Cf. la « propriété lucrative ». Autrefois, les nobles entraient en possession de terres pour vivre de ce que produisaient les paysans installés sur ces terres. Ils étaient propriétaires de ces terres sur lesquelles ils avaient un droit de tirage. Aujourd'hui, il est possible d'acheter des actions d'une société. Ces actions sont des droits de propriétés qui donnent légalement le droit de prendre une partie des

Sur cette base, il est donc possible de commencer à y voir un peu plus clair sur les choix d'innovation. En effet, de manière objective, ces firmes ne financent que les projets d'innovation et de conception technique qui vont garantir, dans le temps, la position sociale et la rente financière de ceux qui la possède déjà. Pour celui qui vit de la propriété lucrative – c'est-à-dire de la ponction sur le travail des autres – et qui est dominant dans la société –, il s'agit de produire, via les nouvelles techniques et les nouveaux objets, de la dépendance et l'appauvrissement des capacités à l'autonomie pour maintenir la pérennité de cette rentabilité de la propriété lucrative et de cette position sociale.

Ce mécanisme porte un nom : l'appropriation des sciences et des techniques. Si les techniques et objets commercialisés par les firmes ou le pouvoir en place – c'est-à-dire s'ils sortent de la sphère de la recherche pour entrer dans la société comme objet courant – se mettaient à favoriser l'autonomie des individus, en très peu de temps ces derniers s'affranchiraient de la classe dominante, et la propriété lucrative, cœur du capitalisme, ne rapporterait plus rien, les élites ne pouvant plus dominer des individus autonomes. Ainsi, il est tout à fait normal que la plupart des techniques nouvelles favorisent le productivisme et l'état de soumission des individus et des populations pour un meilleur contrôle.

Contrairement au discours « anti-science » que l'on peut entendre de la part des écologistes environnementalistes, la critique de la technique, qui est au cœur de l'écologie politique, explique que la science ou la technique n'est pas mauvaise ou bonne en soi. Le développement d'une technique intervient dans un contexte d'intérêts qui peuvent être privés –

richesses produites sans travailler, juste en possédant (exactement comme le noble d'autrefois...). Cette propriété lucrative s'exprime aussi par la privatisation de la connaissance dans le système des brevets.

qu'il s'agisse de firmes capitalistes, de pouvoir en place ou autres –, et il aura alors pour objectif de donner à l'innovation mise au point des caractéristiques propres et des usages tels que l'usage de cette innovation technique au sein de la société servira inévitablement l'intérêt privé qui l'aura fait produire.

Précisons là une autre erreur courante qui consiste à restreindre la discussion sur la technique aux seules caractéristiques d'un objet, alors que ce qui est visé par la critique de la technique sont les usages possibles de cet objet ou de cette technique. Car dans le développement d'une nouvelle technique ou d'un nouvel objet, l'usage que l'on peut en faire fait partie intégrante de la conception, et cet usage représente, lui, un enjeu très important : il est ce pour quoi il y a eu un travail de conception. La question est donc de savoir si les usages possibles d'une technique ou d'un objet sont si restrictifs et « fermés » qu'ils ne peuvent conduire qu'à servir des intérêts particuliers (pouvoir en place, intérêts financiers, religieux, etc.) ou bien si les usages sont « ouverts » au point qu'ils rendent possible l'autonomie des individus, donc favorisent la vie du citoyen et le développement de la société dans le sens de l'intérêt général¹³⁷.

Les exemples que l'on a donnés précédemment, comme les OGM, sont des exemples concrets de techniques dont la mise au point a clairement été guidée par la volonté de verrouiller les usages, via les caractéristiques de la technique, afin de restreindre les individus dans leurs comportements au point qu'ils ne peuvent plus faire autre chose que servir des intérêts particuliers qui ont développé cette technique. Voilà pourquoi on parle de « techniques fermées » : les usages en sont fermés et restreints à servir des intérêts privés et particuliers.

A côté de cette situation, il existe des contre-exemples notables, c'est-à-dire des cas alternatifs où la technique est, du fait de ses caractéristiques physiques propres, porteuse

¹³⁷ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

d'usages pouvant favoriser l'émancipation et l'autonomie humaine.

Aujourd'hui, le plus important de ces exemples est certainement ce que l'on désigne sous le terme de « numérique ». La révolution numérique, qui rassemble un grand nombre d'outils et d'inventions techniques – dont Internet n'est qu'une partie – est un exemple de techniques dites « ouvertes » du point de vue de l'écologie politique, c'est-à-dire que ces techniques ont, de par leurs caractéristiques de conception, des usages possibles qui favorisent l'émancipation et les capacités à l'autonomie des individus¹³⁸. Le choix de l'adjectif « ouverts » a été fait précisément pour rendre compte de l'ouverture des usages laissés aux seuls individus. Dans ce cas, on peut alors parler d'une appropriation citoyenne de la technique¹³⁹.

3.3 La critique de la technique comme refus du dogme productiviste

L'un des dogmes du productivisme est de dire que la technique est toujours « neutre » et que seule son utilisation peut déterminer un impact « positif » ou « négatif » sur la vie humaine, la société, l'environnement artificiel ou naturel, etc.

Cette image de la technique est liée à l'image du marteau ou du tournevis ; et il est évident que l'usage d'un marteau est très « libre » et que c'est l'utilisateur qui peut choisir d'utiliser son marteau pour construire un lit ou pour frapper une personne. De même pour le mousquet qui pouvait servir aussi bien à la chasse qu'à tuer quelqu'un. Mais ces images d'Épinal ne servent à rien dans un monde où les techniques et les objets sont bien plus complexes qu'un simple marteau ou un mousquet, car ils s'inscrivent, de par leurs

¹³⁸ Nous le savons, le « numérique » n'a pas eu un rôle « neutre » dans l'émergence du « printemps arabe », la vague révolutionnaire initiée au début de l'année 2011.

¹³⁹ Cf. les textes sur le numérique dans cet ouvrage.

caractéristiques, dans des utilisations fortement contraintes. On le voit bien, le marteau n'a rien à voir, en termes de complexité, avec une machine-outil faisant partie de tout un ensemble de montage en dehors de laquelle elle ne sert à rien.

Un râteau n'a rien à voir avec une PGM dont l'utilisation est soumise à quantité de produits spécifiques et à des techniques édictées par les firmes de l'agrobusiness. De même, un serveur informatique d'Internet est un objet qui a incorporé un très grand savoir-faire.

Ainsi, ces images d'outils techniques simplistes (marteau, pinceau, vélo, machine à écrire, etc.) n'ont rien avec voir avec le contexte individuel et social entourant les PGM, les moyens de production de l'électricité, les techniques du numérique, les voitures et leurs environnements (routes, urbanisation, carburants et pétrole), les médicaments et le système de santé, la téléphonie mobile ou les techniques de diffusion de masse comme la télévision, etc.

Nous sommes loin, très loin, du silex et du marteau dont l'impact sur l'être humain et la société ne dépendait que de l'utilisateur. Et pourtant, malgré cela, le productivisme et les tenants du capitalisme nous proposent toujours ces images d'Épinal comme étant les référents en matière de techniques : exactement comme celles sur la prétendue neutralité de la technique, ces images ont pour but d'éliminer toute discussion politique sur une technique et sa possible appropriation par des intérêts privés, qu'il s'agisse de firmes capitalistes, du pouvoir en place ou autres.

À partir du moment où l'on regarde les techniques, nous constatons que leurs usages ne sont absolument pas libres, mais que, pour la plupart d'entre elles, elles ne sont utilisables que de certaines façons bien précises, de certaines manières prévues par leur fonctionnement, qu'en suivant certaines pratiques intrinsèquement liées à leurs caractéristiques de conception. De là, il ressort que l'impact de ces techniques ne relève pas de leur utilisation – « positive » ou « néfaste » – qui pourrait être « librement » choisie par les utilisateurs ; en

réalité, ces utilisations sont intrinsèquement liées aux caractéristiques de l'objet technique et de la technique en elle-même, au détriment de l'utilisateur qui se voit contraint aux usages possibles.

L'exemple simple de la technique du travail à la chaîne est éloquent : il est possible de retourner dans tous les sens une machine servant à travailler à la chaîne, elle ne sera pourtant utilisable que dans un système de travail organisé à la chaîne, donc uniquement suivant cette technique de production. En dehors de cette technique d'organisation, ce type de machine ne sert pratiquement à rien.

Ainsi, c'est bien la conception de la machine qui impose un fonctionnement précis avec ses impacts sur la société – le consumérisme, l'obsolescence programmée¹⁴⁰ – et sur l'individu – la prolétarisation. Ce fonctionnement a été pensé pour que la machine fonctionne dans une organisation précise, suivant des méthodes précises, au service d'objectifs précis : préserver les intérêts privés des possesseurs des usines. Comprendre bien que faire cette constatation, c'est être totalement en contradiction avec le dogme du productivisme ! Car à partir du moment où l'on fait ce type d'observations autour de nous sur les différentes techniques qui nous entourent, nous critiquons le productivisme et le capitalisme dans leur essence la plus fondamentale, et nous pratiquons ce que l'écologie politique appelle « la critique de la technique ».

Le productivisme repose sur une vision du progrès humain qui explique qu'un projet ou un objectif est considéré comme valable et justifié dans la seule mesure où il est techniquement possible, dans la seule mesure où nous avons les moyens de le réaliser. Dans le système productiviste, la totalité de la réflexion et de la discussion est investie dans les moyens, et non dans les finalités. Or, ce questionnement sur les finalités et les conséquences, tant individuelles que sociales, est cardinal : il est la seule mesure d'appréciation d'un projet technique, car seule la finalité et ses conséquences

¹⁴⁰ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

conditionnent la qualité de vie individuelle et la qualité de la civilisation¹⁴¹.

Une définition possible de la critique de la technique est : l'étude qui consiste à regarder à quoi une technique conduit en termes de conséquences individuelles et sociales, en termes d'impacts sur le monde qui nous entoure – qu'il s'agisse de la nature ou de l'environnement artificiel créé par la production des êtres humains.

La critique de la technique n'est donc absolument pas une condamnation du progrès technique, une peur de l'innovation, une « technophobie » ni une diabolisation de la science ; là encore ces images d'Épinal véhiculées par les médias dominants n'ont d'autre but que d'égarer les individus pour qu'ils ne contestent pas le mode de développement productiviste qui sert les dominants.

À l'inverse de telles positions ubuesques, la critique de la technique s'attache à regarder les conséquences sociales, individuelles et environnementales – sur l'environnement artificiel et naturel – d'une technique que l'on commercialise

¹⁴¹ Sur cette analyse, Max Horkheimer, l'un des fondateurs de la Théorie Critique propose une vision en termes strictement techniques : « *La transformation complète du monde en un monde de moyens plutôt qu'en un monde de fins est elle-même la conséquence du développement historique des méthodes de production. Au fur et à mesure que la production matérielle et l'organisation sociale deviennent de plus en plus compliquées et de plus en plus réifiées, reconnaître les moyens en tant que moyens représente des difficultés croissantes, puisqu'ils revêtent l'apparence d'entité autonome.* » (« Eclipse de la raison », éd. Payot, 1974). Mais les analyses de André Gorz (« critique de la raison économique », 1988) et Daniel Bell (« les contradictions culturelles du capitalisme », 1979) vont au-delà de cette vision strictement technique pour se recentrer sur la finalité de la production, le sens du travail et la construction de la société ; cette approche marque leur appartenance à l'écologie politique et leur dépassement de l'économie politique et des marxismes traditionnels.

et/ou que l'on répand dans la société humaine – donc lorsque celle-ci sort de la sphère de la recherche fondamentale ou appliquée.

Pour exercer notre libre examen et ne pas en être prisonnier, nous devons comprendre ce qu'est le système productiviste et quelle est sa vision du progrès. L'écologie politique renoue donc avec le fait que tout développement et toute conception technique sont intrinsèquement politiques au sens où l'appropriation du développement technique peut être mise au service d'intérêts particuliers, au service d'une domination et d'un ordre social, comme elle peut être mise au service de l'intérêt général, de l'émancipation et de l'autonomie de l'individu.

3.4 Analyser une innovation technique

Ivan Illich a certainement été l'un des premiers ¹⁴² à véritablement formaliser une critique de la technique au début des années 1970 ¹⁴³ dans son ouvrage *La convivialité* (1973),

¹⁴² Même s'il s'est vraisemblablement inspiré de travaux antérieurs. Dans ce registre, il faut citer le courant marxiste connu sous le nom de « l'école de Francfort » (ou « théorie critique ») qui a développé, à partir des années 1920, une critique du marxisme traditionnel. Même si elle n'a pas pu en dépasser les limites, la théorie critique a fourni des travaux sur la critique de la raison instrumentale et de la domination de la nature, la critique de la culture et de l'idéologie et une critique de la domination politique.

¹⁴³ Notons que les croyances religieuses d'Ivan Illich n'apparaissent pas dans ses travaux, mais il est clair qu'il y a puisé une importance de l'existence humaine qu'il a opposée au dictat du fonctionnement économique. Il va sans dire que les croyances religieuses n'ont absolument pas le monopole de ce type de priorisation, et que l'exemple d'Illich (qui a eu, par ailleurs, de très gros problèmes avec le Vatican) n'est là que pour illustrer à quel point la philosophie de vie, la conception de l'existence, sont des supports indispensables

analyse qui sera notamment reprise par André Gorz comme base pour ses propres travaux.

137

L'analyse d'une technique – qu'il s'agisse d'un objet ou d'un processus – consiste à regarder ses effets à travers ses caractéristiques et ses usages liés à ses caractéristiques. Ses effets s'exercent sur :

- 1- l'individu : sa santé, mais également sa psychologie, sa capacité au lien social et à l'affection, ses capacités à l'autonomie, à l'échange, à la créativité, son temps disponible, son savoir-faire pratique, etc.
- 2- la société ou la civilisation : sa pacification, la mise en avant du savoir, sa forme politique, les moyens mis à la disposition des individus¹⁴⁴ pour leur autonomie, la forme du développement, l'organisation de la production, son impact sur l'environnement de vie (environnement naturel¹⁴⁵ et artificiel¹⁴⁶), la viabilité de son développement dans le temps¹⁴⁷, etc.

Illich, comme Gorz, repositionne la question « du sens » et « de la qualité » au premier plan, c'est-à-dire avant celle du recours à la technique. D'où cette distinction, chez Illich, entre, d'une part, une *machine* qui est conçue pour dicter à l'individu sa conduite, ses gestes, son temps et sa réflexion en le monopolisant à la surveillance de cette machine, et, d'autre

pour redéfinir les priorités entre, d'une part, le fonctionnement économique et, d'autre part, l'existence humaine.

¹⁴⁴ Par exemple, quel système de santé ? quels niveaux de salaires ? quels moyens pour l'école ? quel niveau d'égalité ? etc.

¹⁴⁵ Par exemple, la dégradation ou la préservation des espaces naturels.

¹⁴⁶ Par exemple, l'organisation des villes, du travail et des transports.

¹⁴⁷ Par exemple, quels déchets produit-elle ? est-ce qu'elle condamne les générations futures ? est-ce qu'elle épouse les ressources naturelles ? etc.

part, un *outil* qui est au service de l'individu, c'est-à-dire que l'*outil* est le prolongement de sa pensée, de ses actes, de ses projets : l'individu peut créer et inventer « avec un *outil* », alors qu'il est asservi et prolétarisé « par une *machine* ». Bien entendu, il n'y a pas d'*outil* « pur » ni de *machine* « pure », car les caractéristiques d'un objet technique doivent être pensées pour que ses usages favorisent au maximum sa nature d'*outil* au détriment de sa nature de *machine*.

Aujourd'hui, il n'est plus possible de dire qu'un *outil* incorpore moins de savoir faire qu'une *machine*, et cette argumentation n'existe que pour permettre de déclasser l'*outil* comme étant, par principe, rudimentaire et arriéré. Une telle argumentation est le prolongement d'une vision productiviste qui repose sur une vision du « progrès » (ne pouvant s'appuyer que sur les *machines*) s'opposant à une caricature de vie dans des huttes (où il n'y a que des outils... rudimentaires).

Or, nous le savons, penser des *outils* aux usages multiples et « ouverts » demande un travail de conception considérable et une incorporation du savoir tout aussi importante que pour concevoir une *machine* dont les usages seront fermés ; la preuve : le réseau Internet. Ceci montre que la différence fondamentale entre un *outil* et une *machine* ne se situe plus sur le niveau de savoir incorporé dans l'objet technique, mais bien sur les usages « ouverts » ou « fermés » permis par cet objet technique.

Pour un objet, la nature d'*outil* est déterminée par les usages possibles qu'il permet : ces usages seront-ils paramétrables, modifiables, seront-ils le prolongement, même automatisé, de l'être humain qui le pilote ? L'objet permet-il la communication, l'initiative et la modularité ? Ouvre-t-il à des améliorations ? Vise-t-il à la qualité ? Ou bien les usages de cet objet technique seront-ils verrouillés, fermés, non modifiables et tellement spécialisés que l'utilisateur de l'objet n'aura d'autres possibilités que de se plier à la simple maintenance de l'objet ?

C'est cette grille de lecture, que permet la critique de la technique, qui explique que le développement des objets peut

incorporer du savoir-faire mais que la conception des objets peut permettre des usages non verrouillés, c'est-à-dire « ouverts » et porteurs d'émancipation ; donc que les choix de conception visant à fermer ou ouvrir les usages possibles relèvent de choix subjectifs, qui sont donc porteurs d'une vision du développement de la société.

Que nous révèle la critique la technique appliquée aux PGM¹⁴⁸ ?

Que de par leur conception, les usages possibles des PGM – ou plutôt les usages conçus pour être verrouillés – conduisent des millions de paysans à être dominés par les firmes commercialisant ces semences transgéniques – dominés en terme de travail quotidien, de perte de savoir-faire, de moyens financiers. Que le développement de l'agriculture lié aux PGM conduit à des monocultures sur de très vastes espaces entraînant ainsi une destruction des terres arables, une pollution et une destruction de l'environnement naturel et de l'écosystème, mais aussi un renforcement de l'insécurité alimentaire dans les pays du Sud – peut-être bientôt chez nous... –, et enfin à un gaspillage des ressources naturelles par la surutilisation des intrants, des transports, etc. En ce sens, les PGM sont une technique – un processus et des objets – qui sert le productivisme de la même manière que les machines nécessaires à l'organisation du travail à la chaîne. Ces techniques sont dites « héteronomes » (« fermées », « verrous », « incapacitantes » ou « non-conviviales »), car elles conduisent à une dégradation de la qualité de vie individuelle et à une dégradation de la qualité de la civilisation¹⁴⁹.

¹⁴⁸ Plantes Génétiquement Modifiées : application des OGM en agriculture industrielle et productiviste.

¹⁴⁹ On retrouve la définition de l'écologie politique : « préoccupation pour la qualité de vie individuelle et la qualité d'une civilisation ».

Encore une fois, les termes « verrous » et « fermés » renvoient aux usages possibles définis par les caractéristiques de l'objet technique tel qu'il a été conçu.

Est-ce un hasard ? Bien sûr que non... La critique de la technique ne s'arrête pas à regarder la simple matière utilisée (électronique, mécanique, produits chimiques, etc.). Elle ne s'arrête pas non plus aux caractéristiques « pures » sorties de tout contexte social. La critique de la technique explique la réception d'une technique par la société et par l'individu. Elle regarde les usages rendus possibles au niveau collectif autant qu'au niveau individuel, ainsi que les conséquences sociales et individuelles de ces usages rendus possibles ou impossibles. Car une technique est porteuse, dans ses usages, des orientations en termes de construction de la société et de l'individu, qui ont été présentes dans les choix originels faits pour guider sa conception – du projet sur le papier jusqu'à sa mise au point et à sa sortie de la sphère de la recherche pour être répandue au sein de la société.

De manière très concrète, concevoir et mettre au point une innovation technique demande des moyens et du temps de travail d'ingénieurs et de chercheurs¹⁵⁰. Ces moyens et ce temps n'étant pas infinis, il convient de faire des choix. Et ce sont précisément ces choix, faits par des êtres humains, qui vont orienter la conception d'une nouvelle technique qui sera porteuse, dans son fonctionnement et dans les usages possibles ou interdits, des choix de développer des techniques comme

¹⁵⁰ D'où le fait que la recherche publique doive être indépendante (donc protégée contre les intérêts privés et les idéologies politiques). D'où aussi le fait qu'un chercheur ou un ingénieur ne puisse pas dire : « je ne fais que mon travail ». Il est nécessaire de reformer les ingénieurs et les chercheurs à la question du sens de ce qu'ils produisent, afin qu'ils puissent réclamer l'indépendance qui doit être la leur et qui représente une sécurité pour la société, dans son ensemble, contre la conception technique mise au service d'intérêts particuliers.

les PGM assurant la domestication des paysans, plutôt que de développer des techniques agricoles respectueuses de l'environnement et permettant des usages qui favorisent le tissu social – donc le fait que les populations puissent manger à leur faim¹⁵¹.

Ces orientations, que l'on peut analyser à partir des caractéristiques et des usages qui leur sont liés, ne relèvent pas du hasard. Le productivisme et le capitalisme poussent au développement de techniques – objets ou processus – dont les usages sont « fermés ». De manière fondamentale, l'écologie politique repose toujours la question collective autant que la question individuelle, et des usages « fermés » signifient :

- 1- sur le plan individuel : des usages qui contraignent l'individu à agir dans des directions qui desservent son cadre de vie, le prive d'autonomie, le maintiennent dans son état de dominé et l'éduque en ce sens. Des usages fermés vont dans le sens d'une prolétarisation qui est une domestication. Là encore, le travail à la chaîne ou les PGM sont de très bons exemples.
- 2- sur le plan de la société : des usages fermés emprisonnent la société dans des voies techniques de développement dont il est quasi impossible de sortir sauf au prix d'un effort colossal. Bien entendu, ces voies de développement sont souvent au service de la hiérarchie sociale existante qui assure ainsi la pérennité de sa position.

3.5 Laïcité...

À tout cela s'ajoute également un point important, et qui explique le lien avec la laïcité : les personnes qui font ces choix pour le développement des techniques verrouis ou

¹⁵¹ Sur ces questions, on peut notamment trouver sur Internet les nombreuses interventions de Marc Dufumier.

fermées n'ont pas le sens de l'intérêt général, et elles font ces choix de développement des techniques dans le but de servir des intérêts privés et particuliers au sein de la société. Ceci est un point absolument fondamental qui montre que la question de la laïcité s'applique directement au champ technique exactement comme elle se pose sur le plan de la liberté de conscience. Dans les deux cas, le fait que la laïcité revienne dans le débat montre que les choix sont politiques et que les tentatives pour neutraliser la technique – la rendre « neutre » – relèvent d'une tentative visant à en évacuer la question politique, c'est-à-dire celle qui regarde directement les citoyens, lorsqu'il s'agit de discuter de l'impact d'une technique sur l'individu et sur la société.

Pour compléter ce point véritablement anti-productiviste, on peut ajouter que la critique de la technique repose simplement sur le fait que des êtres humains font des choix (matériels et financiers, philosophiques et idéologiques, etc.) pour développer telle innovation technique plutôt que telle autre ; et que les choix de ces êtres humains sont faits en fonction de leur vision du monde, de ce qu'ils veulent construire comme société, de ce qu'ils pensent de l'ordre social, de ce qu'ils pensent de l'individu, de ce qu'ils souhaitent comme futur pour la civilisation et l'être humain, de leurs intérêts (intérêt général ou intérêt particulier¹⁵²), etc. Ces choix se retrouveront donc dans le fonctionnement, la fabrication et les usages possibles, ou non, de la technique qui sera finalement sortie de la sphère de la recherche pour être répandue au sein de la société.

Parce qu'elle a un impact à la fois sur l'individu et sur le développement de la société, l'introduction d'une innovation technique dans la société est un acte politique : elle regarde donc les citoyens.

¹⁵² Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

3.6 « Autonomie » contre « Hétéronomie »

143

Évidemment, il n'y a rien de surprenant à ce qu'une firme dirigée par des actionnaires – c'est-à-dire des rentiers de la propriété lucrative – vise à renforcer l'hétéronomie à travers une innovation technique qu'elle compte mettre sur le marché : elle s'assure ainsi que les utilisateurs en seront prisonniers de par les usages possibles ou pas – qu'ils soient travailleurs ou consommateurs. Elle assure également la prolétarisation des individus, c'est-à-dire que leur affaiblissement ira de pair avec la pérennisation de l'ordre social profitable aux dominants. Ces techniques – qu'il s'agisse d'objet ou de processus – sont dites « hétéronymes », « fermées », « verrous », « incapacitantes » ou « non-conviviales ».

C'est notamment là que réside l'échec de l'expérience soviétique, qui est analysé par André Gorz dans le livre *Adieux au prolétariat, au-delà du socialisme*¹⁵³. Dans l'expérience soviétique, les techniques appliquées à la production étaient identiques à celles du capitalisme occidental et les techniques d'organisation créaient un pouvoir fonctionnel que l'on retrouve aujourd'hui dans toutes les firmes capitalistes. Cette critique de l'organisation de la production à travers les techniques sera également menée en d'autres termes par Moishe Postone dans *Temps, travail et domination sociale*¹⁵⁴.

Dans ces ouvrages fortement axés sur la production et son organisation sociale, sont affirmés le fait que le dépassement des techniques de production propres au

¹⁵³ André Gorz, *Adieux au Prolétariat, au-delà du socialisme*, éd. Galilée, 1980.

Les termes « prolétariat » et « socialisme » font ici explicitement référence à la vulgate soviétique de cette époque dont ce livre est une critique.

¹⁵⁴ Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale*, éditions « Mille et un nuits », 2009.

capitalisme est essentiel¹⁵⁵ et qu'il n'y aura pas d'émancipation des individus si la forme du travail – donc les techniques conditionnant les usages mais aussi les modes d'organisation – ne sont pas abolis et dépassés¹⁵⁶. « *Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il se sert des mêmes outils* » expliquait André Gorz¹⁵⁷.

Mais là encore, l'analyse des seuls outils de production ne peut suffire au sens où l'individu est utilisateur, à la fois dans le cadre de la production mais également dans le cadre de la consommation (qui est en dehors du cadre de la production).

En effet, les objets qui font notre quotidien peuvent être développés pour être des outils dont l'usage prolonge la volonté de l'utilisateur, et non pas des « machines » dont les usages sont restrictifs au point qu'ils emprisonnent l'utilisateur. Ceci vaut également pour les normes et l'organisation sociale : nous pouvons développer des normes qui, d'un point de vue macroscopique, peuvent apparaître comme « positives », mais qui, sur le plan individuel, contribuent à une perte d'autonomie et vont donc contre l'émancipation. Or, il y a possibilité de travailler dans le sens de l'intérêt général et de la mise à disposition dans une autre voie que celle de l'encadrement : c'est ce qu'explique la critique de la technique en précisant que le développement technique et social n'est pas rivé à une seule possibilité, à un seul mode de développement possible, celui des trente glorieuses.

¹⁵⁵ Par extension, le terme « technique » inclut les systèmes d'organisation et de gestion (par exemple, code de la route, contrôle de l'assurance qualité, travail à la chaîne, etc.). Car il s'agit d'outils au sens de la création et du fait qu'ils façonnent notre mode de vie et interviennent dans l'interaction avec les autres.

¹⁵⁶ On oublie de rappeler que Staline était un adepte des propositions de Taylor pour l'organisation de la production.

¹⁵⁷ André Gorz, *Ecologie et politique*, Seuil, 1978. Ce type d'analyse rejoint celle que Moishe Postone fait dans son ouvrage *Temps, travail et domination sociale*, une réinterprétation de la théorie critique de Marx ».

En réalité, il est ouvert sur plusieurs voies dont certaines conduisent, sur le plan individuel, à augmenter l'hétéronomie, et d'autres à développer l'autonomie. C'est pour cela que la réflexion sur le cadre de vie ne doit jamais perdre de vue que l'impact sur l'individu est central. En effet, aucune mesure macroscopique ne peut se solder positivement à long terme si elle entraîne un frein sur l'autonomie et l'émancipation individuelle, car ce sont ces aspects qui conditionnent notamment l'exercice d'une citoyenneté éclairée.

D'une manière générale, pour la critique de la technique, il est impératif d'échapper à une vision dans laquelle l'individu est réduit à la seule sphère économique et à sa fonction de producteur ; et, de fait, la critique de la technique couvre toujours ces deux champs : celui de la production et celui de la vie en dehors de la production.

Ainsi, toutes les innovations et nouveautés techniques – qu'il s'agisse d'objets ou de processus – ne vont pas dans le sens de l'hétéronomie. Il y en a qui renforcent, chez l'individu, son émancipation, ses capacités à l'autonomie, ses possibilités d'échange et de construction du savoir, qui donnent plus de possibilités pour prendre des initiatives et communiquer, qui augmentent le savoir-faire pratique et personnel, qui libèrent du temps pour vivre, etc. On dit de ces techniques qu'elles renforcent « l'autonomie », qu'elles sont « ouvertes » ou « conviviales ».

Un exemple clair de techniques « ouvertes » est ce que l'on appelle aujourd'hui « la révolution du numérique » dont Internet n'est qu'une facette. Internet est structuré en réseau acentré, contrairement au travail à la chaîne – où il y a un décideur qui ordonne à des êtres humains qui ne sont là que pour exécuter sans réfléchir – ou à la télévision. Cette structuration en réseau acentré fait que tous les gens peuvent communiquer entre eux, échanger de l'information, cumuler et compléter du savoir – autant de choses qui ne sont pas possibles dans une organisation du travail à la chaîne où seul le

décideur maîtrise les données et les impose aux exécutants qui ne sont pas là pour comprendre ni maîtriser un savoir global.

Mais le numérique n'est absolument pas réductible à Internet.

Le numérique offre des capacités de stockage énormes pour l'information (sur une clé USB, il est possible de mettre tous les processus de fabrications d'une voiture, avec les matériaux et les machines nécessaires) et les vitesses de communication considérables (il est possible de communiquer avec des personnes à l'autre bout du globe pour échanger des méthodes de travail, des recettes de cuisine, de l'information politique, etc.). Enfin, des machines permettent, à partir des données numériques échangées, de fabriquer des pièces que l'on peut assembler pour faire des objets¹⁵⁸.

De par les usages rendus possibles, les caractéristiques techniques issues de la conception de nombreux outils numériques, les individus peuvent donc s'organiser, s'échanger des méthodes de travail, s'apprendre à fabriquer ou se cultiver, etc. Ils gagnent donc en capacités à l'autonomie, en capacités à échanger, à communiquer, à dialoguer, en possibilités d'apprendre et de transmettre, etc. Le numérique (les réseaux, les formats ouverts, les licences libres, etc.) correspond bien à une technique dont les usages possibles sont « ouverts », « conviviaux ». Dans une telle évolution, il y a émancipation humaine, il y a progression vers plus d'autonomie et vers plus de qualité de vie.

Cet exemple de la révolution du numérique est doublement important, car il démontre que les capacités à l'autonomie permettent de contrer l'isolement, le retrait de la société, l'éthique du solitaire ou de l'ermite qui se coupe des autres et vit seul dans son coin – et dans une cabane s'il est un « vrai écolo » ! Le numérique prouve une fois de plus que l'autonomie n'est pas l'autarcie. Elle est même tout le contraire : les capacités à l'autonomie et à l'émancipation

¹⁵⁸ Cf. dans cet ouvrage, les deux textes consacrés au numérique.

reposent fondamentalement sur une organisation en réseau – contraire à une organisation pyramidale –, sur l'échange, sur la communication et la transmission de la culture favorable à la vie, sur des liens sociaux actifs, sur l'implication active, sur les possibilités d'action et d'association.

Et à l'inverse, ce sont les techniques « hétéronomes » qui œuvrent à couper les liens, à casser les possibilités de communication et d'échanges, à surcharger les individus d'informations centralisées, à les distraire pour stériliser leur temps de vie disponible en dehors du cadre de la production, à les rendre solitaires et isolés. Et cela se comprend très bien : dominer des individus, les rendre prisonniers et prévisibles, les domestiquer, n'est possible que si ces individus sont séparés les uns des autres, divisés, avec peu de possibilités d'apprendre et de se transmettre de l'expérience, car alors ils sont très faibles, sans culture de l'action et donc faciles à diriger¹⁵⁹. La volonté de faire passer la société pour un amas d'individus sans liens et isolés les uns des autres vise très explicitement un des fondements de l'autonomie : savoir que faire association c'est se donner la possibilité de créer ce qui n'existe pas auparavant.

La grille qui se dégage relie très clairement « hétéronomie » à « isolement individuel », et « autonomie » à « liens sociaux » et « exercice de sa citoyenneté ». Il est cardinal de comprendre qu'il s'agit là d'une lecture parfaitement contraire à la logique capitaliste et productiviste, et que cette grille de lecture est pratiquée concrètement tous les jours par des millions de personnes.

Un autre exemple peut être cité : celui de l'expérience menée à l'usine automobile de D'Udevalla en Suède, par Volvo, entre 1987 et 1993. Le besoin d'attirer de la main-d'œuvre qualifiée avait conduit Volvo à ouvrir une usine d'un nouveau type : au lieu d'une production basée sur le travail à la chaîne,

¹⁵⁹ Tous les totalitarismes et les fascismes reposent, entre autres, sur l'ignorance et le contrôle des échanges entre les personnes.

les techniques et l'organisation dans cette usine furent développées pour permettre un travail en équipe, chaque équipe de travailleurs gérait sa production du début à la fin.

Ceci nécessita de mettre en place une organisation différente avec des techniques différentes et une gestion différente. Au final, la productivité de l'usine s'est révélée tout aussi bonne, voire meilleure, que dans les autres usines du groupe Volvo. Mais un problème commença à apparaître lorsque l'on se rendit compte que les employés étaient devenus autonomes dans la connaissance, la maîtrise, la gestion de leur production, et surtout dans leur prise de conscience de l'autonomie qu'ils avaient pu acquérir. Et en 1993, l'usine fut fermée, non pour des critères de productivité, mais pour des impératifs de nature politique : il était apparu nécessaire de maintenir les employés dans un cadre hétéronome pour pouvoir les dominer : « hétéronomie » rimant avec « isolement des individus » ; « autonomie » avec « lien social » et « citoyenneté ».

3.7 Conclusion

Il est important d'affirmer que la critique de la technique ne tient pas le discours fataliste du « rouleau compresseur » capitaliste, mais qu'au contraire elle permet de donner des perspectives nouvelles en informant et en pratiquant notre rapport à la technique autrement que sous le règne du productivisme. Repérer les techniques et objets porteurs d'émancipation et favorisant les capacités à l'autonomie chez l'individu, voilà le cœur de la critique de la technique qui montre, s'il en est besoin, qu'il s'agit de construire une alternative de société sans faire appel au mythe de la « table rase ». Dans cette perspective « révolutionnaire », l'exemple de la laïcité – comme système déjà existant dans notre quotidien – est à même de fournir les bases d'une alternative face au productivisme portant sur la technique en même temps que les modalités politiques concrètes pour la gérer démocratiquement.

Encore une fois, le but de l'écologie politique est de remettre l'individu au sein de son monde vécu et de faire en sorte qu'il en retrouve la maîtrise afin de lui donner du sens, la technique comptant parmi les éléments définissant l'orientation de la société.

Enfin, sur le plan du débat public, il est évident que connaître la critique de la technique c'est également se donner les moyens de reconnaître celui qui se prétend « écolo » sans l'être, mais qui surfe surtout sur ce qui est pour lui une mode dont il espère tirer profit.

4. Vers une « laïcité technologique »

4.1 De la critique de la technique vers une « laïcité technologique »

Deux points pour commencer.

Primo : le développement du capitalisme peut être vu comme une lutte héroïque du pot de terre contre le pot de fer. C'est cette vision de l'histoire qui fait du capitalisme et du productivisme un rouleau compresseur face auquel ne peut être menée qu'une lutte inégale et perdue, un combat pour l'honneur où il s'agit de venir en aide aux « victimes du système ». Cette optique est extrêmement castratrice et conduit à un pessimisme face à ce qui est considéré comme inéluctable, indépassable ; pessimisme qui pénètre même le monde militant.

L'action et l'alternative possible se trouvent être alors, dans un idéal inatteignable, le monde « rêvé » et utopique – au mauvais sens du terme – face auquel « la réalité du système » est posée comme un argument massue, indiscutable... alors qu'il n'en est rien !

Revenir à Karl Marx permet de rappeler que le développement du capitalisme est « *contradictoire, qu'il nourrit lui-même sa propre contradiction* ». Ces expressions signifient très concrètement que le développement d'un système – ici celui de la société moderne – n'est pas monolithique et que, s'il développe des institutions et des techniques en accord avec sa domination et sa pérennisation, le capitalisme développe, également et malgré lui, des institutions et des techniques qui lui sont contraires et subversives. Les conséquences de ce rappel sont donc doubles :

- 1- La lutte est possible, elle ne relève ni du baroud d'honneur, ni de la sauvegarde des victimes. Mieux, elle

permet d'expliquer qu'il y a des gens qui se lèvent face à un système qui pourtant tend à tout diriger et tout écraser. Car nous ne sommes pas là pour nous plaindre, mais pour changer le monde afin d'y vivre heureux.

- 2- Les alternatives et les outils de ces alternatives ne sont pas à imaginer : tout est déjà présent autour de nous ! et si nous ne les voyons pas c'est parce que nous ne les cherchons pas pour ce qu'ils sont réellement : des alternatives en germe.

Ainsi, le rouleau compresseur n'existe que si nous lui accordons cet absolutisme, c'est à dire parce que nous ne regardons pas le réel pour ce qu'il est : une source d'inspiration.

Sur cette base, la critique de la technique est un outil d'analyse développé par l'écologie politique. Cette grille d'analyse n'est pas tant là pour condamner les techniques – qu'il s'agisse d'objet ou de processus – qui sont hétéronymes (par exemple : les PGM), que pour permettre de trouver et repérer les alternatives au capitalisme déjà en place dans notre quotidien (par exemple : la révolution du numérique). La critique de la technique est donc davantage un outil pour chercher et repérer ce qui peut nous aider à lutter contre la domination du système actuel. Autrement dit, quelles sont les techniques qui sont autour de nous et dont les usages – liés à leurs caractéristiques propres – font qu'elles sont dites « autonomes », « ouvertes », « conviviales » ?

Secundo : la critique de la technique montre que des techniques pénètrent et ont un impact sur notre environnement de vie alors qu'elles ont été développées souvent au nom d'intérêts particuliers. Elle explique que le développement d'une technique n'est pas neutre et que les intérêts sont portés et confortés au travers des techniques – c'est-à-dire de leurs usages possibles ou impossibles – du fait des choix

d'innovations sur leurs caractéristiques, leurs conditions d'utilisation, leurs impacts aux niveaux individuel et social.

Il y a donc là un problème qui revient dans le champ de la laïcité : à partir du moment où la technique sert à structurer la société afin qu'elle favorise des intérêts particuliers et non l'intérêt général, alors nous sommes face à une problématique qui est clairement d'ordre politique. Par ailleurs, puisque, via la technique, il peut y avoir orientation de la société au profit d'intérêts particuliers là où seul intérêt général devrait intervenir, alors ceci est également du ressort de la laïcité¹⁶⁰.

Là encore, rappeler le développement contradictoire du capitalisme permet de chercher les outils et les institutions qui lui sont contraires, et assurément la laïcité en fait partie. Cette pensée qui rassemble l'intérêt général et le citoyen, expose comme nécessaire d'exclure l'intérêt privatif de la délibération politique : cette pensée veut la prévalence de l'intérêt général sur l'intérêt privatif et particulier parce que cette voie est la seule possible pour l'émancipation de l'individu.

Or, la critique de la technique en écologie politique nous montre que l'autonomisation de l'économie à l'égard du politique est passée par des techniques et des objets : à la fois en verrouillant des usages au niveau des individus, et en verrouillant, par leurs contraintes imposées, les voies de développement des sociétés.

Il est possible de voir la laïcité comme étant seulement le moyen de régler les problèmes de collusion, connus depuis l'Antiquité, entre les tenants du pouvoir religieux et la politique ; c'est-à-dire la prédominance d'un intérêt particulier (les croyances) sur l'intérêt général qui, lui, doit normalement présider à la gestion et l'orientation de la société. Mais là encore, si nous nous limitons à une lecture enfermant la laïcité

¹⁶⁰ Exactement comme la privatisation des services publics est contestable au nom de la laïcité : l'intérêt particulier doit être exclu de la sphère de l'autorité publique, ce qui n'est plus le cas lorsqu'un service public est privatisé.

dans la gestion de ce type d'intérêt particulier, nous ne faisons pas une lecture contradictoire de l'histoire et nous passons à côté d'un outil, la laïcité, dont les potentialités subversives face au capitalisme sont considérables. Car ce que la critique de la technique met en évidence, c'est que la technique réintroduit le conflit entre l'intérêt particulier et l'intérêt général au sein de l'orientation de la société. Autrement dit, il y a là un problème qui relève du ressort de la laïcité, et une laïcité technologique apparaît nécessaire : le contrôle, par les citoyens, des techniques sortant du cadre de la recherche est le moyen de faire prévaloir l'intérêt général contre les intérêts particuliers qui utilisent les techniques pour modeler et structurer la société et les individus à leur profit.

4.2 Que serait une « laïcité technologique » ?

La laïcité technologique repose sur deux points.

Primo : la critique de la technique propose de « laïciser » le regard sur les techniques et les objets, c'est-à-dire d'opérer une rupture épistémologique avec la croyance liant automatiquement « progrès humain » et « innovation », liant « technique » et « positif ». Cette véritable croyance est une des bases du productivisme, qu'il soit capitaliste ou soviétique.

Dans ce schéma, « la science », comme l'économie, devient un argument faussement politique qui permet de priver les individus de leur citoyenneté et d'asseoir une légitimité à un système privant les citoyens de leur contrôle sur le développement de leur propre société. Il nous faut sortir notre vision du progrès humain de cette impasse elle se trouve ; à savoir qu'aujourd'hui notre vision du progrès considère qu'un projet ou un objectif est valable et justifié dans la seule mesure où il est techniquement possible, dans la seule mesure où nous avons les moyens de le réaliser.

Dans le système productiviste, la totalité de la réflexion est investie dans les moyens, et non dans les finalités. Or, cette

réflexion sur les finalités et les conséquences, tant individuelles que sociales, doit redevenir la seule mesure d'appréciation d'un projet technique, car elle est précisément ce qui conditionne la qualité de vie individuelle et la qualité de la civilisation. Laïciser notre regard permet donc de libérer le libre examen des dogmes du productivisme et du capitalisme sur le progrès, et ainsi d'extraire, de notre réflexion sur la technique, cette composante systémique – relevant du productivisme et du capitalisme – qui n'est en rien une fatalité mais un arbitraire sociologique dans la conception de nos outils de production et l'organisation du travail au sein de notre société¹⁶¹.

Par ailleurs, cette laïcisation permet également de voir le fait qu'aujourd'hui l'innovation technique est orientée massivement dans le seul but de préserver les intérêts particuliers des dominants contre l'intérêt général des individus qui composent la société humaine. Là encore, laïciser notre regard permet le libre examen en l'extrayant des mécanismes de la domination sociale.

¹⁶¹ Sur cette analyse, Max Horkeimer, l'un des fondateurs de la Théorie Critique propose une vision en termes strictement techniques : « *La transformation complète du monde en un monde de moyens plutôt qu'en un monde de fins est elle-même la conséquence du développement historique des méthodes de production. Au fur et à mesure que la production matérielle et l'organisation sociale deviennent de plus en plus compliquées et de plus en plus réifiées, reconnaître les moyens en tant que moyens représente des difficultés croissantes, puisqu'ils revêtent l'apparence d'entité autonome.* » (« Eclipse de la raison », éd. Payot, 1974). Mais les analyses de André Gorz (« critique de la raison économique », 1988) et Daniel Bell (« les contradictions culturelles du capitalisme », 1979) vont au-delà de cette vision strictement technique pour se recentrer sur la finalité de la production, le sens du travail et la construction de la société ; cette approche marque leur appartenance à l'écologie politique et leur dépassement de l'économie politique et des marxismes traditionnels.

Secundo : il s'agit de mettre en place les modalités pratiques pour gérer la technique comme élément porteur d'une vision politique – qu'elle soit systémique ou relevant d'intérêts particuliers – au sens où elle oriente le développement de la société et le cadre de vie de l'individu. Plusieurs solutions sont possibles.

Une solution serait de rejeter toute forme de technique pour aller dans le sens de l'image d'Épinal du « vrai écolo qui s'assume » et va vivre dans une cabane en bois. D'abord c'est impossible, et ensuite c'est complètement idiot de rayer le développement technique de la société. Et comme il a été vu également plus haut¹⁶², l'écologie politique ne propose pas d'exclure l'innovation technique et le développement d'objets techniques, mais de les choisir. Le numérique est d'ailleurs l'exemple que des techniques peuvent porter des éléments favorisant l'émancipation et l'autonomie des individus et participer au développement de la citoyenneté.

Une autre solution pourrait consister à réglementer la recherche en interdisant aux chercheurs un certain nombre de champs d'investigations. Là encore, il s'agit d'une position qui ne mène strictement à rien (mais dont les conséquences politiques sont très graves) car la plupart des objets techniques qui posent problème sont issus, a posteriori, d'outils développés par la recherche afin qu'elle puisse mieux faire son travail et ainsi augmenter notre compréhension du monde. Or, le champ d'investigation des chercheurs n'a très souvent strictement rien à voir avec la retombée technique qui sera issue des outils ayant été développés par les scientifiques pour mener à bien leurs recherches¹⁶³. Ainsi, la mesure interdisant

¹⁶² Cf. dans cet ouvrage, le texte sur la critique de la technique.

¹⁶³ Par exemple, la première retombée technique du CERN concerne l'électronique, alors que ce centre de recherche mène des études sur les particules fondamentales de la matière. De même, le langage HTML, qui sert sur Internet, a été imaginé et inventé au CERN. Il s'agit là d'outils développés par les scientifiques pour mener leurs

certains champs de recherche, outre le fait qu'elle relève d'un régime totalitaire¹⁶⁴ – l'écofascisme –, n'aura donc qu'une efficacité très limitée dans la pratique ; et tout ceci sans parler des problèmes concrets, et même politiques, qu'une telle idéologie peut poser sur le plan de la connaissance de monde qui nous entoure et dont les écofascistes nous priveraient. Nous aurions là une réelle manifestation d'un esprit religieux – donc faussement écologiste – qui édicterait les domaines de recherche « bénéfiques » et les domaines de recherche « maléfiques ». La recherche scientifique doit être libre pour pouvoir jouer son rôle au sein de la société, et la lutte historique contre l'ingérence des religions en sciences n'est qu'un exemple de ce frein à la connaissance et à l'émancipation humaine.

Pour trouver une solution pérenne, revenir à l'exemple de la laïcité s'avère alors fondamental. En effet, la laïcité nous propose déjà une distinction entre « la sphère de l'autorité publique », « l'espace de la société civile » et « la sphère intime » afin de gérer l'ingérence possible des intérêts particuliers des religions dans la réflexion politique et l'orientation de la société, voire l'intimité de l'individu. Cette distinction de différents cadres vient du fait qu'il est possible de définir des contextes très différents¹⁶⁵.

recherches sur les particules, mais leurs recherches n'ont jamais visé ni l'électronique, ni Internet.

¹⁶⁴ Là encore, l'écologie sert de justification morale à des positions politiques inacceptables et ouvertement totalitaires. Le totalitarisme en matière de recherche se reconnaît dans le fait que le pouvoir politique se donne le droit de postuler les résultats des recherches. L'église catholique fit de même en son temps, et il en est de même chez les protestants américains face à la théorie de l'évolution. Un autre exemple notoire concerne l'URSS où il en résultait un retard considérable de ce pays sur le plan scientifique.

¹⁶⁵ Cf. par exemple, le blog mezetulle de Catherine Kintzler et l'article de Charles Arambourou : « La laïcité face aux libertés religieuses ».

Or, le contexte des techniques – qu'il s'agisse d'un objet ou d'un processus – n'est absolument pas le même suivant qu'il est dans le contexte de la recherche scientifique ou qu'il est répandu au sein de la société civile et peut atteindre la sphère de l'intime. Dans le contexte de la recherche scientifique, l'objet technique est un outil au service d'une recherche, il est fabriqué à l'unité, ou presque. Il est utilisé dans un environnement confiné – le laboratoire –, il existe en peu d'exemplaires, le personnel qui l'utilise est formé spécifiquement et la mobilité de ce personnel est souvent faible¹⁶⁶. Cette recherche est une recherche souvent de type fondamental, mais la recherche appliquée n'en est que le prolongement, car le cadre physique de l'objet reste le même (laboratoire, personnels, prototypes, etc.).

À l'inverse, dans la société civile, le contexte d'une technique, d'un objet et de ses usages n'est absolument pas le même. Il n'est plus un outil servant à une recherche – recherche fondamentale – ou l'objet de la recherche innovante – recherche appliquée –, mais il est devenu l'objet fabriqué qui est à utiliser, voire à commercialiser, et dont l'usage est à répandre dans la société, au niveau collectif ou au niveau de l'individu : il n'est donc plus question du confinement du laboratoire et du contexte lié à la recherche.

L'objet n'existe plus en quelques exemplaires : il est fabriqué par une industrie automatisée à des centaines, des milliers, voire des millions d'exemplaires et répandu sur toute la planète. Les personnes qui le manipulent directement ou indirectement (ouvriers, ingénieurs, mais aussi commerciaux, employés de bureau, banquiers, investisseurs, publicitaires, etc.) sont formées à des degrés très divers sur cet objet, de même que l'utilisateur final (qu'il soit travailleur, consommateur, patient, etc.).

¹⁶⁶ Les personnes restent longtemps à un même poste, ce qui a pour conséquence qu'elles ont une grande connaissance du cadre où elles travaillent (techniques, sûreté, fonctionnements, etc.).

Là encore, l'exemple des OGM est éclairant : entre l'outil de recherche quasi unique, confiné dans le laboratoire du biologiste qui s'en sert pour comprendre davantage le fonctionnement du génome, et le PGM commercialisé par les firmes multinationales aux paysans de toute la planète, les contextes ne sont radicalement pas les mêmes et sont parfaitement distinguables. En somme, comme pour la laïcité utilisée pour la question du pouvoir religieux : le contexte social est déterminant.

Il apparaît donc que, pour une technique, tout distingue la « sphère de la recherche » de l'« espace de la société » et de la « sphère de l'intime » : les objectifs, les buts, les usages, les lieux physiques, les conditions matérielles de manipulation et de fabrication, les conditions humaines au niveau social et individuel, les contextes politiques et sociaux, etc. C'est sur cette distinction que les modalités d'une laïcité technologique peuvent se mettre en place, c'est-à-dire la gestion de l'interaction entre ces deux contextes : une « sphère de la recherche », d'une part, et un « espace de la société civile » plus une « sphère de l'intime », d'autre part.

Car une fois que cette distinction est faite, il est alors possible de gérer le passage de la « sphère de la recherche » – c'est à dire le contexte de la recherche fondamentale et appliquée – vers l'extérieur de cette « sphère de la recherche », vers « l'espace de la société civile » et « la sphère de l'intime » – c'est-à-dire le contexte de la production industrialisée de masse, de la commercialisation, de la production de valeur économique, de l'usage par des personnes non spécialisées dans un contexte qui n'est pas celui de la recherche.

Cette gestion consiste en deux points :

- 1- L'attribution des statuts différents à un objet technique ou une technique suivant la sphère où ils se trouvent,
- 2- A ce que les citoyens puissent examiner et délibérer sur le passage d'une technique ou d'un objet technique de la « sphère de la recherche » vers « l'espace de la

société civile » et « la sphère de l'intime ». Et sur son retour à la seule sphère de la recherche si besoin.

159

La sortie de la « sphère de la recherche » demandera d'examiner évidemment les aspects sanitaires et environnementaux naturels, mais également les aspects sociaux, individuels, l'impact sur les rapports humains, l'économie, le tissu social, le travail, la santé psychique, le développement des enfants, la psychologie, le temps libre, etc. En somme, il s'agit pour les citoyens de regarder tous les impacts d'une technique lorsqu'elle sera introduite face à tout ce qui relève du cadre de la société et de l'individu, et qui n'avaient pas cours dans le cadre de la recherche : le principe est que les instances citoyennes contrôlent, étudient et débattent des techniques (caractéristiques, usages liés « fermés » ou « ouverts », « hétéronomie » ou « autonomie » ?) afin de faire prévaloir, par le libre examen, l'intérêt général sur les intérêts particuliers.

Cette critique de la technique pour décider de l'avenir de la société pourrait se faire par les représentants élus des citoyens (députés, sénateurs, etc.). Mais outre un problème de collusion avec le pouvoir en place, la charge de travail pourrait poser problème pour les élus, car si l'on souhaite un examen efficace des techniques, il faut beaucoup temps, d'investigation et de discussion sur un même sujet, ce que la charge élective ne permet que trop rarement.

Par ailleurs, se poserait également le problème que c'est aux citoyens eux-mêmes de prendre en charge leur société et une délibération plus directe permettrait une légitimité démocratique plus forte. Il n'est évidemment pas possible d'organiser des référendums pour chaque innovation technique pas plus qu'il ne faut légitimer un régime populiste, mais là encore, le quotidien nous indique des modèles alternatifs déjà existants et dont l'expérience est précieuse : l'exemple des jurys populaires où les citoyens sont convoqués pour assister la justice et asseoir la légitimité des décisions, le tout dans un

cadre juridique précis. Via ce mode de désignation déjà pratiqué par notre société, et en ce qui concerne la mise en pratique d'une laïcité technologique, il est certainement plus intéressant de désigner des citoyens pour un temps suffisamment long – plusieurs années – et de les former dans le cadre de conseils citoyens dévolus à ces seules questions sur les finalités des techniques qui sont destinés à entrer dans l'espace de la société civile¹⁶⁷ – conseils qui rendraient leurs décisions au législateur pour qu'il puisse à son tour remplir son rôle institutionnel. Ceci permettrait une légitimité démocratique en même temps qu'une transparence et une rotation de la responsabilité au sein de ces conseils – qui doivent être nombreux pour faciliter la tâche et laisser du temps pour traiter les nombreuses questions – et surtout la mise en place d'institutions sociales permettant la transmission de la culture entre les citoyens eux-mêmes, c'est-à-dire en les remettant au cœur de la réflexion quant à la construction de leur société.

¹⁶⁷ On peut imaginer une « mise à disposition » d'environ 3-4 ans pour que la personne puisse intégrer les problématiques, le contexte, etc. La formation dans ces conseils serait l'occasion d'une véritable éducation populaire pour la transmission de la culture sur nombre de sujets : sur les sciences et techniques – donc faisant intervenir des scientifiques –, mais également sur les sujets sociaux, économiques, éthiques, psychologiques, etc.

Cette mise à disposition demandera rémunération pour ne pas pénaliser celui qui s'acquitte de son rôle de citoyen.

« La science peut aussi s'employer à simplifier l'outillage, à rendre chacun capable de façonne son environnement immédiat, c'est-à-dire capable de se charger de sens en chargeant le monde de signes. » (Ivan Illich, *La convivialité*, 1973).

L'écologie politique milite pour une distribution du pouvoir à des citoyens émancipés, c'est-à-dire pour la mise en place d'une citoyenneté active, y compris au cœur même de la production et du travail¹⁶⁸. Confrontée à cet énorme défi, l'écologie politique se veut garante d'une évolution équilibrée de la planète ainsi que de la mise en mouvement de l'intelligence collective qu'incarne l'émancipation des individus. Elle propose des réflexions sur les interactions entre l'environnement de vie et les enjeux sociaux, politiques et éthiques en interpellant les diverses bases de nos sociétés : démographiques, géopolitiques, technologiques, sociales, culturelles, éthiques... tout en s'appuyant sur des angles d'analyses transverses ou des sujets ignorés (par exemple : la critique de la technique). Ces réflexions, qui nécessitent l'ouverture à la pensée complexe et transdisciplinaire, interpellent la responsabilité des sociétés humaines en vue d'une communauté de destin « écologique » au sens où l'écologie politique, qui n'est pas la protection de l'environnement, est formellement l'écologie de l'être humain et de la société humaine dans son environnement de vie ; un environnement de vie à la fois « naturel » (forêts, climat, océans, biodiversité, ressources, etc.) et « artificiel » (systèmes

¹⁶⁸ C'est là le principe qui sous-tend le revenu universel nommé dans son acceptation la plus aboutie : « la qualification et le salaire à vie » par la reconnaissance politique du producteur. Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot.

urbains, unités de production, techniques, objets qui nous entourent, modes d'organisation, etc.).

Par le prolongement de l'analyse de Marx, l'écologie politique rappelle que le système capitaliste se développe sur un mode contradictoire. Il ne s'agit pas par-là de dire que le capitalisme participe à son anéantissement cataclysmique, mais de rappeler qu'il développe non seulement ce qui lui permet d'asseoir sa domination sur les individus et les populations, mais qu'il génère dans le même temps des outils techniques, des pratiques et des institutions qui lui sont fondamentalement contradictoires, qui sont porteuses d'alternatives de vie et dont les usages ont des potentialités révolutionnaires utilisables contre lui et les dominants. La critique de la technique est ce filtre d'analyse permettant de chercher, au sein des techniques (méthodes et objets) qui nous entourent, ceux qui sont porteurs d'usages aux potentialités émancipatrices, individuelles et collectives, ou au contraire ceux dont les usages normés et cadrés participent à la pérennité du système actuel et à sa domination.

Depuis une trentaine d'années, ce que l'on appelle les « techniques du numérique » se sont très fortement développées au point de se répandre sur toute la planète. Pour l'écologie politique, la critique de la technique permet de mettre en évidence que les OGM agricoles sont des outils de domination de l'agriculteur et des populations au service des tenants du système capitaliste¹⁶⁹. D'autre part, la critique de la technique permet de mettre en évidence que « le numérique » possède des usages, liés à ses caractéristiques, qui sont porteurs de potentialités d'émancipation considérables pour peu que l'on décide de mettre en avant ces techniques et leurs usages pour ce qu'ils sont, et de les répandre au sein des populations.

¹⁶⁹ Voir dans cet ouvrage, l'article sur la critique de la technique et celui sur l'agriculture.

5.1 Ce qu'est le numérique... et ce qu'il n'est pas !

163

L'idée la plus courante est d'assimiler « le numérique » à Internet, et d'assimiler Internet à une espèce de « télévision améliorée ». Dans cette idée faussement répandue, il y a deux erreurs notables.

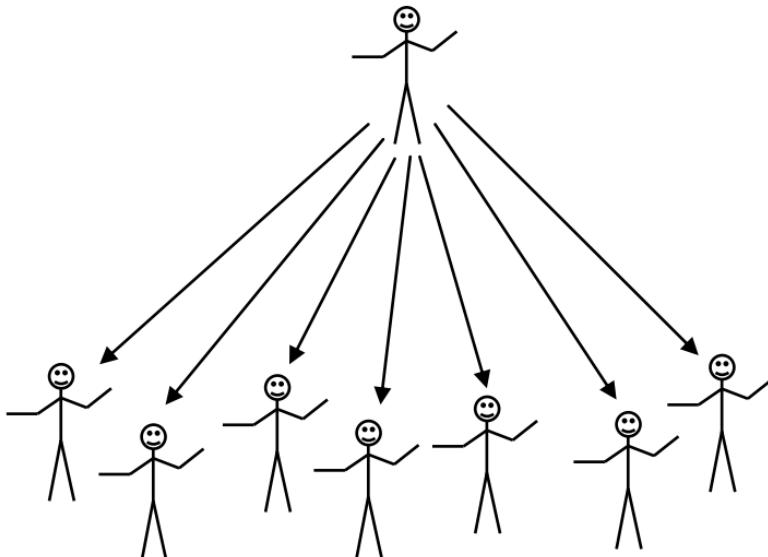
Première erreur, parce que « le numérique » est un terme générique pour désigner l'ensemble des techniques et objets techniques utilisant la numérisation de l'information, alors qu'Internet est un réseau de câbles, d'ordinateurs, d'émetteurs et de récepteurs, sur lequel s'échange des informations qui sont, effectivement, codées numériquement.

Et **deuxième erreur**, parce qu'Internet est structuré en « réseau a-centré », c'est-à-dire que tout le monde est à la fois récepteur et émetteur d'information et qu'il n'y a pas de point du réseau où l'information doit nécessairement passer pour être diffusée au reste du réseau. À l'inverse, si la télévision utilise désormais le codage numérique de l'image et du son, celle-ci est structurée suivant un mode centralisateur et hiérarchiquement pyramidal : un seul émetteur pour tous les récepteurs (qui ne peuvent pas être émetteurs eux-mêmes). Dans la structuration fondamentalement différente d'Internet, il y a une potentialité révolutionnaire considérable : autant le récepteur devant son écran de télévision est condamné à être « passif » et à ingurgiter ce qu'on lui présente, autant le récepteur devant son écran relié à Internet a la possibilité d'être « actif » en étant à son tour un émetteur vers les autres personnes connectées comme lui à Internet sans que son information ne repasse par un point de « contrôle » (qui sera évidemment... politique).

Organisation pyramidale

164

Emetteur centralisé de l'information et du savoir

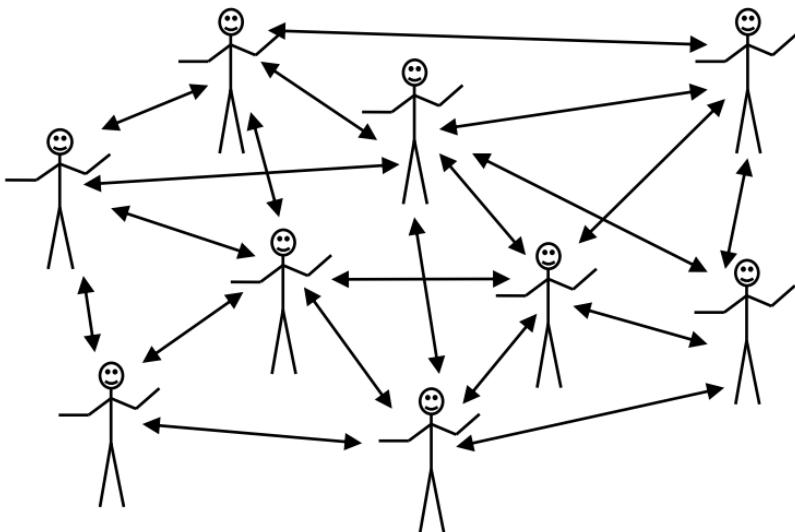


Récepteurs isolés les uns des autres
sans possibilités d'échanges autonomes entre eux.

(Remarque : l'enjeu social et politique est donc là ! Tout nœud de centralisation de l'information est un lieu – et donc un enjeu ! – de pouvoir, car c'est en de tels points que le pouvoir d'une minorité peut s'imposer aux citoyens par le tri de l'information et du savoir qui sont diffusés à tous. Toutes les législations actuellement mises en place par les dominants ont un seul et unique but : remettre des nœuds de contrôle et de centralisation sur Internet. Internet est une cible car de par sa construction et ses caractéristiques matérielles, il ne possède aucun point de centralisation d'où il serait possible d'exercer un pouvoir de sélection et de tri de l'information...)

Organisation en réseau a-centré

165



Chaque récepteur est également émetteur
d'informations en direction des autres.

D'une manière générale, ce que l'on appelle « le numérique » recouvre un très grand nombre d'objets et de techniques qui ont en commun de reposer sur le codage numérique de l'information et sur leur transmission via Internet. Sous le terme « information », il faut entendre aussi bien des images, que des sons, des propos, des vidéos, des textes, des descriptions 3D de formes, etc. Par exemple, une vidéo peut être codée numériquement. Il est également possible de le faire pour les formes d'un objet ou même d'une statue. Par exemple, on peut décrire numériquement aussi bien les formes d'une pièce d'une voiture que le David de Michel-Ange avec des 0 et des 1.

Pour parler concrètement, les techniques et objets techniques englobés dans le numérique sont très divers ! On trouve évidemment les ordinateurs fixes ou portables avec

toute sorte de matériel informatique complémentaire, on trouve également Internet et les réseaux de communication (avec ou sans fil) qui servent à faire transiter les données, il y a aussi les langages de programmation et les logiciels, les téléphones portables, tous les objets servant à la numérisation de n'importe quelle information, et inversement ceux qui servent à reconstruire cette information numérisée en objets, en sons, etc. Il s'agit donc d'un ensemble extrêmement vaste matériellement parlant.

Les principes de conception du « numérique » reposent sur l'objectif de développer des usages d'interaction entre les individus, sur la structuration en réseau, sur la gratuité, sur l'échange libre des données et sur la coopération de tout un chacun à ce projet d'interactivité. Ce point est absolument fondamental pour comprendre ce qu'est le numérique !

Notons par ailleurs que la recherche publique prend depuis toujours une grande part dans le développement de ce qu'est le numérique¹⁷⁰ et qu'ainsi cette philosophie de conception du numérique est inscrite dans les objets techniques déterminant des pratiques possibles, dans les techniques permettant des usages « ouverts » du numérique puisque la critique de la technique nous rappelle que les principes et les choix de conception d'un objet sont portés à travers les caractéristiques de l'objet lui-même qui en déterminent les

¹⁷⁰ Les chercheurs du CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire) sont les créateurs du langage HTML qui est une base fondamentale de la communication sur Internet ainsi que de la première mise en place de ce réseau public (le pentagone aux USA avait un projet de réseau similaire mais pour des objectifs militaires). Les premières distributions de Linux (équivalent gratuit de Windows) facilement installables sur un PC ont été créées et distribuées par des chercheurs de l'ENS Ulm à Paris. Le MIT aux USA est à la pointe dans le développement des outils numériques et l'initiateur des ateliers FabLab. Les logiciels gratuits « Libre office » (équivalent de Word, Excel, etc. de Windows) sont soutenus par des laboratoires du CNRS et téléchargeables par n'importe qui à partir de leurs sites Internet.

usages rendus possibles ou non. Cette analyse est vraie pour les OGM agricoles¹⁷¹ des grandes firmes capitalistes ; elle est vraie pour le numérique¹⁷² dans lequel la recherche publique a transmis sa vision de la connaissance, de la coopération et de la structuration en réseau en faisant en sorte de favoriser certains usages traduits dans les choix techniques faits pour développer le réseau.

5.2 Des exemples de potentialités sociales et révolutionnaires ?!

La numérisation de l'information repose sur le fait de stocker l'information sous forme de code numérique. Mais de toute évidence, pour le passant dans la rue cette simple phrase n'est pas d'une grande utilité si l'on n'explique pas ce qu'apporte concrètement cette numérisation en terme de potentialités d'usage... qui elles-mêmes apportent des potentialités individuelles, sociales et politiques.

L'apport premier de cette numérisation est le fait que l'information numérisée prenne physiquement très – très très très... – peu de place. Il est ainsi possible de stocker une très grande quantité d'informations dans un espace matériellement très petit, donc de déplacer rapidement et facilement l'ensemble de ces informations d'un ordinateur à un autre. Bien entendu, ces possibilités techniques ont des conséquences culturelles, individuelles, sociales et politiques majeures...

¹⁷¹ Cf. dans cet ouvrage, les textes consacrés à la critique de la technique.

¹⁷² Cet exemple de la recherche publique illustre également que le terme « gratuit » ne signifie pas que quelque chose ne vaut rien ou ne coûte rien, mais que la société le finance indirectement pour le rendre accessible à tous, elle mutualise et réduit ainsi les coûts et assure une meilleure répartition, donc maximise la production de richesse humaine. Cf. dans cet ouvrage l'article sur la gratuité.

Pour illustrer cela, un premier exemple peut être celui d'une simple clé USB : cet objet numérique (très petit) est capable aujourd'hui de contenir tout ce qu'il est nécessaire de savoir pour produire un objet aussi complexe qu'une voiture : les plans et les structures des pièces, mais aussi les matériaux, les fonctionnements et les mécanismes, les techniques d'assemblage et les automatisations possibles, etc. Et tout cela est contenu dans un objet qui tient dans une poche de pantalon, dans une enveloppe, sur un simple trousseau de clés. Et cette clé USB peut être branchée à n'importe quel ordinateur de la planète sur lequel le transfert de la totalité des données contenues dans cette clé USB ne prendra... que quelques minutes !

Cet exemple est réel. Nous ne sommes pas dans la science-fiction : il est le monde qui nous entoure. Et cette simplification extraordinaire dans les possibilités de transfert des données est à comparer avec ce qu'était, il y a encore quelques années, le stockage de l'information sur support papier, à la place matérielle occupée pour la totalité de l'information (les pièces, les armoires, les étagères, les livres, des dossiers, les cartons, etc.), au temps qu'il fallait pour déplacer et donc transmettre physiquement cette quantité d'informations à d'autres personnes, et au temps qu'il fallait pour la dupliquer, c'est à dire pour la distribuer et la répandre à plus d'une personne à la fois (la photocopieuse...). Cette comparaison concrète est cardinale pour saisir le saut qui est fait sur le plan culturel et social dans la duplication et la transmission de l'information détenue par tout un chacun. La volatilité de l'information, rendue possible par une simple clé USB permettant en quelques minutes de poser sur un ordinateur une masse énorme d'informations, illustre pourquoi la privatisation de la connaissance, si cruciale à la pérennité du capitalisme – sous la forme des brevets par exemple –, n'est aujourd'hui plus possible objectivement. Elle n'est plus possible parce qu'elle n'est plus tenable matériellement ; parce que les outils techniques qui constituent notre quotidien ne permettent plus au système capitaliste de pérenniser sa culture

de la privatisation du savoir – cette stérilisation de la connaissance disponible ! – en la gardant secrète et en la contrôlant strictement. Voilà un exemple de la critique de la technique qui illustre comment la technique est porteuse d'usages potentiellement révolutionnaires liés à ses caractéristiques de conception.

Rappelons enfin que de tout temps, le contrôle de la connaissance a été au cœur des rapports de domination sociale et de pouvoir¹⁷³.

Un second exemple permet d'illustrer le transfert de l'information via les réseaux : Internet et les réseaux de communication ne permettent pas la diffusion de l'information sur le principe pyramidal de la télévision ou de la radio – qui sont appelés à tort « communication de masse » alors qu'il n'y a là que de la « diffusion de masse ». Un usage d'Internet permet le transfert de l'information sur le principe du réseau a-centré, c'est à dire avec quantité de relais qui chacun dupliquent en réémettant l'information vers plusieurs autres récepteurs qui la dupliquent en la réémettant à leur tour, et ainsi de suite. Internet est donc une machine à répandre l'information, sur le mode des canaux d'irrigation ; et cette structuration physique en réseau rend quasi impossibles les tentatives pour juguler la diffusion d'une information : le pouvoir peut s'en prendre physiquement à une personne qui émet l'information, mais l'information une fois envoyée sur Internet circulera malgré tout grâce aux autres individus puisque tout récepteur d'une information est également un émetteur vers les autres¹⁷⁴. C'est le principe de ce

¹⁷³ Qu'il s'agisse de l'information, du savoir scientifique et technique, des arts et de la culture, ou encore de l'éducation, les dominants imposent leur position sociale parce qu'ils sont notamment en mesure de maîtriser et contrôler la connaissance à laquelle les dominés ont accès.

¹⁷⁴ L'exemple de Wikileaks (littéralement : le Wiki des fuites) est un exemple parmi d'autres : les personnes assistant à des abus peuvent

qu'Emmanuel Castells nomme « l'auto-communication de masse » par opposition aux médias de masse (qui sont la « communication de masse »¹⁷⁵).

Par ailleurs, toujours afin de mesurer le saut culturel et social qu'engendrent les potentialités de duplication et de diffusion de l'information par le numérique, il suffit de regarder les débits du réseau Internet : ces débits, ces vitesses de transferts de l'information, sont tels que même une quantité très volumineuse d'informations – comme tout ce qu'il est nécessaire de savoir pour construire une voiture, fabriquer un médicament, construire une maison, conserver des tableaux, etc. – est envoyée à l'autre bout de la planète en quelques minutes. Là encore, cette possibilité matérielle de répandre une quantité énorme d'informations en quelques minutes, non pas à une seule personne mais à des millions d'autres interconnectées sur le réseau, rend totalement caduque le contrôle, le filtrage, la censure et cette privatisation du savoir si essentiels à la domination du système capitaliste.

Enfin, précisons que cette diffusion de la connaissance se double d'un effet de mémoire. Car la connaissance peut être stockée, enregistrée et ainsi mise à disposition de tous pour un temps considérable. Il suffit d'aller sur Internet et de chercher pour obtenir des informations, car même s'il est nécessaire de veiller à l'archivage des données, la duplication de la connaissance est telle que pour qu'une connaissance disparaisse du réseau, il faudrait que la totalité des personnes disposant de cette connaissance l'effacent en même temps (ce qui est statistiquement improbable) ; et il suffit qu'elle soit

mettre à la portée de tous des informations et les documents sur la corruption, les abus, les « raisons politiques », qui nuisent à la démocratie. Dans la presse écrite, le canard enchaîné fait office de mise à disposition « des fuites » de ceux qui ne veulent pas être passifs devant les abus de pourvoir, mais toujours sur le mode centralisé. Wikileaks permet de ne plus passer par la presse écrite et rend disponible l'information à tous.

¹⁷⁵ Que l'on nommerait plutôt « diffusion de masse ».

conservée en un seul point du réseau pour qu'elle soit toujours disponible pour l'usage de tous.

171

5.3 De l'objet physique au codage numérique... ... et inversement !

Les premiers exemples ci-dessus illustrent concrètement des aspects du numérique, et pourquoi il est possible de parler de « révolution du numérique ». Mais ces premiers exemples ne traitent que de la numérisation de l'information, c'est à dire du passage de l'objet physique (son, image, vidéo, objets, etc.) à son codage numérique qui rend possible cette ultra mobilité entre les individus. Mais si la numérisation d'un objet physique est possible, il faut savoir que le processus inverse l'est également, à savoir : à partir de l'information numérisée, il est possible de reproduire un objet physique ; et c'est alors le champ de la production qui s'ouvre...

Par exemple ?! Ce principe du passage de la numérisation vers un objet physique est déjà connu et très répandu autour de nous même si nous n'y faisons pas attention ! Le son est un premier exemple. Un musicien joue une musique, le son produit est numérisé, envoyé à l'autre bout de la planète et « rejoué » au sens où des personnes peuvent entendre la musique originelle : on recrée l'objet numérisé. De même pour une image : elle est prise par un objectif d'appareil photo, numérisée, envoyée par mail et visionnée à des milliers de kilomètres de distance.

Mais ce n'est pas tout ! Car nous sommes déjà capables de recréer des objets physiques. Par exemple, un texte écrit peut-être numérisé, envoyé et puis... imprimé ! C'est-à-dire qu'il est redevenu un objet physique : une feuille imprimée. Or, c'est ce principe « du numérique à la matière » qu'a notamment repris et poussé plus en avant le MIT¹⁷⁶ qui depuis des années est un centre où des chercheurs inventent des

¹⁷⁶ Massachusetts Institute of Technology.

machines capables de fabriquer des objets autres que des textes sur des feuilles de papier. Il s'agit donc de scanner un objet réel – une pièce mécanique, une fourchette, une statue, etc. – pour avoir sur ordinateur toutes les informations sur ses formes en 3 dimensions, et puis il s'agit d'utiliser une machine qui, lisant ces informations en 3 dimensions, est capable de reproduire l'objet : la pièce mécanique, la fourchette, la statue : en somme... de la dupliquer. Nous retrouvons bien la fonction d'Internet et du numérique : la duplication, la diffusion.

Or, ces machines existent déjà aujourd'hui. Elles s'appellent des imprimantes 3D ou des « fabbers ».

De là, le champ ouvert par ces types d'appareils est considérable. Non seulement, il est possible d'avoir les plans des objets pour reproduire les objets dans un atelier associatif de quartier, mais les ateliers peuvent progresser en s'échangeant les astuces, les améliorations, les innovations via leur mise en réseau. Dans un monde productiviste où l'obsolescence programmée vise à faire produire des objets qui cassent rapidement, qui sont scellés et conçus pour être irréparables afin d'obliger les individus à les racheter, la production locale de pièces de rechange pour des machines conçues pour être réparables est une alternative concrète au gaspillage. Plus besoin d'acheminer les pièces fabriquées dans des pays situés à des milliers de kilomètres, plus besoin d'avoir des « réserves » de vieilles pièces détachées, plus besoin d'emballage, plus besoin de carburant ! Le catalogue des plans disponibles sur le réseau suffit pour trouver la pièce à fabriquer en bas de chez soi ; d'où une économie considérable sur le plan du travail humain et pour l'environnement naturel.

Mais comment concrètement réparer ou faire réparer l'appareil ? Dans des ateliers associatifs, initiés par le MIT, qui se nomment « FabLab »¹⁷⁷, des machines complémentaires ont été rassemblées : des scanners 3D, des machines à perforez, des imprimantes 3D, des machines à imprimer des cartes

¹⁷⁷ Il suffit d'aller sur Internet et de chercher « FabLab ».

électroniques, des fours, des machines à revêtement, etc. Tout ce matériel est monté en réseau au sein de l'atelier associatif afin que les personnes puissent apprendre à s'en servir elles-mêmes ou qu'elles puissent s'aider à s'en servir comme dans n'importe quelle association. Mais ces ateliers sont également reliés les uns aux autres et ils s'échangent ainsi gratuitement les informations sur les pièces des objets courants, les manières de les fabriquer, les manières de les entretenir, etc.

L'intérêt de cet exemple est clair : la production et la réparation d'objets courants – téléphone portable, machine à laver, vélo, etc. – sont également aux portes d'une révolution. Il illustre également que « le révolutionnaire » n'est pas celui qui fait « table rase » pour installer un monde « nouveau », mais celui qui sait regarder autour de lui et reconnaître, dans ce quotidien qui nous entoure, les alternatives qui contrent le capitalisme et la domination actuelle. Les alternatives ne sont pas à inventer : elles sont simplement à pousser en avant : nous sommes dans un développement contradictoire du capitalisme.

Les balbutiements des FabLab nous montrent des voies totalement nouvelles pour mettre en place une autre manière de produire et gérer notre quotidien. Au lieu de concevoir et fabriquer des machines brevetées et scellées, dont les plans sont secrets, faites pour casser et obliger les individus à payer pour les racheter, tout un pan de la recherche publique peut être développé pour concevoir des objets courants (véhicules, électroménagers, téléphonie, etc.) qui répondent à des critères « écologiques » : la durabilité, la modularité, la réparabilité, la possibilité de les ouvrir, de les améliorer et faire en sorte que les plans soient disponibles à tous afin que les gens puissent se les approprier, les travailler et proposer des innovations. La recherche publique, jouant également un rôle de collecte, de vérification, de mise à disposition de ses compétences, de ses expertises et de ses infrastructures informatiques, se doterait ainsi d'un rôle nouveau, sur le plan technique au sein de la société, en n'étant plus seulement un réservoir de savoir et

d'innovation, mais en étant également au plus proche du quotidien de vie des citoyens¹⁷⁸.

Ces perspectives sont radicalement anticapitalistes et les portes ouvertes par le numérique montrent pourquoi on peut véritablement parler de « révolution du numérique ». Mais il reste un dernier aspect à traiter dans les potentialités individuelles et sociales du numérique : l'aspect culturel et politique.

5.4 Le principe des réseaux : l'interconnexion d'individus à la fois émetteurs et récepteurs

Il a été vu précédemment les aspects de diffusion et de transmission de la connaissance qui découlent de la compacité de l'information numérisée, par le transfert de données à haut débit, par la structuration d'Internet en réseau a-centré reliant des millions d'individus qui sont à la fois émetteurs et récepteurs ; le tout assurant une diffusion libre des données au sens où sa censure et son contrôle par un dominant sont en pratique quasi-impossibles en l'état actuel du réseau Internet.

Toutefois, il est nécessaire de donner un dernier exemple afin d'illustrer la structuration en réseau dans sa potentialité fondamentale : celle de constituer la culture des êtres humains, au sens général du terme culture¹⁷⁹. Car comprendre en quoi le numérique est un outil culturel d'une puissance extraordinaire permet de comprendre sur quoi sont fondées ses potentialités directement sociales, politiques¹⁸⁰ et culturelles en terme de pratiques alternatives – dont des

¹⁷⁸ Un organisme de recherche technique pourrait travailler à la conception et la fabrication de tels objets courants, en proposant également les méthodes pour réparer et construire de tels objets.

¹⁷⁹ Pour ce terme, voir notamment le chapitre 4 de cet ouvrage.

¹⁸⁰ Cf. dans cet ouvrage le texte « Ni dieux, Ni maîtres : les réseaux » qui est directement consacré à exposer la potentialité du numérique sur le plan de l'alternative politique et sociale.

exemples sont ce que l'on appelle « le monde du libre » et la gratuité¹⁸¹.

Les réseaux sont constitués d'émetteurs qui sont également tous des récepteurs et les vitesses de débit permettent l'échange de données importantes. Grâce à tout cela, il est possible de créer de l'échange sur des bases de données : les individus connectés à des milliers de kilomètres les uns des autres peuvent donc modifier un texte, discuter de tel ou tel argument, compléter en apportant des illustrations et des exemples à un sujet précis, débattre d'un projet et apprendre les uns des autres.

Ainsi, qu'il s'agisse d'améliorer des recettes de cuisine, de discuter et d'établir les différentes manières de fabriquer un habitat en fonction des lieux, de rédiger – enfin ! – des statuts pour les élus de la République ou une nouvelle constitution, de se donner des informations sur les produits alimentaires et pharmaceutiques, de réparer ou de concevoir les objets, de savoir comment élever des poules, de rédiger des encyclopédies, d'écrire des logiciels accessibles à tous, de trouver comment cultiver la terre, de se donner des conseils pour éduquer les enfants, etc. pour tous les sujets, la possibilité offerte par Internet de dialoguer, de compléter et d'améliorer – en commun ! – des textes et des données ouvre une possibilité extraordinaire : celle de *l'acte culturel*, celle de produire de la culture à la disposition de tous.

Contrairement à ce que les dominants nous expliquent, la culture n'est pas réductible à la notion des « beaux-arts » puisque la culture est ce qui nous sert à vivre depuis que les premiers *homos habilis* se sont réunis pour trouver – ensemble ! – comment mieux tailler des silex et comment ils ont décidé de transmettre ces connaissances à leurs congénères¹⁸². La culture recouvre ainsi tout ce que nous

¹⁸¹ Cf. dans cet ouvrage le texte sur la gratuité.

¹⁸² Il s'agit bien là d'une vision de la culture qui n'a rien à voir avec celle qu'impose le ministère de la culture qui, depuis sa création,

sommes : aussi bien le fait de cuisiner des aliments pour leurs donner du goût et des saveurs agréables – et donc dépasser la simple fonction nutritive –, que celui de conduire ou de savoir traverser la route, que développer l'érotisme et apprendre une sexualité épanouie à la place de la simple mécanique de reproduction vue dans les cours de sciences naturelles, que la lecture et la communication verbale, que la tendresse et l'empathie envers les autres, que la fabrication des objets, et jusqu'à philosopher pour donner un sens à notre existence individuelle et collective (« moins de biens, plus de liens » fait aussi partie de la culture...)¹⁸³. En toute chose, la culture est ce qui nous sert à vivre ! L'être humain est un être culturel. La culture est le fruit d'une *intelligence collective* qui s'exprime dans un processus *collaboratif*.

Ici, on peut comprendre que la connexion de tous les foyers à un réseau numérique à haut débit relève de l'enjeu politique et combien les dominants ont intérêt à faire en sorte que cette connexion de tous ne voit jamais le jour ou alors avec un réseau Internet contrôlé et asservi.

Il faut se rappeler que de manière fondamentale, la culture n'est pas le fait d'un individu isolé. La culture n'est pas un catalogue écrit par un seul individu, une série de dossiers consultables sur des étagères. Elle n'est pas un objet, mais elle est fondamentalement un ensemble qui associe des actes de

œuvre à faire identifier la culture avec beaux-arts, en réduisant ainsi la culture de vie à un aspect « socio-culturel » mineur. Cette vision (de droite) de la culture, stérilisée car assimilée aux beaux-arts, fût hélas reprise et défendue par les sociaux-démocrates du Parti Socialiste depuis 1981, ceux-là même qui appellèrent à voter en faveur de l'Europe libérale... Pour plus d'éléments sur ces questions, voir par exemple, les propos de Franck Lepage sur l'éducation populaire.

¹⁸³ Même ces lignes sont le fruit de ce processus *collaboratif* rendu possible par le numérique... Sans ce que l'on appelle « le numérique », il est quasi certain qu'il n'aurait jamais pu être entre les mains du lecteur qui est en train de lire cette note...

communication, de mise en commun, d'enrichissement par l'expérience de tous, elle est une logique de réception, de construction commune, de partage, de don et de transmission¹⁸⁴. Sans cette logique cardinale, il n'y a pas de culture qui grandit, se construit et se répand. La culture est cet ensemble de comportements, d'actes et de logiques.

Notons que dans cette construction et cette transmission de la culture, le savoir dit « universitaire » remplit des fonctions fondamentales de collecte, d'assemblage, de synthèse, de recherche, de fouille, d'archivage, de réactualisation, etc. Il est donc essentiel ! Mais la culture ne saurait être réduite à cette catégorie qu'est le savoir universitaire et la culture est édifiable de manière collective. C'est ce que rappelle concrètement Internet à une échelle telle qu'il n'est plus possible d'ignorer ce fait et qu'il est nécessaire d'en comprendre toutes les implications individuelles, sociales et collectives ; donc politiques !¹⁸⁵

Ainsi, à travers la culture, se dégage un enjeu majeur, à la fois individuel et social. Si la culture est une logique de réception, de transmission et d'enrichissement en commun, alors les médias dits « de communication de masse » usuels – télévision ou radio – sont peut-être de bons moyens de diffusion, mais en aucun cas leur structuration pyramidale et centralisée ne permet l'acte culturel car ils ne permettent pas l'échange ou l'émancipation par l'acte de participation et de collaboration ; or la citoyenneté repose précisément sur la participation active, non sur la réception passive¹⁸⁶. Autant les

¹⁸⁴ Il y a ainsi une logique de don et de « gratuité » au cœur de la culture. Cf. dans cet ouvrage, l'article consacré à la gratuité.

¹⁸⁵ Sur la question d'un savoir « pratique » complémentaire au savoir « universitaire », voir l'excellent livre « Éloge du carburateur, essai sur le sens et la valeur du travail » de Matthew B. Crawford (éd. La découverte).

¹⁸⁶ C'est ce que fonde le droit de vote universel : il est ainsi émancipateur.

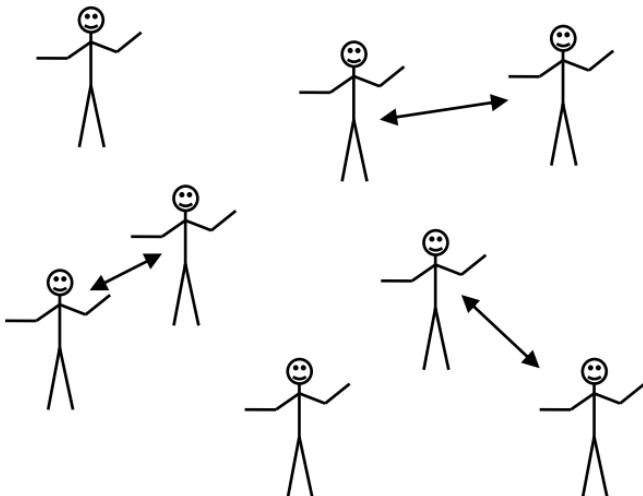
médias usuels stérilisent cette capacité à la participation en posant les individus dans un état passif de récepteur, autant la structuration d'Internet en réseau a-centré permet, elle, ce passage à un statut d'acteur participatif dans l'édification de la culture.

Ce qu'il faut comprendre c'est que la construction de la culture, son édification, son enrichissement et sa transmission n'est pas le seul fait de la pluralité. C'est même une erreur de penser cela, car c'est confondre la culture avec un simple catalogue. Et effectivement, il est souvent entendu : « On trouve de tout sur Internet ! », et cette expression courante sert à disqualifier cette capacité qu'a le numérique de permettre la création de la culture disponible à tous. Et c'est vrai que « l'on trouve de tout sur Internet ! » : aussi bien des sites pour l'émancipation humaine, que pour apprendre à lire, que pour diffuser le savoir, que des sites néonazis, que des sites révisionnistes qui réécrivent l'histoire, que des sites qui expliquent que la terre a été créée par tel ou tel dieu, ou même que la femme est inférieure à l'homme, etc.

De tout donc... Mais ce qu'il faut retenir, c'est que l'acte culturel est un acte de mise en commun et de mélange, non une simple addition des contributions. L'acte culturel n'est pas le fruit d'un nostalgique isolé du IIIe Reich, d'un misogynie ou d'un fou de dieu qui prêche dans son coin.

L'acte culturel repose sur le mélange des connaissances, sur l'échange, sur la mise en commun et la confrontation, sur l'enrichissement par le savoir et l'expérience. Tout ceci repose sur les échanges, et pour échanger, il faut des individus qui parlent et échangent entre eux. Or, il est acquis que les régimes totalitaires (politiques, intégristes religieux ou autres) ne peuvent pas se permettre l'ouverture vers les autres cultures puisqu'alors le mélange, l'échange et l'enrichissement finissent par ronger l'ignorance dont ils ont besoin pour se maintenir. Tous les régimes totalitaires ont peur de la culture, peur de

l'échange, peur de la confrontation, peur de la comparaison¹⁸⁷ parce que ces situations créent la culture, celle qui libère. Voilà pourquoi le contrôle de la circulation de l'information et de la connaissance est d'autant plus grand que le régime en place devient autoritaire. Voilà pourquoi le fait que l'on trouve de tout sur Internet n'est pas un problème pour la construction de la culture puisque cette construction repose sur l'échange, l'enrichissement, la diversité, la comparaison, la confrontation ; autant de principes auxquels l'obscurantisme politique ne peut résister.

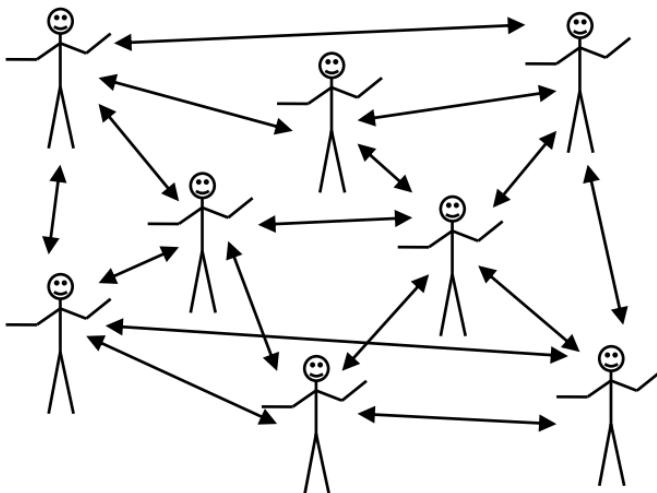


Peu d'échanges = Peu de culture et peu de savoir créés et répandus

Donc plus Internet et le numérique se développeront, plus les échanges autonomes seront libérés et nombreux, et donc plus l'enrichissement de la culture commune à tous pourra se faire, plus la quantité de savoir disponible sera importante et élevée, car les obscurantistes ne peuvent pas se permettre le dialogue et la confrontation des connaissances.

¹⁸⁷ Goebbels disait sortir son pistolet lorsqu'il entendait le mot « culture »...

L'obscurantisme et le totalitarisme ne peuvent survivre que dans le repli et le contrôle de la connaissance (l'Histoire et l'actualité ne cessent d'ailleurs de le démontrer). Ainsi, il n'est pas gênant de « qu'il y ait de tout sur Internet... » car la culture n'est pas une somme de contribution isolées, elle est une somme de liens et d'échanges permanents entre des individus.



Beaucoup d'échanges = Beaucoup de culture et de savoir créés et transmis aux autres.

L'écologie politique est l'écologie de l'être humain et de sa société dans son environnement de vie (naturel et artificiel) ; et donc la question de la culture, de sa logique et de sa dynamique, est nécessairement au cœur des fondamentaux de l'écologie politique¹⁸⁸. C'est pour cette raison que parmi les techniques déjà présentes dans notre quotidien, l'écologie politique soutient « le numérique » : il est porteur d'émancipation au sens où il pose chaque individu comme

¹⁸⁸ Ce sujet illustre une fois de plus combien l'écologie politique n'est pas la protection de l'environnement naturel.

acteur, coopérateur et collaborateur à la construction de la culture accessible à tous ; or, se réapproprier cet acte participatif à la culture commune est la reconnaissance que les individus sont majeurs, actifs et aptes à forger leur environnement de vie – leur « monde vécu »¹⁸⁹ pour le dire dans le langage d'André Gorz. Assumer cette participation touche à la citoyenneté. Et il est simple de mesurer combien cette vision est radicalement orthogonale¹⁹⁰ à celle des mineurs sociaux, des « êtres assistés » et des « fainéants » que nous proposent quotidiennement les dominants à longueur de médias dans le seul but de pérenniser le capitalisme sous toutes ses formes (y compris soviétique !).

5.5 Le numérique pour les nuls : « C'est (pas) compliqué pour moi ! »

Face à tout cela, une erreur serait de concevoir le numérique sur un plan technique, de se dire « c'est pour les jeunes ! », d'imaginer des câbles, des installations, des commandes incompréhensibles, etc. et puis de dire « c'est trop compliqué, je n'y arriverai jamais ! ».

Aujourd'hui cette manière « technique » d'aborder le numérique n'est plus tenable car ce qui compte ce n'est pas la technique, mais l'usage. Pour faire un parallèle avec le quotidien : absolument personne ne s'occupe de la technique d'un réfrigérateur – sauf le spécialiste, l'ingénieur et le technicien réparateur –, mais tout le monde regarde quelle quantité de froid il peut fournir, quelle taille il fait, combien il consomme, s'il dispose d'un bloc congélation, s'il peut fournir des glaçons, et si l'on dispose d'une prise électrique dans la cuisine. En somme, ce qui nous importe c'est l'usage rendu

¹⁸⁹ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

¹⁹⁰ En géométrie dans l'espace (3 dimensions), deux droites orthogonales ont des directions perpendiculaires mais, en plus, elles n'ont aucun point en commun : elles ne se coupent pas.

possible par la technique, non la technique en elle-même. Et une erreur trop fréquente – y compris chez des spécialistes du numérique – consiste à systématiquement ramener le numérique à la technique, non à l'usage.

Cette erreur est grave en terme politique. D'abord parce qu'elle exclut de toute discussion les personnes qui ne sont pas informaticiennes ou qui sont totalement néophytes en la matière, et, pire ! elle évacue 90 % des questions culturelles et politiques portées par le numérique puisqu'elles sont liées à l'usage, et absolument pas à la technique de mise en œuvre¹⁹¹.

Car il faut être clair et précis : le numérique ce n'est plus ces câbles, ces commandes incompréhensibles que l'on tape au clavier, des tiroirs que l'on ouvre avec des tournevis, bref toute cette technique compliquée qui rebute le néophyte de 7 à 77 ans ! En effet, depuis déjà plusieurs années, le développement de l'ergonomie et de la simplicité de prise en main a définitivement mis le numérique à la portée de tous. Les écrans tactiles remplacent les clics de souris, les installations de logiciels se font simplement, l'utilisation des scanners ou des imprimantes est simpliste. Les logiciels dans les FabLab servant à commander des machines pour scanner des pièces en 3 dimensions, faire des trous ou fabriquer une pièce sont de plus en plus simples d'usage et permettent en quelques clics de souris de faire fonctionner les machines. En somme, même si des bases sont toujours nécessaires, l'ère du spécialiste est révolue.

Pourquoi cela ?! Parce que les ingénieurs et les chercheurs travaillent l'ergonomie pour développer une utilisation intuitive (par exemple avec les écrans tactiles) en lieu et place des commandes incompréhensibles tapées au clavier qui demandaient des connaissances de spécialistes en informatique. Tout cela prend fin...

¹⁹¹ C'est le cas de Manuel Castells par exemple. Il se concentre sur les effets sociaux générés par les usages rendus possibles par le numérique.

Il est donc clair que l'accès au numérique, à l'interactivité, à la possibilité de recevoir, de partager et d'échanger sur Internet (donc de participer à la culture commune) est devenu simple et accessible à tous. Voilà pourquoi le numérique devient un élément majeur dans l'horizon politique : son usage n'est plus une affaire d'informaticiens, mais est devenu accessible à tous. Le temps où l'on pouvait dire que certaines catégories de la population ne pouvaient pas comprendre ni utiliser le numérique est révolu, et de tels propos relèvent aujourd'hui de la mauvaise foi ou de l'ignorance. La preuve : les tablettes graphiques et les écrans tactiles font un tabac chez les personnes âgées.

La question de la technique ne concerne au final que les ingénieurs et les chercheurs qui développent et produisent les objets, et c'est principalement la question de l'usage qui concerne le politique, le culturel, le corps social et l'individu. C'est elle qui est porteuse d'émancipation et d'autonomie ou, à l'inverse, d'hétéronomie, et voilà pourquoi les choix faits dans la conception d'un objet technique peuvent servir cette émancipation. Mais si les objets numériques devaient évoluer pour redevenir des objets utilisables uniquement par des spécialistes ou tellement cadrés que leur utilisation serait encadrée, alors la potentialité révolutionnaire du numérique irait en diminuant. Voilà pourquoi, concernant Internet, la défense de ses potentialités révolutionnaires passe par deux aspects fondamentaux liés à sa structure :

Primo : le fait que le protocole de circulation des données numériques sur le réseau (le fameux protocole IP) soit le plus simple possible, car c'est sa simplicité et son aspect rudimentaire qui le rendent incapable d'effectuer des commandes de tri, de sélection, de blocage, d'aiguillage sur les données qui circulent sur le net. Internet n'est qu'un ensemble tuyaux tous ouverts, sans possibilités de mettre des robinets. C'est ce que l'on appelle « la neutralité du net » qui signifie simplement que toutes les informations numériques, quel que soit leur contenu, sont traitées de manière neutre, donc

égalitaire ! Qu'il s'agisse d'un message d'un chef d'État ou d'un citoyen anonyme, le message est traité de la même manière par le réseau : la diffusion libre. Il est donc impossible à un groupe social quelconque de mettre en place des contrôles, des freins, des sélections en fonction de qui écrit et diffuse une connaissance – donc de remettre en place un système de contrôle centralisateur essentiel à tout processus de domination et revenir à un réseau de type télévision.

Secundo : le fait qu'Internet soit structuré physiquement (ordinateurs, câbles et serveurs) en un « réseau a-centré » : c'est-à-dire un réseau qui ne dispose pas d'un centre où un pouvoir de contrôle et de sélection pourrait là encore se mettre en place. Là encore, l'information pour circuler sur Internet n'a pas besoin de passer par un point central où un pouvoir pourrait exercer un contrôle – et ainsi reconstruire un instrument de domination des individus.

Ces deux aspects sont absolument fondamentaux dans la potentialité émancipatrice du numérique pour les individus et les populations. Et c'est parce que ces deux aspects sont défendus que – à l'inverse de la logique qui veut influer le numérique pour le mettre au service de la domination des êtres humains par une classe particulière – le développement actuel du numérique tend majoritairement à concevoir des outils mettant l'usage d'Internet et des autres objets numériques à la portée de tous, donc favorisant l'émancipation sous toutes ses formes.

5.6 Conclusions et perspectives

Il est clair que cette mutation informationnelle, cette « révolution du numérique », est si importante que sa finalité pourrait être un changement de civilisation. Depuis plus de trente ans, le développement des outils numériques fait que nous passons lentement – mais sûrement ! – à une nouvelle ère que l'on pourrait s'accorder à nommer « ère

informationnelle »¹⁹². Il ne s'agit pas d'une troisième révolution industrielle, mais d'une mutation qui affecte toutes les assises de l'Humanité par les conséquences des nouveaux moyens désignés sous le terme de « numérique ». Rappelons que le passage de la Préhistoire à l'Histoire est marqué par l'invention de l'écriture...

Enfin, entendons bien qu'il s'agit de comprendre que le « numérique » est un élément du développement contradictoire du capitalisme : que le développement du capitalisme génère l'apparition d'institutions, d'outils, de techniques, d'organisations qui ont des potentialités d'usages fortement nocives pour capitalisme lui-même¹⁹³. Cette lecture est fondamentale car elle permet d'échapper aux discours de défaites, aux constats d'impuissance, puisqu'elle met en évidence que les outils d'émancipations dont nous avons besoin sont déjà présents autour de nous et qu'il n'y a donc pas à espérer¹⁹⁴ des idées nouvelles tombées du ciel ! rien de cela... puisqu'en réalité, porter atteinte au capitalisme et à son productivisme se fait en utilisant ces outils déjà présents autour de nous, mais en apprenant à les reconnaître pour ce qu'ils sont afin de les développer davantage en les portant, en les défendant, en les répandant autour de nous. Voilà en quoi le numérique permet de passer d'une position défensive et défaitiste, à une position offensive face au système actuel.

¹⁹² Expression reprise à Jacques Robin qui est à l'origine du « groupe des dix » (1969). Il est l'auteur de l'ouvrage « Changer d'ère » (Seuil, 1989).

¹⁹³ L'expression « développement contradictoire du capitalisme » est souvent déformée en le fait que le capitalisme va à sa perte.

¹⁹⁴ Dont étymologie est liée au verbe « attendre ».

6. Ni Dieu ni Maître : les Réseaux¹⁹⁵

Anita Rozenholc & Emmanuel Dessendier¹⁹⁶

La critique de la technique s'applique à toutes formes de techniques (objets et processus), et a pour objectif d'en dégager les potentialités sociales et individuelles. Si l'on porte celle-ci sur l'ensemble des techniques que l'on désigne sous le terme générique de « numérique », on constate que l'écologie politique n'est en rien opposée à la technique comme certaines caricatures tendent à le faire croire, mais qu'elle vise au contraire à reconnaître parmi les techniques qui nous entourent, celles qui sont porteuses de potentialités émancipatrices, dans la lignée de la notion d'outils conviviaux développée par Ivan Illich et reprise ensuite par André Gorz : « *J'appelle société conviviale une société où l'outil moderne est au service de la personne intégrée à la collectivité, et non au service d'un corps de spécialistes. Conviviale est la société où l'homme contrôle l'outil* » (Ivan Illich, *La convivialité*, 1973).

Ainsi, analyser toutes les potentialités du numérique – jusqu'à la remise en cause des rapports de pouvoir – habituellement incorporés par les individus¹⁹⁷ et dans les

¹⁹⁵ Cet article s'inspire notamment des travaux de Manuel Castells. Cf. en particulier son ouvrage « *Communication Power* », Oxford University Press, 2009 (à paraître bientôt en français aux Éditions de la FMSH). Pour une vidéo en français, voir sur Internet : http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/_video.asp?id=2142&ress=7084&video=139944&format=68

¹⁹⁶ Rédacteurs en chef de la revue EcoRev' dont le n°37 (Août 2011) est consacré au numérique.

¹⁹⁷ Pierre Bourdieu, dans son travail sur la domination, explique qu'elle est avant tout incorporée par les individus, dans leur fonctionnement, dans leurs automatismes, et que sa traduction est avant tout physique ; autrement dit, que la manière dont nous gérons

institutions – permet de percevoir avec une meilleure acuité les bouleversements sociaux, culturels, économiques et politiques en cours et d'identifier les prémisses d'une « société de l'intelligence », chère à André Gorz, et apte à constituer le cadre d'un dépassement civilisé du capitalisme¹⁹⁸.

L'environnement communicationnel qui émet et propage autour de nous les signaux à partir desquels nous apprenons et nous ressentons, nous pensons et nous agissons, à l'échelle individuelle et sociale, subit une transformation profonde depuis plus de dix ans. Cette transformation s'accélère avec l'avènement de ce que Manuel Castells nomme « l'auto-communication de masse » et diffère profondément dans ses principes de la « communication de masse » que nos sociétés avaient connue jusque-là. En effet, la communication de masse se fait d'un émetteur vers une foule de récepteurs avec une interactivité limitée et contrôlée : cette communication de masse repose sur une organisation centralisatrice et elle est donc davantage un moyen de diffusion qu'un moyen de communication (qui lui suppose l'interactivité). La télévision est une technique construite sur ce principe d'organisation sociale : un émetteur envoie le signal, les récepteurs ne peuvent que recevoir.

D'une manière complètement différente, l'auto-communication de masse est l'émission de messages de beaucoup d'émetteurs vers beaucoup de récepteurs, et cette fois de manière interactive (car tout récepteur est aussi un émetteur), multi-modale, en temps choisi, à la fois locale et globalisée, à travers des réseaux de communication largement incontrôlés par les pouvoirs centralisateurs et hiérarchisés.

notre corps (gestes, postures, habillement, démarche, voix, intonation, soins, nourriture, etc.) est la base fondamentale assurant les rapports de domination.

¹⁹⁸ André Gorz, « L'immatériel. Valeur, capital, connaissance », Galilée, 2003. Voir également l'article d'André Gorz, « Le travail dans la sortie du capitalisme » alias « La sortie du capitalisme a déjà commencé », EcoRev' n°28 (novembre 2007).

Internet est une technique conçue et construite suivant ces principes d'organisation.

Ce phénomène social est incontestablement à la base de ce que l'on appelle « le printemps arabe »¹⁹⁹ car il fait émerger à l'échelle de la planète une nouvelle catégorie de population – dont les « Indignés »²⁰⁰ font partie – constituée de ces millions de personnes dont la parole et les opinions étaient jusqu'alors soumises au filtre hiérarchique et centralisateur des modes organisations et des institutions en place aujourd'hui. Il est clair que ce phénomène social de l'auto-communication de masse pourrait être au cœur de l'avènement d'une démocratie radicale²⁰¹, apte à faire face aux grands défis sociaux, culturels et environnementaux de ce siècle²⁰².

6.1 Hiérarchie, rapports de domination et rareté : des théories et des pratiques remises en cause par le numérique

En 2011, lors des manifestations du printemps arabe sur le bassin méditerranéen, des femmes brandissaient en guise de pancartes revendicatrices des claviers d'ordinateur à bout de bras : elles affichaient ainsi un symbole de cette nouvelle forme de contestation²⁰³. Par ce geste, ces femmes

¹⁹⁹ Ensemble des mouvements révolutionnaires apparus dans les pays arabes à partir de l'année 2011.

²⁰⁰ Du nom du mouvement de la jeunesse espagnole lui-même issu de la traduction du livre de Stéphane Hessel « Indignez-vous » (2010).

²⁰¹ Voir l'article d'Arno Münster, « De l'agir communicationnel à l'action politique émancipatrice », EcoRev' n°37 (août 2011).

²⁰² Voir l'article d'Hervé Le Crosnier, « De l'immatériel énergivore à l'énergie sociale des réseaux de communication », EcoRev' n°37 (août 2011).

²⁰³ Un élément important réside dans le fait que ces femmes étaient pour la plupart voilées et qu'il n'est donc pas possible de les assimiler à une quelconque « élite intellectuelle » du pays. Il s'agissait de femmes ordinaires vivant selon les conditions usuelles des femmes dans ces pays, ce qui démontre que le numérique pénètre les couches

revendiquaient l'usage d'une forme de liberté qui jette les bases d'un mouvement citoyen d'émancipation désormais mondialisé remettant en cause l'organisation pyramidale au profit de l'organisation en réseau, de l'organisation rhizomique. Cet exemple illustre combien le réseau participe pleinement à la remise en cause du « pouvoir », qui est par nature centralisateur, tout comme il participe plus largement à la mise en œuvre de nouveaux rapports sociaux²⁰⁴ qui contestent plus ou moins directement les fondamentaux du capitalisme, à savoir : le travail, la valeur, le capital. En effet, pour toute une génération de jeunes le partage du savoir et des connaissances, le partage de la culture et de l'information, et plus largement l'échange permanent, sont devenus des acquis dont ils sont désormais incapables d'imaginer l'absence ou même la rareté. Or, la rareté est un concept essentiel à la pérennité du capitalisme puisque c'est sur le principe de fabrication de la rareté que le capitalisme crée artificiellement de la valeur économique²⁰⁵.

populaires, y compris les personnes en position dominée. Rappelons également ce fait majeur sur le plan de la laïcité : les frères musulmans ont tenté sans succès de prendre la tête du mouvement en Égypte, et leurs factions les plus actives ont été rejetées par les manifestants eux-mêmes, dont une majorité de ces femmes qui manifestaient. Et aujourd'hui, dans ces pays les partis politiques islamistes se prononcent majoritairement contre un retour arrière sur le plan des libertés tant la pression populaire est importante.

²⁰⁴ Voir l'article de Patrick Dieuaide, « Vie numérique, vie commune ? », EcoRev' n°37 (août 2011).

²⁰⁵ Par exemple, marché de l'eau, de la nourriture, de l'énergie, etc. L'exemple montre qu'il n'y a souvent que de l'abondance, mais cette abondance va de pair avec le partage et l'accès de tous : impossible de s'en assurer le contrôle, donc d'en tirer une rentabilité via une propriété lucrative de la ressource ou de la gestion de cette ressource. Créer une rareté permet la création d'un goulot d'étranglement qui lui peut être contrôlé et à partir duquel il est possible de créer de la valeur économique.

Au cœur de ces nouveaux rapports sociaux, la mise en réseau mondialisée bouscule fortement les anciens modes d'organisations centralisées, et notamment celui de la diffusion de l'information. La communication vivante, constante, au cœur des processus de transformation politique en cours se fait à partir de ce qui se relaie grâce à Internet : n'importe qui peut filmer un événement – luttes, propos, discours, mobilisations, dérapages, arrestations ou meurtres – avec son téléphone portable et diffuser immédiatement ce document sur la Toile avec une simple connexion Internet. C'est donc sous nos yeux que la production et la diffusion de l'information mondiale cessent progressivement d'être l'exclusivité des canaux traditionnels fortement centralisés et hiérarchisés²⁰⁶ – donc contrôlés et institutionnalisant un pouvoir.

Ainsi, la convergence croissante entre la communication de masse²⁰⁷ et l'auto-communication de masse a des conséquences considérables sur la capacité de mobilisation individuelle et sociale puisqu'elle permet notamment aux citoyens d'être de plus en plus acteurs de l'élaboration et de la diffusion de l'information, et plus largement de toutes formes de connaissances. Car grâce à ce que Manuel Castells nomme la « galaxie Internet », constituée des réseaux sociaux numériques – sur Internet, via les ordinateurs, mais qui s'est enrichie dernièrement de la communication via la plateforme sans fil qu'est le téléphone portable –, il y a désormais environ 2,2 milliards d'internautes à travers le monde (44 % en Asie, 30 % en Europe, 13 % aux États-Unis) et, alors qu'en 1991 il n'existait que 16 millions de numéros de téléphones portables, il y a actuellement plus de 5,3 milliards d'abonnés. Ainsi, en exceptant les classes d'âge extrêmes, Manuel Castells estime que quasiment 90 % de la population mondiale est aujourd'hui connectée via un mode de communication numérique : autant d'individus qui sont désormais des acteurs directs de la

²⁰⁶ Voir l'article d'Owni, « Le monde de la post-information », EcoRev' n°37 (août 2011).

²⁰⁷ Qu'il serait peut-être plus juste d'appeler : diffusion de masse.

production et l'information, de la connaissance et de l'échange.

Dans ce contexte, rappelons l'article XI de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 : « La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'Homme : tout Citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement [...] ». Mais si, en 1789, peu d'individus ont, dans la pratique, accès à une imprimerie sous leur entier contrôle leur permettant de partager leurs pensées comme bon leur semble, aujourd'hui, quasiment tout le monde dispose d'un accès à Internet qui offre cette possibilité concrète de faire ce qui était matériellement impossible en 1789.

Comprendons que la libre communication des pensées et des opinions de chaque citoyen, qui était purement théorique en 1789 et qui restait encore purement théorique dans la société de la télévision (car qui peut accéder à du temps d'antenne et en déterminer librement le contenu ?), devient tout à fait réelle, quotidienne et concrète dans la société actuelle dotée du réseau numérique Internet²⁰⁸. Insistons bien sur ce fait ! car cette libre communication est au cœur de la révolution numérique que le capitalisme souhaiterait instrumentaliser et contrôler ; d'où, par exemple, sa tentative de faire de l'Internet une sorte de télévision améliorée au service d'un supermarché planétaire. En effet, l'organisation en réseau est le propre de tous les mouvements de résistance et d'émancipation, c'est à dire des mouvements qui, par ce mode de structuration, échappent le mieux aux tentatives de domination des pouvoirs centralisateurs.

²⁰⁸ Voir l'article de Benjamin Bayart, « Comprendre la structure d'Internet pour comprendre son impact », EcoRev' n°37 (août 2011).

6.2 Il est plus efficace de manipuler les mentalités et les représentations que de torturer le corps²⁰⁹

Face à tout cela, il serait extrêmement naïf de sous-estimer les résistances de ceux qui souhaitent, à tout prix et à quelque niveau que ce soit, garder l'exercice de leur moindre once de pouvoir, voire d'en conserver le principe hiérarchique et centralisé même si eux-mêmes ne l'exercent pas.

Que le pouvoir et la domination soient exercés au travers de l'expertise d'une compétence spécialisée, d'une place dans la hiérarchie de l'entreprise ou dans celle d'un parti politique, et jusqu'au sein du cadre familial, tout individu est concerné par les rapports de domination à différentes échelles²¹⁰. Or, la société capitaliste ne peut perdurer que si chacun souscrit aux règles du capitalisme : chacun est inclus et participe à un système qui, pour reproduire la domination, doit impérativement l'éduquer, le canaliser, le mettre dans une case, lui fournir une place au sein d'une hiérarchie dont il ne doit pas pouvoir s'extraire et dont il finit par devenir un rouage²¹¹. Il est donc logique que le système capitaliste

²⁰⁹ L'écrivain George Orwell le décrira notamment dans son roman « 1984 » : la novlangue permet de travestir le sens des mots et, ce faisant, de priver les individus des outils pour penser et donc de livrer les individus à la seule oppression sans qu'ils puissent avoir la possibilité de mettre des mots sur leurs souffrances.

²¹⁰ Comme l'explique Pierre Bourdieu, le principe du pouvoir est au cœur des mécanismes de domination et ils peuvent s'exprimer partout : au niveau de l'état, d'une organisation politique ou sociale, de la famille, etc. C'est en ce sens que le pouvoir concerne tout un chacun dans son rapport aux autres et que changer le fonctionnement du pouvoir demande de modifier son rapport aux autres.

²¹¹ D'une manière plus générale, cette analyse est le propre de modèle d'organisation centralisateur où un pouvoir fonctionnel apparaît. André Gorz (dans « Adieux au Proletariat, au-delà du socialisme », 1980) et Moishe Postone (dans « Temps, travail et domination sociale ») ont mis également en évidence ce mécanisme dans le

cherche à maîtriser les réseaux pour les intégrer à sa logique, pour essayer de les utiliser à son avantage et perpétuer l'aliénation en négociant systématiquement toute nouvelle forme de liberté. Il s'agit de faire croire que le capitalisme « doit » et « peut » se moraliser alors qu'il est structurellement incompatible avec toute forme de logique autre que celles de l'aliénation et du profit²¹².

Mais là où il y a les conditions nécessaires à l'exercice d'un pouvoir existent également les conditions d'apparitions de contre-pouvoirs : c'est à travers le pouvoir institutionnalisé comme domination et les défis portés à cette domination – par des acteurs sous représentés dans les institutions ou porteurs de valeurs alternatives – qu'évoluent et se transforment les institutions pour faire émerger leurs aspects révolutionnaires²¹³. Les « Indignés » qui émergent dans de nombreux pays à la suite de l'initiative espagnole sont aujourd'hui un des symboles de ce processus.

6.3 La capacité de surveillance n'est pas la capacité de contrôle

L'auto-communication de masse rend possible la capacité instantanée et régulière de communication grâce à la construction autonome de réseaux de communication. En échappant largement au contrôle des gouvernements et des grandes entreprises médiatiques, l'Internet actuel est incontrôlable, la seule alternative est de le supprimer. En effet, si on peut identifier qui émet et qui reçoit un message et, éventuellement, punir le messager et le capturer, le message,

socialisme soviétique et dans ce que Postone désigne sous le terme de marxisme traditionaliste.

²¹² Cf. Max Weber « Éthique protestante et esprit du capitalisme ».

²¹³ Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot sur ce qu'est être révolutionnaire, l'évolution des institutions et le développement « contradictoire » du capitalisme (c'est à dire qui fait émerger des pensées et acteurs alternatifs à sa domination).

lui, continue à être diffusé vers d'autres personnes. Ce schéma est bien depuis toujours un des principes de résistance à l'oppression. Mais l'impact du numérique est de produire dans ce schéma une accélération considérable dans la rapidité de transmission. En effet, autrefois, la connaissance pouvait mettre des années – voire des siècles ! – à se répandre au sein des populations et donc ne produire des effets que bien plus tard : du temps de la Rome antique, combien d'esclaves eurent connaissance de la révolte menée par Spartacus ? Combien ont donc pu réagir et soutenir cette révolte ?²¹⁴ Aujourd'hui, par les techniques numériques s'ouvre la possibilité de toucher des millions d'individus dans un temps très bref rendant ainsi caduques des méthodes de domination des masses utilisées jusque-là : il n'est plus possible de jouer sur l'ignorance des individus pour les dominer et asseoir un pouvoir²¹⁵.

Dans ce contexte de remise en cause des pratiques d'organisation pyramidale et de rapport au savoir, il est logique de constater que les mouvements sociaux caractéristiques de l'utilisation de l'outil numérique ne sont pas des mouvements

²¹⁴ Cette question est la même pour ce qui concerne les goulags sous les régimes soviétiques et elle concerne également des décisions dans les instances capitalistes (FMI, OMC, commission européenne, etc.) qui travaillent à préserver les intérêts des dominants.

²¹⁵ Bien entendu cette immédiateté face à l'information suppose l'apprentissage d'une culture de la critique et du tri de l'information (car tout peut circuler sur Internet), mais cette nouvelle culture n'est pas une régression ! Au contraire, elle est l'accession à une maturité dont les individus étaient jusqu'alors exclus puisqu'ils revenaient aux dominants, via la concentration des pouvoirs, de filtrer ce qu'il était « bon » ou pas de divulguer « pour le bien des gens ». Internet abat ce centralisme qui est fondamental au capitalisme (ou aux régimes soviétiques). C'est donc précisément cette culture numérique qui fait la majorité, la maturité, de l'individu ; et en ce sens, elle n'est pas un problème, mais bien l'expression d'une extension de la citoyenneté pleinement assumée par l'individu. On le voit aujourd'hui, cette culture numérique commence à se mettre en place et des parents commencent à l'inculquer à leurs enfants au même titre que le code de la route, la cuisine ou l'hygiène de vie.

directement liés à des organisations politiques, même s'ils sont, en eux-mêmes, indiscutablement politiques de par leur contenu revendicatif sur le plan culturel et social. Ce sont des mouvements d'idées et de valeurs plutôt que des mouvements d'organisation et d'appareils politiques qui peuvent donc exister sans organisations préexistantes ou avec une organisation *ad-hoc* qui disparaît avec le mouvement. Les citoyens ont la possibilité de s'exprimer sur un grand nombre de domaines, de promouvoir des alternatives ; tout ceci sans pour autant tomber dans le populisme et l'anti-intellectualisme primaire si cher à l'extrême droite, car les experts et les spécialistes trouvent ici toute leur place en tant que citoyens et non en tant que caution du système dominant productiviste²¹⁶. Le numérique montre qu'il est un outil d'édification de la culture si l'on entend par culture ce qui se reçoit, s'enrichit et se construit collectivement, et se transmet aux autres.

6.4 « Ils ne nous représentent pas ! »

Nous observons donc une transformation des rapports de pouvoir dans l'ensemble du monde qui se met en œuvre à partir de la transformation organisationnelle, technique et culturelle de la communication. Dans ce contexte, des concepts comme la république, la laïcité, la citoyenneté ou encore la

²¹⁶ Dans les sociétés productivistes (capitalistes, mais également soviétiques), l'argument scientifique est souvent invoqué pour évacuer les responsabilités en termes de choix de société, c'est à dire pour légitimer des choix politiques ! Ce « recours à l'expert » permet de faire passer pour inéluctables des restrictions budgétaires, des cures d'austérité, des fermetures d'écoles ou d'hôpitaux, mais aussi l'utilisation des OGM en agriculture ou la construction de centrales sans jamais poser la question politique d'une nouvelle répartition de la richesse, des orientations du commerce international qui détruisent le tissu agricole ou de l'utilisation de l'énergie pour n'importe quelle production, y compris la plus inutile !

démocratie se trouvent mis en mouvement²¹⁷ : il s'agit désormais de changer le système politique pour porter de nouvelles valeurs, de nouvelles pratiques, et non plus simplement de changer de gouvernement. Ces concepts sont donc appelés à évoluer suivant leur logique émancipatrice – car sous peine de s'arc-bouter sur leur passé ils s'épuiseront et disparaîtront.

Cette dimension politique de la transformation qui est à l'œuvre est illustrée dans le mouvement espagnol des indignés (« Indignados »). Présenté au départ comme une simple protestation contre la crise économique, il est en réalité fondamentalement politique. À son origine, le groupe « Democracia Real Ya ! » (« Une démocratie réelle maintenant ! »), constitué d'habitants de Madrid, a su relayer l'indignation de ses concitoyens face au vide des discours politiques des partis espagnols dans un contexte socio-économique délétère. À l'aide d'un simple manifeste de 2 pages au contenu éthique très simple, sans aucune organisation préalable, ce petit groupe a appelé le peuple à manifester. Suite à des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes, le 15 mai 2011, juste avant les élections municipales prévues le 22 mai, de petits groupes de militants ont décidé d'établir des campements à Madrid et à Barcelone et ont commencé à discuter sur la manière de constituer cette démocratie « réelle ». Ils ont alors « twitté » leurs amis qui ont eux-mêmes « twitté » les leurs, et au bout de quelques jours ils étaient des milliers dans près de 60 villes du pays. Le but affiché du mouvement : dénoncer la « fausse » démocratie des partis politiques, garants d'un fonctionnement centralisateur, et élaborer ensemble des propositions (et non proposer directement) pour mettre en place de nouvelles formes d'organisations politiques en vue de contrôler les banques, éradiquer la corruption, remettre en cause l'austérité

²¹⁷ Voir l'article de Dominique Cardon, « Entre l'État et le marché, la société Internet », EcoRev' n°37 (août 2011).

budgétaire, fonder une politique du logement et du travail, etc. Dans ce processus un seul pouvoir de décision a été reconnu, celui de l'assemblée constituée par celles et ceux qui se réunissent effectivement. Par la suite, des centaines de commissions différentes se sont créées dans les différentes villes.

Pas d'organisations, pas de leaders. Des rotations des modérateurs dans les assemblées et des porte-paroles vers les médias, des modes d'expression silencieux et collectifs pour ne pas déranger le voisinage le soir et éviter la confiscation de la parole par quelques-uns, etc. Chaque assemblée souveraine a donc cherché de nouvelles formes de démocratie en le faisant dans un processus très lent. Une seule position coercitive du mouvement : l'interdiction d'alcool et de drogue en son sein ; et un principe fondamental : la non-violence absolue quoiqu'il arrive, avec une pratique interne adaptée qui consiste à s'asseoir en cercle autour des personnes violentes en scandant « pas de violence ! » et en les filmant, que ces personnes fassent partie du mouvement ou non. En agissant ainsi, le mouvement a obtenu une légitimité sociale et le peu de violences qui a eu lieu jusqu'à présent a été immédiatement condamné par le mouvement lui-même. Au final, selon les enquêtes, 84 % de la population espagnole est d'accord avec les revendications du mouvement et 90 % pense que les partis politiques sont inefficaces. Cet état de fait est au cœur de ce mouvement politique non partisan qui refuse de se constituer en parti politique traditionnel et qui appelle à voter nul ou blanc²¹⁸.

²¹⁸ Ce qui a probablement participé à la déroute de la gauche aux élections du 22 mai puisque les sympathisants du mouvement sont majoritairement de gauche. Dans ce contexte voir les entrevues menées par la revue *EcoRev'* avec les principaux partis politiques de gauche (Europe Écologie-Les Verts, Parti de Gauche, Parti Socialiste) : « Internet et les partis : quels positionnements politiques ? », *EcoRev'* n°37 (août 2011).

Ainsi, l'initiative spontanée de quelques personnes, lancée et coordonnée par Internet, associée à l'occupation de l'espace public dans une articulation étroite entre l'agora de l'Internet et celle de la ville – avec comme référence le mouvement populaire islandais²¹⁹ et le refus de leaders et d'organisations autres que les assemblées et les commissions – débouche, contre toutes les attentes des organisations politiques traditionnelles, sur un processus politique qui fonctionne et grandit. Ce mouvement essaie de construire l'avenir de la démocratie en proposant des alternatives réelles en termes de mode d'organisation, de pratiques et de propositions. D'ailleurs, contre les craintes de dérives populistes ou nationalistes, le niveau intellectuel des débats lors des assemblées est élevé du fait de la formation universitaire de beaucoup de chômeurs qui ont par ailleurs du temps pour lire et pour générer des débats philosophiques de très haut niveau.

Comme durant la commune de Paris en 1870, c'est le retour de l'utopie²²⁰ des assemblées, avec une différence de taille cette fois-ci : l'existence des réseaux numériques pourvoit des formes flexibles et changeantes d'organisation et de débats, d'appels au secours, de distributions d'idées et d'initiatives, de décisions collectives distribuées, etc.

²¹⁹ Qui a débouché sur la décision de laisser s'effondrer les banques et sur la rédaction d'un nouveau texte constitutionnel auquel les citoyens islandais et étrangers peuvent participer en débattant et en soumettant leurs propositions via Internet et les réseaux sociaux.

²²⁰ Rappelons que le sens premier du mot « utopie », lorsqu'il fût inventé par Thomas More, n'est pas synonyme de chimères, de rêveries ou d'idéal irréaliste. « L'utopie » désigne tout au contraire une pensée politique réaliste et surtout alternative à l'ordre existant. Ce qui explique pourquoi elle fût combattue et caricaturée.

Cf. par exemple le travail de Laurent Loty (par ex, « L'optimisme contre l'utopie » dans la revue littéraire *Europe*, n°985, *Regards sur l'utopie*).

6.5 Agir local et penser global grâce aux réseaux

199

Tout ceci débouche sur une mobilisation sociale et politique qui s'élabore de manière interactive, démocratique et efficace. C'est dans ce contexte qu'émergent actuellement dans la société, comme André Gorz l'avait depuis longtemps analysé²²¹, des cultures économiques et sociales alternatives, non capitalistes, de production, de consommation, de construction, de mise en commun et d'échanges, qui se sont renforcées avec la crise et qui trouvent une visibilité grâce au réseau : prêts d'argent sans intérêt, autoproduction alimentaire en zones urbaines, AMAP, autoproduction et réparation vestimentaire, ateliers coopératifs de réparations matérielles (voitures, électroménager, etc.), prise en charge bénévole d'enfants et de personnes âgées hors du champ familial, éducation populaire, etc.

On comprend alors pourquoi un mouvement qui présente des valeurs alternatives trouve une résonance : d'une part, il y a une réaction face aux pratiques politiques traditionnelles, et, d'autre part, il y a le fait que nombre de citoyens ont déjà adopté une culture alternative dans leurs pratiques quotidiennes.

Au final, une lecture factuelle est nécessaire. Car à l'échelle mondiale, les pouvoirs actuellement en place se retrouvent de plus en plus confrontés à une pratique collective alternative qui s'exprime via des réseaux construits à partir de projets d'acteurs qui cherchent à se constituer en sujet de la nouvelle Histoire. Face à cette opportunité historique de pouvoir enfin construire une écologie politique du peuple, par le peuple et pour le peuple, il est primordial de comprendre le rôle central joué par l'organisation en réseau et l'importance qu'il y a à préserver les fondamentaux techniques et matériels nécessaires à sa mise en œuvre. Ainsi, le réseau Internet, qui a

²²¹ André Gorz, *Misères du présent. Richesse du possible*, Galilée, 1997.

dès son origine été conçu et élaboré techniquement selon des principes philosophiques d'émancipation individuelle propices à une véritable démocratie²²², doit donc devenir un droit humain fondamental. La bataille à mener autour de l'architecture et le contrôle des réseaux devient alors une bataille politique essentielle, cardinale, qui s'inscrit dans un processus plus large de construction du concept de « commun »²²³ et qui conditionne dorénavant toutes les autres batailles pour l'émancipation et le pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple²²⁴.

²²² Si le projet d'un réseau a été financé par la recherche pour l'armée américaine, Internet est une extension de l'ARPAnet reliant des universités et des centres de recherche, et il a été conçu par des chercheurs universitaires imprégnés d'idéologie libertaire. Il faut donc comprendre que la conception, l'idéologie et une partie de la mise en pratique sont dues aux universités ou au centre de recherche comme le CERN à Genève (qui reste un extraordinaire laboratoire de pensées et de pratiques politiques et sociales alternatives) ; et c'est parce que ces acteurs ont été à la base des choix techniques structurant Internet que leurs idéologies sont aujourd'hui portées par cette technique au sens où elles se retrouvent dans la conception même des outils qui permettent de faire certaines choses et pas d'autres. Cf l'article sur la critique de la technique dans cet ouvrage.

²²³ Voir les séances déjà effectuées depuis 2010 du projet « Du Public au Commun » sur le site :

<http://www.duplicaucommun.com/> Reprise des séances en octobre 2011.

²²⁴ Voir notamment les propositions politiques de l'association citoyenne « La Quadrature du Net », sur leur site :

<http://www.laquadrature.net/fr/propositions>

7. Pour une citoyenneté révolutionnaire

Entretien avec *Bernard Friot*

201

Guillaume Desguerriers : Bonjour Bernard, tu connais notre attachement à l'entretien. En effet, selon nous les textes académiques, de par leur forme même, ne peuvent pas rendre compte de la totalité des impressions, des tâtonnements et des cheminements qui conduisent à une idée ou à une proposition. Or, il nous semble que comprendre des idées est difficile si cette notion de cheminement, de tâtonnements n'est pas rendue, et c'est pour cela que nous te remercions d'être là, dans ce bar, pour réaliser cet entretien.

Tes livres *L'enjeu des retraites*²²⁵ et *L'enjeu du salaire*²²⁶ alimentent un renouveau du mouvement social en le faisant passer de la défensive à une posture combattante et constructive tournée vers l'alternative. Les personnes ne veulent plus accepter la posture de la défaite si répandue dans les mouvements politiques. Redonner du souffle c'est redire aux gens qu'ils sont d'abord des acteurs, des personnes qui agissent.

Alors on va parler de plein de choses ! De la maîtrise populaire de la valeur économique, du salaire à vie comparé au revenu universel, de l'écologie politique, des points communs avec André Gorz, de l'autonomie et de l'hétéconomie, de la cotisation économique contre le crédit, du travail de sociologue, mais d'abord, je me rappelle notre première rencontre à l'UPL (Université Populaire Laïque) de l'UFAL, en août 2010, et ce qui m'a sautée aux neurones c'est ta définition de ce qu'est être « révolutionnaire ». Car pour beaucoup de personnes, y compris au sein des mouvements politiques, le lieu commun est d'imaginer que la révolution ne naît de rien, qu'elle arrive « comme ça ! » pour faire table rase

²²⁵ La Dispute, 2010

²²⁶ La Dispute, 2012

du passé. Je pense que c'est important de commencer par ça puisque beaucoup se demandent comment sortir d'un capitalisme dont les impasses sont aujourd'hui évidentes.

Bernard Friot : Je peux prendre l'exemple d'une démarche révolutionnaire que je connais pour l'avoir travaillée : l'exemple de la sécurité sociale. Il s'agit bien d'une démarche révolutionnaire qui crée une institution anticapitaliste : la sécurité sociale. Or, cette création de la sécu n'a été rendue possible que dans le prolongement d'une institution antérieure : les assurances sociales de 1930. Quand on regarde le fonctionnement des caisses de sécurité sociale de 1945, avant les élections de 1947, on constate que les salariés et même les administrateurs des caisses sont ceux des assurances sociales. Les auteurs du programme du Conseil National de la Résistance (CNR) et les promoteurs de la sécurité sociale ont su voir ce qu'avait d'émancipateur cette institution née avec peine des soubresauts postérieurs à la Première Guerre mondiale, et ils l'ont poussée plus loin en créant la sécurité sociale à partir de ce qui existait déjà. C'est cela être révolutionnaire.

GD : Donc le révolutionnaire est d'abord un « scientifique », au sens où c'est un observateur, quelqu'un qui regarde autour de lui !

BF : Je récuse ce terme quand on sait ce que ceux qui s'appelaient les « révolutionnaires scientifiques » ont fait de l'URSS. Mais il est clair pour moi qu'un révolutionnaire est quelqu'un qui sait observer, qui sait voir, dans la réalité actuelle – le monde autour de lui – ce qui est déjà porteur d'émancipation. En finir avec le capitalisme ne peut se faire qu'à partir d'institutions anticapitalistes, nées dans le capitalisme (qui est, comme tout mode de production, contradictoire) et suffisamment fortes pour que, si un mouvement politique de masse s'appuie sur elles, elles puissent l'emporter sur les institutions du capital.

GD : Donc, sans vouloir dénigrer l'utopie, un révolutionnaire ne veut pas faire table rase, comme l'entend trop souvent. Il faut toujours se rappeler que parler de dynamique *contradictoire* du capitalisme ne veut pas dire que le capitalisme va vers une apocalypse ou son autodestruction ; ce n'est pas du tout cela ! L'expression « dynamique *contradictoire* du capitalisme » veut dire que des institutions et des outils aux potentialités anticapitalistes naissent au sein même du capitalisme. Il n'y a donc pas à inventer de toutes pièces, mais à regarder autour de nous et à savoir exploiter ce qui est là !

BF : Oui, nous ne sommes pas du tout dans la mystique de la table rase du passé. On ne passe jamais du « rien » au « tout », contrairement à une vision assez romantique de la chose. Le CNR, lorsqu'il élabore et met en pratique, avec la grande figure communiste d'Ambroise Croizat, à la Libération, le programme de Sécurité sociale, part de ce qui existe déjà. Et précisément, tout l'art d'être révolutionnaire est de savoir lire ce qu'il y a d'émancipateur dans le réel, et de ne pas avoir comme vision du capitalisme cette espèce de broyeuse totalitaire dans laquelle la domination ne change de forme que pour rester la même. Être révolutionnaire c'est ne pas être battu d'avance ! Cette image de la broyeuse que l'on nous propose pour mieux nous dominer est une vision très insuffisamment dialectique du capitalisme. Bien sûr que le capitalisme entretient une domination de classe, évidemment ! Mais cette domination nourrit des alternatives que nous pouvons pousser en avant pour des changements radicaux.

GD : D'ailleurs, pour les Pinçon-Charlot, cette classe des dominants est même la seule classe qui existe²²⁷.

²²⁷ Le couple de sociologues Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot travaillent sur les riches et sur l'aristocratie de l'argent. Ils montrent les mécanismes sociaux mis en place par les dominants pour assurer la pérennisation de leur classe sociale et de sa

BF : C'est la seule qui, ayant beaucoup à perdre, a parfaitement conscience qu'elle doit s'organiser à la fois pour se reproduire et pour continuer à pérenniser son pouvoir. Alors que les dominés – c'est à dire nous ! – sont plutôt dans une forme d'autocensure. Nous ne croyons pas au bonheur collectif, nous n'osons pas penser qu'il y a déjà, dans le réel ici et maintenant, de quoi sortir du capitalisme.

GD : Je crois aussi que le syndrome de la table rase, c'est une manière de dire que « comme ce n'est pas possible de changer radicalement, j'accepte le réel. »

BF : On rencontre bien sûr des partisans du tout ou rien qui en réalité ont déjà choisi le rien, mais ça n'est pas l'expérience que j'ai des mobilisations qui vont croissant depuis 1995. Les militants sont déterminés, de plus en plus déterminés. Ils se heurtent chez ceux qu'ils mobilisent à une espèce d'habituation au malheur, d'autant qu'ils ont déjà eu l'occasion d'échouer dans des luttes, et que l'échec a été éventuellement très coûteux.

Mais ce sur quoi je veux insister, c'est sur le fait que les militants eux-mêmes, faute de voir et de mesurer ce qu'ont de révolutionnaire la cotisation sociale ou le salaire à la qualification, dans lesquels ils voient des progrès mais pas du révolutionnaire, sont insuffisamment radicaux dans leurs propositions.

domination sur les dominés. Ils ont publié notamment « Le président des riches » (éditions Zones, 2010, puis 2011). Ils constatent aussi que parmi les sociologues actuels, très peu sont disposés à travailler sur un sujet aussi politique, préférant se consacrer à des études plus sociétales... En introduction de leurs interventions, ils citent souvent ces propos de Warren Buffet : « *Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner* » (New York Times, 26 novembre 2006).

GD : D'où certainement le fait que la situation actuelle perdure, car pour se battre pour une alternative sociale il faut du « oui » et pas seulement du « non ».

Je me rappelle que lorsque nous nous étions rencontrés à l'UPL, tu avais fustigé ces analyses qui se disent marxistes pour lesquelles « il n'y a dans le capitalisme que du capital ». Et tu avais insisté sur le fait que le discours de la victimisation paralyse, empêche de voir le potentiel révolutionnaire qui est déjà dans le présent, et le fait que les gens ne sont pas des victimes, mais des acteurs.

BF : Je ne pense pas avoir fustigé les analyses marxistes, car c'est chez Marx et celles et ceux qui se réclament de lui que je puisse mon inspiration.

Mais je constate que les analyses courantes du capitalisme négligent les contradictions dont il est porteur, et que le discours des partis de la gauche de gauche est largement un discours de défense des *victimes*. Et c'est vrai que depuis trente ans, les bagarres qui sont menées au quotidien, dans le cadre d'un parti politique ou d'un syndicat, sont des bagarres en défense des victimes. Sauf que cette fonction tribunitienne – pour employer un mot un peu savant – ne peut pas être le fondement d'une action révolutionnaire. Car une action révolutionnaire n'est pas menée pour essayer d'apporter de la sécurité à des victimes ou pour leur rendre justice, mais pour affirmer que nous sommes les seuls producteurs de la société ! Que nous sommes niés comme tels par celles et ceux qui possèdent le capital et vivent de l'exploitation de notre travail.

GD : C'est-à-dire celles et ceux qui composent la classe dominante...

BF : Oui. Et il faut tout de suite ajouter aux propositions précédentes que ce déni de ce que nous sommes réellement ne s'impose pas de manière univoque. Car même si nous ne sommes pas en mesure, à l'heure où nous parlons dans ce bar, de diriger l'économie, de maîtriser le travail, de maîtriser la

production en décidant ce qui va être produit, il n'empêche que la domination de classe s'opère dans une dynamique *contradictoire*. C'est-à-dire qu'elle génère, dans la société, à la fois des institutions cohérentes avec cette domination, qui la confortent – comme la *propriété lucrative* ou le *marché de l'emploi* –, mais également des institutions de subversion, c'est à dire des institutions qui portent en elles des éléments très dangereux pour cette domination capitaliste. Et parmi ces institutions de subversion, il y a la cotisation telle que les Assurances Sociales la mettent en place en 1930 et que vient confirmer la loi de 1932 sur les allocations familiales.

Alors, entendons bien que ces institutions, qui comportent aujourd'hui un danger pour le capitalisme, n'ont pas forcément été créées dans une optique subversive ! Le parlement de droite, qui reprend en 1930 la loi des assurances sociales votée en 1928, met en place une institution qui va avoir ensuite sa vie propre telle que les circonstances et les conflits sociaux vont la faire bouger. On ne peut pas comprendre l'état actuel de la cotisation en l'expliquant par les circonstances de sa naissance, parce que globalement les cotisations sociales comme tremplin révolutionnaire – ce qu'elles sont aujourd'hui – sont plutôt nées d'initiatives patronales dans un but très pragmatique, et certainement pas révolutionnaire !

Si l'on prend les cotisations « famille », il fallait éviter la hausse générale des salaires pour la réserver aux seuls chargés de famille, et les patrons de l'époque ont inventé « le supplément familial » qui disparaissait en cas de chômage, d'arrêt maladie ou de retraite. Cela explique la méfiance du mouvement ouvrier à l'encontre de ces cotisations jusqu'au CNR et la loi refondatrice des allocations familiales de 1946.

Et si aujourd'hui la cotisation sociale est en mesure de se substituer à deux institutions majeures du capitalisme, la propriété lucrative et le marché de l'emploi sur lesquelles nous allons avoir l'occasion de revenir, c'est parce que cette subversion en attente, potentielle, des assurances sociales et des allocations familiales, le CNR a su la voir et la pousser plus loin dans la Sécurité sociale.

Pour employer une autre image : être révolutionnaire, c'est savoir lire le *déjà là* révolutionnaire, et donc être des gens du *oui* ; et non pas des gens du *non*. La question que je me pose en permanence est : à quoi du réel je dis oui ?

GD : Donc un ancrage dans le présent ! Toujours sur ce thème, aujourd'hui il y a tout un travail de mémoire sur la Résistance qui est très important, mais qui ne doit pas nous faire oublier que la révolution ce n'est pas la même chose que la résistance. Est-ce que tu peux nous expliquer la différence que tu fais entre les deux ?

BF : Oui, selon mon expérience plutôt liée à la conjoncture militante actuelle – car je ne suis pas un spécialiste de ces questions là –, on voit des invitations à la résistance, à la désobéissance mais assez peu d'invitation à la révolution.

Je vais dire des choses très banales, qui ne sont peut-être pas très justes du point de vue des connaisseurs de l'affaire, mais la résistance c'est la capacité et le courage énorme – y compris physique ! – qu'il y a à dire « non » en situation dictatoriale, en situation d'occupation par une armée étrangère, en situation d'état de siège, en situation d'interdiction des libertés publiques, etc. Il y a des gens d'un courage extrême qui osent matérialiser leur « non » par des activités de résistance.

GD : Donc la résistance, c'est lorsque l'on est « dos au mur »...

BF : Oui, dos au mur ! Or, aujourd'hui, en France, nous avons des libertés publiques, et même si celles-ci sont menacées par une classe dirigeante aux abois – et qui donc fait des diversions sécuritaires –, nous ne sommes pas en situation de dictature. Et donc nous avons une responsabilité qui est tout autre que celle de résister ! Nous avons la responsabilité d'être révolutionnaires ; parce que l'état actuel du capitalisme dans notre pays rend possible sa disparition si un mouvement populaire déterminé appuie une action politique non moins

déterminée d'affirmation des institutions salariales contre les institutions du capital. Or, face à nous, nous avons un capitalisme, en tout cas dans les pays développés – je connais mal les autres, mais prenons les pays européens par exemple – qui est absolument incapable de nous offrir un avenir collectif positif dans lequel nous nous humaniserais à travers la construction de la société. Et du coup, il y a une exaspération populaire, tout à fait considérable.

Il n'y a qu'à regarder autour de nous : elle se manifeste par les mobilisations très nombreuses, de plus en plus nombreuses depuis quinze ans, contre les réformes ou les suppressions d'emplois, aujourd'hui contre le chantage à la dette, et aussi par l'abstention électorale, par la défiance vis-à-vis des politiques et du politique, éventuellement par un sauve-qui-peut individuel qui ne conduit à rien. Bref ! toute une série de manifestations de l'exaspération populaire. Et en même temps on trouve, dans cette même population, une forme de pessimisme, de défaite annoncée, sur les possibilités de sortie du capitalisme. Et donc nous avons à la fois, d'une part, une conscience plus grande que le capitalisme nous mène droit dans le mur, que c'est le capitalisme qui est à l'origine de nos difficultés collectives et individuelles, et, d'autre part, dans le même temps, une forme de pessimisme sur la possibilité d'en sortir qui conduit à une résignation face à ce qui est perçu à tort comme une machine infernale ; résignation qui paralyse nos capacités révolutionnaires. D'où l'énorme responsabilité des progressistes, des militants et des responsables des partis qui se revendiquent de gauche ! Car la juxtaposition de ces deux dimensions-là, exaspération plus pessimisme, peut conduire à un sentiment de révolte sans horizon, de frustration, qui est le lit émotionnel de l'extrême droite.

Donc il faut que nous soyons à la hauteur ! On ne peut plus se contenter de défendre des acquis, de dénoncer des politiques mortifères, de défendre des victimes, il faut proposer des sorties du capitalisme, des alternatives, c'est à dire porter et assumer une démarche révolutionnaire. Lutter contre l'extrême droite ne se fait pas par la dénonciation morale mais par le fait

de proposer des voies concrètes de sortie du capitalisme en montrant que les alternatives existent déjà et qu'elles sont disponibles à côté de nous.

GD : (sourires)... Encore un effort pour être révolutionnaires !

BF : C'est moins un effort qu'un changement de regard sur le réel. J'ai eu l'honneur de faire en 2010 un tour de France, de la France militante, à l'invitation des collectifs contre la réforme des retraites. C'est extrêmement réconfortant parce que cette France existe, et elle est forte ! Mais parfois les plus déterminés de ces militants, quand on discute à bâtons rompus avec eux, très vite reviennent vers le discours de la défaite, un peu désabusés sur les difficultés, l'impossibilité, les obstacles... beaucoup travaillent sur la résistance, la défense, le « sauvons nos retraites ! », alors que nous avons à proposer, à changer, à montrer les alternatives qui existent déjà.

GD : Oui c'est une posture que l'on retrouve hélas souvent. Pour expliquer un peu cet état de fait, je pense aussi – je fais un aparté – que la création du mythe révolutionnaire de 1789 y est pour beaucoup. Parce que finalement on pense que l'on est passé « comme ça ! » d'une monarchie à une république en faisant « table rase ». Or, on oublie que ce que l'on résume aujourd'hui ainsi est en réalité une série d'événements partis de revendications que nous qualifierions pour certaines de très minces même si elles étaient importantes à l'époque et qui ne présageaient aucunement de ce qui allait se dérouler en l'espace d'une dizaine d'années. D'ailleurs, en 1789, rares étaient ceux qui voulaient en finir avec la monarchie !

Les contestataires voulaient simplement une monarchie parlementaire sur le modèle anglais. Et puis l'enchaînement des événements a fait que... Or, ce mythe de « la révolution de 1789 » entretient celui de la table rase, et donc, quelque part, il créé un complexe énorme : nous pensons que nous ne pourrons pas recréer « ce 1789 », que nous ne pouvons plus être des révolutionnaires, car il nous met la barre trop haut ! Nous ne

pouvons plus l'égaler ! ²²⁸ Et on a donc quelque chose qui entretient cette posture de la défaite, du fatalisme, dans la population et y compris chez les militants, alors qu'en réalité il s'agit là d'un défaut de la lecture de l'histoire, car 1789 n'a pas fait table rase !

BF : Je ne connais pas assez les faits de 1789 pour apprécier correctement le mythe qui s'est construit à partir d'eux, mais tu as raison d'insister sur ce défaut de lecture historique, parce que, pour reprendre ce que je connais bien, les créations de 1945, elles sont beaucoup plus que de simples « avancées démocratiques » comme on les qualifie malheureusement souvent ! Ce sont de vrais changements révolutionnaires mais, de fait, on ne les qualifie pas comme tels peut-être à cause d'une référence mythique à une révolution qui serait une table rase, un passage du rien ou tout. Les qualifier de simples avancées démocratiques c'est une manière de minorer leur importance.

Or, il faut insister sur le saut qualitatif qui s'opère en 1945. Il ne s'agit pas simplement de réformes, mais bien d'un passage à des institutions comme la sécurité sociale ou le statut de la fonction publique – création d'un autre ministre communiste, Maurice Thorez – qui sont alternatives à des institutions capitalistes comme la propriété lucrative ou le marché du travail. Ajoutons que notre seconde façon d'enterrer la sécurité sociale – la première étant de la qualifier simplement « d'avancée démocratique » – est de ne pas voir que, au cours de ses soixante années d'existence, le caractère révolutionnaire de cette institution s'est encore affirmé davantage par la suite (même si les coups de boutoir réformateurs commencent à faire mal...) : cette institution ne s'est pas diluée, elle n'a pas été « récupérée par le système », pour reprendre une expression courante que je ne fais pas mienne.

²²⁸ Et pour cause... c'est un mythe !

GD : Et c'est précisément pour cela que la cotisation sociale est attaquée : elle est un modèle alternatif, existant aujourd'hui sous nos yeux, qui prouve que la gestion de l'argent sous forme de capital (pour la santé, la retraite, le salaire, l'investissement, etc.) n'est pas un horizon indépassable et qu'en sortir est déjà possible puisque l'alternative existe déjà ! C'est important parce que tu es en train de nous dire qu'une institution qui, à sa création, n'a pas été forcément conçue pour être progressiste, peut croître et développer des caractères encore plus révolutionnaires.

BF : Et on peut rejoindre ici aussi les Pinçon-Charlot quand ils disent que la classe dirigeante existe *comme classe* parce qu'elle a conscience d'elle-même. Rappelons qu'une classe sociale n'est pas seulement une « classe en soi » – c'est-à-dire un groupe social dont les membres sont dans la même situation objective de maîtrise (ou de non-maîtrise) du pouvoir, et en particulier de la valeur économique –, mais aussi une « classe pour soi » : c'est-à-dire que ses membres savent où sont les enjeux du pouvoir et donc savent qui ils sont, qui est avec eux ou contre eux, où sont leurs intérêts, quelles sont les institutions à promouvoir ou à combattre, etc.

Cette classe dirigeante ne se trompe pas de combat en s'attaquant à la sécurité sociale, car elle est une menace pour ses intérêts. En effet, le financement par cotisation, cela veut dire que la ponction opérée sur le PIB pour financer les pensions se fait au nom du *salaire socialisé*, sans passer par des assurances privées, des banques ou des fonds de pension. Si c'était le cas, alors ces institutions ponctionneraient au passage un pourcentage pour faire vivre des actionnaires et feraient du financement des pensions l'occasion de conforter ce que l'on appelle la *propriété lucrative*. Mais la cotisation sociale, au contraire, échappe à ce mécanisme en passant par des caisses de cotisations et elle prouve à grande échelle que l'on peut se passer de cette propriété lucrative pour financer le long terme...

Et si la propriété lucrative est inutile pour financer les retraites, elle l'est aussi pour financer l'investissement alors que l'on nous rebat les oreilles avec la nécessité d'accumuler des profits pour investir, mais nous y reviendrons...

Et nous observons la même chose pour la santé. Par la cotisation sociale, une partie de la valeur que produit notre travail échappe aux assurances de santé privées – donc échappe à la ponction par la propriété lucrative – et va directement dans des caisses de santé pour être versée aux malades et aux soignants, qui en plus vont produire des soins non marchands échappant à la logique marchande du capital ! Il faut bien voir que nous sommes au cœur d'un modèle alternatif anticapitaliste qui gère chaque année, en France, un budget d'environ 450 milliards d'euros pour un PIB d'environ 2000 milliards.

Et donc si nous généralisions cette manière de procéder par la cotisation sociale – pour les salaires directs ou pour l'investissement en particulier – la classe dirigeante ne pourrait plus ponctionner la valeur ajoutée : la valeur ajoutée par notre travail (c'est ce que mesure le PIB²²⁹) ne passerait plus par des propriétaires de portefeuilles de titres et d'entreprises²³⁰. Tout passerait par des caisses sans propriété lucrative.

Un tel possible ouvert par la sécurité sociale explique les attaques contre elle : la Sécurité sociale est attaquée par les réformateurs parce qu'elle démontre que les propriétaires de portefeuilles financiers sont des parasites, que l'on peut se passer d'eux et que l'on s'en porte mieux. Il est donc vital, pour eux, que la cotisation sociale disparaisse ou perde sa charge anticapitaliste : c'est sur ces deux fronts qu'ils mènent leur combat.

²²⁹ Produit Intérieur Brut. Il était d'environ 2 000 milliards d'euros en 2011. A ne pas confondre avec le budget de l'état (qui est d'environ 340 milliard d'euros pour ce qui concerne le total de ses recettes).

²³⁰ A l'exception des entreprises individuelles des travailleurs indépendants.

GD : Effectivement, il est clair que la personne qui achète en bourse, sur le marché secondaire²³¹, une action Peugeot, Total ou Sanofi ne fournit strictement aucun travail dans cette entreprise et qu'elle n'apporte rien puisque l'investissement a déjà été fait avant elle ; et pour preuve : elle ne fait qu'acheter un titre à une autre personne qui le lui vend. Donc acheter une action sur le marché secondaire revient à acquérir un droit de tirage sur le travail des employés qui travaillent dans cette entreprise ; exactement comme les dominants au moyen-âge s'échangeaient des terres pour percevoir l'impôt sur les gens qui travaillaient là. C'était également une forme de la propriété lucrative.

BF : Exactement, mais j'espère que nous aurons l'occasion de voir à la fois en quoi le capitalisme est différent du féodalisme et en quoi tous ceux qui prétendent « investir », y compris sur le marché primaire des titres en bourse²³², en réalité n'apportent rien et sont de purs parasites.

GD : D'accord, mais j'aimerais avant que tu nous éclaires un point : tu as dit que la Sécurité sociale est devenue plus révolutionnaire et subversive qu'elle ne l'était à son origine en 1945. Peux-tu nous expliquer précisément ce que tu entends par là ?

²³¹ Le marché secondaire, la « bourse des valeurs » est celui de l'échange des titres déjà existants : il n'apporte donc aucune ressource supplémentaire aux entreprises, qui changent simplement de propriétaires. Les actionnaires s'échangent des titres, donc des droits à percevoir des dividendes pris sur le travail des employés. Précisons que le marché secondaire est très largement supérieur au marché primaire.

²³² Le marché primaire correspond à l'émission des actions et obligations, donc à l'apport de financement par de nouveaux actionnaires. Mais la question est donc de savoir d'où proviennent ces financements que ces investisseurs apportent...

BF : Prenons ce qui fait débat depuis maintenant trente ans : les retraites. Financer les retraites par répartition a été décidé en 1941, sous Vichy (ce qui démontre au passage que des acteurs des prémisses d'une institution révolutionnaire à venir ne sont pas forcément, eux, des révolutionnaires).

GD : Pour le régime de Vichy, c'est le moins que l'on puisse dire...

BF : Oui ! Et cela montre donc que l'alternative au capitalisme est un produit de la lutte de classes propre au capitalisme lui-même ; donc que les alternatives au capitalisme proviennent de son développement contradictoire et, je me répète, sont déjà là ! pierres en attente d'un mouvement populaire pour une sortie organisée du capitalisme.

Historiquement, Vichy instaure le système de la répartition en utilisant l'argent de l'épargne qui allait aux fonds de retraite de la loi de 1930 – on est dans la France occupée et il faut bien trouver de l'argent. Ce changement, qui sera entériné en 1945, arrache une masse d'argent – fruit de notre travail – au contrôle des dominants : l'épargne-retraite des fonds de pension est une institution capitaliste puisque régie par la propriété lucrative, alors que la cotisation sociale ne passe que par des caisses de répartition sans actionnaires, sans taux d'intérêt, sans remboursement de sommes prêtées. Personne ne peut tirer un revenu de la transformation des cotisations en prestations, alors que l'on peut vivre des dividendes de ses titres financiers !

En 1945, la cotisation (qui confondait à l'époque santé et retraite) était de 16 % du salaire brut, soit environ 8 % pour la retraite et 8 % pour la santé. Or, rien que pour la retraite, cette cotisation est arrivée à 26 % en 1995. C'est dire combien a progressé cette part de la valeur économique produite par notre travail qui échappe aux capitalistes ! Voilà un exemple du renforcement du caractère révolutionnaire de la sécurité sociale.

Un second exemple, c'est ce que l'on appelle le taux de remplacement²³³ des pensions qui, parti de fort bas, s'est petit à petit rapproché du 100 % : il était de 84 % pour une carrière complète au début des années 1990.

Ainsi, depuis 1945, nous construisons la pension de retraite comme une véritable *continuation du salaire* (avec le critère fondamental de la progression du taux de remplacement), ce qui est clairement antinomique d'une autre institution fondamentale du capitalisme, le *marché de l'emploi*, puisqu'au final avec un tel taux de remplacement les retraités touchent un salaire qui est « à vie ». C'est-à-dire qu'ils sont payés – ils ont un *salaire à vie* – et donc ils *travaillent* comme retraités alors même qu'ils n'ont pas d'*emploi* et qu'ils n'ont plus à passer par le marché de l'*emploi*. C'est là le second renforcement du caractère véritablement révolutionnaire de la cotisation sociale : on peut parfaitement se passer d'*employeurs* pour travailler.

Aujourd'hui, la sécu montre qu'on peut se passer des actionnaires (et plus généralement des prêteurs pour financer l'investissement) et des employeurs. Pas mal comme institution révolutionnaire !

GD : Oui c'est un fait ! Et c'est l'évolution de la sécu qui a fait survenir cette situation où l'on peut constater qu'une partie de la population, comme les retraités, est payée et travaille tout en étant débarrassée de l'*emploi* !

BF : Tout à fait, et ce renforcement du caractère révolutionnaire de la sécurité sociale s'est fait de façon extrêmement pragmatique, en fonction des aléas, des rapports de force, etc.

²³³ Le « taux de remplacement » est le rapport entre le dernier salaire net et la première pension nette du retraité. Par exemple, si ce taux de remplacement est de 100%, cela veut dire que la première pension touchée par le retraité est égale à son dernier salaire.

Ici, il faut insister sur l'ambivalence de ce caractère pragmatique. Car il y a « répartition » et « répartition » ! Et les cotisations, sans que l'on quitte un mécanisme de répartition, pourraient devenir l'inverse de ce qu'elles sont aujourd'hui : c'est-à-dire un vrai marchepied pour la capitalisation et s'inscrire dans la logique du marché de l'emploi si les cotisations servent, non plus à *continuer le salaire*, mais à fournir un *revenu différé* égal aux cotisations passées versées par le salarié. Ce système de calcul d'un revenu différé égal aux cotisations passées, c'est le modèle suédois pour la retraite que les réformateurs veulent introduire en France, PS et CFDT en tête ! Et alors nous changerions complètement le statut de l'activité des retraités : actuellement en France, nous poursuivons dans la pension le salaire du retraité qui, de ce fait, continue de travailler puisqu'il produit de la valeur économique. Alors qu'en Suède le salarié touche l'équivalent de ce qu'il a cotisé toute sa vie, et donc sa pension n'est pas du salaire mais simplement le fruit d'une prévoyance (un revenu différé) et l'activité du retraité n'est pas un travail producteur de valeur économique. « Il est utile mais ne travaille pas ».

GD : Il va falloir qu'on revienne sur le rapport au travail, car quand tu affirmes que toucher un salaire à vie c'est travailler, cela n'a rien d'évident à comprendre tant la culture dominante nous dit, par exemple, que travailler c'est avoir un emploi, donc un employeur. En tout cas pour toi, le fait pour les retraités d'être des travailleurs, des producteurs débarrassés des employeurs... tout cela disparaît dans le modèle suédois, dans lequel nous ne travaillons que lorsque nous sommes employés (donc soumis à un employeur...).

BF : C'est cela ! On voit ainsi que des institutions révolutionnaires, telle que la cotisation sociale en France, peuvent parfaitement perdre leur caractère révolutionnaire ! Il ne faut donc pas naturaliser le caractère révolutionnaire des institutions : elles ne le sont pas « par nature », tout dépend des acteurs qui les portent et qui les soutiennent.

GD : C'est assez surprenant cette histoire comme quoi il y a « répartition » et « répartition » ! Je dis cela parce que l'on entend toujours que « la répartition s'oppose à la capitalisation », qu'il faut « défendre la répartition *contre* la capitalisation » ! Est-ce que tu peux expliquer en quoi la répartition à la suédoise est en réalité un marchepied pour la capitalisation, autrement dit une manière de gérer la répartition qui va dans le sens du capitalisme au lieu de lui être contraire ?

BF : Là je m'excuse pour le détour que je vais faire, mais clarifier ce point suppose précisément que j'aborde la question décisive du rapport au travail auquel tu viens de faire allusion : qu'est-ce que le *travail* ? Qu'est-ce que *travailler* ?

Dans sa définition la plus générale, le *travail* est la part de l'*activité* humaine qui a une *valeur économique*, c'est à dire qui donne lieu à une évaluation monétaire. On dit que telle activité vaut de l'argent et combien ! Une fois que l'on a dit cela, reste à voir ce qui dans une société donnée est appelé travail, mais pour le moment on a juste besoin de dire que la définition du travail est un construit social, qu'elle n'a rien de *naturel*. C'est l'état des rapports sociaux dans une société (donc ce sont des êtres humains) qui décide de ce qui est du travail ou de ce qui n'en est pas !

Par exemple, si je fais du café chez moi, tout le monde est d'accord pour dire que « je ne travaille pas ». Mais si je fais le même café, comme employé du troquet parisien où l'on est en train de discuter, alors on dira que « je travaille », et on le dira alors que l'activité est strictement la même ! Autre exemple : usuellement on entend qu'une femme ou un homme au foyer ne travaille pas, mais on sait parfaitement que les tâches qu'ils font, si elles sont réalisées par une assistante maternelle, une aide-ménagère, un cuisinier ou un jardinier seront alors considérées comme étant du *travail*.

Étrange ?... Pas du tout ! C'est étrange parce que nous sommes habitués à naturaliser le travail, c'est-à-dire à penser que certaines tâches sont « par nature » du travail, alors que d'autres non. Mais voilà deux exemples concrets qui illustrent

qu'en réalité le travail ne peut jamais être défini par son contenu, mais uniquement par son contenant ! Par exemple : toute activité qui se fait dans le cadre d'un *emploi* est considérée socialement comme étant du *travail*. Le jardinier, la nounou ou le serveur du café où nous sommes ont tous un emploi donc, quelle que soit leur activité, nous disons qu'ils travaillent !

À l'inverse, la femme au foyer, la personne qui fait la cuisine chez elle ou qui s'occupe d'un potager ne sont pas des employés, donc nous considérons qu'ils ne *travaillent* pas. Ce n'est pas le contenu de l'activité qui définit le travail, c'est l'institution dans laquelle elle s'inscrit. Pour le dire autrement, le travail ne se définit pas par son caractère *concret*, à savoir la *valeur d'usage* qu'il produit : des légumes, le soin aux enfants ou la tasse de café ; il se définit par son caractère *abstrait*, c'est-à-dire par la *valeur économique* attachée à cette valeur d'usage. Et cette convention pour définir ce qui est travail et ce qui n'est pas travail, c'est un *construit social*.

Et c'est ici qu'intervient le caractère révolutionnaire de la pension comme *salaire continué* – ce qui est le cas de la majorité des pays européens dits « bismarckiens »²³⁴ – en opposition à la pension comme *revenu différé* qui est le modèle de la répartition à la suédoise. La croissance du taux de cotisation a permis une augmentation du taux de remplacement. Prenons le cas de la France où, comme nous l'avons vu, le taux de cotisation passe de 8 à 26 % du salaire brut entre 1945 et 1995. Avant que commence la réforme des

²³⁴ En Europe, les pays bismarckiens, continentaux, financent la pension comme continuation du salaire par une cotisation interprofessionnelle, alors que les pays beveridgiens, anglo-nordiques, confient la pension à des régimes d'entreprise ou de branche (un niveau de mutualisation qui impose la capitalisation) avec un plancher forfaitaire en répartition ou fiscalisé lié à la durée de résidence dans le pays : soit le binôme capitaliste propriété lucrative/solidarité nationale.

retraites²³⁵, le taux de remplacement a atteint au début des années 1990 en moyenne 84 % pour une carrière complète de 37,5 ans. C'est-à-dire que pour une carrière complète, la première pension perçue par un retraité était en moyenne égale à 84 % de son dernier salaire²³⁶. C'est donc une réussite éclatante, qui fait que la pension distribuée par répartition tend à devenir, dans les faits, un salaire continué, au sens d'une poursuite du salaire au-delà de la fin de l'emploi. D'ailleurs, à l'époque, en 1990, la CGT revendiquait une pension égale à 75 % du salaire brut, c'est à dire environ 100 % du salaire net puisque la cotisation dite du salarié est égale à 23 % du salaire brut.

Et cette continuité entre le dernier salaire et la pension montre que nous avons, en puissance, un changement de sens de ce que l'on appelle travail. Car si la pension devient la continuité du salaire, alors cela veut dire que le pensionné est, dans les faits, un salarié à vie et qu'il n'a plus besoin de passer par le marché de l'emploi pour être payé.

Or aujourd'hui, en France, le *salaire à vie* est une institution qui, comme l'*emploi* – mais aussi contre l'*emploi* – transforme l'activité en *travail*. Qui a un salaire à vie ? Les fonctionnaires, et leur activité produit de la valeur ajoutée alors qu'ils n'ont pas d'*emploi*. Ce n'est pas pour son *emploi* qu'un fonctionnaire est payé, mais pour son *grade*, c'est-à-dire pour la qualification attachée à sa personne à la suite d'un concours professionnel.

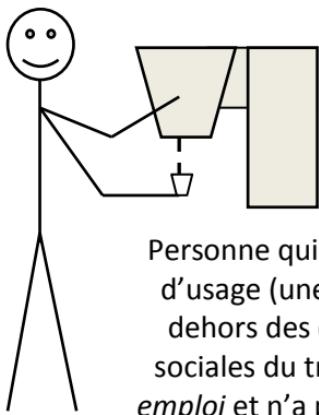
Autrement dit, quand nous croisons quelqu'un qui a un *salaire à vie*, nous disons que, lorsqu'il produit des valeurs d'*usage*, il travaille exactement comme nous disons que le garçon de café

²³⁵ Début de l'offensive contre le retraites date de 1993, c'est à dire qu'il y a une prise de conscience, chez les dominants, qu'il faut en finir avec ce modèle alternatif sous peine de voir le modèle s'étendre.

²³⁶ Ce 84% est une moyenne dans une fourchette qui va de 100% pour un dernier salaire inférieur à 1100 euros par mois à 60% pour un dernier salaire supérieur à 3000 euros par mois net.

travaille parce que lui est dans l'emploi. La seule différence entre ces deux personnes est la convention sociale du travail dans laquelle ils sont ; pour l'un cette convention c'est le salaire à vie, pour l'autre c'est l'emploi.

Activité
(hors travail, n'a pas de valeur économique)



Personne qui produit une valeur d'usage (une tasse de café) en dehors des deux conventions sociales du travail (elle est hors *emploi* et n'a pas de *salaire à vie*).

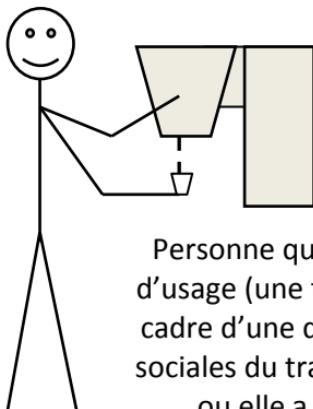
GD : Pour résumer : en France, il y a deux *conventions* sociales du travail qui définissent si une personne produisant des valeurs d'usage *travaille* ou *ne travaille pas*. C'est-à-dire si leur activité est du travail ou pas. La première est l'*emploi* : toute personne qui a un *emploi travaille*. La seconde, c'est le *salaire à vie* des fonctionnaires : toute personne qui a un salaire attaché à sa *qualification* personnelle, *travaille*. C'est cela ?

BF : Exactement ! Et la convention du travail en vigueur dans la fonction publique s'oppose radicalement à la convention capitaliste du travail qui, elle, pose qu'une personne ne travaille que lorsqu'elle est dans l'*emploi*, donc lorsque cette personne est soumise à un *employeur* !

Travail

(activité à laquelle on donne une valeur économique)

221



Personne qui produit une valeur d'usage (une tasse de café) dans le cadre d'une des deux conventions sociales du travail (elle a un *emploi* ou elle a un *salaire à vie*).

C'est un point fondamental à rappeler pour passer d'une posture de défense corporatiste du statut de la fonction publique – qui ne mène à rien... – à sa promotion comme anticipation de ce qui devrait être la situation pour tout le monde. Il faut voir ce qu'il y a de subversif dans cette convention du travail anticapitaliste pour la porter plus loin, au lieu de la défendre comme devant être une spécificité exclusive des fonctionnaires au nom de la prétendue « spécificité de leurs missions ».

Et là où il y a jonction avec les retraités, c'est que comme pour la fonction publique, la poursuite à vie du salaire dans la pension inscrit l'activité des retraités dans un salaire à vie, c'est à dire dans une institution légitime pour établir socialement que leur activité est du travail. C'est cela qui est révolutionnaire ! Dès lors que pour les retraités la répartition finance la continuation du salaire pour en faire un salaire à vie, elle donne une valeur économique à leur activité : cette activité devient du travail alors même qu'elle ne se fait pas dans le cadre de l'emploi, qu'elle n'est pas subordonnée à un

employeur et ne met en valeur aucun capital. Les retraités ont un salaire à vie, donc ils travaillent exactement comme les fonctionnaires ont un salaire à vie et, de fait, travaillent !

Mais attention, parce que le grade est anticapitaliste, sa légitimité à faire de l'activité des fonctionnaires un travail a été – et reste – une conquête contre la prétention capitaliste à réduire le travail à l'activité qui se fait uniquement dans le cadre de l'emploi. Rappelons qu'en 1976, la comptabilité nationale a inclus dans le PIB l'activité des fonctionnaires, qui étaient considérés jusque-là comme étant « utiles, mais ne travaillant pas », c'est à dire produisant de la valeur d'usage, mais pas de la valeur économique ; et le parallèle avec la rhétorique utilisée aujourd'hui pour les retraités est très important ! Pour eux aussi, on dit aussi « qu'ils sont utiles, mais qu'ils ne travaillent pas ! ». Là il faut comprendre qu'une institution comme le salaire à vie, si subversive des institutions du capital, ne peut s'imposer que sur la base d'un fort support populaire (c'est ce qui s'est passé en France, en 1976, lorsque l'on a mis fin à cette rhétorique sur « l'utilité » et où il a été reconnu que les fonctionnaires *travaillent*).

Mais si, au contraire, devait grandir dans la population l'interprétation que le salaire continué dans la pension est une sorte de revenu différé, alors la portée révolutionnaire de la cotisation sociale, mise en place par les systèmes bismarckiens, s'émousserait. Il reste donc à rendre populaire le fait que, comme pour les fonctionnaires, le *salaire à vie* des retraités transforme leur *activité* en *travail*. Car le propre d'une classe dominante est d'imposer des représentations en retard sur la réalité, mais cohérentes avec son pouvoir. Et l'enjeu idéologique central de la réforme des pensions de retraite est d'empêcher une évolution de nos mentalités – et donc de nos conventions sociales – qui poserait comme *travail* l'activité libre des retraités et qui disqualifierait ainsi la convention capitaliste du travail (l'activité qui s'opère sous la contrainte de l'emploi).

On voit donc l'énormité de l'enjeu de la bataille des retraites qui vient redoubler celui de la réforme de la fonction

publique : en réalité, nous n'avons besoin ni d'employeurs, ni d'actionnaires pour *travailler*, c'est-à-dire pour produire de la valeur économique. Voilà ce qui a été constaté et affirmé en 1976 pour les fonctionnaires et que nous devons désormais constater et affirmer pour les retraités.

Nous n'avons pas à nous soumettre à la *convention du travail* définie par les capitalistes, nous devons voir et reconnaître que la convention du travail en vigueur dans la fonction publique est porteuse d'émancipation, que les retraités sont implicitement sous cette convention, et qu'il s'agit qu'ils le soient explicitement. Donc tout l'enjeu aujourd'hui est : est-ce que nous assumons cette nouveauté qui concerne au final plusieurs millions de personnes ?²³⁷ Est-ce que nous la revendiquons ? Est-ce que nous disons : « oui, les retraités travaillent ! » ? Alors – et alors seulement ! – nous serons en mesure de généraliser un *salaire à vie pour tous*, fondé sur la cotisation sociale, et la possibilité d'un travail libéré de la mise en valeur du capital, donc de l'emploi et des employeurs, ce que viendra confirmer la suppression des actionnaires par la création d'une cotisation économique, comme nous aurons, j'en suis sûr, l'occasion de le voir dans la suite de cette conversation.

Ou au contraire est-ce que nous continuons à répéter le discours qui sert les dominants et l'ordre existant ? À savoir que les retraités « sont utiles, mais qu'ils ne travaillent pas » ; qu'ils sont « méritants » d'un repos bien gagné après une longue vie de labeur, que la pension « relève de la solidarité intergénérationnelle » entre des « actifs » et des « inactifs », etc. Et alors, dans ce cas-là, rien ne changera ! Les vaches capitalistes seront bien gardées dans l'enclos de l'emploi et nous resterons soumis à la convention capitaliste du travail, qui est une définition politique du travail que nous imposent les dominants, et qui fait de nous des dominés. Là est l'enjeu du

²³⁷ C'est à dire 4 millions de personnes travaillant dans la fonction publique et environ la moitié des 15 millions de retraités qui touchent une pension relativement proche de leur meilleur salaire.

projet d'adoption en France du modèle de la répartition à la suédoise : pour ceux qui le préconisent, il s'agit de briser le fait que l'on puisse dire que les retraités travaillent comme nous avons pu affirmer que les fonctionnaires travaillent.

Nous retrouvons ici nos propos de départ sur ce qu'est être révolutionnaire. Pour qu'une institution aussi anticapitaliste que le salaire continué dans la pension devienne l'occasion d'une avancée révolutionnaire vers un salaire à vie pour tous, le salariat « en soi » doit devenir « pour soi » : c'est à dire qui lit et assume les institutions du salaire comme un outil révolutionnaire et se définit donc explicitement comme salariat. Il faut sortir d'un discours et d'habitudes de pensées finalement aliénées qui sont celles que les tenants du capitalisme tentent de rendre hégémoniques et « naturelles ». Nous devons dépasser le pragmatisme dans lequel la cotisation sociale et la pension comme salaire continué se sont développées entre 1945 et 1995, et assumer explicitement la cotisation sociale et la pension dans leur dimension anticapitaliste si nous voulons faire face à l'entreprise restauratrice qu'est la réforme que nous imposent les dominants depuis quelques années.

GD : Je trouve très bien cette illustration, car sur ce vécu et sur cette actualité sociale tu montres comment nous pouvons trouver les outils de notre émancipation. Et bien sûr, il n'est pas possible d'être anticapitaliste, d'être révolutionnaire, si on reprend à son compte des éléments tels que la convention du travail défendue par les capitalistes ! Cette convention qui dit que seuls les individus dans l'emploi travaillent n'a d'autre but que de faire de nous des dominés... Il faut arrêter de boire la parole des dominants et lire le présent pour ce qu'il est afin d'y reconnaître les outils présents autour de nous pour ce qu'ils sont, et il n'y a pas de pensée alternative sans ce minimum !

Et je trouve que c'est très rassurant quelque part, car en définitive, être révolutionnaire c'est commencer par observer les conventions de travail alternatives à la convention capitaliste qui sont à notre disposition autour de nous. Car par

ailleurs, accepter les conventions que les dominants nous proposent, c'est favoriser leur domination sur nous. Voilà de quoi nourrir de la réflexion citoyenne...

Mais avant de passer à autre chose, j'aimerais que tu reviennes plus précisément sur ce modèle de la répartition à la suédoise. En quoi s'oppose-t-il au système de répartition actuellement en vigueur en France et dans tous régimes bismarckiens ?

BF : En suède, le modèle de la répartition – dit « à la suédoise » – pour les retraites est actuellement le système le plus élaboré pour conserver la convention capitaliste du travail en détruisant le modèle bismarckien de salaire socialisé – c'est-à-dire celui qui est en vigueur en France.

Cela marche comment ? Chaque employé a un compte fictif dans lequel sont inscrites les cotisations vieillesse auxquelles ses emplois successifs donnent lieu. Ce compte fictif est actualisé chaque année pour tenir compte de la hausse des prix, de la hausse du PIB, etc. par ce que l'on appelle un taux de rendement. Ce compte est fictif parce qu'il n'y a aucune épargne et que les cotisations de l'année financent les pensions de l'année (c'est pour cela que l'on peut dire que le modèle suédois finance aussi les retraites en répartition). Le salarié prend sa retraite quand il veut après un âge minimum, et la valeur annuelle de sa pension s'obtient en divisant le montant de son compte fictif par son espérance de vie²³⁸. L'objectif est donc que la somme des pensions futures que va toucher chacun soit égale à la somme de ses cotisations passées²³⁹. Il n'y a donc plus aucune référence au salaire et le taux de

²³⁸ Comme on ne sait pas encore calculer l'espérance de vie individuelle, on prend l'espérance de vie de celles et ceux qui sont nés la même année que lui.

²³⁹ Etant entendu que si la pension est inférieure à un minimum légal, elle est automatiquement porté à ce minimum, ce qui empêche de critiquer ce système pour son « individualisme » au nom de la solidarité envers les plus pauvres. Cet argument ne tient pas et passe à côté de l'objection essentielle.

remplacement – qui est si décisif dans notre système de retraite – a complètement disparu. En Suède, le retraité n'est plus un salarié qui a droit à la poursuite à vie de son salaire, avec tout ce que cela implique de modification de la convention du travail que nous venons de voir. Il est juste un ancien employé, un « inactif » qui, grâce « à la solidarité intergénérationnelle », récupère dans les cotisations des actifs actuels l'équivalent de ses cotisations passées.

La pension n'est plus du tout un *salaire*, elle est un *revenu différé d'anciens emplois*. Donc ce système de répartition à la suédoise affirme que l'emploi reste bien la seule institution légitime pour définir ce qui est travail et ce qui n'est pas travail. Il fait perdre des outils d'émancipation en affirmant que le retraité n'est pas un travailleur qui a un salaire à vie, il redonne aux dominants des outils pour affirmer encore davantage leur vision du monde et donc leur domination. Or, il faut savoir que le modèle suédois est au programme non seulement du MEDEF et de l'UMP bien sûr, mais aussi du PS, des Verts et qu'il est défendu syndicalement par la CFDT. C'est dire qu'on ne gagnera le débat sur les retraites programmé pour 2013 dans la loi de réforme de 2010 que si nous nous libérons du mot d'ordre de « solidarité intergénérationnelle » qui a été omniprésent dans la bagarre de 2010 et si nous promouvons explicitement la convention salariale du travail contre la convention capitaliste du travail !

GD :... CQFD ! si je puis dire...

À présent, je voudrais parler un peu plus de l'écologie politique. Moïshe Postone a écrit « *Temps, Travail et domination sociale, une réinterprétation de la théorie critique de Marx* » dans laquelle la distinction entre *valeur* (marchande) et *richesse* (humaine) est un élément central²⁴⁰.

²⁴⁰ Pour un entretien de Moishe Postone sur Marx et le marxisme, voir :

<http://palim-psao.over-blog.fr/article-marx-apres-le-marxisme-entretien-avec-moishe-postone-platypus-2008-75111849.html>

Par exemple, fabriquer des objets dont la durée de vie est limitée alors que l'on pourrait les fabriquer pour qu'ils durent plus longtemps, voilà un exemple clair où la décision de créer de la valeur économique l'emporte sur la création de richesse sociale puisque la fabrication d'objet à faible durée de vie va entraîner, in fine, une consommation de matières premières, d'énergie et une activité humaine bien plus importantes pour remplir la même fonction.

De même, lorsque l'on vend des objets de mauvaise qualité sans service après-vente, tout le monde sait que les gens se font avoir, qu'ils auront des problèmes et que personne ne sera là pour les dépanner. Là encore : création de valeur économique au détriment de la richesse. Idem lorsque l'on réduit les effectifs d'un service et que l'on pressure les individus à produire autant : on crée du stress, de la contrainte physique, d'où des dégâts humains, mais on crée plus de valeur économique au détriment de la richesse.

Et pour ne pas être que dans les exemples négatifs, on peut dire que mettre du personnel dans les crèches publiques pour s'occuper des enfants et libérer du temps aux parents, c'est créer de la richesse. Le fait que les infirmières disposent de temps pour s'occuper des malades, pour se former et pas seulement leur filer des médicaments à avaler, c'est créer de la richesse. Idem quand un agriculteur peut sortir de l'agriculture productiviste, faire des produits de qualité et les rendre accessibles à tous, il crée de la *richesse*.

On retrouve la définition de l'écologie politique : « préoccupation pour la qualité de vie individuelle et pour la qualité de notre civilisation ». En quoi cette distinction entre *richesse* et *valeur économique* peut-elle intervenir dans ce que tu constates sur le mal-être au travail et l'hétéronomie qui s'exerce dans l'emploi ?

BF : Je donne ici ma lecture de Marx, ce que j'en ai compris, ce que j'en tire pour mon propre travail. Tu as raison de bien distinguer deux ordres de la valeur, la valeur économique et une autre que tu appelles richesse. J'emploie peu ce terme

« richesse », car je trouve qu'il prête à confusion, d'autant que dans le sens courant richesse renvoie à argent, et l'argent est du côté de la valeur économique. Quand tu parles de richesse, tu veux parler de la production de biens et services réellement utiles...

GD : Oui. L'écologie politique insiste sur cette distinction entre *richesse* et *valeur économique* pour pouvoir choisir et donner du sens autre que capitaliste et productiviste. C'est ce que signifie le terme « qualité » dans l'expression « qualité de la vie individuelle », « qualité de la civilisation ».

Les exemples des suicides dans de grandes boîtes illustrent tragiquement cette absence de prise en compte de la production de richesse dans l'organisation de la production qui ne vise que la valeur économique. Et ce qui apparaît – et qui est encourageant ! – c'est que les gens sont très souvent parfaitement capables de voir lorsque leur activité produit de la *richesse*, ou lorsqu'elle n'est là que pour produire de la *valeur économique*. Ceci est un élément de la souffrance au travail.

J'enchaîne avec un point qui me tient à cœur et qui ressort aussi des exemples que je viens de donner, c'est l'importance du temps : « temps de vie », « temps mis à disposition », « temps nécessaire à »... J'en parle parce que l'écologie politique remet au centre la question du sens que nous donnons à nos vies, de la « qualité » – d'où le fait de dissocier la richesse de la valeur économique – et cette question de la qualité passe obligatoirement par la réappropriation du temps, par le fait que le temps redevienne un élément central dans nos considérations au lieu d'être négligé comme il l'est aujourd'hui. Et on le voit concrètement dans les exemples dont on a parlé : il n'est pas possible d'aborder la production de richesse sans faire intervenir le temps. Et le temps est également quelque chose d'important qui intervient dans les processus de domination et d'abrutissement des individus. On est donc au cœur de la problématique de l'émancipation : je pense que tu seras d'accord pour dire que si l'individu n'a pas

de temps disponible pour lui, il n'y a pas d'émancipation possible...

229

BF : En un sens, le temps n'est pas négligé dans nos considérations, car il est omniprésent dans un quotidien où on court après lui, où le manque de temps nous empêche de bien travailler ! Mais effectivement il est « naturalisé », c'est-à-dire que la définition capitaliste du temps passe pour « naturelle » alors qu'elle est l'enjeu de la violence qui est propre à la définition capitaliste de la valeur économique, car le capitalisme évalue la valeur économique des produits *par le temps de travail* nécessaire à leur production (dans les conditions moyennes de productivité). C'est pour cela que nous sommes toujours pressés davantage à produire toujours plus de valeur économique en moins de temps.

Il faut bien insister sur le fait que cette manière d'évaluer la valeur économique d'un bien ou d'un service par le temps de travail est unique dans l'histoire de l'humanité et ne correspond qu'au capitalisme, et c'est cela la fameuse *valeur-travail*.

Là je pense qu'il faut nous arrêter un instant sur ce point, car ce terme de « valeur travail » fait l'objet d'une confusion dramatique. Le travail concret – c'est-à-dire le fait de produire des choses utiles – a une valeur anthropologique décisive au sens où c'est par le travail concret que nous humanisons le monde autour de nous et que nous nous humanisons : nous construisons des maisons, des ponts, des écoles, nous produisons de l'énergie, des objets, de l'éducation, des systèmes de santé, mais aussi des livres, de la culture, etc.

C'est cela la valeur anthropologique du travail concret, et quand nous parlons couramment de la « valeur travail », c'est de cela que nous parlons. Mais – et nous retrouvons ici la force d'une idéologie dominante qui absorbe ses opposants par la confusion du vocabulaire – la *valeur-travail* telle que la pratique le capitalisme est tout le contraire au sens où elle est mortifère pour les travailleurs qui produisent, et à confondre

les deux, on en vient malgré soi à connoter positivement la valeur-travail capitaliste.

En adhérant à la « valeur travail » sans dénoncer la mesure de la valeur économique par le temps de travail, on naturalise ce qui est, en réalité, un rapport social d'une grande violence : à savoir le fait de mesurer la valeur économique d'un objet ou d'un service par le temps de travail. Je suppose qu'on va y revenir, mais c'est cette valeur-travail qui conduit, d'une part, à réduire les producteurs –les êtres humains– à des *forces de travail* payées au temps nécessaire à leur production, et qui conduit, d'autre part, à cette course éperdue à la réduction du temps de travail par unité produite –que l'on appelle plus généralement, dans l'idéologie du capital, les gains de productivité. Pas besoin de faire un dessin pour dire les effets anthropologiques désastreux de la valeur-travail.

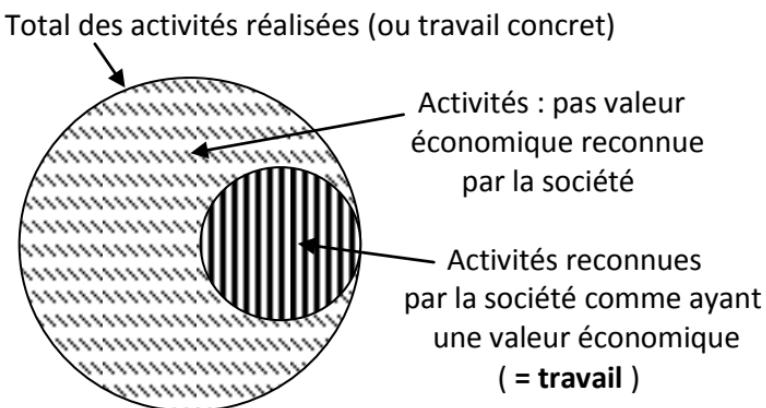
Or, chaque fois que nous posons comme des évidences, par exemple, que « ce qu'il y a de commun à tous les produits de notre activité (produire un ordinateur, acheminer un colis, enseigner,...), c'est le temps de travail », ou que nous considérons comme naturel et évident que « le gain de productivité se mesure au gain de temps de travail », nous naturalisons la violence de la valeur-travail, c'est-à-dire que nous renforçons la domination du capitalisme.

Mais pour bien comprendre ce point, il faut revenir à la distinction entre valeur économique et richesse. Reprenons la distinction classique entre *valeur économique* et *valeur d'usage*, c'est-à-dire entre ce que l'on appelle le *travail abstrait* et le *travail concret*. Le *travail concret*, que l'on peut désigner aussi sous le terme d'*activité*, produit des « valeurs d'usage », c'est à dire des biens et services utiles. Ce travail concret, cette activité, c'est la forme la plus banale et la plus quotidienne de nos existences éveillées. Par exemple : conduire ses gamins à l'école, se faire un café le matin, mais aussi construire des avions, enseigner, cultiver un jardin, juger, soigner, échanger et discuter avec les autres, cuisiner des repas, transmettre, bricoler une étagère, fabriquer un objet,

transporter, etc. Tout cela c'est de *l'activité*, c'est du *travail concret*, et c'est de la production de *valeurs d'usage*.

Et il y a une part de cette activité qui est également du *travail* parce qu'elle est considérée comme produisant, non seulement de la valeur d'usage par du travail concret, mais également de la *valeur économique* par ce que l'on appelle du *travail abstrait*. La valeur économique d'une valeur d'usage est évaluée en monnaie.

Activité (travail concret) et Travail

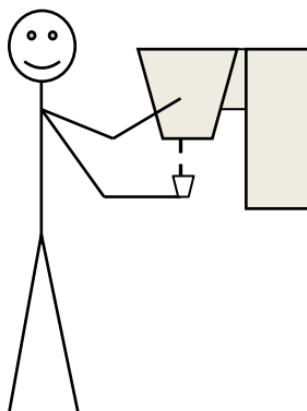


Le **PIB** est la somme de toutes les valeurs économiques (valeurs ajoutées) produites en une année dans le cadre du travail.

Pour illustrer cette histoire de ce qui est *travail* ou pas, on peut reprendre l'exemple du serveur qui est au bar : quand il est là, à son poste de travail, le serveur ne fait pas que du travail *concret* : le travail *concret* c'est de fabriquer avec la machine le produit qu'est cette tasse de café ; mais en fabriquant cette tasse de café, il a accompli en même temps du travail *abstrait* ; c'est-à-dire qu'il a produit en même temps la valeur économique de la tasse de café qu'il était en train de faire avec

la machine. Et la valeur économique de la tasse s'exprime dans son prix. Mais dans un cadre « hors travail », ce que nous faisons n'est que de l'*activité* (ou travail *concret*) et il n'y a aucun travail *abstrait*. C'est-à-dire que quand ce serveur est rentré chez lui, la même tasse de café qu'il fait de la même manière concrète n'a aucune valeur économique, aucun prix, et elle a simplement une valeur d'usage : le café dans la tasse.

Activité (hors travail)
appelée aussi travail concret



Travail concret =
produire une valeur d'usage
(la tasse de café)

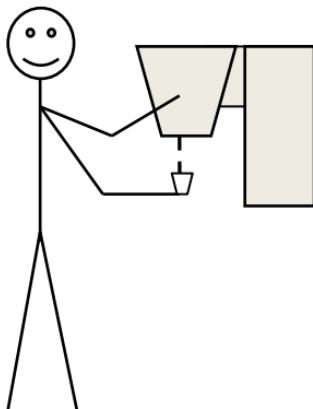
Dans un cadre hors travail, la personne ne fait que du travail concret (pas de valeur économique produite).

GD : Donc il faut bien comprendre qu'il y a deux cadres distincts de l'activité : d'une part, le hors travail où il n'y a que du travail concret et où l'on ne crée aucune valeur économique ; et d'autre part, l'emploi où en même temps que l'on accomplit un travail concret, on fait du travail abstrait, c'est-à-dire que l'on crée la valeur économique attribuée au résultat de ce travail concret, qu'il s'agisse d'un objet ou d'un service ; et la totalité des valeurs économiques produites par le travail abstrait durant une année, c'est le PIB annuel. Et dans le

vocabulaire courant, où l'on confond souvent « travail » et « emploi », la première situation sera « hors travail » et la seconde du « travail ».

233

Travail travail concret + travail abstrait



Travail concret =
produire une valeur d'usage
(la tasse de café)

+

Travail abstrait =
produire la valeur économique
de la valeur d'usage
(le prix de la tasse de café)

Dans un cadre de travail, la personne accomplit en même temps du travail concret et du travail abstrait.

BF : Oui, et cette confusion fait partie de notre intériorisation de la convention capitaliste du travail, de sa « naturalisation », comme nous le verrons en analysant le caractère capitaliste de l'emploi. Pour en revenir à cette notion de *richesse* dont tu parlais, il faut aussi comprendre que cette évaluation monétaire d'une partie de l'activité se fait même si cette part d'activité produit des valeurs d'usage qui peuvent être très discutables, voire nocives.

Par exemple, il y a plusieurs dizaines de milliers d'emplois à la City de Londres (capitale de la finance) correspondant à ce que nous appelons du travail parce que les employés y développent pour les « marchés » les outils de ponction de la valeur économique produite à travers le monde, et cela alors même

que la valeur d'usage de ces produits financiers qu'ils fabriquent est très toxique pour les êtres humains, la société et la planète. Donc produire de la valeur économique n'a rien à voir avec le fait de produire une valeur d'usage qui soit « positive » ou « nocive » !

Mais on trouve aussi l'inverse. Prenons l'exemple d'un agriculteur qui produit des légumes de qualité ou d'un fabriquant de machine à laver qui produit des machines pour 30 ans et non pas 5-6 ans (j'en parle parce que je sais que tu aimes bien les histoires de machines à laver...) : il y a travail parce que production de valeur économique, et là les valeurs d'usage produites sont positives pour les êtres humains et la société, eh oui on peut les désigner par le terme de *richesse* comme tu dis (avec les réserves que j'ai émises).

GD : Oui c'est vrai ! j'aime beaucoup la machine à laver, car elle fait partie de ce quotidien qui permet la réflexion politique et je pense qu'il est très important de montrer la matérialité concrète des options politiques, culturelles, sociales... Et pour revenir à cette distinction entre activité et travail, entre valeur d'usage et valeur économique, est-ce que tu peux nous dire en quoi la question de la valeur économique est importante ? Car après tout... on pourrait simplement dire que tout cela « ce n'est que de l'économie ! ».

BF : Alors effectivement la valeur économique n'aurait pas d'importance si nous étions dans des sociétés sans pouvoir, car alors nous produirions des valeurs d'usage dans la transparence et selon des procédures démocratiques. Mais je ne sais pas si de telles sociétés humaines n'ont jamais existé tant les relations de pouvoir sont omniprésentes dans les structures humaines : dans la famille, les associations, au travail et même dans l'amitié les rapports de pouvoir sont présents partout à divers degrés. Et c'est à l'évidence le cas pour nos sociétés où les dominants décident pour la société, mais selon leurs intérêts particuliers, de ce qui a une valeur économique, ou non, parmi les valeurs d'usage produites, et quel est le niveau

de cette valeur économique. Pour prendre un exemple trivial de rapport de pouvoir, la domination masculine repose sur le refus de reconnaître une valeur économique aux tâches réservées aux femmes : elles sont honorées grandement comme productrices de valeurs d'usage (on dit par exemple qu'elles sont essentielles, qu'elles cimentent le lien social, etc.), mais elles sont niées comme productrices de valeur économique : la femme au foyer ne produit aucune valeur économique, elles accèdent moins que les hommes aux postes à responsabilité (donc où il y a du pouvoir) et les femmes sont payées 20 % de moins que les hommes pour un même poste.

Le rapport de pouvoir est lié à la maîtrise de la valeur économique, et l'exercice du travail concret est déterminé par la définition de la valeur économique. Par exemple, nous ne serions pas esclaves du temps comme nous le sommes si ce n'était pas le temps de travail qui était la mesure de la valeur économique ; et nous serions moins prisonniers des marchandises si le profit ne passait pas par la production de marchandises.

Cela dit, j'ajouterais que par rapport à l'ancien régime, le capitalisme a introduit une grande nouveauté dans la définition et la pratique de la valeur économique. En effet, avant l'ère moderne – celle du capitalisme –, la production de valeur économique était totalement imbriquée dans le fonctionnement des rapports de domination : les biens avaient d'autant plus de valeur qu'ils étaient produits par une caste élevée dans la hiérarchie des castes, ou sous la dépendance d'un puissant seigneur, ou dans l'orbite d'un temple important. Le tri entre les valeurs d'usage qu'opère la valeur économique était inséparable de l'inégalité de statut des personnes. Il y avait un rapport explicite entre la maîtrise de la valeur économique et le pouvoir au sein de la société.

La valeur économique d'une même valeur d'usage que l'on avait produite dépendait du fait que l'on soit un serf, un curé de campagne, un notable qui a acheté une charge, un artisan dans une confrérie, un petit noble, un évêque ou un prince. Et donc sous l'ancien régime, les personnes étaient enfermées à vie

dans leur statut social, déterminé par un accident biographique comme leur naissance, leur lien de parenté, leur lieu de naissance, etc. Et nous avons du mal aujourd’hui à imaginer quel carcan tout cela pouvait être tant nos vies sont différentes ! Car entre le XVIII^e et le XIX^e siècle, l’ancien régime laisse la place à l’ère moderne du capitalisme qui provoque un changement radical sur cette détermination arbitraire de la valeur économique : le capitalisme a abstrait l’appréciation de la valeur économique des biens et services produits de ces rapports sociaux de soumission au chef du clan, au prêtre, au prince ou au maître de la corporation.

En mesurant la valeur économique par le travail abstrait, le capitalisme libère le travail des soumissions sociales à tous ces gens qui s’en servaient pour asseoir leur domination sur les autres. Il libère les individus des carcans sociaux dont ils étaient prisonniers en postulant une égalité théorique, entre tous les producteurs, en rapportant toute valeur économique d’une valeur d’usage au travail qui a servi à la produire.

GD : Oui, c’est effectivement une évolution considérable pour les libertés individuelles et la société, et c’est vrai qu’aujourd’hui, nous mesurons mal ce qu’était la société avant l’ère moderne. Mais cette invention d’un critère unique d’évaluation économique d’un produit, même si elle est libératrice, peut avoir des conséquences négatives suivant le choix du critère adopté !

BF : Évidemment ! Car le capitalisme ne supprime pas le pouvoir – vu que le pouvoir existe dans toute société humaine –, le capitalisme déplace le pouvoir ! C’est-à-dire qu’il change la donne concernant la valeur économique –puisque la maîtrise de la valeur économique et le pouvoir sont liés– mais il ne la supprime pas.

Depuis que nous sommes sous le capitalisme, le critère unique choisi pour déterminer la valeur économique d’un produit est le temps de travail nécessaire pour le fabriquer dans les conditions moyennes de productivité : on appelle cette

évaluation la *valeur-travail*. Et ce critère a des répercussions très négatives, car poser le temps de travail comme mesure de la valeur économique d'un produit va faire du capitalisme un mode de production prédateur de la nature, va soumettre les travailleurs à la dictature du temps, va marginaliser le travail vivant dans la production et va pousser à une extension infinie de la marchandise – tout doit devenir une marchandise !

Tout ceci afin d'assurer un niveau suffisant de survaleur aux capitalistes alors que le taux de profit baisse du fait de la réduction de la part du travail vivant dans le capital mis en œuvre. Tout cela a été magnifiquement analysé par Marx.

Insistons sur le fait que l'invention de la *valeur-travail* n'a pas supprimé la domination sociale, elle l'a déplacée au bénéfice de la propriété lucrative, donc au profit de ceux qui possèdent cette propriété lucrative. Et de même que les chefs de clans, les prêtres ou les princes cherchaient à naturaliser leur pouvoir sur le travail en posant comme naturels, et donc indépassables, les rapports sociaux de type familiaux, religieux ou politiques dans lesquels il s'inscrivait, de même, aujourd'hui, les propriétaires lucratifs posent leur convention du travail comme étant « naturelle », c'est-à-dire inscrite dans l'ordre des choses et donc indépassable.

Et ils y réussissent en partie. Car de fait, nous considérons comme « naturel » de mesurer la valeur économique d'un produit par le temps de travail et d'augmenter la productivité par la réduction du temps de travail, alors qu'il s'agit d'une violence propre au capitalisme. De même, notre langage courant confond « travail » et « emploi », alors que l'emploi – et donc le marché du travail – sont des créations du capitalisme.

GD : D'accord... on voit bien tout cela, et c'est en lien avec tout ce dont nous avons parlé avant sur les deux conventions du travail qui existent en France : celle de l'*emploi*, qui est capitaliste, et celle du *salaire à vie* qui est anticapitaliste. Mais où veux-tu en venir ? Quelle est la conclusion de tout cela ?

BF : Simplement qu'il faut comprendre que la question de savoir qui, dans une société, décide de ce qui a une valeur économique ou pas de valeur économique, et au nom de quel critère, est absolument cardinale, car cette question c'est celle du pouvoir. Voilà l'enjeu ! La classe qui décide de la valeur économique produite et des critères pour fixer cette valeur économique a le pouvoir. Et cet enjeu du pouvoir est tel que le travail fait l'objet d'une naturalisation, c'est-à-dire que la classe dirigeante (les capitalistes comme les princes ou les prêtres avant eux) tente de lui donner une définition de type substantialiste : il y aurait une « nature » du *travail*, il y aurait de l'activité qui serait « par nature » du travail (celle qui est régie par la valeur-travail dans le cadre d'un emploi) et de l'activité qui « par nature » ne serait pas du travail parce qu'elle ne relève pas du marché du travail et ne produit pas de marchandises. Et contre cette tentative de naturalisation du travail, il faut au contraire insister sur le fait que la définition de ce qui est du « travail » est fondamentalement politique, il n'y a pas de « loi naturelle » du travail !

GD : Oui, il n'y a que des construits sociaux, donc des conventions que nous pouvons changer. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à la fin de l'ancien régime.

Revenons au travail ; on parle souvent du « mal-être au travail », de la « souffrance au travail ». Quel est le lien avec la convention du travail capitaliste ?

BF : Le « mal-être au travail » n'est pas un mal-être au travail concret. Je m'explique : chez tous ceux qui souffrent au travail – et ils sont de plus en plus nombreux – est-ce que l'origine de leur souffrance est vraiment l'activité productrice de biens et services ? Est-ce que c'est cela qui les rend malheureux ? Je ne le pense pas, car la plupart des enquêtes sur le comportement au travail révèlent que les salariés disent « aimer leur boulot », mais qu'en revanche, ils estiment que ce qu'ils font « ce n'est plus du boulot », qu'ils sont empêchés de « bien travailler », qu'on les bride ; et ce sont ces contraintes-là qui occasionnent

la souffrance et le mal-être. Ce n'est donc pas la dimension concrète du travail qui pose problème (le fait de se lever et de faire des choses, seul ou dans un collectif de travail, etc.), c'est la dimension abstraite qu'il a dans le capitalisme, à savoir sa mesure de la valeur économique par le temps. C'est cette dictature du temps qui empêche de bien travailler, qui impose les cadences et le découpage des tâches, qui entraîne les rationalisations d'effectifs, qui met en place une hiérarchie incomptente juste là pour faire obéir à des règles qui nuisent à la qualité du travail, etc. Voilà pourquoi il faut vraiment faire la distinction entre travail et emploi. Toutes ces nuisances, qui conduisent parfois à des drames humains et même des suicides, ont pour origine non pas le *travail*, mais *l'emploi*, c'est-à-dire la convention capitaliste du travail.

Dénaturaliser ce que l'on appelle *travail*, c'est le sortir de cette identification – aujourd'hui très courante – d'avec l'emploi. Dans le vocabulaire courant, en effet, il y a trop souvent confusion entre « j'ai du travail » et « j'ai un emploi », entre « je cherche du travail » et « je cherche un emploi » ou entre « je n'ai pas de travail » et « je n'ai pas d'emploi ».

Cette confusion entre travail et emploi est extrêmement mortifère car elle conforte la convention capitaliste du travail dans l'imaginaire populaire ; c'est-à-dire la convention qui veut que ne soit désigné comme étant du travail que l'activité menée dans le cadre d'un emploi sur lequel on ne décide rien, où l'on est soumis à la valeur-travail dans la subordination à un actionnaire, via un employeur, qui exige la rentabilité de son capital bien au-delà du taux de croissance. Nourrir la rente des actionnaires, c'est cela qui est l'origine de la souffrance, c'est donc une « souffrance dans l'emploi » dont il s'agit, pas une « souffrance au travail ».

GD : Et on comprend mieux les origines de cette souffrance : les gens ne décident de rien dans l'emploi. Ni sur les moyens, ni sur les finalités de leur travail, et en plus ils sont obligés de réclamer d'être employés parce qu'il faut bien avoir de quoi vivre ! Et même d'un point de vue psychologique : seuls les

employeurs sont aptes à leur dire s'ils sont des travailleurs ou pas ! En somme, les individus sont prisonniers de l'emploi... Ils le sont d'autant plus qu'ils ne sont pas idiots et qu'ils savent évaluer leur activité, et donc ils savent si, dans leur emploi, ils sont en train de créer de la richesse ou pas, ou pour le dire comme toi : s'ils créent de la valeur d'usage utile ou inutile, voire nocive.

Par exemple, fabriquer des mines anti-personnelles dont tout le monde sait qu'elles sont vendues dans les pays pauvres, fabriquer des OGM agricoles qui confortent les firmes multinationales de l'agroalimentaire et provoquent des famines en retirant des terres aux cultures vivrières, on pourrait aussi parler des employés dans la publicité qui doivent trouver comment formater les enfants pour qu'ils réclament à leurs parents dans les supermarchés. Les salariés savent estimer la qualité de la valeur d'usage qu'ils sont en train de créer dans leur travail, et si ce qui prend le dessus ce n'est pas la production de richesse mais celle de valeur économique.

BF : Exactement. Produire de la *richesse*, pour reprendre ton vocabulaire, c'est mener une *activité* qui apporte du mieux et du « positif » à la société, que cette activité soit *travail* ou non. Et dans une grande majorité des cas, les salariés ont très clairement conscience de la nature de leur production : c'est-à-dire qu'ils savent si ce qu'ils produisent est de la *richesse*, ou si leur production est de la production de *valeur économique* pour les actionnaires par le truchement de produits à la valeur d'usage nocive.

Pour un autre exemple : ceux qui ont conditionné du Mediator produisaient de la valeur économique qui a enrichi Servier – et ceux qu'il a arrosés... – mais la valeur d'usage de cette production pharmaceutique était nocive et ne comportait aucune richesse au sens où tu l'entends. Et de même, des professionnels du bâtiment sont heureux et fiers de construire un équipement utile qui va dynamiser l'économie et la vie locale, mais ils éprouvent par contre une répugnance certaine à édifier des chalets de villégiature à 25 millions d'euros pièce et

qui vont faire de la population locale des domestiques pour nababs. Les gens savent parfaitement ce qu'ils font et les conséquences de ce qu'ils font.

GD : Tu prends aussi souvent l'exemple de l'employé de banque... J'aime bien cet exemple parce que l'on tape beaucoup sur les banques – et à juste titre d'ailleurs ! – mais le « conseiller clientèle », lui, n'est pas un « banquier », il est simplement un employé des banquiers !

BF : Oui ! L'employé de banque... « Son boulot l'intéresse », ça l'intéresse de convertir des dépôts à court terme en prêts à long terme, les techniques qu'il utilise l'intéressent, et il lui semble qu'il joue un rôle utile à la société en faisant, par exemple, ce travail de conversion de petits dépôts à court terme en prêts à long terme, qui permet à des petits déposants d'obtenir des prêts pour acheter une maison pour vivre, ou une voiture pour se déplacer. Mais son travail, parce qu'il est pris dans les rets de l'emploi, va consister à vendre des « packages » qui comprennent une assurance, une carte bleue, un compte-chèques, une garantie juridique, un magazine, et même des téléphones portables ! Ces packages-là sont extrêmement discutables quant à leur utilité sociale et au regard des coûts engendrés pour les utilisateurs, et tout cela, notre employé de banque le sait parfaitement.

Donc il constate l'absence de production de valeur d'usage positive dans son travail ; il en constate même les effets néfastes. Mais il vend tout cela parce qu'il subit un chantage à l'emploi ; en tout cas il pense qu'il ne peut pas faire autrement, que « c'est la vie », qu'il doit le faire sous peine de perdre son poste et de n'avoir plus d'argent pour vivre. Et cette contradiction, entre ce qu'il voudrait faire et ce qu'il est obligé de faire le met dans une situation qui sera communément appelée « souffrance au travail », « mal être au travail », alors qu'en réalité il s'agit de souffrance dans l'emploi.

Cette souffrance dans l'emploi vient de ce que la personne employée constate son impossibilité de produire des valeurs

d'usage utiles lorsque son travail se fait sous le joug de la valeur telle que l'entend le capital.

GD : Ah... là je crois qu'il va falloir que tu sois très clair... Résumons par quelques questions : Qu'est-ce que la valeur telle que l'entend le capital ? À quelles conditions cette valeur est-elle possible ? Qu'est-ce que le capital estime être du travail ? Et pour finir... dans quelles conditions organise-t-il le travail ?

BF : Effectivement, il faut être précis. Eh bien, pour le capital, est définie comme étant du travail toute activité qui permet de mettre en valeur le capital. Et la condition pour qu'une activité mette en valeur du capital c'est que soient produites des marchandises – qu'il s'agisse d'un objet ou d'un service – par des forces de travail mises sous le joug de la « valeur-travail ». Donc voilà, il y a ces trois grands mots qui sont lâchés : *marchandise, force de travail, valeur-travail*. Nous les avons déjà explicités, et disons que cette nébuleuse-là s'exprime dans une institution très précise, que nous connaissons et subissons tous : l'*emploi*. Le capitalisme organise le travail dans le corset d'un marché du travail qui réduit les personnes, alors que ce sont elles qui produisent la valeur économique, à de la force de travail demandeuse d'emploi.

GD : On retrouve également le fait qu'un prolétaire est une personne qui échange de son temps – son temps de vie ! – contre de l'argent pour vivre. Et l'*emploi* peut être défini par le fait que l'on paye quelqu'un pour occuper un poste de travail ; c'est-à-dire un certain nombre de tâches à accomplir sans avoir aucune prise sur celles-ci. Et c'est là que l'on peut rejoindre l'hétéconomie telle qu'elle a été au centre du travail de Gorz. L'hétéconomie chez Gorz, comme chez Marx, est que nous sommes des individus niés comme étant les véritables acteurs de la production. Nous ne pouvons que constater que l'on nous demande d'accomplir des actes, des gestes, dont nous ne maîtrisons ni les moyens ni la finalité et dont nous comprenons

qu'ils visent non pas à augmenter la richesse sociale, la positivité, la qualité de la vie et de notre civilisation, mais à faire fructifier du capital pour ceux qui le possèdent par la propriété lucrative. L'hétéronomie est là et elle se concrétise dans cette institution qu'est l'emploi.

BF : Oui, car le propre de l'emploi, contrairement au grade de la fonction publique, est que c'est le poste de travail qui est qualifié, et non pas la personne du salarié qui l'occupe. C'est très important de faire cette distinction !

Dans le secteur privé, les conventions collectives qualifient les postes de travail et définissent le salaire qui y est associé, si bien que c'est toujours le poste de travail qui est payé, jamais le salarié lui-même, qui perd son salaire s'il perd son poste de travail. C'est décisif. Il faut bien comprendre que la qualification renvoie à la valeur économique : qualifier un poste de travail, c'est lui faire correspondre un salaire, c'est estimer la valeur économique que le poste de travail produit. Et par conséquent c'est nier que le producteur de la valeur, c'est le salarié qui actionne le poste de travail en remplissant les tâches qui ont été définies pour ce poste. C'est faire comme si le poste produisait la valeur économique, pas l'employé qui, du coup, n'a rien à dire sur ladite valeur. Les capitalistes gardent la main... ça sert à cela l'emploi.

Au contraire de ce modèle – de cette convention du travail –, les fonctionnaires sont payés à vie parce que leur qualification est personnelle, liée à leur personne. Leur grade les qualifie, eux : ils sont payés pour leur grade, c'est-à-dire pour leur qualification personnelle, et non pas pour leur poste. Et c'est pour cela que la fonction publique est l'objet d'une véritable haine des tenants du capital. Les capitalistes n'existent que par l'expropriation des producteurs. Il faut comprendre que le capital ne peut se mettre en valeur qu'en imposant un statut de mineurs économiques à ceux qui sont pourtant les seuls producteurs de la valeur économique.

GD : L'idée est bien là ! nous imposer que nous ne sommes pas « majeurs », « adultes », « autonomes » ; que nous sommes des « mineurs sociaux », des gens inaptes à produire sans qu'on les dirige, sans qu'on leur dise quoi faire.

BF : Je préfère le terme de « minorité économique » à celui plus vague de « minorité sociale », car il désigne bien le cœur de l'affaire : l'absence de maîtrise de la valeur économique. Et dans le même temps, les actionnaires, les prêteurs sur les marchés financiers, qui sont des parasites, vont se poser comme étant, eux, des acteurs, des êtres majeurs aptes à décider. Ceux qui se posent comme tels, et qui nous exproprient de ce que nous avons produit et de notre statut de producteurs, sont ceux qui maîtrisent les moyens de production par la propriété lucrative – il faudra revenir sur ce terme, car il est central – et qui nous réduisent à l'état de simple « force de travail », « demandeuse d'emploi » sur un « marché » similaire à celui des marchandises : c'est pour cela que l'on parle du « marché du travail » ou du « marché de l'emploi ».

GD : L'idée est bien de suggérer que sans investisseurs, sans dirigeants, nous ne sommes capables de rien... Et pour donner une explication plus « canonique »... ?

BF : Nous la trouvons chez Marx. Le capitaliste achète la *force de travail*, qui est une marchandise puisqu'elle est sur un marché ; exactement comme il y a un marché pour le bois ou les voitures. Car le seul caractère que nous reconnaissent les capitalistes dans la production c'est d'être une force de travail qui s'achète, se vend et qui est en demande d'être employée ; voilà leur vision de ce que nous sommes !

Donc sur le « marché de la force de travail » (que je vais désigner par son terme courant de « marché du travail » même s'il n'est pas très exact), cette force de travail s'achète, comme n'importe quelle autre marchandise capitaliste, pour son prix de production ! C'est-à-dire le temps de travail nécessaire à la production des biens et services qu'elle consomme pour se

reproduire. Mais en réalité, cette marchandise qu'est la force de travail est une marchandise différente des autres marchandises qu'achète le capitaliste, les machines, les matières premières ou l'énergie.

Les machines, dans l'acte de production, vont transmettre leur valeur aux produits fabriqués, parce qu'une machine est du « travail mort », et c'est « l'amortissement » qui va exprimer cette valeur transmise²⁴¹ : une machine ne crée aucune valeur. La machine c'est du « capital constant ». À l'inverse, la force de travail est du « capital variable », elle peut produire plus que ce qui est nécessaire pour sa reproduction. Et la différence entre ce que coûte la force de travail – les employés – et la valeur économique qu'elle produit est la « sur-valeur » ou « plus-value ». Et cette sur-valeur est au fondement du profit, dont le taux sera d'autant plus élevé que le capital mis en œuvre pour l'obtenir est faible.

GD : En somme, si je paie un SMIC à un employé et que cet employé produit par son travail une valeur économique de trois SMIC dans le mois, alors la « sur-valeur » est égale à deux SMIC.

BF : C'est cela. Et cette sur-valeur va être la propriété de celui qui, dans l'acte d'achat de la force de travail grâce à l'emploi, s'est approprié son usage puisqu'à partir du moment où on achète une marchandise, alors on a le droit de l'utiliser. Un point essentiel est donc que l'emploi est l'acte d'achat de la force de travail, c'est ce qui nous dépossède de notre statut de producteur et de notre droit sur la production.

²⁴¹ Valeur qui est encore présent dans la machine, et donc on va « amortir » le capital en utilisant la machine. Mais cet amortissement n'est qu'une transmission d'une valeur du passé – le moment où la machine a été fabriquée et achetée – vers le présent – le moment où l'on se sert de cette machine pour produire un objet.

GD : Le capitaliste achète à une personne huit heures de sa vie par jour pour un salaire, et il récupère tout ce que cette personne a créé durant ses huit heures. Le vendeur de sa force de travail, l'employé, renonce à la production issue de sa force de travail au moment même où il la loue contre un salaire.

BF : Voilà ! C'est la règle du marché : le fabricant d'une paire de bottes ne peut pas une fois qu'il l'a vendue, se chauffer avec. Voilà l'explication canonique de Marx.

GD : Et j'ai envie de dire : voilà pourquoi il est important que ce soit le poste de travail qui soit qualifié ! car ainsi c'est lui qui produit la valeur économique, et pas l'employé. Et comme le poste de travail est la propriété de l'investisseur ou de l'actionnaire, c'est lui qui possède et décide ce que le poste de travail produit. Après, pour poursuivre ton propos, si le capitaliste vend le produit, il va faire du « profit », c'est-à-dire s'approprier une partie du travail d'autrui²⁴². En somme le profit, c'est les impôts des nobles sur les paysans : le fruit du travail ne va pas à celui qui en est l'auteur. On retrouve l'enjeu que représente le fait de parler de l'emploi : c'est le cœur du problème...

Je voudrais revenir à la notion de temps qui intervient fortement en écologie politique. Le « monde vécu », c'est à dire la perception que les individus ont du monde qui les entoure, fait fortement intervenir le temps, car on a besoin de temps pour comprendre, pour estimer, pour sentir, pour communiquer, pour vivre ! D'où le fait que le manque de temps est une source d'aliénation, de misère et de souffrance.

²⁴² Il ne faut pas confondre « profit » et « bénéfice ». Le bénéfice, c'est le fait de tirer parti de son travail pour un travailleur indépendant : il met en œuvre sa capacité de production, il produit plus que les intrants qu'il a mis dans sa production, et il fait un « bénéfice » qui lui revient. Le « profit », c'est lorsque la sur-valeur va à autrui et ne va pas à celui qui l'a produite.

Dans tes études où est-ce que tu as pu constater l'importance du temps ?

247

BF : Précisément dans le marché du travail et dans l'emploi ! La dictature du temps est consubstantielle au capitalisme puisque, à la différence du rapport féodal auquel tu faisais allusion, la prédation de la valeur économique créée par autrui ne passe pas par l'inégalité des statuts sociaux. Comme je l'ai déjà évoqué : l'invention du travail abstrait libère de tout un tas de soumissions aux princes, aux prêtres, aux chefs de clans familiaux, etc. qui décidaient de la valeur économique du travail des autres. Le capitalisme a aboli cette inégalité entre le seigneur et le serf, et il a posé au contraire l'égalité des humains. C'est pour cela que le capitalisme est si difficile à combattre : la ponction des capitalistes sur le travail d'autrui s'opère entre humains de même statut et relevant des mêmes règles de justice. Il n'y a plus de différences entre les lois qui s'appliquent aux gens du peuple, aux nobles et aux prêtres pour faire court. Les lois sont les mêmes pour tous les citoyens, qu'ils soient capitalistes ou employés.

Et pour que la ponction de la valeur économique produite par autrui soit possible dans une telle condition d'égalité entre les humains – une égalité qui rend cette ponction apparemment impossible ! – il faut que la valeur économique d'un produit soit définie par le temps de travail et que la production ne mette en présence que des marchandises : c'est-à-dire la marchandise « force de travail » – qui vient les employés – et dont la valeur économique est définie par son temps de production, et les marchandises que cette force de travail produit, dont la valeur est elle aussi définie par le temps de travail nécessaire à leur production.

La ponction de la survaleur est rendue possible par la différence entre ces deux temps de production, alors même qu'il n'y a sur les marchés (du travail et des biens) que des échanges d'équivalent (chacun est acheté ou vendu pour le temps socialement nécessaire à sa production, aussi bien les employés que les objets et services produits). Le profit

s'origine dans la différence entre le temps de production de la marchandise force de travail, reconnu dans le salaire, et celui pendant lequel celle-ci est vouée à produire d'autres marchandises, reconnu dans le prix de ces marchandises.

C'est pour cela que les employés sont pressurés toujours davantage ! Plus ils produisent dans le même temps, plus il y a une différence entre ce qu'ils coutent et la valeur totale de ce qu'ils produisent. La mesure de la valeur économique d'une valeur d'usage (un bien ou un service) par le temps de travail (ce que l'on désigne par l'expression *valeur-travail*) est au cœur de l'exploitation capitaliste, et c'est pourquoi dès que la logique capitaliste s'impose dans la production de valeurs d'usage, le temps devient la variable essentielle, dans l'acte de production bien sûr, mais surtout dans la réduction des personnes à n'être que la force de travail.

Et cette manière de fonctionner est une source de souffrances inouïes. Non seulement pour la raison que tu évoquais ; à savoir, le fait qu'il faut de plus en plus produire dans le même laps de temps ; ce qui à la fois épouse les producteurs, met en cause la qualité des produits, fait que l'on a de plus en plus de doutes sur la qualité de ce que l'on fait alors même qu'on est épousé à le faire. Mais aussi, et peut-être davantage, à cause de l'incroyable réduction anthropologique que cela induit : tout en posant l'égalité des humains – ce qui est évidemment progressiste ! – le capitalisme réduit, par la dictature du temps, les propriétaires lucratifs à être des machines à encaisser du profit, et tous les autres êtres humains à être des machines à en faire. Donc on voit bien que la valeur-travail et la propriété lucrative sont mortifères et qu'il faut s'en débarrasser.

D'ailleurs, j'attends avec impatience le moment où nous allons aborder la propriété lucrative, mais il est bon qu'on passe du temps... sur le temps, précisément, car la valeur-travail, entendue comme la mesure de la valeur par le temps de travail, est un fléau très ressenti mais fort peu explicité.

GD : Oui tu as raison, toutes ces choses sont denses et il faut prendre du temps pour les mettre à la portée de tous. On va

venir à la propriété lucrative, mais d'abord juste un mot par rapport à ce que tu disais, je pense que l'on peut faire un lien au niveau du vocabulaire, parce qu'en fait au niveau des concepts c'est à peu près la même chose : l'écologie politique met beaucoup l'accent sur le sens et sur la capacité de l'individu à comprendre ce qu'il fait. Quelqu'un qui ne comprend pas ce qu'il fait, à qui on demande des gestes répétitifs voire incohérents, car il est dans la dictature de l'emploi, il est dans la souffrance. Par exemple, quelqu'un qui fabrique des téléphones portables et à qui on demande de souder la batterie dans le téléphone pour que l'objet ne puisse pas continuer à vivre après la durée de vie de la batterie, comprend très bien qu'il est en train de fabriquer de la valeur économique mais de détruire de la richesse.

BF : Je note une relative contradiction dans ce que tu dis, et si je suis d'accord avec toi quand tu dis que le salarié comprend très bien qu'il est en train de faire de la valeur économique pour l'actionnaire et de détruire de la richesse, je ne le suis pas quand tu dis par ailleurs que sa souffrance vient de ce qu'il ne comprend pas ce qu'on lui fait faire. Pour moi, la « minorité économique » du salarié ne tient pas au fait qu'il en serait réduit à ne pas comprendre ce qu'il fait, car les salariés comprennent parfaitement la contradiction entre valeur économique pour l'actionnaire et valeur d'usage dans laquelle leur travail est au rouet.

GD : Je me suis certainement mal exprimé. Ce que je dis c'est qu'il y a deux niveaux de compréhension. Celui dont je parle est celui de la problématique liée à l'acte de production de la marchandise, à savoir que l'organisation de la production est telle que l'individu n'a pas la possibilité d'intervenir dans ce qu'il fait, et qu'à la limite on ne lui demande pas de comprendre ce qu'il fait : il doit juste le faire, serrer des boulons, vendre des téléphones, remplir des fiches d'assurance qualité, etc. et il y a souffrance, car l'individu est réduit à une simple force de travail qui doit accomplir des gestes, remplir

une tâche, sans en comprendre la finalité, sans avoir de prise sur elle. Et dans le même temps, comme tu le soulignes, il y a cet autre niveau de compréhension où l'individu, malgré le fait qu'il soit une simple force de travail, comprend parfaitement qu'il est en train de produire de la valeur économique pour le propriétaire sans produire une réelle valeur d'usage positive ou de la richesse. Et il y a aussi, dans cette compréhension de la finalité, une souffrance dans l'emploi. C'est intéressant parce que tu amènes la problématique par une analyse systémique – comment nous sommes niés en tant que producteur – alors que j'entre dans la problématique par le ressenti dans l'activité.

Le fait d'être nié comme producteur c'est aussi constater quotidiennement que l'on n'a pas de prise sur l'activité de production que l'on mène, que l'on ne peut pas y intervenir, que l'activité n'est pas le prolongement de soi, qu'elle est imposée, dictée, et que l'on ne nous demande même pas de comprendre ce que l'on fait : on nous demande juste de le faire et c'est pour cela que l'on est payé lorsque l'on est dans l'emploi. Dans cette organisation du travail, il y a une dépossession de soi, de sa vie. Et c'est là où il y aussi une souffrance : ne plus être maître de ce que l'on fait, ne plus être maître de sa vie. Est-ce que cela te va ?

BF : Oui !

GD : Thank you sir ! Du coup, on peut dire que toutes les cartes sont dans les mains de ceux qui décident des postes, de leur localisation, de leur qualification, c'est-à-dire les actionnaires et les employeurs qui bossent pour eux. D'ailleurs si l'on prolonge, c'est cette vision-là qui rend possible ce qu'on appelle la « Gestion des Ressources Humaines ». Les RH gèrent les postes de travail et vont chercher les personnes qui peuvent rentrer dans ces cases, et non regarder la potentialité des personnes dans le but de créer de la richesse.

BF : Certes, et je vais aller encore plus loin, car c'est ne dire que la moitié de la réalité : si la Gestion des Ressources

Humaines est aujourd’hui aux avant-postes de la tentative de maintenir le travail dans le carcan de la valeur-travail, c'est parce que les syndicats ont conquis un espace pour une autre mesure de la valeur économique que celle basée sur le temps de travail. Il est fondamental pour le capital de s'attaquer à cette conquête : je veux parler de la *qualification*.

Les RH, telles qu'elles existent, sont là pour s'attaquer à la qualification et imposer que la *valeur-travail* soit bien la seule manière d'évaluer la valeur économique d'un bien ou service. Même la qualification du poste de travail, avec toutes ses limites, est de trop pour le capital puisqu'elle impose à l'employeur le respect d'un salaire à la qualification qui n'a pas de lien avec la mesure du temps de travail. Aussi les employeurs ont-ils toujours tenté de s'en affranchir en faisant en sorte que les salaires des conventions collectives (basés sur la qualification) ne soient que des minimas, ce qui permet d'introduire dans la rémunération des primes qui, elles, sont basées sur le temps de travail du salarié. C'est donc une manière de réintroduire la dictature du temps de travail.

Et surtout, les employeurs gèrent cette dictature par toute sorte de techniques de management instauratrices de la peur ou de la culpabilité, destructrices de la coopération entre salariés au bénéfice de la guerre de tous contre tous – et c'est terrible, car cela peut conduire à des suicides !

Mais il faut comprendre que ces techniques sont là, car les actionnaires en attendent des gains de productivité, c'est-à-dire, dans sa définition capitaliste, une réduction du temps de travail par unité produite. C'est pourquoi, à partir du moment où l'on accepte que la notion d'*emploi* soit incontournable, sans alternative dans le salaire à vie par attribution à chacun d'une qualification personnelle, que l'on ne peut pas faire autrement que de revendiquer « le plein emploi »... alors toute perspective de maîtrise populaire de la valeur économique est barrée.

GD : C'est un fait : lorsque l'on veut une alternative, et pas de l'alternance, il faut d'abord cesser de se soumettre à la manière

de penser des dominants. Et derrière tout ce que tu dis, il y a toujours le fait que dans l'emploi c'est le poste de travail qui est qualifié, jamais l'employé, c'est pour cela aussi que nous n'avons aucun droit sur ce que nous produisons et pourquoi nous le produisons.

Du coup, on va pouvoir parler du *salaire à vie* qui est l'alternative que tu proposes à l'emploi, mais juste avant j'aimerais que tu éclaires les lanternes sur ce qu'est la propriété lucrative. Est-ce que tu peux nous en dire deux mots ? C'est quoi la *propriété lucrative* et comment ça marche ?

BF : C'est effectivement décisif. Car l'hétéconomie dans le travail sous le capitalisme (due à la valeur-travail) repose sur deux institutions : le marché du travail (et donc l'emploi) et la propriété lucrative, car pour que l'emploi soit possible, encore faut-il que les individus aient été séparés de leurs moyens de production, qu'ils n'en aient pas la *propriété d'usage*. En effet, il faut bien distinguer la propriété lucrative de la propriété d'usage.

GD : Alors si je ne me trompe pas, la *propriété d'usage* c'est le fait d'utiliser un patrimoine – c'est-à-dire une maison, une voiture, des machines ou des instruments, des outils, des terres à cultiver, etc., et ce patrimoine « d'usage », je m'en sers dans mes activités, dont certaines sont du travail. Et cette part d'activité qui est du travail va me rapporter un bénéfice, c'est à dire de l'argent pour vivre.

BF : Oui, et tu as raison, dans cet exemple d'un travail fait avec des instruments dont on est propriétaire, de parler de *bénéfice* et non pas de *profit*. Si tu es un artisan qui travaille seul avec ton patrimoine d'usage (par exemple des outils, un ordinateur, etc.), tu vas obtenir un bénéfice. En aucun cas ce patrimoine d'usage n'est en lui-même source de revenu : c'est ton travail, appliqué à ton patrimoine, qui est ta source de

revenu grâce au bénéfice d'exploitation. C'est toi qui as utilisé tes machines, qui sont donc un patrimoine d'usage.

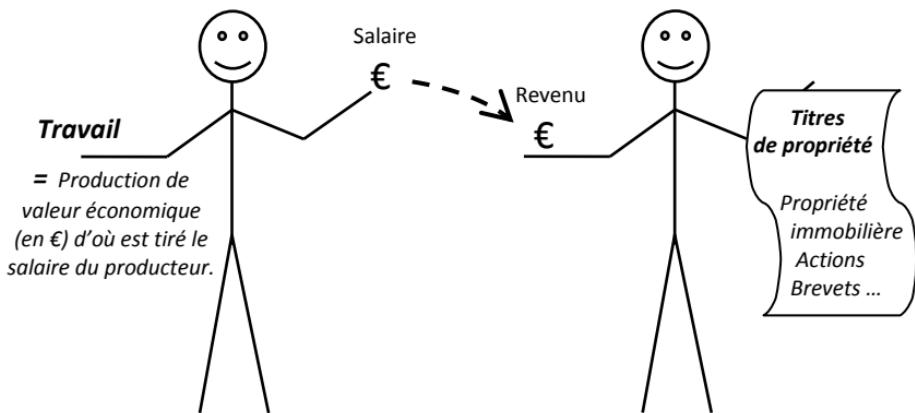
À l'opposé du bénéfice, il y a le *profit* qui est tiré du travail des autres et que tu ponctionnes parce qu'ils utilisent ton patrimoine. Car autant le patrimoine d'usage est utilisé (ou consommé) par son propriétaire et n'est source d'aucun profit, autant le patrimoine lucratif n'est pas consommé par son propriétaire, qui en tire un profit sans travailler lui-même avec, ou s'il le fait comme chef d'entreprise, son profit est très supérieur à ce qu'il devrait obtenir au titre de son seul travail.

L'exemple simple : je possède une entreprise qui produit des voitures ou du nettoyage industriel. C'est un patrimoine que je n'utilise pas moi-même, et ce sont des employés qui sont payés pour utiliser les automates de la chaîne de production automobile ou les machines à cirer les parquets. Mais comme je possède l'entreprise, donc leurs postes de travail, alors la plus-value tirée de leur travail me revient le plus légalement du monde à l'occasion de la vente de la voiture ou de la facturation du service. Ce n'est pas moi qui ai utilisé les instruments de travail dont je suis propriétaire : c'est un *patrimoine lucratif*, car ce sont les autres qui produisent et moi qui encaisse la plus-value ! Je tire un revenu de ma propriété lucrative. La propriété lucrative c'est un droit de ponction sur la production d'autrui.

Outre la propriété individuelle d'une entreprise que je viens d'évoquer, la forme classique du patrimoine lucratif est la propriété foncière ou immobilière individuelle : on a un bien immobilier que l'on n'habite pas et que l'on loue, c'est-à-dire que l'on ponctionne un loyer. Mais il y a aussi le brevet qui est une privatisation de la connaissance : on fait payer l'usage d'une connaissance. C'est-à-dire que je ponctionne de l'argent à autrui parce qu'il a l'usage de mon patrimoine. Pour tous ces exemples, il s'agit d'une propriété lucrative : ce n'est pas mon travail concret qui est la source de mon revenu, je n'actionne aucun patrimoine, je ne fais que ponctionner ce que produit quelqu'un d'autre.

Aujourd’hui, la forme dominante de la propriété lucrative est à la fois collective et anonyme : ce sont des portefeuilles financiers placés en actions ou en titres dans des outils de production (les entreprises) qui vont permettre à leurs détenteurs de ponctionner la sur-valeur produite par d’autres, mais cette fois d’un bout à l’autre de la planète.

Le Salaire contre le Revenu Le producteur contre le rentier



Salaire (= travail)

Le producteur fournit un travail, il produit donc de la valeur d’usage et de la valeur économique. Son salaire est une partie de la valeur économique qu'il a lui-même produite.

Revenu (= propriété lucrative)

L’individu ne fournit aucun travail, mais il a un titre de propriété qui lui donne le droit de ponctionner une partie de la valeur économique produite par les autres : c’est le revenu.

GD : Je vais préciser, pour sortir du cadre de la production d’un objet, que c’est exactement la même chose pour les personnes qui sont employées dans des services. Un employé

de banque ou dans les assurances ne possède pas l'agence où il travaille, donc il ne possède pas le résultat de son travail quotidien. C'est la même chose pour des personnes employées dans des entreprises de nettoyage, ce ne sont pas elles qui facturent le service rendu. Je précise cela parce que trop souvent on a tendance à penser qu'il y a une différence entre un ouvrier qui fabrique un objet et une personne qui produit des services, mais en réalité les deux sont des employés qui produisent de la sur-valeur pour les propriétaires lucratifs !

Mais alors... quelle est la faille de la propriété lucrative ? Parce que depuis le début tu nous expliques que le révolutionnaire regarde les possibilités de ce qui existe dans le présent pour pousser plus avant l'alternative à la société actuelle...

BF : La faille, c'est que la *propriété lucrative* est parasitaire, et que son inutilité – sa dangereuse inutilité – est mise en évidence par une institution qui la remplace déjà à grande échelle et avec succès aujourd'hui même : la cotisation. Là il faut que je m'explique en détail parce que cette proposition peut sembler obscure ou en tout cas surprenante. Ce qu'il faut bien voir, c'est que contrairement à ce qui est sous-entendu à longueur de temps, l'accumulation financière n'est absolument pas une accumulation de valeur ! L'accumulation intemporelle de la valeur est une fiction. Pour illustrer cela, imaginons (ce qu'à Dieu ne plaise !) que je possède un portefeuille financier ou des parts dans divers fonds communs de placement que je souscris en banque.

Chacun sait que je n'y accumule pas des euros que je mettrai au frais dans un coffre pour les ressortir vingt ans plus tard et « apporter » ainsi de la monnaie « du passé » qui viendrait s'ajouter à la monnaie « du présent » qui correspond à la valeur produite par le travail de l'année en cours. On sait donc que la monnaie ne se congèle pas mais on croit par contre que la valeur économique, elle, peut se conserver dans des congélateurs à valeur : les portefeuilles de titres financiers. Or, la valeur économique, pas plus que la monnaie, ne se garde pas

dans des coffres pour être ressortie cinq, dix ou vingt ans plus tard ! Mais c'est malheureusement une croyance très répandue qu'accumuler des titres financiers (des obligations, des actions, etc.) c'est accumuler de la valeur économique et que, en 2030 par exemple, cette valeur accumulée entre 2012 et 2030 on pourra la « ressortir » en 2030 et qu'elle viendra alors s'ajouter à la valeur produite par le travail de l'année 2030. Ceci est une croyance qui ne repose sur rien et qui est même en totale contradiction avec la réalité du fonctionnement économique, on le sait depuis Adam Smith !

GD : Mais alors comment se fait-il que l'on puisse lire cela partout, sur les affiches des banques, sur les prospectus des assurances vies et même dans l'argumentaire du fond Jospin pour financer la retraite ? Car c'est bien ce qui est véhiculé tout autour de nous : partout on nous dit que l'on peut conserver la valeur économique pour la ressortir dix, vingt ou trente ans plus tard !

BF : Oui, et la raison de tout cela c'est que pour les capitalistes, il est vital que cette croyance passe pour une vérité ! Il faut que nous – les dominés – nous y croyions ! Car c'est cette croyance qui nous fait dire que certes les propriétaires de portefeuilles de titres (les investisseurs) sont des salauds qui tirent profit de notre travail, mais que malgré cela ils sont nécessaires parce qu'ils *apportent* des sommes dont nous ne pouvons pas nous passer pour travailler.

C'est cette croyance dans une prévue « congélation » de la valeur économique dans des titres financiers, qui permet aux investisseurs, aux prêteurs, aux actionnaires, de se justifier malgré tout auprès de nous. Et malheureusement, cette croyance est répandue y compris chez beaucoup de militants qui croient très sincèrement qu'il faut accumuler de la valeur dans des portefeuilles pour pouvoir financer l'investissement et ainsi créer des emplois.

Or ce n'est pas vrai ! Un investisseur *n'apporte* rien ! Car on investit toujours au temps *t* une part de ce que l'on est en train

de produire en même temps t . En effet, investir suppose que l'on n'affecte pas tout le résultat de la production dans la consommation et que l'on oriente une partie de ce qui est produit vers l'investissement qui est donc fait au même moment. Mais en aucune manière on ne reporte à demain l'usage de cette épargne.

Alors c'est vrai que cela peut apparaître comme tel au niveau individuel. Par exemple, pour pouvoir faire une grosse dépense demain, par exemple acheter une maison, « j'épargne aujourd'hui » dans l'objectif d'acheter une maison dans quelques années. Et cela peut me conduire à croire qu'en 2020, quand j'achèterai cette maison, je le ferai en puisant dans une valeur que j'aurais accumulée au cours des années précédentes, donc que je pourrais ressortir de la valeur produite dans le passé, que l'épargne me permettrait de congeler et d'utiliser au moment de l'achat. Mais ce n'est qu'une illusion d'optique !

Que se passe-t-il en réalité ? Tout au long des années où j'épargne, ma banque achète des titres : elle « place l'argent » que je lui donne, même si elle ne me le dit pas. Et quand, en 2020, je « liquide » mon épargne pour acheter cette maison, la banque ne me restitue pas cette monnaie accumulée au cours des années : elle vend les titres qu'elle a achetés. C'est à dire, concrètement, qu'elle prend de l'argent dans la monnaie qui est en circulation cette année-là, donc elle prend l'argent sur le produit du *travail* en cours cette année 2020. Donc mon épargne n'apporte rien au PIB de l'année 2020 !

Au contraire, mon épargne est transformée en monnaie par une ponction que la banque effectue sur le PIB de l'année 2020. C'est d'ailleurs pourquoi, dans les crises où il y a chute du PIB, l'épargne ne vaut plus rien. Elle ne vaut plus rien parce que la ponction sur le PIB est impossible puisque le PIB s'est effondré : il n'y a plus d'argent à ponctionner. La règle simple et indiscutable est qu'une nation ne peut dépenser que ce qu'elle est en train de produire dans le temps présent. On ne peut pas faire de l'accumulation inter-temporelle de valeur : la valeur ne correspond qu'au travail vivant, c'est à dire à celui

qui est fait dans le présent. Cela a été parfaitement démontré par Adam Smith...

GD : ... qui ne peut pas vraiment être taxé de gauchiste !

BF : C'est un fait ! Et rappelons qu'Adam Smith dès la première ligne de son ouvrage « Enquêtes sur la nature et les causes de la richesse des nations » répond que c'est « le travail annuel de la nation ».

On sait donc parfaitement que la valeur économique ne se met pas en conserve ! qu'elle ne s'accumule pas dans des congélateurs pour être ressortie dix ans plus tard et que donc l'accumulation intemporelle est une fiction qui sert à justifier l'existence des investisseurs. Car à partir du moment où l'on comprend que cette accumulation de valeur n'est pas possible dans le temps, alors on comprend que l'investisseur, lorsqu'il amène des capitaux, ne fait que ponctionner, via ses titres, le travail réalisé par d'autres au même moment. Donc en réalité l'investisseur n'apporte strictement rien puisque ce travail existe indépendamment de lui ! Par contre, grâce à ses titres, il peut ponctionner le travail, donc empêcher une partie de notre travail sans lui-même travailler. Donc il ne sert à rien et il ne fait que ponctionner : c'est un parasite qui n'a que des titres, c'est à dire de la *propriété lucrative*, c'est-à-dire du droit exorbitant de ponctionner une partie de la valeur créée par autrui.

GD : Donc si l'accumulation de valeur dans le temps est impossible, prenons l'exemple d'une personne qui « épargne » dix millions d'euros par an... où va cet argent qui est bien réel au moment où il est produit ?

BF : Ta question est bonne, mais je vais faire deux remarques avant de te répondre ! Premièrement, cet argent, la personne en question l'a forcément ponctionné sur le travail d'autrui, car personne par son seul travail ne peut produire l'équivalent de dix millions d'euros. C'est un premier point qu'il faut préciser,

car on passe souvent dessus. Notre travail peut nous permettre de gagner quelques milliers d'euros par mois : au-delà, tout ce que nous gagnons est forcément pris sur le travail d'autrui.

Deuxièmement, cette personne qui a dix millions d'euros n'est pas du tout dans la situation du petit épargnant dont nous venons de parler, et qui a un livret A ou un compte épargne-logement pour acheter une maison et dont il ne tire aucun profit. Ce type d'épargne c'est ce qu'on appelle de l'épargne sur livret qui permet juste de conserver le pouvoir d'achat des sommes déposées. Cette épargne est une épargne d'usage, qui permet de faire de gros achats dont le montant excède le flux courant du salaire ; elle n'opère aucune ponction rentière sur le travail d'autrui. Elle sert juste à actualiser la valeur que l'on a déposée.

Alors que l'épargne que tu évoques à présent avec cette personne qui a 10 millions d'euros est de la propriété lucrative : son titulaire ne se contentera pas des 1, 2 ou 3 % de taux d'intérêt qui servent à préserver (et même pas toujours !) le pouvoir d'achat de l'épargne sur livret. Cette personne exigera des rendements à 15 % qui seront évidemment tirés de l'exploitation de notre travail. Et c'est d'ailleurs pour cela qu'il arrivera à accumuler l'équivalent de dix millions d'euros.

En fonction des ordres passés par notre prétendu investisseur (puisque c'est comme cela qu'on les appelle – là encore, c'est un témoignage de la guerre des mots et nous devons refuser ce vocabulaire du mensonge), la banque convertit son dépôt de dix millions d'euros en titres financiers (les actions ou les obligations sont des titres financiers). On dit que la banque « place cet argent », car elle ne peut pas le conserver au frais, dans une barquette sous vide. Et ce que possède le futur investisseur, ce sont des titres, pas de l'argent.

GD : Et le titre est un bout de papier sur lequel il y a marqué : « Droit de prendre 10 % du travail des gens qui sont employés dans l'usine machin-truc ». C'est là que l'emploi refait son apparition ! Le titre est un acte de propriété lucrative sur les

postes de travail que les employés font tourner, donc sur la valeur économique créée par les postes de travail.

BF : C'est cela ! Un titre, c'est de la propriété lucrative. C'est-à-dire que c'est un droit à ponctionner le *travail* d'autrui lorsque l'on fait valoir ce titre. Et quand on nous dit « un investisseur apporte dix millions d'euros pour créer des emplois », en réalité, il va à la banque, il échange ses titres contre de la monnaie en circulation, donc il prend les dix millions d'euros sur le travail fait par d'autres aujourd'hui, dans le temps présent. Exactement comme il avait fait, à l'inverse, pour acheter des titres : au cours des années précédentes, il avait apporté à la banque des millions d'euros provenant du profit réalisé sur le travail des salariés d'hier, car personne ne peut épargner dix millions d'euros au titre de son seul travail. Donc un prétendu « investisseur » n'apporte rien d'autre que la monnaie qu'il vient de ponctionner sur le travail actuel d'autrui lorsqu'il vend des titres qu'il n'avait achetés qu'en ponctionnant du profit sur le travail d'hier. Il faut absolument sortir de cette croyance en l'investisseur qui apporterait quelque chose ! C'est un parasite. Quand je vois Bernard Arnault, prédateur du luxe, « fier de contribuer à la bataille pour l'emploi en France » comme réponse capitaliste à la détermination des salariées de Lejaby à Yssingeaux, je mesure l'urgence de dire que le roi est nu.

GD : Ce qui est intéressant, c'est que tout ceci est parfaitement contradictoire avec le discours que l'on entend usuellement et qui veut que, par exemple, si on augmente les impôts, les riches vont partir et ne voudront plus investir chez nous. Or, cette valeur pour investir, finalement, ils ne l'ont pas dans leur coffre, elle vient du travail que nous sommes en train de fournir.

BF : Et donc il faut qu'ils partent, et que nous gardions le produit de notre travail ! Ils ne partiront pas avec la valeur, parce qu'ils ne partiront qu'avec ces bouts de papier, qu'avec

ces titres, qui ne vaudront rien dès lors que nous aurons aboli la propriété lucrative. Et les centaines de milliards qu'ils empochaient seront toujours là, puisque c'est nous qui les produisons. Et nous saurons comment les utiliser pour l'investissement sans passer par leur chantage.

GD : Des chiffres ? ...

BF : Le PIB français c'est un peu moins de 2 000 milliards d'euros que nous produisons chaque année. C'est nous, et nous seuls, qui les produisons ! Pas la personne qui possède un titre qu'elle a acheté à quelqu'un d'autre et qui lui donne droit de ponctionner une partie du travail des employés des entreprises de son portefeuille. Sur ces 2 000 milliards, très peu sont réinvestis : à peu près 400 milliards d'euros. Cela représente 20 % du PIB, et c'est très nettement insuffisant. Surtout si l'on sait qu'il y a, chaque année, 800 milliards de profits et bénéfices. Sur ces 800 milliards, une centaine de milliards est la légitime rémunération du travail des indépendants, et 700 milliards sont ponctionnés sur le travail d'autrui par la reconnaissance légale de la propriété lucrative. 700 milliards pour un PIB de 2000 milliards, ce n'est pas rien ! Et sur ces 700 milliards, il y a un peu d'impôts, mais le fait essentiel est que seulement 400 milliards, sur ces 700, sont réinvestis, donc il en reste environ 250 qui nous échappent.

GD : En gros, tu es en train de dire que les gens qui épargnent pour investir ont en réalité acheté, comme les seigneurs d'autrefois, des droits à ponctionner sur des terres – sauf que là ce ne sont plus des terres avec des paysans, mais des entreprises avec des employés.

En somme, ils achètent des droits à prendre la taille et la dîme, et s'ils partaient...

BF : Je ne reprendrai pas à mon compte ta référence à la dîme, car elle gomme le ressort de la ponction capitaliste, à savoir la valeur-travail, mais en tout cas s'ils partaient on serait

débarrassés d'eux ! Et on garderait environ 250 milliards de profit non investis, tout en nous donnant les moyens de la maîtrise de l'investissement ; et c'est d'ailleurs pour cela qu'ils ne partent pas ! Et ils ne partiront jamais, car ils savent, eux, qu'ils n'existent qu'en parasitant notre travail. Pour qu'ils partent, il faudra les chasser ; et ils ne se laisseront pas faire !

GD : C'est important ce que tu expliques là parce qu'il y a beaucoup de gens, y compris des militants, qui pensent que l'on est en concurrence avec d'autres pays et que si nous ne sommes pas compétitifs, les investisseurs vont partir ailleurs. Mais si je comprends bien, ils vont partir simplement avec... des bouts de papier ! Car l'usine, elle est chez nous, et ils ne vont pas la prendre avec leurs petits bras, pas plus que l'organisation, les gens qui font tourner l'usine ou la boîte, et pareil pour les compétences à gérer des projets qui sont dans la tête des salariés ou leurs capacités à faire de la sûreté ou à produire. Tout cela, ils ne vont pas l'enlever de la tête des employés « en partant ailleurs » comme disent ceux qui essaient de nous faire peur !

BF : Bien sûr que non ! Voilà pourquoi leur domination passe par la croyance dans l'épargne lucrative et l'investisseur, par la croyance qu'un investisseur est indispensable alors que c'est faux. Savoir ce qu'est un titre c'est comprendre que les prêteurs n'apportent que ce que la loi les autorise à nous prendre. Et comprendre que c'est simplement une loi c'est se donner la possibilité de la changer et d'en finir avec leur dictature, d'en finir avec leur chantage et d'en finir avec ces institutions du chantage que sont l'emploi et le crédit lucratif. C'est comprendre que nous n'avons pas besoin d'investisseurs, pas plus que d'employeurs, pour créer du travail.

Si tu le permets, j'ai envie d'introduire ici une parenthèse sur un déplacement à opérer dans le combat laïque. La laïcité, c'est le refus que les croyances pèsent dans l'espace public. Si nous prenions conscience que la principale croyance qui pèse dans l'espace public, celle pour laquelle nous acceptons de

sacrifier notre bonheur collectif, c'est la croyance dans les « Marchés », comme on dit sans qualificatif et avec une majuscule, nous donnerions au combat laïque des cibles, à mon sens, bien plus décisives que le foulard des accompagnatrices scolaires.

Encore une fois : le « repreneur » (qui, entre parenthèses, porte parfaitement son nom : c'est un prédateur) ne vient pas avec des billets dans une brouette ! Il apporte uniquement des titres financiers. Et pour faire fonctionner l'entreprise qu'il reprend, il faut qu'il convertisse ces titres en monnaie. Pas en tirant la monnaie du titre par une espèce d'alchimie magique à laquelle, hélas, trop de gens croient. Les dix millions d'euros prétendument « apportés » ne sont pas sortis d'un frigo à valeur. En réalité, une partie vient des dividendes et est prise sur le travail en train d'être produit par les salariés des entreprises du portefeuille, par exemple telle société de sondages, ou tel groupe de l'industrie agroalimentaire. Et l'autre partie vient de la vente de titres du portefeuille et relève donc de la ponction qu'opèrent les marchés financiers sur le travail actuel. En tout cas, c'est cette ponction sur le travail en cours que le prêteur prétend apporter.

Si cette prédation fonctionne, c'est bien par croyance religieuse, une croyance bien entretenue qui dit que les titres sont porteurs de valeur en eux-mêmes, et que le salaud qui les « apporte » est un salaud dont-on-ne-peut-pas-se-passé ! J'insiste lourdement sur ce terme de salaud car la croyance s'accorde très bien de la dénonciation de la divinité par ses victimes : la dénonciation des Marchés fait florès aujourd'hui sans que régresse la croyance dans leur nécessité.

GD : Allez... je te tends la perche : Et si on supprime ce droit à la propriété lucrative ?! Si on change la loi qui donne droit à ponctionner, si on abolit cette propriété lucrative... il se passe quoi ?

BF : Et bien on se libère ! Les titres ne valent plus rien, on est libéré. C'est très simple !

Et si on y réfléchit bien, se libérer d'une divinité à laquelle on a jusqu'ici prêté toute puissance est possible dès lors qu'on prend ensemble en mains la responsabilité qu'on lui imputait. C'est là d'ailleurs la difficulté : la croyance écrase mais permet de s'en remettre à des « ils » sans faire de la valeur économique l'objet d'un « nous » relevant de notre responsabilité. Donc notre seul et unique problème dans cette affaire est celui-ci : croire que les investisseurs, les détenteurs de titres financiers, apportent vraiment quelque chose permet de s'en remettre à eux par une démission collective à propos d'une réalité « à laquelle on ne comprend rien ».

Tant que sera majoritaire cette position si aliénée du refus d'y comprendre quelque chose dans ces questions pourtant simples de l'économie et de la monnaie, nous aurons intérêt à entretenir la religion qui nous aliène et à dévoyer le combat laïque sur des cibles anecdotiques comparées aux atteintes au bonheur collectif que nous inflige la seule religion qui vaille aujourd'hui. C'est cela l'enjeu de se libérer d'une croyance mortifère et de passer à autre chose.

GD : Comme quoi ?

BF : Passer à l'investissement par la cotisation ! Nous nous serons appuyés sur le révolutionnaire déjà là, dans notre quotidien depuis 60 ans. Car constatons que la retraite finance, par la cotisation sociale, des engagements de très long terme, celui des pensions, soit plusieurs dizaines d'années. C'est un engagement de beaucoup plus long terme que celui de l'investissement. C'est sans commune mesure ! Donc via le mécanisme, déjà rodé et déjà là, de la cotisation sociale, nous allons financer l'investissement par une cotisation économique qui va permettre d'y consacrer non pas les malheureux 20 % du PIB que nous laissons les propriétaires lucratifs aujourd'hui, mais 30 % du PIB. Mettre fin à la propriété lucrative, c'est reprendre ainsi, au passage, les 200 à 250 milliards de profit qui, ne donnant lieu ni à impôt ni à investissement, partent en fumée, une fumée dont les errements de l'affaire Woerth-

Bettencourt donnent une toute petite idée. Nous allons donc pouvoir à la fois ré-augmenter la part des salaires dans le PIB et financer bien davantage l'investissement. Et cela en poursuivant une dynamique que les réformateurs, depuis trente ans, tentent de briser. Le révolutionnaire n'est pas d'abord quelqu'un du « non », c'est quelqu'un du « oui » : nous ne supprimons la propriété lucrative que parce que nous assumons et portons plus loin le déjà-là de la cotisation. La cotisation économique, prélevée sur la valeur ajoutée à la place du profit, sera un élément du salaire socialisé. Et ce prélèvement on sait déjà comment le faire : il sera un élément du salaire identique à la cotisation sociale pour la santé et la retraite. La cotisation fonctionne, donc déployons là !

Elle ira à des caisses de cotisation économique qui financeront l'investissement sans remboursement ni taux d'intérêt. Car le retraité ne rembourse pas sa pension, pas plus que nous ne versons de dividendes ou des intérêts à des caisses d'assurance maladie. La cotisation remplaçant le crédit, comme il n'y aura plus d'appropriation privée de la valeur à des fins lucratives, les entreprises n'auront rien à rembourser et aucun intérêt à payer à des prêteurs. C'est normal : les caisses de cotisations économiques, comme les caisses de retraites ou de santé, distribueront chaque année ce qui sera nécessaire pour financer l'investissement en regard des dossiers qui seront déposés. Évidemment, ce n'est pas la totalité des 30 % du PIB allant à l'investissement qui donneront lieu à cotisation : la moitié par exemple (15 % de la valeur ajoutée) pourra être conservée dans l'entreprise pour l'autofinancement.

GD : C'est la fin de la propriété ?

BF : C'est au contraire son extraordinaire affirmation ! Nous allons enfin pouvoir déployer la *propriété d'usage* en interdisant la *propriété lucrative* ! Pourquoi ne sommes-nous pas propriétaires de l'usage de notre entreprise, c'est-à-dire pourquoi ne décidons-nous pas de son implantation, de son produit, des procédés de production et du matériel ? ...

Pourquoi cela ?! Hé bien parce que cette entreprise est la propriété lucrative d'un propriétaire individuel ou d'actionnaires, et donc ce sont eux qui décident tant que la loi reconnaît la propriété lucrative.

Pourquoi ne sommes-nous pas propriétaires d'usage de notre logement ? Parce que nous sommes locataires de propriétaires lucratifs qui nous interdisent toute modification et exigent une restitution de leur bien en l'état où nous l'avons trouvé. Notons ici que nous allons modifier la propriété d'usage du logement en général. La disparition de la location à des fins lucratives, qu'elle soit le fait de propriétaires individuels ou de groupes privés, va aussi entraîner un profond changement dans la propriété publique de logements, qui n'a aujourd'hui aucun caractère collectif et laisse les usagers dans la même hétéronomie que le locatif privé. En tout cas, l'interdiction d'appropriation à des fins lucratives laissera place à l'invention de formes nouvelles d'appropriation à des fins d'usage.

GD : Rêver la vie c'est ce que j'appelle « être éveillé »... Mais pour avoir tout cela, encore faut-il savoir porter plus loin, comme tu dis, le révolutionnaire déjà là, dans notre quotidien depuis 60 ans. Donc savoir le reconnaître autour de soi au lieu de continuer à croire qu'il faut « inventer du neuf » et de rester dans la mystique de la « table rase »...

BF : Bien sûr ! La cotisation sociale pour la retraite et la santé est une institution parfaitement vivante aujourd'hui, parfaitement opérationnelle, d'une très grande efficacité. Elle anticipe sur une institution du même type qui serait dédiée à l'investissement et qui pourra se substituer à la propriété lucrative et au système des banques et de leurs prêts. Et alors, en maîtrisant l'investissement et en étant tous titulaires d'une qualification personnelle, nous aurons les principaux leviers de la maîtrise du travail, il n'y aura plus de marché du travail, ni d'investisseurs.

GD : Donc pas besoin d'un pôle public bancaire qui ne ferait d'ailleurs que conserver le système des banques, des prêts et des taux d'intérêt. Nous avons juste besoin de caisses d'investissement dans lesquelles les employés de banque pourront se reconvertir, évaluer la solidité des dossiers, évaluer la richesse qui sera produite, et financer en orientant les créations d'entreprises. En plus, selon moi, on pourra financer des collectifs de travail « à perte » si l'on juge que leur activité va produire une *richesse* nécessaire à la société, car c'est, au final, ce que l'on fait lorsque l'on subventionne des associations pour aider les personnes âgées, garder les enfants, etc. Ces activités, selon la loi du marché, sont déficitaires, mais puisqu'on les subventionne, c'est bien qu'elles sont jugées positives pour la société et créant de la *richesse*. On est un peu sur la thématique des services publics et plus généralement de la gratuité²⁴³.

BF : Deux remarques à propos de ce que tu viens de dire. Premièrement, il ne faut pas oublier de préciser deux fonctions actuelles des banques à côté du financement de l'investissement des entreprises et des services publics. La première est la conversion de petits dépôts en gros prêts aux particuliers pour l'achat d'un patrimoine d'usage (une voiture, une maison en particulier), qu'il faudra évidemment continuer à assurer mais dans une optique d'épargne et de crédit d'usage, c'est-à-dire à des taux interdisant la ponction du prêteur ou de l'épargnant sur le travail d'autrui. La seconde fonction est la création monétaire à l'occasion du crédit lucratif. Comme tu le sais, la monnaie est créée par les banques commerciales chaque fois qu'elles accordent un crédit par anticipation de la valeur des marchandises nouvelles que l'investissement, financé par ce prêt, créera. Par exemple, si une banque commerciale accorde un prêt pour mener un projet d'entreprise à hauteur de dix millions d'euros, c'est qu'elle estime que ce projet est viable et que la valeur économique totale qui va être

²⁴³ Cf. dans cet ouvrage, le texte consacré à la gratuité.

crée par ce projet est de dix millions d'euros, donc en même temps qu'elle accorde le prêt, elle crée dix millions d'euros en monnaie.

C'est le fonctionnement actuel du crédit qui sera supprimé par l'existence des caisses d'investissement, ce sera l'occasion de fonder la création monétaire, nécessaire pour accompagner la croissance, sur une autre anticipation de la production future : on ne fondera plus la création monétaire sur les marchandises capitalistes mais sur la qualification des personnes. On pourrait articuler création monétaire et attribution des nouvelles qualifications, c'est-à-dire que si des personnes montent en qualification on créera la monnaie correspond à leur augmentation de salaire. L'argent créé rendra compte de la valeur économique nouvelle liée à ces qualifications nouvelles. Ce sera un lieu décisif d'affirmation de la qualification comme mesure de la valeur économique, contre la mesure fondée sur le temps de travail dédié à la production de marchandises selon la loi de la valeur-travail.

GD : En somme nous retirons aux capitalistes le droit de décider seuls de la création monétaire. Et ta deuxième remarque...

BF : Deuxièmement, il faut absolument insister sur la gestion démocratique des caisses d'investissement, à poser d'emblée en même temps que nous restaurerons la démocratie sociale dans les caisses de sécurité sociale. Dans la pratique, on fera évidemment appel aux compétences et au savoir-faire des actuels salariés des banques, mais les délibérations sur les choix d'investissement devront être à l'opposé de ce qu'elles sont aujourd'hui (sinon, et ça s'est déjà vu, on prend le pouvoir pour faire pareil...) : on arrête avec l'opacité de la propriété lucrative pour mettre en place des instances démocratiques. Les décisions devront être entre les mains de l'association des citoyens concernés : salariés de l'entreprise et de la branche, représentants de la localité et leurs organisations, élus, organisations de la société civile. Les décisions porteront à la

fois sur les investissements et sur cette autre mesure de la productivité que le temps de travail. En instaurant des instances démocratiques pour délibérer sur ces deux points essentiels, nous retirons aux capitalistes ce qui fonde aujourd’hui leur pouvoir sur la société.

GD : Pour la fin de cet entretien – même si cette fin peut être longue avec deux bavards comme nous... – j’aimerais que l’on aborde les choses autrement. Davantage par la sociologie, voire la psychologie. Je pense que c’est une voie importante, car les personnes vivent leur vie avec un ressenti, avec du subjectif, avec leur regard sur ce qu’ils sont ou pensent être, et – je pense que tu seras d’accord – il est important de parler à cette subjectivité-là. C’est pour cela qu’après les grandes notions qui conditionnent nos possibilités – l’emploi, la survaleur, le capital, la propriété lucrative, la cotisation sociale, la qualification, le salariat, etc. – j’aimerais bien que l’on glisse sur ce registre.

Du coup, je voulais te demander si, selon toi, les gens sont en perte de sens et en demande d’exercer leur autonomie dans leur vie, de décider notamment de leur production et de l’utilité sociale de leur production. Ou alors sont-ils en demande d’être des « fainéants » et des « assistés » que l’on dirige et à qui l’on dit quoi faire, comme on l’entend si souvent ? ... Je pose cette question parce que c’est une question de jugement posé sur les personnes, sur ce qu’elles sont, donc c’est un jugement sur leur intimité, sur leur ressenti par rapport à elles-mêmes. En somme, d’une certaine manière, il y a une violence qui est faite à l’intimité des personnes au sens où on tente de les réduire, de leur renvoyer une image dégradante d’elles-mêmes, car ce n’est pas la même chose de dire de quelqu’un qu’il est capable de jugement, de décision, d’autonome, qu’il est un travailleur, ou de lui dire qu’il est incapable d’initiative, de prendre une décision, d’être autonome, qu’il est un assisté. Il y a là une mécanique de domination qui attaque l’intimité des personnes en attaquant le regard qu’elles ont sur elles-mêmes.

BF : Tu te situes là dans un vocabulaire très psychologique auquel j'aurai du mal à faire écho, car même si j'entends ce que tu dis, je n'ai aucune compétence dans ce champ. Disons que personnellement, je ne pratique pas une sociologie de la domination mais une sociologie attentive aux contradictions internes à nos sociétés.

Bien sûr qu'il y a des dominants, mais des dominants en permanence déstabilisés par la contradiction même qui marque la société. Et dans ce cadre, alors oui, c'est le discours de tout dominant que de dire que le peuple a besoin d'être protégé, sécurisé, autrement dit de poser comme une normalité évidente que les gens sont des mineurs économiques. Le capital par exemple tente de nous réduire à une « force de travail » ayant droit à la « sécurité » de ses ressources, à la « garantie de son pouvoir d'achat » pour consommer. Et ce discours de minoration des peuples est récurrent. En témoigne, de façon caricaturale, le fait qu'à chaque fois qu'une dictature du pré-carré capitaliste saute, les médias s'étonnent qu'un peuple muet se mette alors à parler. Jusqu'à cet événement, la dictature n'était jamais nommée ! Il s'agissait d'un « régime fort » qui assurait la protection du peuple, la stabilité du pays, son développement, et comme chacun sait, pour les tenants du pouvoir, le pain du peuple est plus fondamental que sa liberté...

GD : Et toute ressemblance avec des événements survenus outre-Atlantique ou de l'autre côté de la Méditerranée est purement fortuite !

BF : Oui bien sûr ! Il est clair que la culture dominante nous distille une vision de la société où est exprimé en permanence ce préjugé péjoratif sur le peuple, sur nous-mêmes, comme la fable des grenouilles qui demandent un roi ! On est là-dedans... À l'inverse, je précise que la posture opposée n'est pas forcément plus juste, et en ce qui me concerne je ne crois pas au « peuple vertueux ». Et pour m'en tenir au terrain que je connais, à savoir la Sécurité sociale, il y a un fait parfaitement

indiscutable qui est que le mouvement syndical n'a pas été jusqu'à présent capable de la porter pleinement, de la développer plus avant, d'assumer ce qu'elle est.

Une des raisons est que la Sécurité sociale est un dispositif interprofessionnel. Ce sont des droits interprofessionnels qui supposent une dynamique politique pour leur affirmation et leur gestion. Or, la structure actuelle du syndicalisme fait qu'il fonctionne essentiellement suivant un mode professionnel, par secteur d'activité si l'on veut.

Or, ce fonctionnement par secteur d'activité laisse peu de place à une politique des institutions salariales puisqu'une telle option supposerait que les syndicats se placent sur un terrain inter-professionnel, ce qu'ils ne font pratiquement pas. Ce sont les fédérations professionnelles qui décident, non les confédérations qui n'ont, elles, qu'un pouvoir résiduel. Et sur ce mode de fonctionnement, les organisations syndicales n'ont pas été capables d'assumer l'organisation interprofessionnelle qu'est la Sécurité sociale.

Donc je ne me fais pas d'illusions sur la prétendue « vertu du peuple ». Cela dit – et c'est ma conviction sociologique si l'on veut – il y a des institutions qui, à condition d'être assumées dans une démarche politique explicite, sont porteuses de capacités émancipatrices *révolutionnaires*.

Par exemple, il est clair qu'une caisse de Sécurité sociale, financée en répartition, qui distribue des salaires continués à des personnes en retraite, est porteuse de la capacité de faire de ces retraités des travailleurs payés à vie tout en étant débarrassés de l'emploi et de la valeur-travail qui les a meurtris durant toute une vie professionnelle. Et elle rend donc crédible la revendication que tous, de 16 ou 18 ans jusqu'à la mort, nous pouvons travailler en étant libérés des employeurs et des actionnaires par extension de la cotisation à la place du crédit, et par extension du salaire à vie à la place du marché de l'emploi.

Même si certains retraités ne sont pas « vertueux », même si une partie d'entre eux n'ont aucun sens du collectif, jouent perso devant la télé, il n'empêche que cette institution-là est

beaucoup plus porteuse d'émancipation pour le plus grand nombre, qu'une institution de la pension qui serait régie par un fonds de pension comme second étage professionnel d'un premier étage en répartition à la suédoise. Car non seulement on a le fonds de pension qui valide la propriété lucrative – donc le fait que des propriétaires ponctionnent le travail des autres – mais on a en plus le principe de la pension à la suédoise qui impose « j'ai cotisé, j'ai droit ! », et on est alors dans l'idée que le retraité est un « inactif », qui ne produit aucune valeur économique et que la retraite est un repos bien mérité pour une personne qui ne travaille plus et qui retrouve ce qu'il a donné aux retraités quand il était, lui, en activité.

Dans ce système de retraite à la suédoise, on retrouve la funeste représentation de la pension comme « solidarité intergénérationnelle » qui valide l'emploi (et le marché de l'emploi) comme seule matrice du travail. Le mouvement populaire y perd sur les deux tableaux de l'idéologie justificatrice du capital. Il entérine cette naturalisation du travail à la solde des capitalistes : seul un employé travaille, donc le retraité est un inactif, un « actif social » comme certains idéologues le définissent : très utile mais ne produisant pas de valeur économique ! En somme, nous nous livrons pieds et poings liés...

Or, à cette représentation aliénée, accompagnatrice de l'exploitation capitaliste, s'oppose celle qui pose les individus comme étant des producteurs, des acteurs décideurs en matière de valeur économique, c'est à dire des gens qui sont qualifiés personnellement, qui ont un salaire à vie et qui ne sont plus dans l'attente d'un emploi soumis aux capitalistes. Savoir lire toutes les implications de la pension comme salaire continué, contrepartie donc de la qualification actuelle du retraité et non pas de ses cotisations passées (comme dans le revenu différencié suédois) permet d'engager l'action pour l'attribution à vie, à tous, d'une qualification personnelle le jour de l'entrée en majorité. Ce qui va considérablement enrichir la citoyenneté, puisqu'elle permettra de décider de la valeur. On reconnaît la potentialité de participer à la création de valeur économique

par l'attribution d'une qualification personnelle exactement comme on reconnaît la potentialité de participer à la délibération électorale par l'attribution du droit de vote.

GD : Sur ce registre, et sans généraliser, il est clair que reconnaître à une personne des capacités, des droits, c'est la porter, c'est la mettre en avant et lui donner confiance en ces propres capacités qu'elle va elle-même développer. D'ailleurs, c'est quelque chose que l'on constate chez tous les enfants...

Et à l'inverse, le processus qui consiste à proposer à un individu une image de lui comme étant un assisté, quelqu'un qui a « nécessairement » besoin – le terme est important – d'une personne supérieure à lui pour pouvoir produire, décider et agir, alors on est dans un processus de castration. Il est impossible à qui que ce soit d'avoir confiance en lui dans de telles conditions, et par ce discours sur les « assistés », les incapables de produire, de comprendre, on fabrique des dominés ; des gens qui ont besoin de guides, de protecteurs pour leur dire quoi faire. On est bien là dans un processus de domestication²⁴⁴.

Je prends ce terrain parce que toute la culture des dominants est diffusée en masse, mais elle s'exerce sur chacun de nous individuellement. Et poser qu'une personne n'est pas apte ou capable d'avoir un jugement sur la production, sur son travail, c'est la conditionner pour qu'elle soit dépendante, et pire qu'elle se sente redevable de l'investisseur ou de l'employeur. Et ce qui me plaît fortement dans cette démarche du *salaire à vie* et de la *cotisation économique d'investissement*, c'est la reconnaissance de la potentialité de la personne en tant que producteur, en tant que personne apte et capable ; reconnaissance qui s'oppose radicalement à cette culture martelée par les dominants. Au lieu de castrer – donc de réduire – on reconnaît la potentialité chez l'individu, donc le

²⁴⁴ Cf. dans cet ouvrage, les textes sur la prolétarisation en écologie politique dans le chapitre 1.

grandit et le porte. On est exactement sur le même terrain que ce qu'a été le droit de vote universel.

Le droit de vote reconnaît une potentialité politique, qui est ou non exercée, mais ce qui est sûr c'est que lorsque l'on refusait le droit de vote à quelqu'un c'était porter atteinte à son potentiel et au regard qu'il avait sur lui-même : c'était fabriquer un dominé. Il y avait une violence faite à l'intimité de la personne, on touchait au regard qu'elle porte sur elle-même. Et il faut imaginer ce que c'était que la société française avant 1944, lorsqu'une personne sur deux – là encore... les femmes – n'avait pas le droit de vote.

BF : Un droit de vote qui est toujours refusé aux étrangers non communautaire. Pour aller dans ton sens, ce qui me frappe quand on prend, par exemple, la campagne présidentielle de 2012 depuis ses prémisses, c'est que nous avons comme mots centraux « protection » et « sécurité », « pouvoir d'achat ».

GD : Au lieu des mots comme « droits politiques nouveaux » ou « émancipation » par exemple !

BF : Bien sûr ! « Protection » et « sécurité » c'est le vocabulaire que l'on réserve à des mineurs, à des gens qui ne peuvent pas assumer la production de valeur économique et dont il faut donc « sécuriser les parcours professionnels » et « garantir le pouvoir d'achat ». A contrario, attribuer à chacun une qualification personnelle, c'est-à-dire une reconnaissance comme producteur de valeur économique avec le salaire à vie qui correspond à cette qualification, cela va libérer les possibles du travail qui aujourd'hui sont sous cloche. Aujourd'hui le travail des salariés est pris dans le carcan du marché du travail, de la valeur-travail, de la dette auprès de prêteurs, et nous pouvons nous en libérer. Tout le vocabulaire de la protection doit être combattu et remplacé par celui de la maîtrise populaire de la valeur économique.

GD : Là je note une chose, c'est que l'on est passé sans s'en rendre compte du terrain du mineur au sens politique, quand tu parles de sécurité, de protection, au mineur dans la production quand on parle de l'emploi et de la propriété lucrative ; et on passe de l'un à l'autre sans rencontrer la moindre frontière. Ce qui montre bien que les deux sont intimement liés. Il n'y a pas, chez les gens, de séparation notable entre ce qu'ils sont et font dans le champ social et politique, et ce qu'ils sont et font au travail dans l'emploi, où tout est régi, préparé et où on ne leur demande rien sur le sens de ce qu'ils produisent. On ne pourra pas révolutionner l'un sans l'autre, car ces deux visions de l'individu sont liées.

BF : Ne doutons pas que le salaire universel (lié à la qualification universelle) et la cotisation économique pour les caisses d'investissement vont faire l'objet des mêmes objections que le suffrage universel en son temps. Ce qui était dit au XVIII^e siècle, et jusqu'au milieu du XIX^e, et même, s'agissant des femmes jusqu'en 1944, comme tu y as fait allusion, c'était : « Attendez ! Attendez ! Ces gens ne vont pas être capables de décider des affaires politiques. Il faut réserver cela à ceux qui sont des êtres responsables. » Pendant longtemps, l'une des preuves de cette responsabilité, de cette maturité politique, va être postulée comme étant le fait d'être propriétaire, bien entendu !

D'où le suffrage censitaire au XIX^e siècle qui éliminait tous ceux qui n'avaient pas de propriété et qui étaient donc jugés comme des citoyens immatures et considérés, de fait, comme des mineurs politiques. On voit bien que la similitude est claire : les capitalistes se donnent la maturité, le sens des responsabilités et nous sommes des mineurs, des immatures.

Et puis, quand on a enfin supprimé le suffrage censitaire et mis en place le suffrage universel pour les hommes, il y a encore eu un préjugé contre les femmes disant qu'elles allaient mettre en danger la République en votant comme les curés. Contre ces préjugés, l'enseignement qu'il faut retenir du suffrage universel, c'est que l'attribution d'un droit politique par la

reconnaissance d'une capacité va générer précisément cette capacité. Les partis, les règles constitutionnelles, l'éducation civique, toute une série d'institutions vont confirmer, rendre effectif, le droit de suffrage universel. Et des personnes qui étaient supposées être incapables, être des mineurs vont devenir majeures. Et très justement d'ailleurs, on va appeler ça « la majorité » à 21 ans, puis à 18 ans. Il faut bien voir que cet âge est *politique*, dans la reconnaissance d'une capacité irrévocable attachée à la personne. Or aujourd'hui cette dimension-là du politique est en train de s'épuiser. Nous avons une multiplication des phénomènes d'abstention ou de très grande suspicion à l'égard de la classe politique... Pour moi, la raison de fond de l'épuisement du suffrage universel, pourtant porteur d'énormes éléments d'émancipation, c'est qu'il a montré ses limites comme seul fondement de la citoyenneté. La définition de la valeur économique, chasse gardée de la classe dirigeante, a toujours échappé au citoyen. Le problème est là !

DG : Il y a donc un décalage contradictoire à reconnaître la majorité politique avec le droit de vote universel tout en maintenant la minorité économique avec le marché du travail et la propriété lucrative qui laissent aux seuls capitalistes le pouvoir sur la valeur économique et la production. C'est ce que Jean Jaurès expliquait déjà en disant que la révolution de 1789 a laissé les Français rois dans la cité et serfs dans l'entreprise.

BF : Oui c'est cela ! Et le droit de vote universel s'essouffle de ce décalage qui fait que le cœur du pouvoir dans toute société humaine (la détermination de la valeur économique) échappe toujours aux citoyens. Tant qu'il y avait le droit de vote censitaire où seuls les propriétaires étaient reconnus comme politiquement matures, cela ne posait pas problème : les capitalistes étaient entre eux ! Et puis lorsque le suffrage est devenu universel, ils ont veillé à ce que le suffrage universel laisse la détermination de la valeur économique hors d'atteinte

des citoyens afin de conserver les rênes du pouvoir. La maîtrise de l'économie a pu se constituer comme une sphère opaque et une chasse gardée contre toute intervention politique.

Cette juxtaposition contradictoire entre majorité politique et minorité économique a pu continuer tant que la convention capitaliste du travail n'est pas arrivée à l'impasse où elle est aujourd'hui. Aujourd'hui le fonctionnement du capitalisme (fondé sur la *valeur-travail*) met tellement en péril le travail concret (celui qui produit les biens et services dont nous vivons tous les jours) que notre situation n'est plus tenable. Notre impuissance à contrôler le travail, la production, l'investissement et la création de la valeur économique se retourne si fort contre nous-mêmes que la minorité économique doit cesser. Nous ne pouvons plus supporter les dégâts sur nos vies, sur notre société et sur la planète ; sans parler de ce que cela préfigure sur l'avenir.

Or, la question de la souveraineté populaire sur la valeur économique n'est pas encore au cœur du débat public. Faute qu'elle le soit, ceux qui continuent à être posés, et à se poser, comme des victimes n'accédant pas à la « protection » et au « pouvoir d'achat » se détournent de la chose publique. Penser que de la démocratie participative, ou plus d'Etat, ou une fiscalité plus juste résoudront cette crise du politique est absurde. Seul est à la hauteur de la situation un enrichissement révolutionnaire de la citoyenneté par l'attribution d'un droit de qualification universel qui se substituera à la valeur-travail. Un droit à la qualification avec tout ce qu'il implique : irrévocabilité d'un droit attaché à la personne, soutien à la carrière salariale avec salaire à vie progressant par épreuves de qualification à partir du premier niveau automatiquement acquis, comme le droit de vote, à la majorité, extension sans précédent de la propriété d'usage et maîtrise collective de l'investissement en remplaçant le profit et le crédit lucratif par une cotisation économique, création monétaire à l'occasion de l'attribution des qualifications nouvelles, vitalité d'institutions où sera débattue la valeur économique.

GD : Nous maitriserons politiquement et économiquement notre société et donc notre cadre de vies. Le travailleur n'aura plus besoin d'employeur auprès duquel il quémande aujourd'hui un emploi ! « S'il vous plaît, donnez-moi un emploi ! »

BF : Oui ! Car nous pourrons faire entreprise sans investisseurs, mais avec de vrais entrepreneurs, des innovateurs, des animateurs de collectifs de travail qui s'adresseront aux caisses de financement pour monter leurs projets. Et celui qui ne sera pas à sa place au sein d'un collectif et qui devra partir trouver ailleurs un collectif où il fera l'affaire ne sera nié par le chantage à l'emploi et au salaire. Il gardera son salaire et sa qualification. Ainsi, nous augmenterons la mobilité, les expériences des travailleurs et donc leurs formations. Nous serons libérés du marché du travail et du crédit lucratif et de leur logique mortifère sur nos vies et sur la société.

Tant que les opposants aux réformateurs n'auront pas un projet de cette ampleur, ils continueront à inscrire les mobilisations populaires dans l'agenda et le discours de la réforme, et donc à les conduire à la défaite.

GD : Et là nous renouons avec un projet alternatif, anticapitaliste, qui porte l'émancipation. Tant qu'un projet de gauche conserve l'emploi et le crédit lucratif, si régulés soient-ils, il continue à s'inscrire dans la négation de la maîtrise populaire de la valeur économique. Mais poser le *salaire à vie* comme droit politique et la cotisation économique comme substitut à la propriété lucrative, c'est dire que les personnes, individuellement et collectivement, sont *qualifiées* pour participer à la vie économique en tant que producteur, sans qu'il y ait contrôle sur la façon dont elles participent, c'est dire qu'elles sont majeures en matière économique.

BF : Voilà ! Poser la qualification personnelle comme un droit politique implique d'assumer le fait que certains pourront

s'abstenir comme ceux qui ne vont pas voter. Mais on ne leur retire pas le droit de vote pour autant ; ils l'ont ! De même, on ne retirera pas le droit de salaire à vie. Mais il est raisonnable de penser que, d'une part, la dimension anthropologique du travail concret, et que, d'autre part, les effets d'une éducation civique qui inclura la responsabilité économique – puisque la valeur économique ne sera plus affaire de « ils » mais de « nous » – feront que la grande majorité voudront exercer à plein cette qualification et participer à un collectif de travail, soit qu'ils le créent, soit qu'ils entrent dans un collectif existant. Donc au final, tout cela est très simple.

Le travail est aujourd'hui plus que mal en point, nous allons le libérer.

GD : On va terminer par deux derniers sujets, et en premier je souhaiterais que tu nous parles du travail de sociologue. Pour beaucoup de personnes, le sociologue est un scientifique qui étudie la société comme l'astrophysicien étudie les étoiles et les galaxies, mais la nature même de ce travail et ce qu'il implique dans notre quotidien échappe très souvent. Un astrophysicien qui découvre une nouvelle galaxie, au final ça a peu d'incidence sur notre quotidien immédiat – je précise que j'adore l'astrophysique et que j'en ai fait. Mais il est indéniable que la production du sociologue a un potentiel politique plus immédiat.

Donc j'aimerais que l'on finisse là-dessus avec quelques questions en vrac : Qu'est-ce que la culture du dominant ? Quel est le principe de la domination sociale, et comment agit-elle ? Qu'est-ce que le travail de sociologue ? etc. Car il y a un fait remarquable, c'est que les dominants, en France, sont à peine quelques milliers, et d'ailleurs le travail des sociologues Pinçon-Charlot montre à quel point ces dominants sont peu nombreux et vivent même dans des zones géographiques extrêmement réduites (Neuilly, trois ou quatre arrondissements de Paris...). Or, face à ce tout petit nombre, nous sommes des millions de citoyens dominés ! Et évidemment – et je pense que tu seras d'accord – être « sociologue » n'est pas une

qualité propre au seul scientifique dont c'est le métier à plein temps puisque tout un chacun peut s'emparer de cette démarche de sociologue.

BF : Oui mais nous sommes encore trop minoritaires toutefois ! D'où l'importance de tous les lieux d'élaboration d'une culture militante qui se multiplient actuellement et dans lesquels nous devons mettre beaucoup d'espoir pour diffuser toujours plus ce que nous savons de cette classe dominante et de la réalité de sa faiblesse : c'est tout ce que nous avons vu sur la supercherie de l'investisseur qui n'apporte rien et sur le marché du travail et la propriété lucrative que nous pouvons remplacer en poussant plus loin les institutions du salaire.

S'agissant de la définition des rapports sociaux en termes de dominants/dominés, j'ai déjà fait allusion à ma préférence pour une sociologie de l'émancipation attentive aux contradictions parce que c'est une sociologie qui permet de dégager le révolutionnaire déjà là !

Mais quelles que soient les écoles, le grand apport de la sociologie est la « dénaturalisation », la déconstruction de ce qui se présente comme « naturel », comme allant de soi, comme étant inscrit dans l'ordre des choses. Il faut savoir que les réalités sociales ne relèvent pas de « la nature » des choses. Cela dit, en montrant très finement comment la domination est construite et reproduite, je pense que la sociologie de Bourdieu analyse le capitalisme de façon insuffisamment dialectique. Si je m'inscris dans une sociologie d'inspiration marxiste, c'est-à-dire qui analyse la dynamique *contradictoire*²⁴⁵ du capital, c'est parce que je tâche de scruter tout ce qui dans cette dynamique est porteur d'émancipation des personnes. Je suis un sociologue du travail venu de l'économie, et c'est plutôt sur des institutions nées du conflit inhérent à la définition de la valeur économique que je concentre mes observations et mon analyse. En étudiant le salaire direct, la sécurité sociale, les conventions collectives, le statut de la fonction publique, en

²⁴⁵ Voir également le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

tirant des enseignements des travaux de mes collègues sur le travail concret, j'essaie de mettre des mots justes sur des réalités salariales subversives de la convention capitaliste du travail. Mettre des mots justes, car, précisément parce qu'elles sont subversives des institutions décisives du capitalisme, ces réalités font l'objet, de la part des idéologues au service des dominants, d'une guerre des mots implacable. Qu'on pense à la définition de la cotisation comme « prélèvement obligatoire » ou « taxe sur le travail » par exemple ! La désigner au contraire comme ajout de valeur anticapitaliste est décisif pour que nous puissions nous appuyer sur elle dans une dynamique révolutionnaire.

En tout cas, je pense que ma responsabilité de chercheur est de repérer tout ce qui est porteur d'émancipation des personnes au sein de la société. Tout mon travail consiste donc à repérer comment nous pouvons nous émanciper encore davantage en poussant plus loin le neuf qui est déjà là autour de nous.

GD : Tu as parlé de ta responsabilité de sociologue qui est de trouver des outils d'émancipation dans le réel, et tu as dit que la « dénaturalisation » est un des traits essentiels de la sociologie. Est-ce que tu peux expliquer ce que cela induit de penser que quelque chose est « naturel », et en quoi cela consiste de « dénaturaliser » quelque chose ?

BF : Quand on dit qu'une institution est « naturelle », c'est que l'on signifie qu'elle a toujours été ainsi et qu'elle sera toujours là, qu'elle correspond à la nature humaine (ou à la nature tout court), qu'elle est dans « l'ordre des choses », intangible, normale. On peut citer la croyance dans l'infériorité des femmes qui était pensée comme étant « normale », ou encore l'idée qu'il faille un roi pour chaque peuple. C'était « normal » donc pourquoi le remettre en cause ?!

Et pareil avec ce qui nous préoccupe ici : on pense que « c'est normal qu'on améliore la productivité en réduisant le temps de travail », « c'est normal qu'on cherche à se vendre le plus cher possible sur le marché du travail », « c'est normal que les

actifs financent les retraités puisqu'ils ne produisent pas de valeur tout en étant utiles », etc. On pourrait enfiler les perles des naturalisations à l'infini. Sans oublier une forme plus subtile de la naturalisation qui consiste à dire que même s'il y a du changement, ce changement n'est qu'au service de la répétition, car les choses ne changent qu'en apparence, jamais dans le fond. C'est pourquoi dire que les formes de la domination ne changent que pour mieux la reproduire est une variante de la naturalisation.

Évidemment, on comprend tout de suite qui a un intérêt objectif à naturaliser les institutions de la convention capitaliste du travail : l'emploi, la valeur-travail, le marché du travail, le crédit lucratif, la propriété lucrative, etc. les dominants, les capitalistes y ont intérêt. Pour résumer, naturaliser permet d'asseoir la domination, car « on ne va pas se révolter contre la nature ! »

GD : Oui, les rois ont toujours eu intérêt à dire qu'il est « naturel » pour les êtres humains d'avoir un roi. Les fourmis ont « une reine », les abeilles ont « une reine », « donc »... les êtres humains ont des rois. Simple et efficace ! Et de même, les tenants du capitalisme ont intérêt à dire, ou à faire dire, qu'il est « naturel » de faire appel à des investisseurs et qu'il est « naturel » d'épargner, et que c'est « normal » de créer des emplois si on veut qu'il y ait du travail. C'est de la naturalisation pour faire accepter tout cela comme une évidence ! Comme une règle naturelle...

BF : Et face à cette naturalisation, la démarche du sociologue – qu'il s'agisse, ou non, d'un scientifique dont c'est le métier – consiste à « dénaturaliser ». Et la « dénaturalisation » c'est de montrer que toutes ces institutions et ces représentations qui composent nos sociétés (l'emploi pour travailler, l'épargne pour investir, les banques pour financer, etc.) ne sont pas « naturelles ». Les institutions et les représentations sont des construits sociaux. Pour reprendre cet exemple massif, pendant des siècles, on a dit et répété que les femmes étaient

naturellement inférieures aux hommes, alors que nous montrons aujourd’hui que cette infériorité est une pure construction sociale et que la nature n’a rien à voir là-dedans !

GD : Et comme tu le soulignais, il en est de même pour les religions supposées être indispensables pour fonder une société, et tout le XIXe siècle a été une lutte contre cette idée qui était censée être « naturelle ». Or, en France, la loi de 1905, dite « de la laïcité », démontre que ce n'est pas vrai. Et cette loi fait école dans le monde entier en apportant la preuve que la religion n'est pas nécessaire pour fonder une société, et cela contre l'avis des religieux qui en réalité veulent revenir au cœur de la vie politique et sociale, et plus seulement s'occuper de la sphère privée.

Les mouvements anti-IVG qui visent la fermeture des centres IVG démontrent que ces religieux entendent faire de leurs croyances personnelles et privées la loi imposée à tous. De même, la noblesse se posait autrefois comme étant « naturelle », nommée par Dieu qui était le garant de l'ordre du monde. Or, la nuit du 4 août 1789, la loi « naturelle » des priviléges de la noblesse a été abolie... et tout le monde a pu constater qu'il n'y a pas eu de déluge.

Donc « dénaturaliser » quelque chose permet de prendre conscience que cette chose n'est pas immuable, qu'elle n'est qu'un construit social, une fabrication des êtres humains et donc qu'elle peut être changée, abolie et remplacée par un autre construit social. « Dénaturaliser » ouvre donc les possibles ! Et tout cela prouve que la propriété lucrative peut être aussi supprimée de la loi... et que cela ne sera pas le déluge, enfin sauf à Neuilly...

BF : Oui, et j'y reviens, je ne saurais trop inciter les militants de la laïcité à déplacer leur combat vers le plus urgent aujourd’hui, à savoir la sortie de l'espace public des deux religions auxquelles nous sacrifions notre bonheur collectif : celle du marché du travail et celle du crédit...

Dénaturaliser permet de changer des choses qui semblaient immuables. Ensuite, se pose la question du mode opératoire de la dénaturalisation. Le mien est marxiste : j'entends par là le fait que les construits sociaux sont travaillés par de la contradiction ; une contradiction qui s'exprime notamment dans la lutte de classes. C'est-à-dire que dans les construits sociaux, certains évoluent contradictoirement aux intérêts des capitalistes et finissent par acquérir un potentiel *révolutionnaire*. C'est le cas du salaire dans sa double dimension de qualification et de cotisation.

Et donc chercher et mettre en évidence cette contradiction, c'est montrer que dans toute réalité il y a un potentiel émancipateur ; et que ce potentiel peut être soulevé et mis en avant à condition qu'il soit porté par une classe dominée qui prend conscience d'elle-même et qui va marginaliser les institutions d'aliénation, de servitude volontaire, d'exploitation et de domination qui sont entretenues par la classe dirigeante. Donc je ne nie pas du tout l'existence de la domination telle que Pierre Bourdieu l'a mise en évidence, mais j'analyse la subversion des institutions qui l'assurent au lieu de me centrer sur leur reproduction.

Un exemple : l'idée que l'emploi est la forme naturelle du travail (au point qu'on dira par exemple que les fonctionnaires, alors qu'ils ont un grade et donc un salaire à vie, ont un « emploi à vie » !). Cette idée est entretenue par la confusion sémantique entre « travail » et « emploi » que j'évoquais au début. La dénaturalisation que j'opère consiste d'abord à montrer que l'emploi n'a pas toujours existé.

En réalité l'emploi est un construit social, donc il peut être défait ! Or l'emploi est, à la fois, une institution qui soutient le marché du travail – du fait de la qualification du poste de travail et non pas de la personne – et en même temps une institution porteuse d'une dimension anticapitaliste parce que c'est dans la matrice de l'emploi que la cotisation sociale s'est mise en place et que la qualification s'est affirmée. Donc dans la matrice de l'emploi sont nés des éléments extrêmement subversifs, au point que depuis trente ans, la réforme engagée

par le Medef, l'UMP, le PS, les Verts ou la CFDT s'attaque à la cotisation sociale (gel du taux, exonérations, remplacement par la CSG, ou la TVA) tandis qu'elle essaie de remplacer la qualification du poste de travail par l'employabilité du salarié. Je fais le pari que les impasses dans lesquelles cette réforme met le travail, en attaquant les dimensions salariales de l'emploi, peuvent conduire à une mobilisation populaire qui remplacera le marché du travail par la qualification personnelle avec le salaire à vie, et la propriété lucrative par une cotisation économique.

Ma responsabilité de chercheur est de parier sur ce possible, sur cet avenir-là, et non pas d'apporter ma pierre à l'énoncé de ce qui pousse à la victoire de la CSG, du système suédois de retraite ou de l'employabilité avec sa sécurisation des parcours professionnels, bref de tout ce qui va dans le sens du capitalisme. Un savant est au service de la vie, sinon il met sa recherche au service des puissants. C'est une hypocrisie propre à trop de chercheurs que de dénoncer politiquement les puissants dans le mouvement social tout en énonçant la prétendue impossibilité scientifique de se soustraire à leur domination. Je ne me reconnaiss pas dans ce partage des tâches entre la dénonciation politique et le fatalisme scientifique qui est un comportement hélas classique de la doxa du savant et du politique. J'essaie au contraire, de toutes mes forces, de contribuer à sortir le mouvement d'opposition au capitalisme de ce mixte de volontarisme militant et de désespoir intellectuel dans lequel il est englué depuis une quinzaine d'années, c'est-à-dire depuis que la mobilisation a repris après les années de plomb de la décennie 1980.

Ainsi, une lecture contradictoire d'un élément de la réalité consiste à chercher à voir et comprendre ce que cet élément comporte comme ressorts d'émancipation et comment les pousser plus loin pour faire en sorte de se débarrasser du reste. Dans la matrice de l'emploi, des éléments alternatifs au capitalisme sont apparus : poussons en avant la qualification à la personne, étendons le salaire à vie des retraités à tous, et débarrassons-nous de l'emploi. Et c'est pareil pour la

cotisation sociale, poussons-la plus loin, et débarrassons-nous des investisseurs et de leur propriété lucrative.

Je m'inscris dans une longue tradition de pensée qui veut que la dynamique même du réel porte son dépassement potentiel à la condition d'une action politique délibérée ; car c'est l'humanité qui fait son histoire. Et l'espèce d'acharnement qu'ont mis en 2010 les dominés à forger leurs chaînes en développant la thématique de la fameuse « solidarité intergénérationnelle » ou en disant que « la solution au problème des retraites, c'est un vrai plein emploi » ou en revendiquant qu'on « taxe le capital comme on taxe le travail » montre que cette action politique est, elle aussi, une longue construction !

GD : On revient toujours au fait que tant que nous acceptons le discours des dominants sur l'*emploi* nous ne voyons pas ce que nous avons sous nos yeux, parce que nous sommes persuadés que l'alternative n'existe pas. D'où « plein emploi », « vrai » plein emploi, « solidarité intergénérationnelle », etc.

Là je pense qu'il faut utiliser Bourdieu qui expliquait bien que le dominant se reconnaît au fait qu'il a le monopole de la norme. C'est lui qui édicte ce qui est « naturel » et ce qui « ne l'est pas » ! D'où le fait que le *révolutionnaire* n'est jamais considéré comme étant dans l'ordre des choses : il avance nécessairement des idées qui ne peuvent apparaître que comme étant « a-normales », allant « contre » la nature immuable des choses. Il faut donc assumer cette position, ce fait d'être contraire à la « normalité », parce que c'est une position qui n'est contradictoire d'avec la normalité qu'en apparence seulement !

Un dernier point pour boucler avec l'écologie politique et avec cet entretien. André Gorz a beaucoup travaillé sur l'hétéconomie de la société – dont tu as évoqué les aspects concernant l'emploi –, mais il a également travaillé sur la critique de la technique, sur l'organisation de la production et sur le sens de cette production ; et il s'est finalement rallié – vers le début des années 1990 je crois – à la proposition d'un

« revenu universel » pour au moins deux raisons essentielles. Primo, parce qu'il y voyait la reconnaissance politique du fait que nous sommes tous acteurs de la société, et aussi parce que la définition du travail est politique, elle n'est pas naturelle. Secundo, il y voyait la possibilité matérielle pour l'individu de ne pas être soumis au diktat de l'employeur via le chantage à l'emploi qui est en réalité un chantage à l'argent dont on a besoin pour vivre, donc il y voyait la possibilité pour l'individu d'exercer ses choix, son esprit critique, et donc quelque part sa citoyenneté sur la production, en décidant d'y participer, de l'améliorer ou de partir. Autrement dit, pour Gorz il y avait l'idée, via l'indépendance donnée par un « revenu universel » d'exercer sa citoyenneté directement au travers de l'activité de production, et non plus seulement de manière indirecte à travers la chaîne qui part des campagnes électorales, passe par les élections, puis par les représentants élus, puis par les lois qui sont votées, et arrivent enfin (parfois) aux applications... une longue chaîne donc !

Même si le vocabulaire d'André Gorz et le tien sont très différents du fait de vos parcours respectifs, je suis frappé par la similitude de vos arguments et de vos objectifs politiques. Et je pense, contrairement à certains, qu'il faut voir dans vos points de départs et argumentations différents, non pas une divergence ou une opposition, mais – au contraire ! – une complémentarité et une consolidation de la thèse centrale sur la nécessaire et incontournable reconnaissance politique du producteur et du *salaire à vie*.

André Gorz a beaucoup travaillé l'hétéconomie, la technique, l'évolution du travail et de l'organisation de la production ; et même s'il a analysé et soutenu ce fameux « revenu inconditionnel suffisant », il a moins fouillé cette question que tu ne l'as fait. Cela se voit notamment par son utilisation des termes *travail* et *emploi* qu'il ne distingue pas de manière aussi précise que toi : il me semble que, sur ce plan-là, tes travaux vont plus loin dans l'analyse et tu apportes des éléments plus solides sur le plan de sa mise en œuvre concrète.

Pour commencer sur ce sujet, est-ce que tu pourrais nous expliquer cette distinction sémantique, mais également sociologique, que ton travail met en lumière entre « revenu » et « salaire » ? Un peu comme tu apportes cette distinction essentielle entre travail et emploi.

BF : Effectivement, je n'analyse pas la réalité en partant du même matériel que Gorz ; lui part essentiellement de la technique, donc il va dire des choses sur l'hétéconomie à partir de la technique et sur l'organisation du travail et de la production via la technique ; ce qui est très important ! Pour ma part, je pars des ressources monétaires et des institutions qui gèrent ces ressources. Et le « revenu » est une ressource qui entretient l'hétéconomie que nous subissons, alors que le « salaire » est une ressource émancipatrice du travailleur.

Pourquoi cela ? Le salaire s'est construit au cours du XXe siècle autour de deux termes qui sont, d'une part, la qualification du poste de travail ou de la personne –selon que la personne est dans le privé ou dans le public– et, d'autre part, la cotisation sociale qui finance du salaire socialisé. Avec deux conséquences. La première est que ce qu'exprime la cotisation sociale, c'est le fait que la ponction sur la valeur ajoutée (le PIB) et sa distribution dans les différentes prestations (allocations familiales, retraites, pensions d'invalidité, soins de santé, congés maternité, etc.) se font sans recours à l'épargne, sans titres financiers, sans taux d'intérêt, sans propriété lucrative pour ponctionner le travail d'autrui dans le futur. La valeur ajoutée va dans des caisses et est redistribuée sans jamais passer par des institutions capitalistes, donc sans ponction possible de leur part.

Et la deuxième conséquence est que cette affectation du PIB à la cotisation se fait au nom de la qualification qui est une façon de définir la valeur économique alternative à la valeur-travail. Car qualifier (un poste ou une personne) c'est opérer une déconnexion entre le salaire et la mesure du temps de travail – combien d'heures au bureau ? combien de pièces fabriquées ? combien de coups de téléphone passés ? etc.

Et même lorsqu'il s'agit, dans l'emploi, de la qualification d'un poste de travail, cette qualification du poste ne mesure pas le travail par le temps. Et le jour où le titulaire du poste ne fait rien, il est quand même payé parce qu'il est payé pour la qualification du poste et pas pour la mesure temporelle du travail effectué. Et, a fortiori, si cette personne est dans la fonction publique, c'est elle qui est qualifiée, et son salaire est là aussi déconnecté de la mesure de ce qu'il produit en un temps donné, car il est lié à sa qualification.

Donc le salaire introduit une subversion radicale de la convention capitaliste de travail et de ses institutions. Les retraités, pour reprendre cet exemple, ont un salaire à vie qui indique qu'ils sont qualifiés, eux, et donc ils travaillent sans employeurs, sans propriété lucrative, sans joug de la valeur travail. Le salaire est porteur d'une formidable émancipation, à la condition, j'y ai insisté, d'une action politique délibérée par laquelle des salariés « en soi » deviendront des salariés « pour soi ».

À l'inverse, le terme « revenu », c'est tout à fait autre chose ! Il renvoie à des représentations et à des pratiques tout à fait cohérentes avec les institutions du capital. D'abord dans son sens traditionnel, puisque le revenu est à l'origine ce que l'on tire d'un patrimoine. C'est ce que l'on tire d'une accumulation dont on pense qu'elle est une accumulation de valeur venue du passé. Donc le revenu concerne des rentiers qui, en réalité, ponctionnent le travail présent d'autrui alors qu'ils prétendent apporter le fruit d'un travail passé. Or cette acception est reprise dans les propositions du revenu « d'existence » – « inconditionnel », « citoyen », etc. – au nom du fait que les générations précédentes ont construit un patrimoine, et que chacun naît avec un droit de tirage sur ce patrimoine, une espèce de dette sociale vis-à-vis des individus.

GD : Et pour ma part, j'ajouterais que l'on voit comment est distillée tous les jours la culture des dominants, via les fonds de pension, les investissements dans les packages financiers,

etc. Nous devons « vouloir », nous aussi, devenir des « rentiers » et vivre sur le travail des autres.

Or, de toute évidence, il est impossible que tout le monde soit rentier ! Et je pense que le terme *revenu* renvoie bien à un idéal de vie, donc à une culture, qui n'est pas de gauche (exactement comme le terme *salaire* renvoie à producteur). Il y a la volonté, chez les dominants, de mettre en avant et de promouvoir, dans cette vision, une prétendue « nature rentière » des individus au lieu de mettre en avant leur aspect producteur et créateur de richesses. Passifs contre actifs. Tournés vers le passé, plutôt qu'acteurs dans le présent.

BF : Peut-être, ou pas, selon les tenants du revenu d'existence. Mais en tout cas le ressort si décisif pour le capital d'un revenu tiré d'un patrimoine est légitimé.

La deuxième dimension du revenu véhiculée par le revenu universel, c'est celle du « pouvoir d'achat ». Toute référence à la qualification, donc à la production et au travail, a disparu : nous sommes posés comme étant des êtres de besoins : nous avons droit à la sécurité d'un pouvoir d'achat garanti pour pouvoir consommer. En plus, nous sortons d'autant moins du statut de mineurs économiques que le niveau du revenu universel est souvent si faible (à peine 1500 euros pour les plus revendicateurs) qu'il implique le fait d'aller travailler à côté pour tous ceux qui ne s'en contenteront pas : ce revenu de base implique le maintien du marché du travail sur lequel on va continuer à quémander un emploi auprès des employeurs et des investisseurs. Donc il n'y a rien d'alternatif là-dedans, on accompagne le système capitaliste.

Ainsi, le revenu universel ne met en cause ni la propriété lucrative ni le marché de l'emploi. Ceux qui le revendentiquent se font souvent, de ce fait – mais pas Gorz qui ne rentre pas sur ce terrain – les porteurs d'un « refus du travail » puisque, pour eux, le travail ne peut pas se libérer des institutions du capital (ce qui est totalement faux, nous l'avons vu avec les retraités et les fonctionnaires).

Et dans ces conditions, le revenu universel va devenir la bouée de sauvetage d'une classe dirigeante qui, se heurtant aux impasses du déni dans lequel elle nous tient comme producteurs de la valeur économique, est devenue incapable d'assumer notre désir de travailler et de bien travailler ! Dans cette situation difficile pour elle, elle va faire la part du feu pour sauver sa position : elle va surfer sur « oui le travail, c'est de la merde ! c'est le bagne ! Vous avez raison » et nous filer 800 ou 1000 euros par mois pour tenter de nous faire taire.

GD : En plus, 800 ou 1000 euros qu'elle prendra sur notre travail puisqu'au final, comme c'est elle qui garde la main sur la qualification, via l'emploi, elle garde la main sur la production de la valeur économique, sur l'argent. Donc notre situation ne changera pas avec un revenu universel.

BF : Exactement ! Et à l'inverse du revenu universel, le salaire, lui, est vraiment universel pour deux raisons. D'une part, il est suffisant puisque, par exemple, il démarre à 1500 euros net mensuels pour tous à 16 ou 18 ans et progresse ensuite dans une échelle de un à quatre, donc entre 1500 et 6000 euros net²⁴⁶, et il n'appelle aucun second chèque provenant d'un emploi complémentaire obtenu sur un marché de l'emploi qui aura disparu. Le montant du salaire à vie est suffisant puisque le salaire à vie assure, non pas un forfait de base de « pouvoir d'achat », mais la qualification de chacun, c'est-à-dire la capacité qui lui est reconnue de produire de la valeur économique. Et d'autre part, ce salaire pour tous est universel, car il est « pour tout » puisque la cotisation

²⁴⁶ Ces 4 niveaux de qualification correspondent à ce qui est déjà présent aujourd'hui dans les conventions collectives lorsque celles-ci sont le résultat d'un vrai travail de discussion et de négociation. D'où un salaire maximum de 6000 euros/mois. Notons que des salaires plus élevés ne pourraient en définitive servir qu'à revenir dans un cycle de création d'une *propriété lucrative*, qui sera interdite pour que l'on puisse développer l'accès de tous à la propriété d'usage dans des domaines de l'existence aussi décisifs que le logement ou le travail.

économique, dimension nouvelle du salaire socialisé, va financer l'investissement à la place du profit, qui aura disparu avec la propriété lucrative.

GD : Donc si je te suis bien, aujourd'hui le PIB se partage essentiellement entre le profit de la propriété lucrative et le salaire lié à l'emploi, qui sont (avec la cotisation sociale et le salaire au grade) les deux composantes essentielles – et capitalistes – de la valeur ajoutée que nous produisons chaque année. Et donc on irait vers trois cotisations qui se partageront le PIB : la cotisation salaire qui ira aux caisses chargées de payer les salaires à vie qui seront fonction de la qualification des personnes, la cotisation économique chargée de financer l'investissement et la cotisation sociale pour les dépenses des services publics gratuits ne relevant ni de l'investissement ni des salaires. En somme, le salaire universel se partagera tout le PIB !

BF : C'est cela ! Et tous, de notre majorité à notre mort, nous serons posés comme des personnes aptes à gérer la production et à en discuter le sens : des citoyens non plus réduits au seul suffrage électif, mais également armés du droit de définir les valeurs d'usage qui, dotées d'une valeur économique, vont faire l'objet d'une production collectivement délibérée. Nous serons des citoyens non seulement au moment du vote, mais chaque jour dans notre travail qui, construisant la société où nous vivons, sera une composante essentielle de la politique.

8. Laïcité et statut politique du producteur : « le producteur-citoyen »

Avec la contribution de Jean-Marie Kintzler

293

Il peut paraître curieux de tenter d'établir un lien aussi fort entre, d'une part, la laïcité et la république et, d'autre part, la reconnaissance politique du statut du producteur tel que le définit Bernard Friot²⁴⁷, dont le salaire à vie n'est qu'un élément. Bien entendu, si la laïcité est comprise comme étant simplement la gestion des religions au sein de la société, alors aucun lien n'est possible et la laïcité en tant que pensée philosophique, source d'idées, se trouve figée dans un carcan et vidée de son potentiel révolutionnaire.

Si par contre, la laïcité est entendue pour ce qu'elle est, à savoir un principe fondamental de la République qui définit la liberté de conscience, permet l'égalité absolue de traitement des citoyens et pose l'intérêt général²⁴⁸ comme incontournable dans une construction républicaine vers le socialisme, alors oui le lien avec le statut du producteur est possible suivant au moins deux points :

Primo : Pour pouvoir exercer et jouir de sa citoyenneté, l'individu ne peut pas être dans un cadre oppresseur. Et sur le plan des idées, des positions philosophiques et des croyances, la laïcité établit cette possibilité pour l'individu, au sens où sa citoyenneté n'est pas liée à ses croyances, à ses opinions philosophiques, voire à sa religion. En ce sens, la laïcité est la garantie qui permet à l'individu d'exercer sa citoyenneté sans avoir à être inquiété ou menacé pour ses opinions.

²⁴⁷ Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot sur le statut politique du producteur.

²⁴⁸ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

Sur ce point, la reconnaissance du statut du producteur se place sur le même terrain. Bernard Friot et André Gorz convergent vers le même point en expliquant que la modalité concrète qu'est le salaire à vie et le statut du producteur permettent à l'individu de n'avoir pas à craindre la perte des moyens financiers ni la reconnaissance de sa qualification (c'est-à-dire le fait qu'il est un acteur économique). Sans cette garantie, l'individu ne peut proposer aucun avis, aucune remarque ni aucune action sur la production à laquelle il participe puisqu'en cas de désaccord, il risque le licenciement par l'employeur ou la séparation d'avec son collectif de travail : et dans les deux cas, sans la reconnaissance de son statut de producteur, il se retrouve rapidement sans ressource et « disqualifié » comme travailleur (chômeur, inactif, etc.). Donc le lien entre le statut du producteur et la laïcité est évident puisque, comme pour la laïcité, le statut du producteur (salaire à vie + qualification attachée à la personne) apparaît comme une modalité absolument nécessaire à l'individu pour qu'il puisse exercer sa citoyenneté (c'est à dire son activité critique) directement au cœur de la production.

Secundo : La laïcité est une mise en avant de la potentialité de l'individu. En effet, elle explique que tout individu est capable de congédier ses appartenances particulières et ses croyances personnelles dans la constitution de l'association politique pour exercer sa citoyenneté : c'est-à-dire que l'individu, qui est citoyen, prend ses décisions politiques en fonction de l'intérêt général et non comme une personne qui défend ses propres intérêts particuliers dans la société. Cette potentialité inscrite dans la laïcité pose l'individu comme un acteur du cadre où il vit et il y a, dans la laïcité, l'affirmation d'une potentialité déclarée pour tout individu : il n'est pas un mineur politique. Le droit

de vote universel reconnaît cette capacité politique inaliénable et la postule : nous sommes bien ici sous le registre de la politique (et non celui de la gestion de la société telle qu'elle existe déjà).

De manière similaire, la reconnaissance du statut de producteur pose que tout individu est porteur d'une qualification attachée à lui-même et qu'elle lui est également inaliénable. De fait, le statut du producteur se pose lui aussi comme l'affirmation d'une potentialité chez l'individu. À savoir que l'individu est un producteur de valeur économique (c'est ce qu'exprime sa qualification à vie). Il n'est plus un « mineur social », mais il est un acteur majeur dans le cadre de la production.

Au final, l'individu est un citoyen – qui prend en compte l'intérêt général – et il est qualifié – comme étant le producteur de valeur économique –. Ceci a pour conséquence que l'individu est capable d'exercer un jugement sur la production, et que ce jugement est celui d'un citoyen.

Rappelons ici que produire de la *richesse* ne veut pas dire produire n'importe quoi, n'importe comment ! Nous vivons dans une société construite par notre production, au même titre qu'elle est construite par nos lois, et donc la production ne sera une production de *richesse* que si l'intérêt général est pris en compte dans la production : qu'est-ce que l'on produit ? pour quoi faire ? dans quel but ? comment est-ce que l'on produit ? avec quoi produit-on ? pour combien de temps ? est-ce néfaste ? etc.²⁴⁹

²⁴⁹ Par exemples : fabriquer des objets en utilisant des procédés rapides, mais très polluants ; produire des objets irréparables alors que l'on pourrait les fabriquer pour qu'ils le soient ; produire de l'électricité pour ensuite la faire gaspiller ; mettre en vente des produits financiers toxiques ; etc. Pour chacun de ces exemples, la non prise en compte de l'intérêt général est manifeste et il est simple

Et inversement, si dans une production, l'intérêt général n'est pas pris en compte et que seul intervient l'intérêt privatif et particulier, alors cette production ne peut pas conduire à une production de richesse. Nous sommes exactement dans la même configuration donnée par la laïcité : l'individu n'est citoyen qu'à partir du moment où il prend ses décisions politiques pour décider des lois en fonction de l'intérêt général et non pour servir son intérêt particulier.

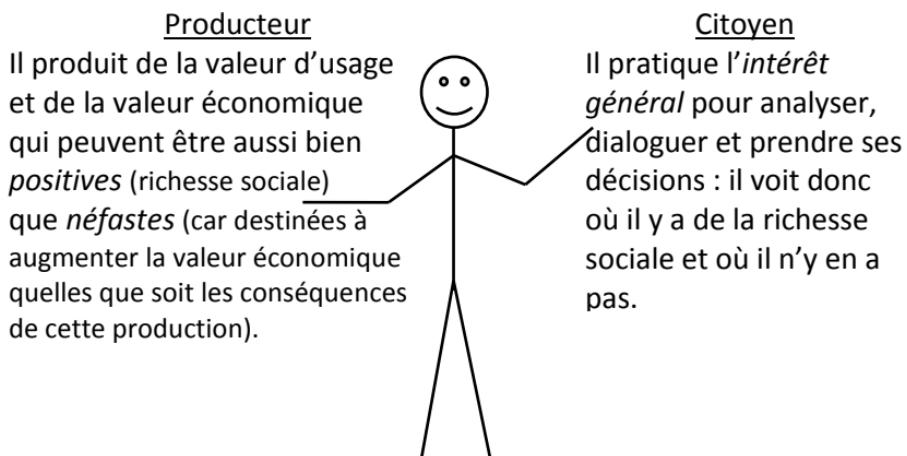
Au final, l'individu, parce qu'il est reconnu à la fois comme citoyen et à la fois comme producteur de valeur économique, est donc reconnu comme étant apte à exercer son activité critique de citoyen directement dans sa production : c'est-à-dire que ce que l'individu exerce au cœur de son activité de production n'est autre que son sens de l'intérêt général – contre l'intérêt particulier – et ceci a pour conséquence directe que sa production est une production de la *richesse*. La reconnaissance du statut du producteur doublé d'un cadre laïque indique donc que la production de *richesse* arbitrera la production de valeur économique, ce qui est primordial pour construire « la qualité de la vie individuelle et la qualité d'une civilisation ».

Ces deux points tissent un parallèle et un lien entre laïcité et statut du producteur, et ils montrent également pourquoi l'écologie politique n'a de consistance que dans une orientation républicaine et laïque. Mais ils montrent également que se dessinent les contours de ce que l'on peut appeler un

de voir comment un travail producteur de richesses se lie intuitivement avec la prise en compte de l'intérêt général dans cette activité de production. Il est clair également que la prise en compte de l'intérêt général n'est pas un oubli de soi dans un monstre collectiviste ! Inversement, ces exemples illustrent le lien entre la création de valeur économique et la seule prise en compte de l'intérêt privatif : c'est le règne de la rentabilité économique à court terme.

« citoyen-producteur » (ou producteur-citoyen). Et parce que le statut du producteur s'inscrit comme un droit politique universel, il en devient un droit attaché à la notion même de citoyen au même titre que la liberté de conscience, que l'égalité, que le droit à disposer de son corps ou que le droit de vote : il se *naturalise* pour intégrer notre conception du monde, de l'humanité et de notre dignité.

Le statut du Producteur-Citoyen



Le producteur-citoyen peut exercer conjointement les deux aspects du producteur et du citoyen → il produit des valeurs d'usage positives, c'est-à-dire de la richesse sociale.

Ce saut qualitatif – qui consiste à considérer qu'un droit est désormais « naturel » – est fondamental ! Il est *politique* parce qu'il change notre perception du monde, de la normalité, de notre dignité et de notre statut d'être humain vivant en société, c'est-à-dire de notre citoyenneté. À partir du moment où le statut de producteur de la valeur sera devenu un droit universel attaché à tout individu, au même titre que le droit de

vote ou la liberté, alors il sera désormais devenu impossible aux capitalistes de revenir en arrière, car cela reviendrait à proposer de supprimer le droit de vote. Or, le monopole sur la détermination de la valeur économique est un élément central de la domination de la classe capitaliste.

Il en ressort que l'écologie politique et la laïcité sont liées intrinsèquement, et que l'écologie politique n'a de signification que dans la vision républicaine sociale et laïque au sens de Jaurès²⁵⁰.

Remarque sur un élément qu'il est important de constater :

Le statut du producteur est l'occasion d'une citoyenneté directement exercée au sein de la production : elle est la définition d'un producteur-citoyen.

En effet, constatons qu'aujourd'hui, l'individu qui est employé n'a pas la possibilité d'exercer sa citoyenneté directement au cœur de la production, c'est-à-dire son sens de l'intérêt général : à quoi cette production sert à la société ? quel est le but de cette production ? pourquoi utiliser des produits polluants plutôt que non polluants ? est-ce utile ou nuisible ? etc. Aujourd'hui, pour « agir » sur sa production, le citoyen qui est employé n'a d'autre possibilité que de passer par une longue chaîne de délégations et d'intermédiaires successifs qui passe par le vote aux élections, les représentants élus qui vont ensuite mettre en place des lois qui vont définir des institutions et des normes et des moyens de contrôle, et, enfin, ces institutions qui vont faire appliquer ces lois et modifier la production du citoyen.

En résumant : il s'agit là d'un très grand détour entre la critique – que le citoyen qui est employé peut avoir sur sa production quotidienne – et l'effet concret de son activité critique sur sa production ! Un détour dans lequel peut être

²⁵⁰ La République n'existe que si elle est une évolution permanente vers le socialisme.

largement entravé le contenu de sa critique : les élus peuvent ne pas prendre de décisions, les institutions chargées des contrôles peuvent se voir priver de budget de fonctionnement ou d'effectif, les normes peuvent être revues, etc.

Autrement dit, agir sur sa production est aujourd'hui très compliqué et très lent lorsque l'on est un citoyen dans l'emploi.

Mais ceci est remis en cause précisément par la reconnaissance du statut de producteur, car alors l'individu n'est plus un employé : il est un producteur-citoyen, et il dispose donc du fait d'être qualifié à vie et a un salaire à vie attaché à sa personne²⁵¹. Il peut donc parler, exercer un contrôle au sein de son collectif de travail, agir ou partir s'il juge la production définitivement néfaste. Il peut faire tout cela parce qu'il garde son salaire et sa qualification où qu'il aille ! La reconnaissance politique du statut de producteur c'est donc donner au travailleur la possibilité d'agir directement là où il se trouve : directement sur la conduite de la production qui est celle de son collectif de travail.

Aujourd'hui, la chaîne de relais entre le citoyen, qui exerce son activité critique sur sa production, et l'impact concret de cette activité critique, il y a toute une chaîne de délégation et d'intermédiaires successifs – élus, lois, votes, institutions, applications, etc. – qui dilue souvent l'engagement du citoyen au point que la production reste inchangée. Cette chaîne de délégation est d'abord une perte d'efficacité considérable, mais en plus elle entraîne la démission des citoyens par la désillusion et la perte de confiance dans le système politique. Et constatons qu'aujourd'hui, par ce mécanisme d'éloignement du citoyen d'avec sa production – au sens où il ne peut pas agir sur elle – la sphère économique a finalement pu se constituer en une sphère quasi hermétique :

²⁵¹ Ces conditions sont nécessaires à la pratique concrète de la citoyenne au sein de sa production (voir plus haut). Pour plus de détails, cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot.

elle est quasi hors d'atteinte du citoyen et peut ainsi préserver les intérêts de ceux qui possèdent la propriété lucrative et dispose du monopole sur la détermination de la valeur économique tant que celle-ci ne sera pas universalité.

Sur ce plan, le statut du producteur agit donc comme une avancée majeure en permettant une citoyenneté active au sens où elle peut exercer son impact directement au cœur de l'appareil de production, dans le collectif de travail, sans passer nécessairement par toute cette chaîne de délégation et d'intermédiaires. Le statut du producteur est donc bien une extension à la citoyenneté !²⁵²

²⁵² Il ne s'agit pas ici de mettre fin à la représentativité en politique, mais de soulager et de rendre plus efficace le travail des représentants législatif en minant les mécanismes d'isolement de la sphère économique par la possibilité d'agir directement au cœur de la production. Par ailleurs, l'adoption des lois nécessite une assemblée reconnue constitutionnellement et donc élue à l'échelle du pays.

Mais La production, quant à elle, s'exerce au sein du collectif de travail (qu'il s'agisse d'une PME ou d'une entreprise de plusieurs dizaines de milliers de personnes). Rendre la main au citoyen producteur en l'inscrivant comme un droit attaché à la définition du citoyen (comme le droit de vote), c'est étendre la citoyenneté dans une sphère où elle n'avait pas droit à la parole.

9. Entretien sur l'énergie : « Les » nucléaires, la production, la consommation électrique et le droit de regard du citoyen sur la production

301

Le débat sur l'électricité produite par des centrales électronucléaires est, avec l'agriculture, historiquement au centre de la pensée écologique depuis les origines. Le débat sur ce mode de production électrique est d'autant plus important à mener en France que le pays compte 58 réacteurs électrogénérateurs et que 80 % de l'électricité du pays est produite de cette manière. Mais loin des propos simplistes des agitateurs de la peur qui veulent légitimer l'émotion comme argument politique, la question est à double, voire à triple fond !

Voici un texte, sous forme de Question/Réponse, sur ce sujet d'actualité dont le but est de montrer des aspects trop souvent ignorés sur cette thématique et qui montrent qu'à restreindre la question à la seule « peur du nucléaire », à ne pas l'étendre à la production, à ne pas poser la question de l'utilisation de l'énergie (donc, *in fine*, à « qui décide de produire quoi ? »), nous risquons de perpétuer l'idée que le seul changement de technique de production solutionnera nos problèmes ! Or il n'en est rien puisque ces problèmes sont d'abord d'ordre politique !

Et pour cause : solutionner une question politique (ici la consommation de l'énergie) par la seule question technique du mode de production est le signe caractéristique de la pensée productiviste, et non celle de l'écologie politique dont pourtant nombre d'agitateurs se réclament. Osons rappeler que sortir du productivisme ne se fera pas en reprenant les logiques de pensée du productivisme, ses raccourcis et ses méthodes, même colorierées de peinture verte !

Dans cette affaire, l'objectif reste toujours le même : seuls des citoyens disposant d'informations et débattant entre eux sur l'ensemble des aspects d'un sujet sont à même

d'exercer au mieux leur citoyenneté et de prendre les décisions les plus rationnelles et les plus pérennes pour la société et son développement à venir en fonction de l'intérêt général. C'est ce que le référendum sur le TCE en 2005 à montrer : il n'y aura pas de qualité de vie individuelle et de qualité de civilisation hors les décisions prises par les citoyens eux-mêmes.

Question : Tout d'abord, quel est l'intérêt pour l'UFAL de produire un texte sur ce sujet ?

Réponse : L'intérêt de l'UFAL est simple : il y a beaucoup de choses qui se disent sur « le nucléaire » et l'immédiateté politique et/ou extrémiste fait que nombre de propos sur ce sujet visent essentiellement à choquer les citoyens plutôt qu'à leurs donner des éléments tangibles afin qu'ils puissent débattre et donner une réponse collective qui sera, alors, l'expression d'une légitimité populaire. Les citoyens ne sont pas des assistés ou des mineurs sociaux, et la République ne se construit pas n'importe comment ! La base de tout propos sur un sujet aussi important et vaste que « le nucléaire » ne peut être que la réflexion, le débat organisé à l'échelle nationale et la rationalité, donc le besoin de temps pour mener ce débat. L'UFAL défend ces principes de bases qui sont républicains et laïques. Les tentatives d'instrumentalisation, au soir de la catastrophe de Fukushima, l'ont montré : quantité de personnes se sont précipitées pour demander « l'arrêt immédiat du nucléaire » ou pour l'organisation immédiate d'un référendum en surfant sur l'effet émotionnel, sur le choc de la catastrophe. Et ces demandes clamées haut et fort l'étaient comme si de telles décisions étaient politiquement possibles et surtout responsables ! Comme si la République, c'est-à-dire une construction pérenne, qui vise le temps long, pouvait se faire sur un coup de tête, sur l'émotionnel brut !

L'émotion a été vive au soir de la catastrophe de Fukushima partout dans le monde, et l'émotion de chaque citoyen est parfaitement légitime devant un tel événement ! mais instrumentaliser, le soir même, l'émotion des gens afin de légitimer des positions politiques, jouer sur le sentiment de peur et attiser la terreur pour occulter toute rationalité, voilà qui est totalement contraire à une construction de notre société qui soit républicaine, laïque et de gauche.

Encore une fois, l'UFAL pense que l'émotion des personnes est totalement légitime devant une telle catastrophe, mais en profiter en l'instrumentalisant voilà qui rappelle les procédés qui ont marqué les heures les plus sombres de l'histoire du XXe siècle. Nos voisins allemands, hélas, peuvent témoigner que légitimité populaire peut rimer avec émotionnel, avec instrumentalisation politique et avec précipitation²⁵³. Trop de gens – qui pourtant se déclarent de gauche et écologistes ! – estiment que le nucléaire est un alibi légitime pour fouler au pied ce que signifie « République », « citoyenneté » ou « souveraineté populaire ». Et contrairement à ce que voudraient faire croire certains extrémistes anti-nucléaires, dont le Réseau Sortir du Nucléaire, être anti-nucléaire ne légitime pas d'adopter des procédés politiques qui ont toujours été au cœur de l'action de la droite et de l'extrême droite ; et pas besoin de retourner en 1930, il suffit de regarder comment le président Sarkozy pratique la même instrumentalisation de l'émotion depuis cinq ans.

Pour l'UFAL, il faut réaffirmer que le cœur de la République, c'est la légitimité populaire établie sur une base rationnelle. C'est ce « établie sur une base rationnelle » qui est bien vite oublié pour ne garder que le côté populiste... et là encore, les années 1930 nous montrent ce qui se passe lorsque l'on oublie ce « établie sur une base rationnelle ». Quoique puisse en dire

²⁵³ C'est par un référendum le 19 aout 1934, qu'Adolf Hitler se fait nommer « *führer et chancelier* » avec 89% des suffrages. C'est à la suite de cet épisode que l'Allemagne d'après-guerre retirera la possibilité de référendum dans sa constitution.

une personne, l'émotionnel n'est jamais un argument qui fonde une décision politique, surtout lorsque l'on vise la pacification et le long terme.

Sur ce point, la campagne pour le référendum sur le TCE en 2005 a été un exemple éclairant et riche d'enseignements politiques pour tous les républicains de gauche²⁵⁴ : lorsque les gens sont instruits, lorsqu'ils ont le temps nécessaire pour obtenir les éléments, lorsqu'il y a suffisamment de temps pour que leurs échanges puissent se construire et se dérouler au sein de la société, alors l'instrumentalisation de l'émotion qui servait les partisans du « oui » fin 2004 n'a plus eu de prise sur les citoyens²⁵⁵ et ce sont la rationalité, l'intérêt général et l'argumentation rationnelle qui ont finalement pris le dessus. Le TCE était ouvertement libéral et le peuple, instruit, conscient des enjeux, à voter « non ». Nous avons été dans un mouvement républicain. Et il faut s'appuyer sur les expériences concrètes pour construire l'avenir. Et pour l'électronucléaire, aucune décision ne devrait être prise autrement ! même si cela déplaît à des activistes. Il faut avoir conscience et affirmer que la sortie de l'électronucléaire n'est en aucun cas le monopole d'une association quelle qu'elle soit (même si elle s'appelle Réseau Sortir du Nucléaire...).

Question : Il faut donc un débat national sur le nucléaire ?

Réponse : Il faut un débat national sur... l'énergie, sur sa place dans la société et dans la production, sur son maillage de production, et évidemment sur son contrôle ! Car ramener la question de l'énergie électrique au seul « nucléaire » c'est ramener la question politique à une simple question technique, c'est ramener l'écologie politique à l'environnementalisme. C'est prétendre être écologiste mais revenir au principe du

²⁵⁴ Pour Jean Jaurès, le socialisme est l'aboutissement de la République.

²⁵⁵ Fin 2004, en France, les sondages donnaient le « oui » au TCE gagnant avec plus de 60% des suffrages.

productiviste qui veut que les questions d'ordre politique soient réglées par la technique. C'est donc vider l'écologie politique de son contenu et de ce qui fait sa caractéristique première, à savoir son ancrage dans l'analyse de notre production et de l'organisation sociale de notre production : « Qui décide de produire quoi ? ».

Oui ce débat national est impératif, mais à la seule condition que les citoyens puissent avoir le temps de s'informer et de débattre, que des associations puissent avoir le temps de participer, d'organiser des assemblées citoyennes, de proposer des analyses, etc. Dans toute décision politique, la question du temps est cardinale : il faut plusieurs mois pour que les gens puissent s'approprier un sujet, et c'est normal ! Il faut du temps pour lire, il faut du temps pour discuter, il faut du temps pour recevoir des arguments, il faut du temps pour les échanger avec les autres, en famille, entre amis, avec ses voisins, sur le lieu de travail ou dans sur un marché.

Là encore, il faut utiliser le concret et les exemples dont nous disposons. La campagne du référendum sur le TCE en 2005 a montré qu'en tout début de campagne, c'est l'émotion qui a dominé, c'est la rapidité, la superficialité d'analyse, l'agitation publique (comme au soir de la catastrophe de Fukushima...) qui imposaient leur loi. Et puis, au fil des mois, les argumentaires superficiels, basés sur l'ignorance des citoyens se sont corrodés, les citoyens ont vu les failles, là où on leur faisait passer des vessies pour des lanternes. Et plus le temps s'est écoulé, plus la rationalité est venue à bout de l'instrumentalisation de l'émotion, de la superficialité et de ceux qui vivent dessus ; qu'ils se déclarent « de gauche » ou « de droite », importe peu ! Ce débat sur le TCE, en 2005, est donc un exemple fort d'enseignements qui doit nous nourrir car il nous montre comment on peut pratiquer la République. Il faut du temps pour un tel débat et c'est normal. L'orientation énergétique d'un pays se construit sur la durée, donc c'est une décision importante qui doit être pérenne dans le temps. Il faut donc du temps ! primo, pour que le débat devienne rationnel et dépasse les agitateurs de l'émotion (il a fallu 5-6 mois pour le

TCE) ; secundo, pour que le vote soit l'expression d'une rationalité qui ne pourra être contestée 5 ou 6 ans plus tard ; et tertio, parce que les enjeux sociaux concernent le très long terme, donc le temps donné à la réflexion ne peut pas être de quelques mois. Cette prise en compte du temps est très importante dans la construction républicaine. Le temps est un élément central pour penser en écologie politique : nous avons besoin de temps pour penser et pour vivre (et faire vivre des idées).

Question : Pourtant, certains anti-nucléaires expliquent que puisqu'il n'y a pas eu de référendum en 1974 pour décider le développement de l'industrie électronucléaire en France, il n'y en a donc pas besoin aujourd'hui pour sortir de l'électronucléaire.

Réponse : Oui c'est ce que certains disent et c'est pour cela qu'ils ne sont pas (certainement par oubli des fondements) républicains dans leur conception de la société et de sa construction. Malgré ce qu'ils peuvent dire, leurs actes et leurs prises de position le prouvent (il est toujours très facile de « s'auto décorer » républicain...). Revenons en arrière, et comprenons qu'en 1974, le gouvernement français de l'époque a construit un passif antirépublicain en ne faisant pas voter les citoyens sur une décision aussi importante que l'orientation énergétique et le développement de l'industrie électronucléaire. En prenant cette décision de manière totalement autocratique, l'oligarchie de l'époque a construit « un précédent », un écueil, un élément qui est allé contre une construction pérenne et pacifique de la société, car la construction républicaine vise la pacification par la légitimité populaire et l'intérêt général. Or, celle-ci n'est possible que si les citoyens sont au cœur de cette construction et s'ils le sont, non pas sous le coup d'une émotion que l'on aura utilisée et instrumentalisée au soir d'une catastrophe pour les faire voter de telle ou telle manière. Non ! la construction pacifiée n'est possible que s'ils sont au cœur de cette décision par leur

raison, leur débat collectif et leur capacité à la rationalité sur le temps long. Voilà pourquoi l'écologie politique est fondamentalement contre ce qui s'est passé en 1974 : la légitimité des citoyens à décider du devenir de leur société, à décider de leur cadre de vie, a été foulée au pied. Aucun débat, aucune consultation... rien !

Voilà pourquoi les positions de certains anti-nucléaires, qui se servent de cet exemple autoritaire de 1974 pour légitimer qu'il n'y aurait pas besoin de débat populaire aujourd'hui ne sont pas du tout des conceptions républicaines et laïques de la construction sociale. Encore une fois, la question du nucléaire n'est pas un alibi servant à bafouer la république, la laïcité, l'intérêt général²⁵⁶.

Question : Pourquoi en 1974 le gouvernement n'a-t-il pas consulté la population ? Il craignait que les Français disent « non » à l'électronucléaire ?

Réponse : Au risque d'être surprenant, les raisons sont certainement ailleurs que dans la peur d'un vote contre la mise en place de l'électronucléaire. Il ne faut pas idéaliser la France en 1974. Nous étions dans une autre culture, une autre vision de la société. Nous sortions de De Gaulle, la vision de la société était très marquée par le patriarcat : comme dans la famille, le père prend les décisions pour le bien des autres qui sont infantilisés (notons que cette vision infantilisante est encore au cœur du modèle de l'emploi qui nous sert à concevoir le travail²⁵⁷).

Notre vision actuelle du président, ce principe de l'élection au suffrage universel qui serait, comme on l'entend parfois, « la rencontre entre un homme et un peuple » est vraiment une image héritée de cette époque. Il y a encore le guide, le tribun, « celui qui sait » et que l'on suit parce qu'il est au-dessus des autres. Des images qui sont très présentes aujourd'hui encore.

²⁵⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

²⁵⁷ Sur ce point, cf. l'entretien avec Bernard Friot dans cet ouvrage.

À cette vision de la société, ajoutons que l'électronucléaire représentait à cette époque une démonstration de puissance sur le plan international²⁵⁸. L'électronucléaire n'avait rien à voir avec une industrie quelconque puisque le nucléaire était à cette époque une activité presque totalement investie dans la question stratégique de la force de dissuasion, qui jouait donc un rôle important en géopolitique.

Donc, compte tenu de ces deux éléments, il était évident que la décision de lancer la France dans l'électronucléaire ne pouvait pas être une décision prise par la consultation des citoyens. Seules les élites pouvaient trancher, de manière autocratique, pour les citoyens et « guider le peuple » vers le bien de la nation toute entière. Ainsi, en 1974, le choix d'une décision autocratique est essentiellement culturel. Bien sûr, cela ne nous empêche pas de voir dans cette décision un manquement flagrant à la construction républicaine, mais il s'agit d'un manquement qui s'explique parfaitement. La république est toujours en construction...

Et quant à la vision du nucléaire, à l'époque, bien sûr qu'il y avait des opposants ! Mais encore une fois, revenons en 1974 : nous sommes sur la lancée des trente glorieuses, le productivisme bat son plein. Les salaires augmentent. Les droits de femmes progressent. La vision du progrès technique est qu'il solutionnera tous les problèmes, que la maladie reculera, que le travail sera de moins en moins pénible, etc. Et dans la culture de cette époque, le nucléaire est une forme d'apogée de la civilisation productiviste. Sur ce plan, il est fondamental de ne pas voir dans le nucléaire une simple « technique » comme une autre. Si on réduit le nucléaire à cela, on ne peut rien comprendre aux positions de ceux qui l'ont défendu ; et donc on ne peut que les qualifier d'ignorants.

²⁵⁸ Pour une analyse similaire intégrant la géopolitique dans le nucléaire, voir également l'ouvrage de la sociologue américaine Gabrielle Hecht « Le rayonnement de la France » (éd. La découverte, 2004).

Dans cette époque productiviste, sans crise économique, réputée « sans chômage » – alors qu'il ne s'agissait que du seul chômage des hommes... – au sortir du gaullisme, il est clair qu'avec un référendum sur cette question, le « oui » à l'électro nucléaire l'aurait emporté avec plus de 60 % des voix. Il ne faut pas se raconter n'importe quoi ! Cela fait seulement quinze ans que l'écologie politique commence à être mieux entendue du grand public ; en 1974, c'était pire ! Et il est clair qu'un référendum, en France à cette époque, aurait donné un accord au développement de l'électro nucléaire.

Question : J'aimerais que l'on revienne au contexte du nucléaire dont il a été question. De quoi s'agit-il exactement ? Pourquoi le nucléaire n'est pas simplement une « technique » ?

Réponse : Si on reste dans la culture d'un monde productiviste, avec ses repères, ses a priori, ses « évidences », sa logique, alors oui le nucléaire n'est qu'une simple technique comme une autre. Mais si on sort d'une vision productiviste du développement de la société humaine, sans prendre parti, mais en mettant simplement sur la table les référents, les a priori sur le progrès, sur la technique, etc. alors le nucléaire apparaît autrement.

Que pense le productivisme ?! Que le progrès technique va nécessairement de pair avec le progrès humain, ou, au pire, qu'il est « neutre », et que si « effets négatifs » il y a, ils n'ont d'autres origines possibles que l'usage mauvais ou irraisonné fait par les êtres humains d'une technique à l'origine « bonne pour l'humanité ». Simple et efficace, un tel présupposé évacue tout questionnement sur les techniques. Il n'y a pas de questionnement sur la technique²⁵⁹. Voilà le premier point.

Le second point est que, durant les trente glorieuses, nous sommes dans un contexte géopolitique très particulier qui est celui de la guerre froide où le monde est tendu entre deux

²⁵⁹ Voir dans cet ouvrage, l'article consacré à la critique de la technique.

superpuissances. Dans ce contexte « productiviste + guerre froide » le nucléaire est alors pour un pays une démonstration de sa puissance. Pourquoi cela ?! D'abord parce qu'il permet l'arme atomique, puis la bombe H. Et en terme d'armement, cela pèse... y compris à l'ONU.

Mais si en plus de cela, on fait une critique de la technique sur le nucléaire, alors on se rend compte que le nucléaire est certainement le domaine dans lequel interviennent le plus de connaissances, de maîtrises, de compétences et de savoir-faire différents. Le nucléaire fait appel aux sciences physiques, aux mathématiques, à l'informatique, à l'électronique, à la mécanique, mais aussi aux sciences des matériaux, à la chimie, au génie civil, à la biologie, à la santé, etc. L'électronucléaire est le domaine qui, pour fonctionner, fait intervenir et se mêler entre eux le plus grand nombre de disciplines. Et cette maîtrise doit se faire à une échelle pharaonique ! Plusieurs dizaines de milliers de personnes, des logistiques de transports énormes, des personnels à gérer en quantité, des édifices colossaux et des quantités de matières incroyables. Et pour tout cela, il faut le système éducatif qui va avec et qui permet de former du personnel, il faut les installations de mise au point, les financements à la hauteur, etc. Il, faut voir qu'à l'échelle mondiale, très peu de pays sont capables d'un tel effort.

Ainsi, sur le plan géopolitique, l'électronucléaire, avec tout ce qu'il implique, est une véritable démonstration de puissance et des capacités de maîtrises d'une société.

Et parce qu'il s'exerce sur la nature et rassemble un si grand nombre de domaines scientifiques et techniques, d'une certaine manière, l'électronucléaire synthétise à lui seul l'idéologie productiviste : à savoir ce rêve de maîtrise de la totalité de la nature par l'Homme pour la mettre à son service. Sauf que dans ce cas, c'est cette tentative de maîtrise qui finit par nous asservir...

Mais il faut comprendre que dans le contexte géopolitique de la guerre froide et des trente glorieuses, où il faut montrer que l'on est parmi « les forts », ce que l'on appelle « la maîtrise de l'atome » est un élément qui compte. Rien que le terme

« maîtrise de l'atome » est lourd de sens sur la vision prométhéenne du développement de l'humanité.

Voilà pourquoi il y a des personnes qui sont attachées au nucléaire, il y a un attachement à ce qu'il incarne, à ce qu'il représente : cette mainmise de l'Homme sur la Nature et qui la met à son service. C'est le rêve prométhéen et il entraîne automatiquement un rapport d'affrontement avec la nature, un rapport de rivalité puisque l'enjeu n'est pas la coopération ou la symbiose, mais bien la domestication, l'exploitation, la mise à son service.

Question : Oui c'est bien le rêve prométhéen, ce rapport de servilité, de maîtrise et de domestication de la nature. Mais pourquoi ne pas avoir adopté une vision de coopération avec la nature, cela aurait été bien plus intelligent et constructif ?

Réponse : Effectivement ! et il y aurait beaucoup à apprendre des cultures où ce rapport existe. Mais là encore, il est trop facile de jeter la pierre aux « méchants productivistes » qui sont posés de fait, comme étant des « imbéciles qui n'ont rien compris » (certains vont même jusqu'à demander un nouveau procès de Nuremberg pour les travailleurs du nucléaire, c'est dire la tension...).

L'apparition du productivisme est liée à celui de l'ère industrielle et au remplacement des nobles de l'ancien régime par la classe bourgeoise²⁶⁰. La bourgeoisie, qui porte le capitalisme, est en recherche perpétuelle d'améliorations

²⁶⁰ Il est indéniable que les valeurs des aristocrates de l'ancien régime étaient davantage attachées à la terre, et que par exemple, un noble sans terre était sans possessions, mais également sans identité. Même s'il n'y a pas lieu d'idéaliser cet ancien régime reposant sur l'exploitation des paysans, il faut bien comprendre que la bourgeoisie opère une rupture économique, politique, mais également éthique en rejetant la totalité des valeurs de la noblesse qu'elle déclasse comme décadentes, passées (honneur, attachement à la terre, mécénat, etc.). La valeur économique, seul horizon culturel de la classe bourgeoise, devient dominante et équivalent universel.

quantitatives pour faire du profit et produire toujours plus de valeur économique. Sur cette pulsion quasi pathologique au regard des effets qu'elle produit, Max Weber propose des analyses permettant de comprendre cette course folle vers la possession de valeur économique qui a de vraies raisons existentielles liant le regard sur la réussite de vie personnelle et le fait de gagner toujours plus d'argent. Sur ce point essentiel pour comprendre l'esprit du capitalisme et du productivisme qui règnera également en URSS, le travail de Max Weber est fondamental et il consolide ce « fétichisme » de la marchandise introduit par Marx.

Nous sommes donc dans cette poursuite effrénée vers toujours plus de valeur économique, et les techniques d'organisations et progrès techniques sont objectivement des instruments très utiles à cette pulsion. Les sciences et techniques se développent donc fortement au XIXe siècle et sont souvent étroitement liées à la recherche industrielle, donc à leur utilisation massive et directe.

À cela, il faut ajouter la lutte entre « la raison » et « la croyance » qui agite tout le XIXe siècle²⁶¹ – Darwin, c'est au XIXe siècle ! – et on obtient l'idée que le progrès technique est « nécessairement positif » y compris sur le plan politique car il est porté par la raison, par la science ; donc nous voilà avec une vision globalisante, ce qui est la caractéristique de tout paradigme.

À tout cela il faut ajouter le fait que, pendant des siècles, les êtres humains ont vu dans la nature un environnement hostile. La mortalité est importante.

Par exemple, la médecine n'était pas du tout ce qu'elle est aujourd'hui ; le travail se faisait à la main, sans machine pour soulager. Culturellement, la nature était un adversaire hostile, et il était normal de la voir comme quelque chose qui échappe aux êtres humains et qui les opprime en même temps ; et cela

²⁶¹ En France, cette lutte oppose les républicains et les religieux, et la loi de 1905, dite « de la laïcité », est un des aboutissements de cette lutte pour l'émancipation.

depuis des siècles. Donc la culture dominante était que l'être humain subit la nature sans pouvoir lui opposer de résistance véritable. Voilà d'où naît ce rêve de maîtriser un jour la nature, de la domestiquer, comme ce fut le cas pour le cheval, la vache, etc. C'est cela le rêve prométhéen. Cette mise au service qui repose sur un rapport de domestication, d'usage libre, de « bon vouloir » presque. Il s'agit de la maîtrise pour mettre au service.

Question : Un rêve qu'incarne le nucléaire !

Réponse : Il l'incarne complètement, surtout en ce qui concerne l'industrie électronucléaire puisque la bombe atomique est beaucoup plus simple à construire que mettre en place une industrie électronucléaire pérenne. Ce rêve, cette démonstration de la maîtrise et de la domestication des forces de la nature, l'électronucléaire l'incarne certainement de la façon la plus totale et la plus aboutie de toute l'histoire de l'humanité. Mais attention ! nous ne disons pas que c'est la seule chose qu'il faille retenir sur le nucléaire ! Nous disons juste que cet aspect fait partie des fondamentaux et qu'il ne peut absolument pas être ignoré si l'on veut comprendre comment le nucléaire s'inscrit dans le productivisme, dans la géopolitique de la seconde partie du XXe siècle et donc dans notre société.

Ceci montre également pourquoi le PCF, par exemple, a été pour l'électronucléaire. Certains disent que c'est « pour l'emploi » ! c'est faux puisqu'avant l'électronucléaire il y avait déjà des personnes travaillant dans la production d'électricité qui utilisait des centrales thermiques. Non ce n'est pas cela ! Nous sommes dans une adhésion culturelle, dans une vision du développement de l'humanité et du rapport à la technique. Depuis ses origines au XIXe siècle, le PCF a toujours partagé ce rêve prométhéen²⁶². Donc son adhésion à l'électronucléaire

²⁶² Rappelons également que le PCF s'est toujours opposé à l'armement nucléaire.

est d'abord culturelle, elle participe à une conception du monde. Si on ne comprend pas cela, on ne peut que dialoguer difficilement avec le PCF qui avait cette culture de la mise au service et la domestication de la nature pour le bonheur de l'humanité et l'émancipation humaine. Et dans cette idée, ce n'est évidemment pas « le bonheur de l'humanité » ou l'émancipation humaine qui est contestable ; ce qu'il faut discuter c'est « la mise au service et la domestication de la nature » car c'est cela le productivisme.

Or, nous vivons *avec* la nature, et non pas *contre* la nature ! Et encore une fois, cette vision prométhéenne ne naît pas de rien ! Pour éclairer ce contexte culturel du XIXe siècle où naît cette vision, il faut imaginer ce que cela peut représenter, par exemple, l'invention d'un médicament ! On ignore souvent qu'à part dans les grandes familles, il n'y avait pas de vêtements spécifiquement fabriqués pour les enfants. Tout simplement parce qu'avant l'arrivée du premier vaccin contre la variole, vers 1850, le taux de mortalité des enfants était très important, et que donc, dans la plupart des milieux, on n'achetait pas de vêtements pour enfants, on retaillait d'autres vêtements. Il faut imaginer le regard que les parents pouvaient avoir sur la survie de leurs enfants, sur leurs enfants eux-mêmes. Mais l'arrivée des vaccins change la donne : on est à peu près sûr qu'un enfant va vivre.

Cette transformation de la vision des choses nous paraît incroyable, à nous français du XXIe siècle, car pour nous, il est « évident » que l'on a de quoi soigner un enfant. Mais à cette époque, ce fût une nouveauté culturelle, et c'est la technique qui a véritablement changé ce regard sur la vie.

C'est dans ce contexte qu'apparaît cette vision productiviste liant le progrès technique à l'amélioration des conditions de vie. Cette idée n'est donc pas « stupide » au sens où elle ne naît pas de rien dans le seul but de mettre la pagaille dans la société humaine des XXe et XXIe siècles.

Question : D'ailleurs, l'écologie politique ne condamne pas du tout les innovations techniques.

Réponse : Tout à fait ! L'écologie politique expose simplement que les techniques, via les nouveaux objets et processus, sont porteuses, dans leur fonctionnement, leurs caractéristiques, leurs impacts et leurs usages, des choix de conceptions qui ont été faits pour les concevoir et les créer. Et que ces choix sont faits dans un contexte précis et que donc l'objet, ou la technique, est porteur de ces choix subjectifs sur ce que doit être le fonctionnement de la société ; c'est là que la technique rejoint la politique. L'exemple des OGM en agriculture est l'un des plus clairs, et l'industrie électronucléaire – car il y a en réalité plusieurs « nucléaires » – est également complètement inscrite dans le productivisme. L'écologie politique est contre le productivisme parce que cette vision du monde et de la « normalité » ne fait pas d'analyse politique et sociale de la technique²⁶³ et parce que la production de valeur économique est prioritaire sur la production de richesses, sur la production de « sens » par les individus ; autrement dit que la valeur économique est prioritaire sur la production de bonheur par les individus. Dans le productivisme, la raison se porte uniquement sur les moyens techniques et non sur les finalités d'une production. Autrement dit, toute production est légitimée à partir du moment où nous avons les moyens de la réaliser. Tout questionnement sur la finalité d'une production est évacué. Mais c'est cette production qui va construire notre cadre de vie et donc décider de nos vies et de l'évolution de notre société ; donc de nos possibilités de vivre heureux ou pas.

Voilà pourquoi l'écologie politique refuse le productivisme. Critiquer le productivisme est parfaitement nécessaire et nous devons en sortir en proposant une autre forme de développement axé sur la priorité de la production de richesses par rapport à celle de la valeur économique. Or, pour critiquer et réellement sortir du productivisme, qu'il soit capitaliste ou soviétique, il faut d'abord savoir d'où il vient. Et dans un

²⁶³ Voir dans cet ouvrage, les textes consacrés à la critique de la technique.

mouvement social, connaître le productivisme c'est aussi ce qui permet de parler avec des personnes qui sont davantage attachées à cette culture, à cette vision du monde. Dans le monde militant, je pense notamment aux militants du PCF. Ce parti est l'héritier d'une tradition vieille de plus de 130 ans, une tradition qui a vu le monde du XIXe. Et s'il ne faut pas crouler sous une culture au point qu'elle en devienne un fardeau qui empêche de se propulser vers l'alternative, vers l'audace, il ne faut pas non plus la jeter aux orties et faire du jeunisme. La culture est ce qui fait que nous pouvons avancer et trouver des alternatives dans le quotidien pour ne pas recommencer les erreurs du passé car la table rase ne mène à rien, sinon à revivre l'histoire et les déceptions politiques. Être révolutionnaire, c'est construire à partir des alternatives déjà là dans le présent.

Question : Cette question de la culture est centrale. Voilà pourquoi les dominants tiennent à isoler physiquement les individus, les populations, et à les distraire. Pendant qu'ils ont leurs cerveaux occupés (par les médias notamment), ils ne se réunissent pas, ne s'échangent pas de culture, et donc ne peuvent s'ouvrir des perspectives.

Il y a un point à détailler : il a été question, en parlant de l'industrie électronucléaire, du fait qu'il y a « des » nucléaires. Que faut-il comprendre par-là ?

Réponse : Oui, c'est exact, et là encore le discours des activistes anti-nucléaires reste le plus souvent d'une superficialité qui confine parfois au mensonge par omission. À l'UFAL, nous soutenons que ce n'est pas en omettant la réalité que l'on permet la transmission de la culture entre les citoyens et le développement de la société sur des bases saines. Au contraire, il s'agit de fournir le maximum d'informations afin que les citoyens puissent débattre et assumer pleinement l'exercice de leur citoyenneté en toute connaissance de cause. Évidemment, si ce que l'on souhaite, c'est imposer ses idées, la superficialité est plus utile. Mais encore une fois, l'UFAL ne

pense pas que ce soit la bonne méthode pour construire une société.

Pour ce qui est « des » nucléaires, en effet il n'est pas correct de parler « du » nucléaire, car il y a « des » nucléaires en France ; grossièrement trois catégories. Il s'agit, plus ou moins dans leur ordre d'apparition chronologique :

- 1- du nucléaire qui est attaché à la sphère de la recherche,
- 2- du nucléaire militaire,
- 3- de l'industrie électronucléaire, où il s'agit d'utiliser cette source de chaleur pour la production électrique. Mais on peut imaginer d'autres industries reposant sur le nucléaire.

Le nucléaire de recherche, c'est-à-dire celui qui est destiné à la recherche, se développe dans les années 1930 avec la science nucléaire. La première « pile » française, Zoé, diverge en 1947. Bien sûr, il ne faut pas se voiler la face, le nucléaire de recherche est au départ fortement lié à l'armement, mais Pierre Joliot dépose, en 1939, trois brevets pour l'utilisation de la fission dont un seul concerne l'armement, les deux autres servent à produire de l'énergie à des fins civiles. Donc le nucléaire de recherche est lié à l'armement, mais pas qu'à lui. Après la Seconde Guerre mondiale, ce nucléaire de recherche se met en place et rapidement les réacteurs de recherche sont utilisés pour quantité d'usages divers et variés. Comme un télescope ou un accélérateur, un réacteur nucléaire est une machine pour tester et sonder la matière dans le but de mieux la comprendre. Il y a donc quantité de réacteurs nucléaires de recherche de par le monde qui servent au travail des scientifiques pour comprendre le monde, construire le savoir scientifique et produire des innovations techniques qui ne sont pas nécessairement liées à l'industrie nucléaire, loin s'en faut ! Dans la recherche, les réacteurs sont de faible puissance, de quelques watt (une ampoule électrique) à quelques Méga Watt thermiques²⁶⁴. Il faut avoir ces ordres de grandeur, car ils vont être importants pour comprendre que le débat sur « le

²⁶⁴ 1 mégawatt = 1 000 000 Watt (1 million)

nucléaire » n'est pas vraiment celui qui est généralement proposé par les activistes anti-nucléaires. Ces réacteurs de recherche sont utilisés comme des outils pour comprendre le monde et améliorer les connaissances scientifiques, mais aussi pour fournir des matériaux pour les semi-conducteurs, aider la médecine et la biologie, permettre l'imagerie médicale par la production de radio éléments, faire de la vérification des pièces industrielles, etc. Nous sommes là dans le monde de la recherche au sens social du terme : le personnel est souvent fidélisé, hautement qualifié, il y a peu de rotation et l'utilisation d'un réacteur ne vise pas la rentabilité, et comme il n'y a pas d'exploitation industrielle : l'affaire est réglée. Ces éléments sont très importants pour comprendre ce qu'est le nucléaire de recherche.

Pour ce qui concerne le nucléaire de l'armement, des bombes A et H, là encore les puissances des réacteurs et les quantités de matières mises en jeu sont considérablement plus faibles que celles que l'on trouve pour l'industrie électronucléaire. En parallèle à cela, il est clair qu'il y a un débat politique à mener sur « faut-il ou non l'arme nucléaire ? » et « quelle est la pertinence de la stratégie de la dissuasion dans un monde où beaucoup (trop ?!) de pays disposent de cette puissance de destruction ? ». Donc un débat important, mais qui n'a strictement rien à voir avec le débat actuel « sur le nucléaire » ! Enfin, dans les années 1960, et après 1974 pour la France, naît l'industrie électronucléaire. Et là, il faut donner des chiffres et comparer des ordres de grandeur. Comment comparer les trois catégories de nucléaires ? Simplement en regardant la puissance des installations mises en jeu. Un réacteur de recherche c'est une puissance qui va de quelques Watt à quelques méga Watt thermiques pour certains réacteurs. À l'inverse, un réacteur électrogénérateur, comme les REP 1300 ou l'EPR en construction, possède une puissance thermique

d'environ 4 000 méga Watt thermiques²⁶⁵ pour produire les 900 méga Watt ou 1300 méga Watt électriques ; et ceci pour chacun des 58 réacteurs électrogénérateurs en France. Donc, la puissance développée, qui est directement liée à la quantité de matière mise en jeu, n'a absolument rien à voir avec les autres types de réacteurs nucléaires puisque nous avons au moins un rapport 10 000 entre les deux situations : 10 000 fois plus de puissance installée, 10 000 fois plus de matières, 10 000 fois plus de déchets, etc. Sur une table, si vous posez un sucre d'un côté, vous avez un tas de 10 000 sucre de l'autre ! Cela permet de visualiser concrètement cette différence.

Une seconde manière de comparer ces trois nucléaires est de regarder le financement des réacteurs en le ramenant au méga Watt thermique (même si pour la plupart des réacteurs de recherche, c'est une unité bien trop grande). On constate que le coût d'un méga Watt dans un réacteur de recherche est incroyablement plus élevé que pour celui de l'industrie. Et pour cause, un réacteur de recherche est un matériel unique, un prototype qui évolue, un matériel précieux. Évidemment, en valeur absolue, le financement de l'industrie électronucléaire est bien supérieur à celui des réacteurs de recherche, mais jamais une industrie électronucléaire ne pourrait survivre avec un coût du méga Watt thermique identique à celui en vigueur pour les réacteurs de recherche. Que veut dire ce coût du méga Watt ? Il exprime simplement la somme d'argent consacrée au réacteur et donc on constate que les réacteurs de recherche sont bien plus surveillés, équipés, entretenus, et qu'on leur consacre proportionnellement bien plus de moyens humains. Ils sont surdimensionnés en regard des réacteurs électrogénérateurs.

Donc au final, nous avons un problème présenté à tort comme étant global alors que dans les faits il ne l'est absolument pas : nous avons 99.99 % du questionnement nucléaire sur

²⁶⁵ Dans un réacteur électrogénérateur (comme les REP900, les REP1300 ou l'EPR) la puissance thermique est environ trois fois plus importante que la puissance électrique du fait du rendement.

l'industrie électronucléaire, et le reste est ailleurs. Nous avons des objectifs et des missions qui n'ont rien à voir, et pour finir un financement qui n'a lui aussi rien à voir. Sans parler du cadre social qui renseigne sur les équipes, la rotation, la formation, la passation des compétences, la fidélisation, etc. Nous sommes donc en présence de trois nucléaires bien distincts les uns des autres, dont un, l'électronucléaire, concentre 99.99 % de la puissance installée et de la matière fissile et des déchets.

Question : Donc il y a à la fois des différences d'échelle, des différences de moyens et des différences de rôles et de cadre au sein de la société ?!

Réponse : C'est cela. Et le slogan « arrêter le nucléaire » est politiquement irresponsable car on ne peut pas faire l'économie de ce discernement sur « les » nucléaires. La réflexion politique qui concerne l'avenir de la société sur une autre manière de gérer, d'utiliser, de consommer et de produire l'électricité est une chose ; mais la réflexion, tout aussi politique, sur la recherche, son cadre et ses moyens en est une autre radicalement différente. Et il y a bien sûr d'autres questions, également politiques, qui se posent pour l'armement, la stratégie de défense et qui ne relèvent pas des deux précédentes. Donc confondre « ces » nucléaires en parlant « du » nucléaire, c'est être politiquement irresponsable. Encore une fois, le mot « nucléaire » n'est pas un alibi à l'irresponsabilité et à l'émotionnel car il est nécessaire de traiter les problèmes de manière claire et précise, sans amalgame ou caricature.

On peut donner un exemple de caricature qui tue toute forme de débat : à l'UFAL, nous ne sommes pas des fans de Yann Artus Bertrand qui photographie « la Terre vue du ciel » à bord d'un hélicoptère car nous estimons ses positions trop environmentalistes et donc pas assez profondes et critiques à l'égard des fondements du système productiviste et des conséquences pour les citoyens et leur famille. Pour faire

court : nous pensons que Yann Artus Bertrand est sur la protection de l'environnement, la pollution, etc. et nous nous sommes sur l'écologie politique et notamment la critique de l'organisation sociale de la production. Mais on entend souvent que ce photographe n'a rien à dire parce qu'il travaille en hélicoptère ! Or, critiquer ce photographe parce qu'il prend ses photos en hélicoptère est parfaitement absurde, car le jour où « le » problème de pollution de la planète sera les hélicoptères que les cinéastes et photographes utilisent pour leur travail cela voudra dire concrètement qu'il n'y aura plus de problèmes de pollution sur Terre. Si Yann Artus Bertrand doit être critiqué cela doit être sur ses thèses politiques, et non sur ses moyens de travail. En somme, une critique doit toujours se faire sur des thèses politiques, non sur des amalgames ou des caricatures qui ont pour vocation d'évacuer la raison au profit de l'émotion.

Question : Évidemment les amalgames et les caricatures ne sont pas propices au débat citoyen comme l'entend l'UFAL.

Réponse : En ce qui concerne ses positions au sein du mouvement social, l'UFAL n'a pas pour ligne d'imposer des idées, donc ne peut pas se porter sur des positions superficielles où il y a un amalgame des choses, où les conditions pour un débat rationnel entre citoyens ne sont pas rendues possibles, où l'on instrumentalise les émotions pour les faire passer pour des légitimités politiques. Notre association mène des actions de proximité et des actions liées à l'éducation populaire auprès des citoyens et de leurs familles. Par éducation populaire, il faut entendre qu'il s'agit de montrer aux individus qu'ils sont des éléments de la culture et des acteurs de sa transmission. Et par culture, il faut entendre évidemment l'expérience sociale, même empirique, qui est là leur, et qui a donc indéniablement un fond politique. Il ne s'agit pas de porter la bonne parole, de jouer au tribun. Au contraire, il s'agit de montrer à travers des éléments que nous donnons que les gens les possèdent déjà souvent de manière

parcellaire, intuitive et empirique, par leur expérience de vie, par leur culture sociale, et qu'en se réunissant, alors ils sont en mesure de confronter et d'enrichir leurs expériences de vie et de dégager du sens politique, du sens individuel et collectif. La culture ne peut exister que si elle se transmet, que si elle est l'objet d'échanges et de discussions, non si elle est l'objet d'une imposition de haut en bas, ou si elle n'est pas le résultat d'échanges et de confrontations (on a toujours raison quand on est seul chez soi...).

L'écologie politique est une ligne directrice de l'UFAL lorsqu'elle met en avant « moins de biens, plus de liens » et qu'elle est la préoccupation pour la qualité de vie de l'individu et la qualité d'une civilisation. Cette qualité ne peut exister si l'individu n'est pas à même de façonner son univers, de le discuter, de le créer, de s'exprimer et de lui donner corps.

Question : Peut-on détailler ce contexte de l'électronucléaire dont il a été question plus haut ? Avoir plus d'éléments sur la problématique de la production et du « qui décide de produire quoi ? ».

Réponse : D'abord, il faut sortir de l'image : « le nucléaire c'est le mal ». Soyons laïques : la diabolisation, c'est de la politique par des méthodes issues des religions (qu'elles se déclarent ainsi ou pas).

Dans la décision publique, républicaine et laïque, c'est la rationalité qui est de mise : elle est la base de toute décision. Or, rappelons ce constat : tous les modes de productions d'énergies sont polluants. Tous, sans exception ! Et tous imposent des contraintes, donc exercent des pressions sur la société, c'est-à-dire sur la vie des citoyens.

Pour produire de l'électricité, il est possible d'utiliser le pétrole, le gaz, le nucléaire, le charbon, l'éolien, le solaire, l'hydraulique, la biomasse, etc. Pour chacune de ces sources d'énergie primaires, les formes que prennent les contraintes et les pressions exercées sur la société sont très différentes d'un mode de production de l'électricité à l'autre. Nous avons passé

le pic pétrolier et la raréfaction du pétrole provoquera de plus en plus de guerres, cela nous le savons parce que nous le constatons depuis plus de vingt ans. Le charbon dégage du CO₂ en quantités énormes, des pollutions chimiques pour les populations environnantes des centrales et tout ceci sans parler de son extraction. Quant à la captation ou au stockage sous terrain du CO₂, il ne fera que créer des bombes à retardement sous nos pieds. Le nucléaire, l'actualité de l'année dernière avec la centrale de Fukushima nous montre ce qu'il en est.

Mais il faut regarder tous les modes de production. L'hydraulique est un bon exemple à exposer. Cette source d'énergie est réputée « écologique » par des écologistes en herbe. Mais rappelons qu'en montagne, le relief est différent de celui des plaines... les populations vivent dans les vallées. C'est là que sont les villages, les terres arables, bref c'est là que la vie humaine est possible et pérenne.

Quand on construit un barrage, l'eau ne va pas sur les pentes ou sur les cimes : elle inonde les vallées et submerge les seuls lieux disponibles pour une vie humaine qui ne soit pas sous perfusion de l'extérieur. Ainsi, la construction d'un barrage rejette les populations sur les pentes, là où cultiver est souvent impossible, où une vie humaine ne s'est jamais installée parce qu'objectivement elle était très difficile. Et donc un barrage condamne une population, une région, à vivre avec encore plus de dépendance, voire une dépendance totale parce que ses ressources propres sont grandement amputées. Or, nous savons par l'expérience qu'une région qui ne vit que de l'extérieur (par exemple du tourisme ou comme lieu de villégiature pour retraités) finit par en subir des conséquences néfastes.

L'écologie politique est l'écologie de l'être humain et de sa société, et pas benoîtement la protection de l'environnement. Donc oui ! un barrage n'a que des avantages pour les protecteurs de l'environnement naturel, pour les environmentalistes qui ne parlent que de pollution, de biodiversité (bien que pour les spécialistes... il y a des problèmes). Mais pour l'écologie politique, qui place la qualité

de vie de l'individu et la qualité d'une civilisation au centre de sa réflexion, un barrage exerce des contraintes très fortes sur la vie des populations et sur les possibilités de vie sur un territoire.

De même, l'éolien poserait des problèmes considérables si nous devions couvrir la demande actuelle en électricité avec ce seul mode de production. Il conduirait, entre autres, à une quantité énorme d'éoliennes sur le territoire, à une densification considérable du réseau électrique à l'heure où l'on constate de plus en plus que les lignes à haute tension posent des problèmes pour la santé.

Évidemment, pour limiter la demande, il a la possibilité d'augmenter le prix de l'électricité. Mais là encore, la pression sur la société est tout simplement d'exclure une grande quantité de gens de l'accès à l'énergie, et donc de produire une tension sociale très forte.

Nous passerons sur le charbon dit « propre » avec ou sans stockage sous-terrain. Quant aux pressions dues au pétrole et au gaz, les puits dans le golfe persique ne posent pas de problème aux environmentalistes, mais lorsqu'il s'agit d'aller chercher les gaz de schistes sur le sol national, là c'est autre chose... et on constate que la pollution est bien plus supportable chez les autres. Donc il est facile pour des activistes de dire : « Si l'on manque d'électricité on utilisera des centrales à cycle combiné au gaz », tant que ce gaz provient de Russie ou d'Algérie, son extraction ne leur pose visiblement pas beaucoup de problèmes... et c'est sans parler des problèmes de géopolitique.

Question : La position environnementaliste simplifie les problèmes...

Réponse : En effet, elle ne repose pas sur l'écologie politique, juste sur l'environnement naturel, donc elle a tendance à se concentrer sur un effet très particulier et à ne pas creuser les sujets. Et puis « être écolo » c'est moralement positif, ça donne une médaille verte sur la veste ! mais faire de l'écologie politique demande de creuser les questions. Et ces exemples

sur les modes de productions de l'électricité montrent qu'il est très important de raisonner en termes de contraintes, de conséquences et de pressions exercées sur une société et sur la vie des individus qui la composent : toute énergie coûte, toute énergie pollue et exerce des pressions et des contraintes dont les formes vont évidemment varier puisque les conditions de mise en œuvre de ces modes de productions de l'énergie sont différentes les unes des autres. Et de fait, ceci montre qu'il est illusoire de prétendre qu'il y aurait des modes de production de l'énergie qui seraient « bons par nature », et d'autres qui seraient « mauvais par nature ». Tout ceci c'est un premier point.

Le second point est que l'intensité de ces pressions et de ces contraintes exercées sur la société – c'est à dire leur niveau global, leur impact concret sur nos vies et sur l'évolution de notre société – ne sera fonction que du niveau de la demande, que de la consommation globale, que de « combien la société réclame en quantité d'énergie pour fonctionner suivant le mode de développement qui est le sien ? ».

Et là, il y a une discussion nouvelle qui apparaît ! On change de registre ! car le fonctionnement de la société, c'est sa production, au sens large, de produits et de services. Et c'est cette production globale de valeurs d'usage (qui aura un prix ou pas) qui établit la quantité d'énergie que notre société doit produire. D'où la question : nous produisons de l'énergie, oui ! ... Mais pour en faire quoi ?

Quels services ? quels objets ? et de manière globale on revient alors sur « Qui décide de ce que l'on doit ou pas fabriquer et faire ? ». Question centrale à l'écologie politique.

Question : Autrement dit la question de la pression exercée par un mode de production de l'électricité est directement liée à combien d'unités (centrales, barrages, éoliennes, etc.), utilisant ce mode de production, et qui devront être construites pour satisfaire à la demande en électricité ?

Réponse : C'est exactement cela ! En terme de pressions et de contraintes, donc d'efforts réclamés à une société (investissements, maintenances, durabilité, stabilité, travail humain, déchets, etc.) ce n'est pas du tout la même chose d'avoir 58 réacteurs nucléaires ou d'en avoir 3.

De même, que ce n'est pas du tout la même chose d'avoir besoin de 300 centrales à charbon (équivalent aux 58 réacteurs nucléaires) ou d'en avoir 15 !

Idem pour les éoliennes, les panneaux solaires, les barrages, etc.

Question : Et on retombe donc sur une question centrale de l'écologie politique : « qui décide de produire quoi ? », c'est à dire la question de l'utilisation de l'énergie et le fait l'écologie politique repose sur la production et l'organisation sociale de cette production.

Réponse : Et il faut impérativement poser cette question car il est clair que la négliger et verser dans l'environnementalisme²⁶⁶ c'est aller vers de nouvelles désillusions politiques. Or il est clair que nous n'avons pas besoin de cela, surtout face à une extrême droite qui monte et à un capitalisme toujours prêt à intégrer les contraintes environnementales pour augmenter ses profits²⁶⁷.

L'organisation sociale de la production est au cœur de notre quotidien, de la création et de la modification de notre environnement de vie – environnement de vie qui est à la fois « artificiel » et « naturel »²⁶⁸ – et dans cette question de la

²⁶⁶ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

²⁶⁷ Cf. l'article d'André Gorz : « Leur écologie et la nôtre ».

²⁶⁸ Par « artificiel », il faut entendre tout ce que l'être humain façonne : les maisons, les routes, les appareils électroniques, les objets, etc. mais également l'organisation sociale (l'urbanisme, les organisations, les institutions, etc.). Tout cela est ce que l'on observe autour de nous et qui est aussi notre environnement de vie. Et puis il y a aussi l'environnement « naturel », c'est à dire l'eau, l'air, le climat, les forêts, la biodiversité, etc. L'environnementaliste réduit la

production d'objets et de services, il y a la question de l'utilisation de l'énergie. À quoi ce qui nous demande tant de contraintes pour être produit est-il employé ? Produire l'électricité impose des pressions et des conséquences à notre société, et nous sommes en droit de nous poser la question : ces pressions sont-elles justifiées ? cette énergie qui nous impose des contraintes est-elle utilisée pour produire de la richesse sociale ? de l'utilité ? de la valeur d'usage positive ? ... où va-t-elle dans du gaspillage ? dans du jetable ? C'est tout cela que résume l'expression : « Qui décide de produire quoi ? »

Question : Par exemple ?! pour que cela soit concret et palpable...

Réponse : par exemple, qui décide qu'il faut fabriquer des machines à laver qui ne durent que 6 ans en moyenne ? Après tout, nous avons l'expérience et nous savons, de par notre quotidien, que des machines à laver le linge peuvent durer 30 ans. Donc qui décide de produire ces objets qui ne durent que 6 ans ? C'est-à-dire consacrer de l'énergie électrique à fabriquer ces machines à laver jetables ? Et pourquoi cette personne le décide-t-elle ?

Évidemment, ce n'est certainement pas l'individu qui est employé à l'usine de montage de machine à laver qui décide de cela pour un salaire tout juste supérieur au SMIC. Lui, il est à son poste de travail dans une usine ! Il n'a pas pouvoir de décision, mais il sait pertinemment, parce que c'est son métier, qu'il fabrique des produits jetables, scellés, irréparables, dans le seul but de faire en sorte que ces objets cassent et que les gens soient obligés d'en racheter.

problématique de l'environnement de vie au seul l'environnement « naturel », ce qui évite quantité de problématiques et permet d'adopter la posture de la protection, de la défense en échappant aux prises de positions plus politiques.

Et tout cela, il le sait parce que sa culture du quotidien et notre culture commune nous permettent de savoir qu'une machine à laver peut durer 30 ans. Voilà pourquoi nous devons échanger, discuter, nous transmettre et discuter nos informations sur notre quotidien : c'est notre source d'information première à laquelle la télévision tente de se substituer (et le numérique²⁶⁹ joue un grand rôle dans cette information que nous nous constituons hors des médias centralisés).

Et cet employé qui assemble des machines à laver sait aussi que des gens sont payés pour concevoir de tels produits verrouillés ! Donc il a l'expérience empirique et réelle que du temps de travail humain et du temps de vie, le sien et celui d'autres, est mis au service de la production de valeur économique – d'argent ! – pour les dominants, et donc au service de la destruction de richesses et du gaspillage.

Le gaspillage est sous les yeux de celui qui est employé pour produire des objets dont il sait parfaitement qu'ils sont jetables. Et si on demandait son avis à celui qui travaille, il y aurait de grandes chances pour qu'il préfère fabriquer 5 fois moins de machines à laver le linge, mais que chacune de ces machines dure 30 ans... Notons qu'au final la valeur d'usage produite par cet individu serait exactement la même : laver du linge pendant 30 ans. Mais soit cela se fait avec 5 machines qui cassent au bout de 6 ans, soit avec une seule qui dure 30 ans, et pour lui c'est une réduction par 5 de son temps de travail !²⁷⁰

²⁶⁹ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

²⁷⁰ Il y a ici une critique de ce que l'on appelle « la consommation ». Même si les termes pour distinguer les cas ne sont pas présents, il est clair que produire un bien qui dure 30 ans ne relève pas de la « société de consommation », alors que produire le même bien qui dure 6 ans relève, là, de la « société de consommation ». La notion de gaspillage est difficile à circonscrire, mais cette difficulté de doit pas être un prétexte à l'évacuer. En effet, au cas par cas, nous savons très souvent définir, même empiriquement, ce qui relève du gaspillage et ce qui relève de la production de richesse et d'une utilisation utile de l'énergie. Et ce qui est réconfortant, c'est le fait que les citoyens

La valeur d'usage produite sera au final la même, mais nous voyons tous que la différence est énorme ! Car pour les ressources de la planète (incluant la consommation, donc la production d'énergie !), il y a une différence de pression d'un facteur 5 ! Et là on ne gratte plus quelques malheureux %...

Notons par ailleurs que pour l'écologie politique, cette question est également celle de l'utilisation du temps de vie humain qui est également divisée par 5 ! Car c'est un être humain qui est mobilisé pour cette production d'objet. Un être humain qui ne peut pas utiliser son temps à d'autres activités où il pourrait créer de la richesse au lieu de créer simplement de la valeur économique en même temps que du gaspillage, de l'appauvrissement et de la pollution.

Nous prenons cet exemple parce qu'il est clair et concret.

Un autre exemple, peut-être encore plus flagrant, est celui du papier. On fait couper du bois à des personnes qui sont toutes des employés. Ce bois va ensuite être utilisé pour faire du papier, avec, là encore, des employés à des postes de travail. Ce papier est ensuite utilisé pour faire des pages sur lesquelles d'autres personnes, employées, impriment des publicités pour vanter les promotions de la grande distribution. Ce papier imprimé est expédié, toujours par des employés, et au final il est distribué par des employés – payés eux aussi une misère – dans nos boîtes à lettres.

Il est important de décrire toutes les étapes de transformation de la matière pour arriver jusqu'à la boîte à lettres car pour chacune de ces étapes, il y a consommation des ressources, donc pollution et, ce qui est absolument central : il y a mobilisation de temps de vie humain, celui des individus qui sont employés pour faire fonctionner des postes de travail auxquels ils ne décident rien.

Et maintenant, on peut alors poser la question : « Quand vous ouvrez votre boîte à lettres et que vous trouvez ces publicités,

savent le faire ce qui conforte la thèse qu'ils doivent pourvoir le faire directement dans leur production personnelle.

vous en faites quoi ? » (... le lecteur qui lit ces lignes peut lui aussi répondre...). La réponse est la même dans 99 % des cas : « On le jette ». Et lorsque l'on pose la question aux gens, très souvent ils refont même le geste avec la main, ce qui montre la réalité palpable de cette expérience de la vie quotidienne.

Question : Donc des quantités énormes de travail, de transports, de temps de vie humain (et un être humain n'a que 24h dans sa journée...), de ressources naturelles, d'énergies produites et consommées, ont été mobilisées pour... ce geste : jeter ce papier à la poubelle.

Réponse : Oui... mais cela ne s'arrête pas là ! Car après il y a une autre personne, employée elle aussi, qui va venir récupérer ces papiers dans la poubelle de tri pour les mettre dans un circuit de recyclage, et tout recommence ! papier, impression, distribution, etc.

Et là encore : temps de vie humain mobilisé, transports, énergie produite et consommée, utilisation de ressources naturelles ; et bien entendu, toutes ces étapes polluent, occupent le temps de vie des gens à des tâches aussi stupides, et tout cela pour re-jeter du papier...

Question : De manière synthétique, que faut-il voir là-dedans ?

Réponse : Simplement que nous mobilisons une quantité de travail humain – et utilisons une quantité d'énergie énorme ! – à simplement produire de la valeur économique au prix du gaspillage de vie humaine et de matières premières. Et cette valeur économique n'est pas de la richesse ! Et ce qui est également incontestable, c'est que l'employé, celui qui distribue ou celui qui imprime ce journal inutile, comme celui qui fabrique une machine à laver qui ne dure que 6 ans, ou même celui qui la vend ! Tous ces individus savent et constatent l'inutilité de ce temps de vie qui est le leur et qui est gaspillé. Ils savent ce qu'ils font, ils savent ce qui se passe, même de manière empirique.

Ce qui est notable, c'est que sur ce registre, il serait possible de fournir des dizaines d'exemples, mais là encore le mieux est d'écouter les gens parler car alors ils donnent non pas quelques exemples, mais des centaines, issus de leur expérience de vie ! Lorsque l'on arrête avec la verticalité, alors les individus ont la possibilité d'être des acteurs de la culture, même s'ils ne le savent pas au départ. Car par ailleurs, une personne sait, même intuitivement, quand elle crée de la richesse et lorsqu'elle ne participe qu'à du gaspillage en créant seulement de la valeur économique pour satisfaire la propriété lucrative.

C'est cette expérience, cette culture, que les dominants ne veulent pas que nous nous construisions et que nous nous transmettions, parce qu'elle est politique. C'est là que la révolution numérique est cardinale pour une alternative.

Ainsi, l'écologie politique ne fait que remettre au centre les individus comme étant des acteurs. La grande force du capitalisme, donc des dominants, est de briser la transmission de la culture ; en expliquant notamment que la culture c'est « les beaux-arts » ! ce qui est faux.

Faire de nous des mineurs politiques, des mineurs sociaux, c'est l'objectif des dominants qui diffusent aux individus l'idée que leur culture, que leur expérience de vie, ne vaut rien... qu'elle est inutile... qu'elle n'apportera rien... donc ils finissent par imposer l'idée que cela ne sert à rien d'en parler, de l'échanger, de la confronter et de la mêler à celles des autres. C'est-à-dire la transmettre !

Autant parler du foot, des magazines féminins, du loto, etc. et surtout « pas de prises de tête ! ». Il y a un enjeu politique à tout cela.

Question : Donc il y a un lien entre travail, l'organisation sociale de la production et l'utilisation de l'énergie.

Réponse : Absolument ! car à aucun employé on ne demande s'il pense que ce qu'il produit, comme objet ou service, est une utilisation de l'énergie qui vaut les pressions que la production

de cette même énergie exerce sur la société où il vit. Toujours on revient à « Qui décide de produire quoi ? »...

Il n'est donc pas possible de dissocier ces thèmes, et voilà pourquoi la question de l'énergie centrée sur « le problème du nucléaire » est extrêmement superficielle au sens où, même si elle est importante, elle ne doit en aucun cas occulter ce qui est au centre des pressions exercées par la production de l'énergie : « que produisons-nous ? » « quel est l'usage pour cette énergie qui nous coûte tant ? » « est-ce que les pressions exercées par un mode production sur la société sont justifiées ou non par la valeur d'usage de la production ? » ; car produire de l'énergie coûte en ressources, en contraintes, en pressions, en temps de vie humain et l'utiliser pour produire et vendre des mines anti-personnelles ou pour produire des machines à laver qui durent 30 ans, cela n'est pas la même chose.

Et même pour ce qui concerne directement les travailleurs de l'énergie, qu'il s'agisse des techniciens, des ingénieurs, des administratifs, etc. déclarer à ces personnes employées : « votre travail quotidien produit de l'énergie qui est utilisée pour fabriquer du jetable, du gaspillage de ressources naturelles et de temps de vie humain, et obliger les gens à racheter des objets qui cassent en quelques années » ce n'est pas la même chose que de leurs dire « l'énergie que vous produisez est utilisée pour créer de la richesse humaine, du durable, pour libérer du temps de vie utilisé ailleurs, pour créer du partage et permettre de mieux vivre ».

Car à eux aussi, c'est leur temps de vie personnel qui est utilisé, *in fine*, pour gaspiller ou produire de la richesse via l'énergie qu'ils produisent. Et eux aussi ont l'expérience quotidienne de la vie, eux aussi constatent que les objets sont conçus pour ne pas durer, eux aussi sont obligés de racheter ces objets, donc de s'appauvrir. Eux aussi savent, par expérience, qu'une machine à laver qui dure 30 ans, c'est 5 fois moins d'énergie utilisée par rapport à celle qui a été conçue pour ne durer que 6 ans.

Question : Certains disent sur la durée de vie des objets que si elle devenait trop longue alors elle bloquerait l'innovation, et que les anciens appareils consommaient énormément au regard des objets d'aujourd'hui.

Réponse : Oui c'est sûr ! mais les objets peuvent être conçus pour être modulables, améliorables, ce qui n'est surtout pas le cas aujourd'hui. Là encore, la critique de la technique montre qu'il y a un projet politique, un projet de société qui s'exprime lorsque l'on opte pour telle conception technique plutôt que pour une autre. Et puis il y a un juste équilibre à trouver entre durabilité et possibilité d'amélioration. Mais le fait est qu'aujourd'hui, aucun objet n'est conçu pour être améliorables, pour être modulable, réparable ; nous sommes donc au point 0. Et en ce qui concerne les améliorations, il faut aussi être clair, si les objets consomment, sont peu résistants, c'est que leur conception n'a pas été poussée. Le temps consacré à leur conception est restreint car il faut aller vite, faire au plus pressé, produire de la nouveauté, de l'apparence, plutôt que du contenu. Là encore, qu'en pensent les ingénieurs des bureaux d'études ? Est-ce qu'ils préfèrent avoir du temps pour concevoir un objet durable, qui sert, qui soit robuste, modulable, ou expédier des études et seulement rajouter un ou deux gadgets à un appareil ? Et pour les voitures, qu'en pensent les ingénieurs du centre d'études de Renault, là où des personnes se sont suicidées ?

Enfin, il faut aussi revenir sur terre ! Certes ; autrefois les machines à laver consommaient beaucoup d'eau, et aujourd'hui beaucoup moins. Mais cette réduction de la consommation d'eau ne va jamais arriver à 0. Il faudra toujours de l'eau pour rincer. Il y a des marges de progression, mais on ne peut pas arriver à des idioties : on ne lavera pas la vaisselle ou le linge sans eau, on n'utilisera pas un ordinateur sans consommer d'électricité, un véhicule à explosion ne roulera jamais sans utiliser du carburant. Qu'entre 30 litres et 7 litres d'eau utilisés par un lave-vaisselle, il y a eu une marge de progression, c'est un fait ! Mais lorsqu'un lavage consomme 7

litres d'eau, on se rend compte que la marge de progression est très minime. C'est important d'avoir cette notion de marge de progression car nombre de personnes disent que des objets durables ce n'est pas la bonne solution car cela bloquerait l'innovation en terme de baisse de la consommation, ce qui est faux.

Question : Y a-t-il des idées pour arriver à mieux contrôler la production, donc l'utilisation de l'énergie ? On peut édicter des normes de fabrication, imposer des critères...

Réponse : Oui, par exemple, mais encore une fois, on cite une solution venant « d'en haut », qui suppose que les personnes qui travaillent ne comprennent pas grand-chose, ne soient pas aptes à intervenir et suivent des normes édictées par « ceux qui savent » ; et il ne faut pas se leurrer : comment mesurer des normes de robustesses, de durabilité, de modularité auprès des industriels ? Cela prendrait un temps fou, nécessiterait un travail administratif considérable, des dossiers à remplir, des recours, des contre-expertises, etc. Il faut imaginer tout cela pour regarder si une solution est politiquement sérieuse et réfléchie.

Évidemment, les lois sont nécessaires pour donner un cadre, mais pourquoi ne pas également donner la main à ceux qui connaissent la production qui est la leur ? puisque c'est leur métier ! puisque c'est leur travail ! Pourquoi se priver de ce maillon premier : celui du regard direct sur la production ?!

Dans les faits, l'individu qui est employé à fabriquer une machine à laver sait ce qu'il fabrique. Idem pour celui qui la vend : il sait ce qu'il vend. Et celui qui imprime des centaines de publicités pour la grande distribution, il sait aussi ce qu'il fait quand lui-même ouvre sa boîte à lettres tous les soirs. Donc ces gens ont la culture pour comprendre l'utilisation de l'énergie. Mais alors on a envie de demander : pourquoi ces gens se taisent-ils ?

La réponse est simplissime : parce qu'ils sont employés. Parce qu'ils sont sous le règne d'un employeur ; et que s'ils l'ouvrent, s'ils critiquent, alors ils se font virer et ils n'ont plus de quoi vivre. Et cela, encore une fois, nous le savons tous et nous en avons l'expérience tout autour de nous.

Donc pour l'ouvrir, pour critiquer sa production, pour l'améliorer, pour intervenir pour fabriquer plus de richesse, il faut être sûr que l'on ne va pas être à poil sur le plan financier et que la reconnaissance de notre qualification est garantie comme un droit. Voilà pourquoi la question du « salaire à vie » et de la qualification attachée à la personne²⁷¹ est centrale en l'écologie politique : c'est grâce à cette condition, grâce à cette indépendance qui donne la main aux individus sur leur travail, qu'alors ils ont la possibilité de dire quelque chose et d'agir. Et alors oui ! si une personne constate qu'elle ne fait que participer à créer du gaspillage, elle peut critiquer, elle peut proposer, et si cela ne passe pas : elle peut partir ! refuser de collaborer et aller travailler ailleurs. Elle gardera son salaire et sa qualification.

Là encore soyons concrets ! La personne qui fabrique des machines à laver, que préfère-t-elle ? travailler 8h par jour à fabriquer des objets de mauvaise qualité ou travailler 4h par jour à fabriquer des objets économies, durables, réparables ?

Pourquoi pense-t-on que cette personne n'est pas apte à savoir ? car si l'on fait intervenir exclusivement des contrôles « par le haut » (des normes, des expertises, etc.) c'est bien que l'on pense que les travailleurs ne sont pas aptes à produire collectivement et directement une amélioration sur leur production !

De même pour celui qui distribue des journaux publicitaires : il sait que ces morceaux de papier passent directement de la boîte à lettres à la poubelle, mais pourquoi n'a-t-il pas plus envie de faire quelque chose d'utile ? Réponse : parce qu'il n'est qu'un employé et qu'il n'a pas de qualification attachée à sa personne

²⁷¹ Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot.

et encore moins le salaire à vie qui va avec cette qualification. Il a des droits, qui sont des pastilles, des rustines, mais pas ce droit fondamental qui est celui de sa reconnaissance en tant que producteur, en tant que personne qualifiée avec le salaire à vie qui va avec. Au moins, il sera chômeur avec tout ce que cela suppose, et là encore nous en avons l'expérience.

Évidemment, le discours de la droite distille que les gens sont des fainéants, qu'avec un salaire à vie, les gens ne foutraient rien. Mais ça c'est l'idéologie de la droite ! celle du rentier qui veut vivre d'un revenu tiré du travail des autres. En réalité, les gens sont travailleurs, et d'ailleurs ils ont raison de ne pas vouloir travailler si c'est pour être employé à fabriquer des objets jetables, pour livrer du papier qui va directement à la poubelle, ou pour faire de la pub pour des téléphones portables alors qu'ils sont des employés de banque. C'est un réflexe sain que ces gens ont ! Voilà ce que souligne l'écologie politique : les gens ne sont pas bêtes ! Et à partir du moment où ils se réunissent, discutent, échangent, ils produisent de la culture.

Donc même s'il y a des normes pour guider et synthétiser, pour ce qui concerne l'énergie et le gaspillage, nous avons tout intérêt à ce que l'individu puisse directement être acteur au cœur de sa production, parce que les gens savent comment on crée de la richesse, comment on évite le gaspillage, parce qu'ils connaissent leur métier mieux que n'importe quel élu ou parlementaire ; et ce qui est normal : à chacun ses compétences.

Que les tenants du capitalisme martèlent que les individus sont des fainéants, des profiteurs du système, des assistés, qu'ils ne sont pas capables de faire quoi que ce soit sans un investisseur, un actionnaire ou un employeur, oui cela se comprend parfaitement ! Car plus cette image est répandue, plus la société est fragmentée, divisée, et plus les dominés ne comprennent pas qui les dominent. Mais que la gauche de gauche, anti-capitaliste, ne redonne pas la main aux citoyens en affirmant que les individus sont des producteurs, des êtres

de cultures... là c'est une position dont nous devons nous extraire.

Et ce point sur la condition pour exercer sa citoyenneté dans son travail est précisément la raison d'être du « salaire à vie ». C'est un lien logique qui découle de toute une analyse sur la production, sur sa gestion et sur la citoyenneté : faire en sorte que celui qui produit puisse intervenir ou dire carrément : « je refuse de produire ce type d'objets, ils ne valent rien ! » Hors ce contexte, hors cette problématique, le salaire à vie n'a strictement aucun lien avec l'écologie politique, c'est de la poudre « humaniste ».

Il faut bien comprendre que le « salaire et la qualification à vie », c'est la possibilité pour l'individu d'exercer sa citoyenneté directement au cœur de sa production, sans intermédiaire. C'est la reconnaissance qu'il est majeur, qu'il n'a pas besoin d'une instance. Donc, avec ce qu'il constate, avec ce qu'il sait de son travail, il peut dire : « je refuse ! » sans craindre pour la reconnaissance de ses compétences et pour les moyens dont il dispose pour vivre. Voilà pourquoi le salaire à vie est au cœur de l'écologie politique, qu'il est incontournable et qu'il est cardinal dans la réflexion sur l'utilisation de l'énergie et donc sur la production.

Question : Dans la discussion, si nous résumons nous sommes donc passés du nucléaire, aux contraintes et pressions exercées par les différents modes de production de l'énergie, à la question de l'utilisation de l'énergie et au droit de regard direct des citoyens sur leur propre production dont la modalité pratique est la qualification et le salaire à vie.

Réponse : C'est sûr que c'est une analyse globale mais elle montre les liens pour éviter d'isoler un problème. Car la pire des solutions serait de restreindre faussement la question à celle du mode de production. Et sur cette problématique (changer le mode de production de l'énergie sans changer le système de l'utilisation, donc sans remettre l'individu comme acteur et citoyen dans sa production) nous entreprendrions des

efforts énormes, engagerions la société dans des modifications importantes de la production, pour... retrouver un système dans lequel l'employé est resté un employé. Évidemment, il aurait plus de droits, plus de « protections », mais il ne serait toujours pas un citoyen dans sa production. Devant les urnes : oui ; mais dans sa production : non. L'enjeu est important car partout on entend que la démocratie doit pénétrer sur le lieu de travail, mais la démocratie cela suppose les conditions nécessaires à l'exercice de la citoyenneté...

Question : En somme, la question de la production est sous tendue par celle de son utilisation, qui est le cœur du problème ; et la gestion de l'utilisation de l'énergie ne peut se passer du regard direct du citoyen sur sa production et de sa capacité à agir. On est au cœur d'une révolution sociale citoyenne !

Réponse : C'est tout à fait cela. Mais si on y réfléchit bien ce constat n'a rien d'étonnant : l'énergie est transverse à tous les secteurs de la vie. Qu'il s'agisse de fabriquer des assiettes, de se déplacer pour aller faire des courses, de cuisiner, de soigner quelqu'un, de transmettre et d'échanger de la culture, de faire de la musique, de construire une maison, l'énergie est présente. Donc elle est un des domaines où se synthétise, où se concentre, la question de l'organisation sociale de la production, donc la conception que nous avons de l'individu, un citoyen ayant les moyens d'agir directement sur sa production comme il le fait pour le vote, ou bien un citoyen intervenant de manière nécessairement indirecte par les institutions. Voilà ce que nous explique l'écologie politique ; et nous pouvons retourner la question dans tous les sens, le fait est que nous ne maîtriserons l'utilisation de l'énergie (donc nous n'aurons une vision de nos besoins de production d'énergie) que lorsque les producteurs seront à même d'avoir la main sur cette utilisation qui est là leur. Voilà pourquoi le salaire à vie est au cœur de la question écologique et du dépassement du productivisme. Mais cela suppose de ne plus

considérer les individus comme des employés et des prolétaires ayant besoin de leaders – investisseurs ou tribuns – mais comme des individus matures, des citoyens, devant les urnes comme dans leur production. Et cette question est historiquement celle de la gauche : le dépassement du prolétariat, c'est à dire son abolition. Et là on voit combien l'écologie politique s'inscrit directement dans le sillage du travail de Marx, au lieu de lui être opposée comme cela a été trop souvent rétréci.

Question : Avec cette analyse, on pourrait avoir l'impression que la question du mode de production est finalement secondaire. Est-ce à dire qu'il n'y a pas de problèmes liés directement à l'électronucléaire ? J'y reviens car c'était notre point de départ, et à un moment ou à un autre il faudra bien que les citoyens tranchent sur cette question.

Réponse : Bien sûr qu'il faudra trancher ! Cette analyse globale n'est là que pour montrer qu'en aucun cas la technique de production ne résoudra les problèmes liés au productivisme et à l'organisation de la société. Pour ce qui concerne le nucléaire, bien sûr qu'il y a des caractéristiques intrinsèques, liées à sa technique, qui portent et prolongent la vision productiviste du développement et de l'organisation de la société. Là nous revenons dans la critique de la technique.

D'abord, il y a le fait que le nucléaire requiert un très grand nombre de domaines scientifiques, ce qui est une contrainte forte car une société doit toujours pouvoir être en mesure d'assurer que ces domaines de compétences seront à leur meilleur niveau pour assurer la sûreté des installations. Cette garantie repose sur les financements, les moyens humains, les installations, les institutions, etc., et elle pose le problème de la transmission des compétences et du savoir-faire qui est un problème très important.

A contrario, l'éolien fait appel à un nombre de domaines scientifiques beaucoup plus réduit, donc plus facilement assumé de manière pérenne par une société.

Un autre aspect lié à la nature de cette technique est sa propension à la hiérarchisation, elle-même liée au gigantisme de la technique. Or, cette propension conduit à une multiplication des risques de carriérisme et d'opacité qui font que la sûreté et le fonctionnement ne sont pas au centre des préoccupations des carriéristes, et qu'une dérive peut s'installer. André Gorz a fait cette critique du productivisme dans le socialisme réel de l'Union soviétique en expliquant le pouvoir et l'inertie fonctionnelle. Et ses analyses, datant de 1980, sont d'une étonnante justesse à la situation actuelle, et c'est normal : le productivisme reste le productivisme, qu'il soit mis en œuvre par un régime soviétique ou par un régime capitaliste. Et dans cette propension à la hiérarchisation, et donc au carriérisme, il y a un réel danger.

Dans un système de production d'énergie où il y a peu de domaines de compétences différents mis en jeu, où il n'y a pas cet aspect de concentration de la puissance installée, l'opacité et la hiérarchisation à outrance sont des tendances qui ont plus de mal à s'installer, donc la dérive a plus de difficulté à se mettre en place et à perdurer.

Parlons également de la concentration de la puissance, elle est, en elle-même, une source de conséquences importantes : je prends toujours l'exemple d'un champ d'éoliennes. Si pour X raisons, elles ne sont plus entretenues, au pire elles tomberont et décoperont des vaches. Mais si une centrale électronucléaire tombe en rade... là nous savons que c'est un tout autre problème quelles que soient les raisons pour lesquelles elle est arrivée dans cet état : privatisation, négligence, dérive du système politique, carriérisme, etc.

La question de la puissance est la même avec les voitures : nous courons après la sécurité routière, le fameux « nombre des morts sur la route » que les médias nous rabâchent. Nous pouvons inventer tous les systèmes électroniques de sécurisation, les airbags ++, les ABS de 4e génération, les assistances pour la conduite et quantité d'autres équipements, il n'empêche qu'une voiture qui se plante à 200 km/h tue. Alors qu'une 2CV ne peut se planter qu'à 60 km/h... Donc, ces

équipements électroniques ne sont là, pour la plupart, que pour évacuer le problème de fond : ce qui tue sur la route, c'est la concentration de la puissance, c'est-à-dire la vitesse des véhicules. C'est la même chose lorsque l'on compare 10 000 éoliennes et un réacteur électronucléaire : la concentration de puissance dans un réacteur électronucléaire est telle que toute « sortie de route » produit des effets quasiment incontrôlables. Alors que si 10 000 éoliennes tombent en panne, voire cassent... les conséquences seront minimes (enfin sauf pour les vaches qui sont en train de paître...).

Question : Et y a-t-il de nouvelles possibilités de gestion de l'énergie qui permettrait de réduire la présence de forte concentration de puissance qui est visiblement le problème en cas d'accident ?

Réponse : Oui bien sûr ! Nous sommes à un tournant. Aujourd'hui, nous sommes dans un système très centralisé où l'organisation est la suivante : d'abord il y a l'unité de production (la centrale), puis il y a le transport vers les zones de distribution (les lignes à hautes tensions), et enfin la distribution (une ville par exemple).

Ce système centralisé a été très efficace pour le développement de l'industrie, notamment en France qui a toujours été un pays très centralisé, donc qui était très bien adapté pour ce type d'organisation. Mais aujourd'hui, de plus en plus de travaux montrent nous avons la possibilité de créer, par exemple, des bâtiments surproducteurs d'énergie et des réseaux où sont présents la production et la consommation : un réseau « intelligent » qui oriente et aiguille l'électricité produite par les bâtiments qui sont, en moyenne, surproducteurs vers ceux qui la consomment. Bien sûr, cela suppose de revoir notre manière de concevoir et de construire les bâtiments et cela demande aussi de planifier la mise à niveau des bâtiments déjà existants car cela sera très long. Mais au final, nous pouvons aller vers une situation où un réseau intelligent contenant des sources d'électricité, variables suivant l'heure de la journée, se

pilotera pour faire en sorte que les points de consommation soient alimentés par les sources proches. Les bâtiments de bureau ne consomment pas d'énergie la nuit, et les habitations c'est plutôt durant la journée qu'ils consomment moins. Il faudra aussi développer les moyens de stocker l'énergie.

Au final, ce réseau gèrera les sources et les demandes pour équilibrer et répartir en fonction de qui demande et de qui produit. Le niveau de puissance mis en jeu sera bien plus faible (donc moins dangereux) que celui qui est transporté sur les lignes à haute tension. Alors évidemment, il ne vient à personne l'idée qu'un train ou une usine puisse être alimenté de cette façon. Mais au final, cela réduira le nombre de grosses unités de production et les besoins de transférer l'électricité sur de longue distance. Nous avions un problème que nous pensions global, mais nous devons le découper pour voir où nous pouvons le gérer autrement²⁷².

Question : Mais face à cela les pro-nucléaires objecteront que c'est inévitable d'avoir de grosses unités de production.

Réponse : D'abord, on ne sait pas s'il en faudra ! et si oui, combien ? tout simplement parce que la question de l'utilisation de l'énergie, qui est celle du producteur pouvant agir directement au cœur de sa production, n'a jamais été posée, et encore moins mise en œuvre. Il n'y a pas de reconnaissance du statut du producteur, c'est à dire de la qualification et du salaire à vie.

Or, il est clair que l'individu qui distribue les journaux remplis de publicités sait très bien que sa production est quasi-inutile à la société en termes de production de richesses et que la consommation d'énergie due à cette production relève du gaspillage. Mais cet individu n'a pas la possibilité de dire « stop ! » à cet emploi stérile parce qu'il a besoin de son

²⁷² Même si nous ne partageons pas ses options politiques, Jérémie Rifkin parle de ces sujets qu'il englobe dans une 3^{ème} révolution industrielle.

emploi pour vivre : il n'a pas de salaire à vie attachée à sa personne.

Nous en sommes là, et nous sommes dans l'incapacité de définir nos besoins énergétiques tant nous sommes pollués par ces tâches dont la seule finalité est la création de valeur économique – d'argent ! – et non de richesses collectives et individuelles. Ensuite, au fur et à mesure où les individus se recentreront sur la production de richesse, nous pourrons voir la demande énergétique baisser. Au final, peut-être qu'il faudra encore de grosses unités de production, mais peut-être que nous ferons également des progrès suffisants dans le pilotage des réseaux pour nous en passer. Pour le moment, nous sommes dans l'incapacité de dire combien nous devrons avoir de grosses unités de production.

Et quand bien même nous devrions en avoir, en terme de pressions et de risques, 3 réacteurs électronucléaires ce n'est absolument pas la même chose que d'en avoir 58, surtout si la vision productiviste vient constater que même 58 réacteurs électrogénérateurs ce n'est pas assez pour satisfaire la fameuse « croissance de la consommation » qui nous est présentée comme inéluctable et indiscutable.

Mais il faut revenir à ce terme « consommation ». Car acheter une machine à laver n'est pas de la consommation à partir du moment où cette machine est conçue pour durer, pour être réparable, pour être modulable. Consommer au sens de gaspiller n'a de sens que dans une production qui vise à créer de la valeur économique au détriment de la richesse. C'est important de ne pas tomber dans les pièges rhétoriques de ceux qui disent qu'« il y aura toujours de la consommation », et il faut savoir opposer la consommation et le gaspillage par la nature de la production. Le terme « consommation » est problématique, et il faut savoir éviter les pièges quand on l'utilise.

Question : Y a-t-il d'autres aspects qui permettent de faire une analyse de l'électronucléaire ?

Réponse : Il y en a un qui est une grille de lecture très présente en écologie politique : celle du temps sous ses multiples formes. Le temps de vie, le temps pour le débat, le temps de production, le temps pour se cultiver, le temps nécessaire aux échanges humains, etc. Le productivisme ne prend pas le temps en compte, sauf pour le lier dans ce que l'on appelle en économie la « valeur travail » c'est-à-dire que la valeur économique d'un produit est liée à son temps de travail (de là notamment l'idée que « le temps c'est de l'argent »). D'où une apologie de la vitesse propre au productivisme : plus vite veut dire « mieux ». Tout cela montre qu'il n'y a pas de réflexion sur le temps, que les individus sont dépossédés de leur temps de vie. Et c'est certainement une erreur surtout lorsque l'on met en place des techniques telles que l'électro nucléaire.

Question : C'est à dire ?

Réponse : Là encore nous revenons à la notion de pressions et de contraintes exercées sur une société. Plusieurs points : d'abord le plus évident, et celui qui occulte souvent trop le fond de la discussion : l'industrie électronucléaire génère quantités de déchets à des échelles de temps qui nous dépassent complètement. Nous aurions les moyens de les gérer sur un temps court, c'est à dire quelques années, cela changerait peut-être la donne, mais là nous avons souvent à faire avec des durées qui peuvent atteindre la centaine de siècles... Qu'est-ce que cela peut vouloir dire de produire un déchet pour une telle durée ?! c'est comme si la Rome antique nous avait légué une pollution dont nous aurions encore les effets notables aujourd'hui...

Par ailleurs, est-ce que cela a un sens de construire une machine dont le démantèlement reposera sur des personnes qui viendront parfois quatre générations plus tard, alors que nous ignorons absolument tout des conditions sociales dans lesquelles vivront ces personnes ? Là encore, quel est le sens de cette construction ? Et il faut faire la différence avec une ligne de chemin de fer. La destruction d'une ligne de chemin

de fer ne pose absolument pas les mêmes contraintes que le démantèlement d'une centrale. D'ailleurs, si cette ligne de chemin de fer est entretenue, elle pourra encore être utilisée dans un siècle, ce qui n'est pas le cas d'une centrale électronucléaire arrivée en fin de vie.

Enfin, et c'est ce qui me semble le plus important, l'histoire nous donne des renseignements clairs sur l'évolution et sur le temps. Regardons l'exemple français et tâchons d'en tirer des enseignements : l'installation de l'électronucléaire s'est faite durant une période où le service public voulait dire quelque chose, où cette institution était portée et où les agents en étaient les garants. Ajoutons à cela qu'au sortir des trente glorieuses, la France dispose de moyens considérables. Et effectivement, dans une vision linéaire du temps, les choses ne peuvent qu'aller mieux et « progresser ». le système d'enseignement fonctionne bien, il forme du personnel qualifié, les finances sont à bloc, etc. Il s'agit donc d'une base très favorable !

Que ce passe-t-il par la suite ? Simplement l'évolution du monde. Les tenants du capitalisme reprennent des droits, cassent le monde du travail, endettent les états jusqu'au point où nous en sommes aujourd'hui, le système éducatif perd des moyens, le service public est démantelé, le système politique se délite, etc. Et nous sommes aujourd'hui dans une situation où des actionnaires poussent au rendement ce qui est un facteur à risque considérable en plus des autres. Et tout cela en 30 ans...

Donc nous voyons que lorsque des durées de vie sont très importantes (ce qui est le cas pour des centrales électronucléaires), il est très difficile de garantir la pérennité des conditions nécessaires au maintien de la sûreté d'une installation. Le propos vaut pour les centrales électronucléaires, mais également les barrages, les usines chimiques, etc. tout ce qui a vocation à perdurer dans le temps. Mais ce qui est discriminant ce sont les conditions exigées par une technique.

Car entretenir un barrage demande beaucoup moins de techniques différentes, de moyens humains et de moyens financiers qu'une centrale électronucléaire simplement parce que, et nous revenons à ce que nous disions avant, l'électronucléaire est certainement l'industrie qui rassemble le plus de domaines techniques et scientifiques, et cela à des niveaux très élevés de compétences, donc qui demande des moyens considérables à la société pour garantir la sûreté de cette concentration de la puissance.

Question : Et il est plus simple pour une société de maintenir un haut niveau de moyens dans quelques domaines de compétences, car plus on augmente leur nombre, plus cela devient difficile de les garantir tous ensemble dans le temps.

Réponse : C'est cela. Le productivisme est basé sur la croissance, donc au sortir des trente glorieuses, il est « clair » pour cette conception du développement humain que la crise ne viendra pas ou qu'elle sera mineure et courte, que le système éducatif sera de plus en plus performant, que les moyens financiers ne pourront que croître, que l'on ira vers de plus en plus de vitesse, de plus en plus de puissance, etc. C'est là une vision du temps qui est linéaire et cette vision du temps est une catastrophe. Car l'électronucléaire a besoin d'un système politique stable et surtout responsable – Tchernobyl est un accident dont la cause est avant tout politique –, de moyens financiers énormes, de compétences scientifiques très poussées doublées de moyens techniques très importants ce qui suppose un système éducatif performant et les moyens humains qui vont avec.. En elles-mêmes ces conditions ne sont en rien problématiques car tout le monde veut que tout aille bien. Ce qui est plus problématique, c'est garantir leur pérennisation et leur maintien dans le temps.

Garantir la pérennité de la totalité de ces conditions, au sein d'une même société, sur des durées de 10 ans est effectivement possible ; mais penser pouvoir les garantir sur des durées de

plus de 60 ans (puisque l'EPR est prévu pour cette durée²⁷³) est politiquement irresponsable pour une industrie du gigantisme – au sein de laquelle la hiérarchisation et le carriérisme sont d'autant plus possibles. Et à cela, il faut ajouter la passation des compétences qui est un impératif entre les générations de travailleurs, donc qui réclame encore les bonnes conditions pour pouvoir le faire...

Sur le plan technique, des populations se retrouveront avec des techniques vieilles de plus 60, voire 80 ans ! alors que toute leur époque aura évoluer avec d'autres techniques.

Et pour ce qui concerne la stabilité politique, rien que l'histoire de la France, depuis 200 ans, nous renseigne sur la périodicité des crises, des guerres, etc. Et même depuis les années 1970, en France, la conscience des politiques par rapport au service public n'est absolument pas la même, et il en est de même du rapport entre le pouvoir et l'oligarchie de l'argent. Rien que cela est un facteur extrêmement important qui doit être pris en compte pour penser des techniques sur des échelles de temps aussi considérables.

L'actualité de la crise aujourd'hui, en cette fin 2011, doit nous interpeler : que serait l'électronucléaire en Grèce ou l'Italie face aux coups de butoir énormes subit par ces pays ? Et la question va se poser également pour d'autres pays dans les mois qui viennent. C'est de cela dont il est question : cette notion du temps et de la pérennisation de tout ce qui rend une industrie possible et sûre. Et cette dimension ne peut qu'être ignorée dans une pensée productiviste qui conçoit le progrès technique comme un gage de progrès humain. C'est en cela que cette vision du développement de la société humaine est hors sol, elle fait l'impasse sur quantité de problématiques.

²⁷³ Sur le papier, l'EPR est prévu pour 60 ans, mais sa durée de vie pourra être rallongée comme le sont celles des réacteurs actuels en France. Si on ajoute à cela le temps de démantèlement, nous atteignons des échelles de temps pour ces techniques qui sont de l'ordre du siècle.

Cette grille de lecture nous donne quelques indices sur comment concevoir nos systèmes de manière responsable ; et il est clair que si l'on veut qu'une technique perdure dans le temps avec des conditions de sécurité, cela impose que cette technique doive être « simple » – c'est-à-dire faire appel à un nombre réduit de connaissances spécifiques – et que les conditions politiques et sociales nécessaires à son maintien – stabilité, financements, moyens humains, etc. – soient les plus minimales possibles. Et à l'inverse, si une technique est complexe, si elle nécessite un grand nombre de conditions pour être entretenue, alors sa durée de vie doit être limitée dans le temps pour éviter qu'un jour les aléas de l'histoire ne fassent que les conditions sociales et politiques ne soient plus suffisantes pour maintenir la sûreté des installations.

Par exemple : un lanceur Ariane est l'exemple d'une technique très pointue, mais dont la durée de vie est pour le moins très limitée...

De toute évidence, cette grille de lecture est applicable à un très grand nombre de problématiques. Et dans le cas qui nous intéresse, elle montre que l'industrie électronucléaire peut être difficilement considérée comme une solution responsable pour la production de l'énergie électrique puisque pour être « rentable » un réacteur électrogénérateur doit avoir la durée de vie la plus longue possible, donc il implique de faire un véritable pari sur ce que seront les conditions politiques et sociales dans plus de 60 ans ! Voilà le problème...

Question : Effectivement la technique a des travers qui lui sont propres...

Réponse : Oui, mais encore une fois, la solution a un problème politique ne peut pas être une solution sur le choix technique. C'est le productivisme qui assimile les deux, et nous devons en finir avec le productivisme, donc avec sa logique.

Ce que nous montrent ces réflexions, c'est que la circoncision du problème au seul choix « pour ou contre le nucléaire » est politiquement irresponsable car cela n'aboutirait qu'à des

déceptions en regard des efforts que l'on aura demandés à la population, et nous n'avons pas besoin de cela.

Intégrer le politique, c'est-à-dire sortir du seul questionnement sur le mode de production, pour intégrer l'utilisation de l'énergie et donc le droit de regard direct du citoyen sur sa production et son utilisation, c'est l'enjeu de toute la discussion sur l'avenir énergétique ; et bien entendu une telle orientation de la société ne peut pas être prise sans faire l'objet d'un débat au sein de la population et sans les institutions et reconnaissances politiques qui lui sont liées. Ensuite, comment cette décision, ou plutôt cette série de décisions – car cela ne peut se réduire par un seul « oui » ou « non » – sera exprimée ? Par des référendums, des consultations, des assemblées citoyennes, etc. Pourquoi ne pas élire ou désigner une ou plusieurs assemblées pour produire cette réflexion et la soumettre à la population ? L'important c'est le temps dont nous disposerons pour débattre en vue des échéances, ce temps sera le garant de la rationalité des échanges, donc de la construction républicaine des décisions et de leur pérennité sur une longue période.



10. Le gratuit : pilier de l'alternative au capitalisme²⁷⁴

351

Dans un monde où le capitalisme n'a plus de frein et où le libéralisme est décomplexé, les coutumes et les valeurs collectives ont été abattues pour les transférer vers la seule production de valeur économique - l'argent - et ainsi garantir le profit financier via la propriété lucrative. Ce schéma nous entraîne dans la compétition, la perte de repères collectifs, la perte de notre capacité à échanger notre culture, la confusion entre l'intérêt général et l'intérêt privatif et personnel. Les valeurs censées être transmises à l'individu n'ont plus de sens ou, tout au moins, perdent leur sens collectif dans la mesure où elles ne renvoient pas au projet collectif, au cadre de vie commun, à l'interaction avec autrui : celles qui sont mises en avant par les médias sont axées uniquement sur la consommation et le productivisme, l'isolement de l'individu et l'illusion que la vie individuelle peut se passer du groupe, de la culture et du cadre social façonné en commun par l'ensemble des individus.

Depuis plus de 200 ans, le capitalisme tente de faire passer « l'utilité sociale des choses » comme étant un simple « rapport financier », la production de « richesse » comme étant, en réalité, la production de « valeur économique », la réussite de vie personnelle comme étant l'accumulation de confort et de biens.

Il paraît alors évident que dans une telle conception de la société tout est compétition, tout est commerce, tout est économique (dans une vision restrictive de ce que peut être le

²⁷⁴ A lire : éCRItique : numéro 7, 2ème semestre 2008:le stade Dubaï de l'art contemporain F Derivery et Claude Rédélé.

JL Sagot Duvauroux : « De la gratuité ».

F Derivery : « Situer l'art Contemporain dans son contexte et ses déterminations économiques, politiques et culturelles ».

commerce : sans plus aucune éthique). Tout ce qui peut contribuer à augmenter la production de valeur économique devient « noble » et est érigée en règle vertueuse. Un nouveau dieu existe : l'argent. Il remplace les notions d'honneur/déshonneur, de bonheur/malheur, etc. par celles de gagnant/perdant avec son faux semblant gagnant/gagnant.

La laïcité prise dans sa notion la plus large, celle qui propose la notion d'intérêt général, en prend un coup au passage : elle est vidée de son sens qui est de rendre possible ce socle commun de libertés, pour la recherche du bonheur, et de droits que chacun doit posséder pour vivre en intelligence au sein de sa société et faire de cette société, non pas un poids, mais un moyen pour vivre mieux. Il faut accepter la laïcité comme un moyen de lutter contre les intérêts particuliers (dont les croyances personnelles, les appétits financiers particuliers, etc.) qui détruire toute notion de société au service de tous.

10.1 Illustrer ce qu'est le gratuit pour l'art

Il nous faut d'abord distinguer art populaire, art moderne et art contemporain. Dans le domaine de l'art populaire, il faut bien voir que la culture « populaire » est totalement dissociée de la culture « de masse ». En effet, cette dernière est produite par les grandes industries et véhiculée par les médias avec pour seul objectif la production de valeur économique. À l'inverse, dans la culture populaire, c'est la valeur d'usage d'une création qui l'emporte. La réalisation d'un objet du quotidien peut s'embellir de « l'art » ou du talent de son réalisateur sans que l'objet n'acquière une valeur économique exagérée puisque c'est d'abord son utilité, sa valeur d'usage, qui en détermine le prix.

L'utilité sociale d'un objet est transcendée par l'artiste ou l'artisan, mais cette part artistique rajoutée à la fonctionnalité de l'objet n'en modifie pas sa fonction première qui est d'abord une valeur d'usage. L'exemple des décorations sur des plats, des assiettes, des objets finement ciselés, des instruments de musique ou des vêtements embellis, etc.

Toujours la valeur d'usage de l'objet prime et la part artistique se surajoute, gratuitement, à la valeur de l'objet. Dans ce cadre, la part de « gratuit » qu'implique l'art au quotidien est importante.

L'art moderne consacrait davantage l'objet artistique au sens « collectif », car jugeant que sa fonction n'était pas tant liée à sa valeur d'usage première qu'à sa valeur d'usage au sens de la subversion que la création pouvait apporter : le message remplace la fonction première. Incontestablement, dans ce cadre, l'objet d'art a une vocation collective qui dépasse le projet individualiste, puisque le référent collectif est la cible de la création artistique ; soit pour le critiquer, soit pour le mettre en avant. Ainsi, l'art moderne défendait et portait encore certaines valeurs sociales et collectives, et cherchait encore du sens dans la forme. Dans ce contexte artistique, la part de don, de gratuit, offert à tous est encore importante. Que l'on pense au dadaïsme et à l'urinoir de Marcel Duchamp comme illustration...²⁷⁵

Vient ensuite l'art contemporain, qui lui est au paroxysme de la personnalisation au sens où il oblige l'artiste « à réussir » au risque d'être déchu de sa fonction, de son « titre ». Et pour cette réussite, seule la forme l'emporte puisque c'est avant tout le marketing, la valeur économique (ou la valeur d'échange) de la création qui l'emporte dans l'évaluation de l'artiste. Le sens de l'œuvre a, de fait, disparu, et ne subsiste finalement que sa valeur économique. La valeur économique remplace la valeur d'usage, que celle-ci soit la fonctionnalité première d'un objet ou sa valeur d'usage en sens social et collectif à travers ce qu'elle porte comme critique. Évidemment, cette conception de l'art n'est pas nouvelle, puisque dès le début de l'ère industrielle, va se développer le « marché de l'art », c'est-à-dire l'idée que l'œuvre d'art est un

²⁷⁵ Même si Duchamp va précisément marquer par la suite une rupture et aller vers une privatisation de l'artiste.

placement financier²⁷⁶. L'art contemporain n'est que l'hégémonie de cette instrumentalisation de l'art car, comme partout, les tenants du capitalisme n'évaluent la « richesse » qu'en termes de valeur économique ; d'où la stérilisation qu'ils opèrent sur toute forme de richesse humaine, individuelle et collective.

De toute évidence, « le gratuit », c'est-à-dire cette richesse créée par l'artiste et mise à destination des autres par sa création, a entièrement disparu dans l'art contemporain. Le marché, c'est-à-dire la production de valeur économique, a évacué la production de richesses.

Ainsi, l'art est une illustration du fait que le gratuit est intrinsèquement lié à la production de richesse individuelle et collective, et que lorsque la production de valeur économique l'emporte sur la production de richesse, alors le gratuit disparaît nécessairement.

Dans cette évolution déstructurante, la part du don, existant dans l'art populaire puis encore dans l'art moderne, laisse la place, dans l'art contemporain, à la seule valeur économique (ou valeur d'échange) sans aucun lien avec le sens que pourrait avoir l'œuvre en elle-même puisque c'est désormais le marché économique qui gouverne et dicte la création en fonction de ce qu'elle peut rapporter sur le plan économique²⁷⁷.

²⁷⁶ Cette conception de l'art était étrangère à l'ancien régime où l'art était l'occasion de se faire mécène et donc de monter socialement (d'accroître son capitale symbolique comme dirait Pierre Bourdieu).

²⁷⁷ Il faut intégrer à cela une vision qui dépasse le strict niveau monétaire car stériliser la création en l'inondant de créations vides de sens permet de noyer la culture – pour qu'elle ne véhicule pratiquement plus de contenu social – et permet ainsi de stériliser la pensée dans la société. L'objectif de cette démarche est clair : il s'agit de maintenir l'ordre social existant en stérilisant toute possibilité de débat, de transmission, de témoignage ou d'interpellation via la création artistique. Pour illustrer, le tableau Guernica de Picasso est

10.2 Le gratuit dans le quotidien

355

D'une manière générale, le gratuit tient une part importante dans notre société même si nous ne le voyons pas, ou plutôt : comme nous n'avons pas pris conscience de son importance, il est invisible à nos yeux.

D'abord, il intervient dans la vie de tous les jours par le temps considérable consacré à des activités qui ne donnent pas lieu à du « travail » (au sens de la création de valeur économique) et qui sont indispensables : activités familiale, éducation des enfants, entraide, bénévolat, l'entretien et la culture de soi (seul et avec d'autres), etc. Ce temps est tout aussi important, voire plus, que celui consacré à l'activité salariée.

Ensuite, il y a la thématique cardinale de la culture humaine (et donc de l'éducation populaire) où la transmission et l'échange de connaissances pour vivre relèvent de l'interaction entre les individus et de la gratuité. Par la réception, la mise en commun, l'échange, la transmission, la culture se constitue et s'enrichit ; c'est également un processus qui est au cœur de la recherche scientifique, c'est même son éthique fondamentale. Bien entendu, l'évaluation monétaire de cette activité de transmission est un frein à cette transmission et à cette création de richesse individuelle et collective. Puisque pour rendre une activité rentable, il faut en contrôler l'accès et le rendre payant, une pratique qui conduit à réduire la dispersion de la culture, donc conduit à l'appauvrissement de la culture et des individus. On retrouve donc ce que l'on constate dans d'autres domaines, à savoir que la production de valeur économique stérilise la production de richesse individuelle et sociale, et par là même le gratuit.

Mais le gratuit intervient également dans les processus de production d'objets. Qu'il s'agisse de la production d'un logiciel, d'un stylo, une carafe ou d'une voiture, celles-ci

un exemple de création artistique portant un contenu social et ayant clairement une vocation à propager et développer la culture.

requièrent des compétences cognitives qui, au final, ont un coût dans la réalisation. Mais pour tous ces objets, les connaissances cognitives mises en jeu vont se diluer dans la production et dans la réalisation d'objets nouveaux qui auront pour base les objets anciens. Mieux, dans la réalité quotidienne, le processus de fabrication est tellement développé que l'objet peut-être dupliqué à l'envi et la part de don et de gratuit se dilue dans cette quantité énorme, mais sans cette part, il n'est pas possible de fabriquer quoi que ce soit puisqu'à l'origine il a bien fallu cette part de conception, de réalisation et de culture.

Face à cette part de gratuit, que fait le capitalisme ?

Car le prix final demandé aux acheteurs – c'est à dire nous ! – sera celui de la création (la conception qui repose sur la culture, donc sur le gratuit) additionnée du support « véhicule » et de sa distribution (c'est-à-dire au final peu de choses...), mais le prix de l'objet ou du service final qui est devant nos yeux reste toujours exagérément élevé et constant ! Pourquoi cela ?

Simplement parce qu'il n'est pas question que la rentabilité financière s'effondre pour les actionnaires (qui détiennent la propriété lucrative). Or, les coûts de production diminuent avec la production de masse. Donc pour les capitalistes, il faut trouver une solution permettant de maintenir un prix élevé à l'objet ou au service vendu pour que le profit qu'ils se partagent ne baisse pas.

Cette solution capitaliste s'appelle *le brevet* ; c'est à dire : comment privatiser une connaissance transmise, comment empêcher sa transmission entre les individus, comment passer sous silence le don qui relève du gratuit. Et là encore, il s'agit de rendre payante la gratuité de la connaissance et de la culture, donc de briser la production de richesses au nom de la production de valeur économique. Le brevet vient occuper la place du don et du gratuit pour alimenter la propriété lucrative. La part de don est annihilée, et

même dévalorisée, au même titre que pour l'art, dans un processus en définitive assez similaire.

357

10.3 Que signifie « gratuit » ?

La gratuité ne veut pas dire qu'il n'y a aucune valeur monétaire, qu'un objet ou un service « ne coûte rien » ou que l'on est dans l'absence de monnaie !

Par exemple, « la gratuité » des services publics (les routes, les administrations, la météorologie nationale, l'électricité, le gaz, etc.) est de rigueur, de même que celle de la santé ou de l'école. Dans ces affirmations, tout le monde comprend que la gratuité est dans l'accessibilité égalitaire qui permet de réguler, entre autres, les inégalités en maximisant la diffusion des services ou objets, donc en maximisant la production de richesses par le fait de donner des moyens à tous les individus. Car c'est dans la diffusion massive de ces objets et services que la production de richesse est maximale et que les effets indirects sur l'ensemble des individus composants la société est le plus important.

Or, nous le savons, ces services ont un coût ! mais ce coût du « gratuit » est alors conçu comme collectif et « gratuit » signifie que la société s'engage à produire ces accès pour se développer à travers chaque individu ou mode d'organisation (comme la famille par exemple). Ainsi, à travers la gratuité, il y a un cadre de vie collectif que les citoyens décident et construisent en prenant appui sur l'intérêt général, et non l'intérêt privatif : c'est là l'objet de cette maximisation de la diffusion par l'accès « gratuit »²⁷⁸.

²⁷⁸ Par exemple, tout le travail mobilisé pour étudier, construire, faire fonctionner, réparer le train ou le métro constitue une richesse et une valeur d'usage pour les utilisateurs. Or, ce travail a été payé grâce au prélèvement sur une valeur capable de produire cette valeur d'usage collective : c'est-à-dire que ce travail a, en lui-même, une valeur productive de satisfaction de besoins sociaux, ici le transport.

Il en découle que les moyens de communication devraient être gratuits, comme l'école ou la santé, mais dans le même ordre d'idées, Internet et ses moyens devraient l'être également ; et sur ce point la France est déjà porteuse d'un exemple qu'elle peut renouveler : le minitel qui fût mis en place par le service public, un service qui comportait même le prêt de l'appareil permettant de se connecter !

On le constate donc : la notion même de service public renvoie à la gratuité d'accès. De même que le téléchargement, qui n'est ni plus ni moins que la mise à disposition, pour autrui, d'une production collaborative (qui est donc par nature impossible à évaluer économiquement !). Financer cette production mise à disposition de tous sur Internet peut se faire socialement, et non individuellement comme c'est le cas aujourd'hui (à travers les droits d'auteur ou les royalties des brevets). Là encore, les citoyens estimeront que la libre circulation des données entre les individus est un tel facteur d'enrichissement et de production de richesses que ce coût doit être supporté par la collectivité car à une telle échelle le coût économique rapporté au nombre d'usagers est le plus faible.

De même, dans la production d'un produit ou d'un service, la gratuité existe et elle s'exprime par « la part de gratuité », ou le « coût minime », ou la « vraie valeur », d'un produit. En effet, c'est souvent l'intelligence collective qui a permis d'arriver à une solution technique, donc à une production concrète d'un objet ou service. Rien que la culture commune qui consiste à éduquer est le socle sur lequel les personnes peuvent produire, réaliser, inventer, collaborer entre elles. Donc sans cela, sans cette part de gratuité cachée, aucune production n'est possible !

De fait, parce qu'elle est présente partout, mettre en avant cette gratuité, la soutenir, exiger qu'elle soit reconnue et la pousser plus loin en avant sont autant de moyens de contraindre les tenants du capitalisme à plier en les privant de leurs revenus, via notamment la propriété lucrative des brevets, c'est-à-dire la propriété sur la culture qui devrait être libre de

circuler. Car si le capitalisme dispose de revenus par la propriété lucrative, c'est parce qu'il possède les moyens de production et la privatisation de la connaissance. Voilà pourquoi, contre ces deux aspects, ce que l'on appelle « la révolution du numérique » est liée au fait que la thématique de la gratuité revienne sur le devant de la scène et constitue un élément central de l'alternative concrète au modèle actuel²⁷⁹.

Par ailleurs, cette réflexion sur la gratuité vaut aussi pour l'ensemble des biens que nous pouvons étiqueter « biens communs de l'humanité » : la biodiversité, la santé, l'eau, l'air, la communication via Internet, etc. Pour les rendre accessibles, ces biens nécessitent un « véhicule » qui comporte un coût (les réseaux de distribution pour l'eau, les établissements pour les soins de santé, l'ordinateur pour l'accès à Internet, etc.), mais la production de ce véhicule ne représente que peu de moyens et peu de coûts réels en regard de la richesse produite. Or, le rapt des biens dits « communs » de l'humanité par quelques grandes entreprises n'a d'autres buts que de leur donner une valeur économique disproportionnée par rapport à ce qu'il pourrait en coûter réellement. Mais la privatisation du bien, ou de la gestion du bien, rend possible, comme pour la connaissance, l'instauration d'une rareté – en réduisant la diffusion et la fabrication²⁸⁰ – et facilite un contrôle. Tout ceci permet alors d'augmenter les bénéfices et donc d'alimenter les revenus de quelques-uns prélevés au nom de la propriété lucrative.

La part de gratuit, qui pourrait exister dans une gestion commune élaborée à partir de règles communes, disparaît au profit d'un échange mercantile qui permet une augmentation du prix dissociée de la valeur d'usage et qui repose sur la mise

²⁷⁹ Cf. dans cet ouvrage, les deux textes consacrés au numérique.

²⁸⁰ Il est bien plus rentable de vendre 1 000 litres d'eau à 5 euros le litre que de vendre 100 000 litres d'eau à 5 centimes le litre (économie d'échelle, moins de personnel, moins de frais, moins de surveillance, etc.).

en place d'une rareté artificielle. Ainsi, on retrouve encore et toujours le fait que la production de richesse que peut nécessiter l'accès à ces « biens communs » est entravé par une production de valeur économique²⁸¹, mais nous voyons également que le mécanisme inverse est porteur d'émancipation et de richesse humaine.

10.4 En aparté : « le libre » de la révolution numérique ?²⁸²

Ces dernières années, la mutation informationnelle avec l'apparition des techniques du numérique – dont Internet est un des piliers, mais pas le seul ! – a offert un terrain d'expérimentation et de production d'une culture du gratuit sous la forme de ce qui est connu par « free » ou « libre ». Là encore, la mise à disposition d'un outil collaboratif – en réseau ! – de construction et de diffusion du savoir a montré à quel point quantité d'êtres humains sont disposés au partage, à l'enrichissement commun, à la gratuité avec la compréhension qu'elle est un outil d'essaimage de la richesse chez l'individu et dans la société humaine. La collaboration pour la production de logiciels s'est donc développée, ainsi que l'apparition de licence protégeant cette gratuité. Le CERN²⁸³ et le MIT²⁸⁴ ont

²⁸¹ Dans ce cadre, notons également que l'aspect environnemental des choses disparaît (sinon pour faire du « green business »), alors que la gestion collective est plus à même de prendre en compte cet aspect environnemental.

²⁸² Cette partie est complémentaire des textes de cet ouvrage qui sont consacrés au numérique.

²⁸³ Le CERN (Centre Européen de Recherche Nucléaire) est basé à Genève. Il étudie les composants et les lois fondamentales de la matière. Il a inventé le HTML (langage de base sur Internet) et a créé la notion de réseau civil accessible à tous sur le monde du partage et de la collaboration.

²⁸⁴ Le MIT (Massachusetts Institute of Technology) est un centre de recherche qui créa notamment les licences libres de type GNU, GPL,

été des porteurs de cette mouvance mais pas les seuls au sens où cette philosophie est depuis très longtemps celle de la recherche publique²⁸⁵ qui a été la première à utiliser et porter Internet avec sa vision de la connaissance libre et accessible à tous.

Après les logiciels développés sur le mode collaboratif et « libre », sont apparues des expériences telles que Wikipédia où il s'agissait de lancer une encyclopédie collaborative (donc construite par la culture commune, par les internautes eux-mêmes qui corrigent, alimentent, discutent et enrichissent le savoir). Elle est bien sûr accessible à tous et aujourd'hui elle rivalise avec les grandes encyclopédies institutionnelles (... et payantes !). Là encore la notion de gratuité renvoie à un coût socialisé qui ne permet aucun profit pour la propriété lucrative.

L'important est donc de voir que la mise à disposition de l'outil numérique a permis l'expression du partage, de la production collaborative, de la diffusion libre. Le « libre » relève donc de la gratuité, et derrière la production et la diffusion immédiate de savoir et de logiciels c'est toute une pensée, une vision de la vie sociale, de l'individu et de l'interaction avec les autres qui se trouve forgée et qui trouve son expression toujours grandissante dans le numérique. Delà les partages pour la musique, les films, les documents, la connaissance, et bien sûr les conflits qui éclatent contre la privatisation de la connaissance, contre les brevets, contre les grandes firmes de diffusion « de la culture » qui privatisent le savoir pour provoquer la rareté de manière artificielle. Là encore, il y a derrière toute cette pensée une véritable alternative sociale, une véritable pensée sur l'individu, sur le producteur de culture, sur la citoyenneté active qui ne se limite pas au bulletin de vote ou même à la concertation.

etc. et travaille à l'innovation dans les outils numériques de production sur le mode collaboratif.

²⁸⁵ La recherche publique n'est donc pas simplement un réservoir de savoir ou d'innovation technique, son rôle éthique et producteur d'alternative est fondamental au sein d'une société.

À tout point de vue, le numérique avec ce que l'on appelle « le libre », s'il n'est absolument pas l'incarnation de la gratuité, est aujourd'hui l'un des moteurs fondamentaux dans la montée en puissance d'une alternative sociale concrète utilisant les outils déjà présents dans le quotidien.

10.5 Le gratuit comme alternative pour la construction sociale

Sur ce terrain, l'exemple des pensions de retraite en France permet d'aller encore plus loin dans l'alternative concrète au capitalisme. En effet, la perception d'un salaire sans contrainte d'emploi, que permet notre système de retraite par répartition entre directement dans le registre du gratuit. Car il ne s'agit pas des fonds de pension reposant sur la propriété lucrative ou d'une répartition sur le modèle suédois²⁸⁶, il s'agit de la cotisation sociale via des caisses de répartition, donc d'un coût supporté collectivement par la société et pris sur le travail global des citoyens ; exactement comme la société le fait pour la santé. Et donc, si la société supporte collectivement ce coût c'est qu'elle reconnaît à ces personnes retraitées le fait qu'elles produisent de la richesse puisque, de manière similaire, si la société finance la santé gratuite (c'est-à-dire de manière socialisée), c'est précisément parce que ce financement collectif est le plus à même d'être créateurs de richesses individuelles et collectives dont nous recevons tous indirectement les fruits²⁸⁷. Dans un cas (la santé) comme dans

²⁸⁶ Ce modèle réintroduit l'idée de la cotisation personnelle qui ouvre à des droits personnels sur le modèle du fond de pension, ce qui n'est pas le cas dans le modèle actuel français. Cf. dans cet ouvrage l'entretien avec Bernard Friot.

²⁸⁷ Par exemple, la France consacre ~10% de son PIB à la santé pour un résultat équivalent, et même parfois meilleur (qu')aux USA qui y consacrent 15% de leur PIB. Les 5% d'écart sont précisément la captation faite par la propriété lucrative, c'est-à-dire la captation parasite faite par des systèmes d'assurances privées.

l'autre (la retraite), nous sommes sous le même régime de la gratuité.

Cet exemple de gratuité est extrêmement porteur et concret en terme d'alternative sociale au capitalisme puisqu'il dépasse la notion de l'objet matériel (l'eau, l'électricité, etc.), de l'outil (par exemple, le numérique) ou des services que nous nous échangeons. Il va bien au-delà en reconnaissant cette fois-ci que la société peut financer du gratuit à travers l'activité de personnes ; et que si elle le fait c'est parce que ces personnes – les retraités – ne sont pas des assistés qui sont « utiles socialement », mais parce qu'ils sont des créateurs de richesses dont nous recevons tous indirectement les fruits... exactement comme pour la santé.

Ainsi, le gratuit lie encore une fois la production de richesses au fait de travailler librement, c'est-à-dire en étant libéré du marché de l'emploi et des postes de travail. Or, nous le savons, le marché de l'emploi est directement lié à la propriété lucrative et au fonctionnement du système capitaliste²⁸⁸ (et il est donc lié à la souffrance dans l'emploi). C'est pourquoi, en plus de l'accaparement des productions, des connaissances et des biens communs de l'humanité, les tenants du capitalisme ne souhaitent pas que ce type d'alternative puisse perdurer. Le salaire et la qualification à vie réintroduisent directement la question du gratuit et du don – donc la création de richesse – au centre de la question sociale ; et plus cette part ira croissante, plus l'alternative au capitalisme l'emportera.

Il est clair que notre système social français, issu du programme du Conseil National de la Résistance porte, entre autres, cette valeur du gratuit et de la richesse collective qui se redistribue à tous. Un système social et écologique, indépendant et universel, où le gratuit se traduit à travers l'organisation et la construction sociale, est synonyme de justice sociale et fournit donc une légitimité dans la lutte au plan national, comme européen ou international.

²⁸⁸ Cf. l'entretien avec Bernard Friot dans cet ouvrage.

Cette lutte pourra s'opposer efficacement aux traités de Lisbonne, à l'OMC, à la Banque Mondiale ou au FMI à la condition que nous n'attendions pas de recevoir des solutions, mais que nous comprenions que les solutions sont autour de nous et que nous n'avons qu'à les repérer pour les propulser plus avant. « Le gratuit » est invisible tant que l'on ne le cherche pas, tant que l'on ne veut pas le voir, c'est à dire tant que l'on ne regarde pas notre quotidien pour ce qu'il est : un laboratoire où les alternatives au capitalisme sont déjà là, autour de nous et qu'il n'est nul besoin de les « inventer de toutes pièces » ; il n'y a qu'à les repérer et les porter en avant. Alors les citoyens et leurs familles pourront retrouver une véritable place dans cette nouvelle société alternative qui gagnera en puissance.

11. Ecologie Politique et Laïcité

Avec la contribution de Jean-Marie Kintzler

365

Si nous en venons à consacrer un chapitre aux liens entre l'écologie politique et la laïcité, ce n'est pas parce que nous sommes membres d'une association qui a placé au cœur de son projet la défense et la promotion de la laïcité. Nous allons en effet tenter de montrer qu'il ne peut y avoir d'écologie politique sans laïcité.

La laïcité repose sur les principes suivants :

- 1- la liberté de conscience et d'opinion, et le libre exercice des cultes ;
- 2- l'universalité des droits ;
- 3- la stricte séparation entre d'une part la société civile et d'autre part la sphère de l'autorité publique, elle-même constitutive des libertés.

Ce principe de laïcité défini pour la thématique des religions est concrètement mis en application par un cadre juridique (loi de 1905 sur la séparation des églises et de l'état²⁸⁹). C'est ce cadre juridique appliquant les principes philosophiques de la laïcité qui contribue à l'égalité en droits entre citoyens, quelles que soient leurs convictions personnelles.

Le principe de séparation se traduit par l'interdiction de subventionnement ou de reconnaissance publics des cultes et la neutralité absolue de la puissance publique. Il empêche toute ingérence, que ce soit des autorités publiques dans le domaine religieux, ou bien des organismes religieux dans la conduite des affaires publiques.

²⁸⁹ Il est à noter le mot « laïcité » n'apparaît pas dans le texte de loi.

Le communautarisme politique²⁹⁰, c'est-à-dire l'action de communautés fondées sur une appartenance identitaire pour revendiquer des règles particulières, et le « cléricalisme », c'est-à-dire la prétention des religions à vouloir imposer leurs règles particulières à l'ensemble de la société en s'ingérant dans la sphère de l'autorité publique, s'opposent tous deux à la laïcité.

Est laïque tout ce qui contribue au respect de la liberté de conscience, ce qui suppose, en pratique, à l'égalité absolue de traitement des citoyens. Or, l'écologie politique suppose cette égalité.

La connaissance, et donc la recherche scientifique fondamentale et appliquée, sont des richesses mises à disposition du bien-être humain. Cela ne signifie pas que toutes les découvertes doivent faire l'objet d'application technique. Nous sommes en effet à un moment de l'histoire où beaucoup de ce qui est nécessaire est possible, mais tout ce qui est possible n'est pas nécessaire ou acceptable, car pouvant nuire au droit d'autrui, voire au développement de la société. Cela oblige donc à se poser la question de savoir qui décide ce qui est acceptable ou non. Dans tout système politique qui admet que la souveraineté appartient aux citoyens, il convient d'affirmer que la démocratie et l'égalité sont des conditions *a minima* pour permettre une délibération citoyenne qui prenne en compte l'intérêt général et rejette les intérêts particuliers (corporatistes, communautaires, financiers, dogmatiques, de pouvoir, etc.) : ce principe est au cœur de la laïcité.

Appliqué à la problématique de la technique²⁹¹, l'exercice de la citoyenneté doit donc s'organiser via des mécanismes et des droits attachés à la personne du citoyen afin de rendre possible une réflexion permettant d'apprécier les finalités et les conséquences des techniques issues de la

²⁹⁰ Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

²⁹¹ Cf. dans cet ouvrage, le texte : vers une laïcité technologique.

recherche, en interdisant celles que l'on considère comme mauvaises et inacceptables pour l'individu, sa maîtrise de son monde vécu²⁹² ou le développement de la société. C'est ainsi que pourra prendre corps une réflexion citoyenne efficace, fondée sur le libre examen, qui n'a de sens que si nous ne décidons pas par avance que nous pouvons faire tout ce qui est techniquement possible à partir du moment où un argument, quel qu'il soit, peut être invoqué. L'écologie politique rappelle qu'il nous faut sortir notre vision du progrès humain de cette impasse dans laquelle un projet ou un objectif est considéré comme valable et justifié dans la seule mesure où il est techniquement possible, dans la seule mesure où nous avons les moyens de le réaliser. La réflexion sur les finalités, les conséquences, tant individuelles que sociales, doit redevenir la seule mesure d'appréciation d'un projet technique. Et dans ce cadre, la réflexion citoyenne n'existe que si elle peut s'interposer entre le projet d'introduction d'une nouvelle technique et la réalisation de cette introduction.

Car en vérité, ni les avancées scientifiques, ni les progrès techniques ne sont blâmables en eux-mêmes et par eux-mêmes, mais leur appropriation par des intérêts particuliers donne souvent lieu à des dérives inacceptables. Il importe donc qu'à leur introduction dans « l'espace de la société civile », voire dans « la sphère de l'intime », les conséquences et finalités d'un progrès technique soient appréciées, étudiées et connues par des instances citoyennes à partir du moment où ce progrès technique sort de « la sphère de la recherche » ; instances publiques d'où émanerait la délibération citoyenne. Or, tel est bien l'objet de l'écologie politique : redonner la main aux citoyens quant au contrôle de ce qui pénètre dans leur monde vécu dans l'objectif d'en augmenter la qualité (qualité de vie individuelle et qualité de la civilisation humaine). Voilà pourquoi il est clair que l'écologie politique repose intrinsèquement sur les principes de la laïcité.

²⁹² Voir le lexique (chapitre 4) pour ce terme.

En l'absence de telles instances citoyennes, le légitime contrôle des techniques est abandonné à des comités d'experts désignés par des intérêts particuliers dont le rôle est de gommer leur statut politique aux choix faits sur les techniques que l'on va répandre et utiliser au sein de la société, et qui vont alors favoriser les processus de domination et préserver des intérêts particuliers au détriment du développement de la société et de l'autonomie des individus qui la composent.

Une écologie politique digne de ce nom a donc besoin de citoyens formés à ces thématiques pour promouvoir l'intérêt de la qualité de vie individuelle et de leur civilisation, capables de résister aux comités d'experts et capables de les contrôler. Ceci revient à dire qu'une véritable écologie politique dépend d'une bonne formation citoyenne au sein de laquelle l'ensemble des moyens (dont l'école et l'éducation populaire sont deux piliers cardinaux) permettent aux citoyens de se former et de transmettre ce savoir à la fois théorique (sur les sciences, les techniques et la société, etc.), mais également pratique (notamment quant à la possibilité de l'implication de chacun dans la délibération et le débat public).

Dans ce contexte, il nous semble que le cadre de la république laïque et sociale est le mieux à même à promouvoir un citoyen éclairé, citoyen dont l'écologie politique a un besoin impérieux et sans lequel elle est totalement vide sens.

En effet, en soumettant les croyances et les dogmes, d'où qu'ils viennent, au libre examen, en s'attachant à la transmission des sciences dures et humaines, des techniques et des arts, en assurant la promotion de l'Homme, de sa philosophie et de la littérature, une école qui serait authentiquement laïque et républicaine ne manquerait pas d'assurer la formation du citoyen dont l'écologie politique, en particulier, et la république laïque, en général, ont impérativement besoin.

Faute de quoi, se constitue une division entre, d'un côté les pseudo-experts au service des intérêts particuliers (dominants, firmes, religions, marchés financiers, etc.), et de

l'autre, des citoyens peu éclairés, en situation de se laisser abuser.

La connaissance n'est jamais blâmable, au contraire des applications techniques qui en découlent et pénètrent dans l'espace de la société civile et la sphère de l'intime. Et pourtant nous assistons à une submersion d'applications techniques dont les conséquences ne sont pas toujours connues ou maîtrisées pendant que la recherche fondamentale est délaissée (quand elle n'est pas méprisée ou taxée d'inutile et trop coûteuse).

Alors qu'il paraît évident à tout progressiste que le « progrès » humain n'est possible qu'avec la mise à distance des croyances et des dogmes, le contrôle citoyen n'est toujours pas reconnu comme une nécessité ! Il s'en suit qu'une réflexion citoyenne est aujourd'hui un mirage, car on lui oppose systématiquement soit le principe de précaution, qui est la prise de non-décision politique en situation d'incertitude scientifique, soit la déontologie, qui est un paravent derrière lequel se défaussent ceux qui ont, en réalité, la responsabilité et la possibilité d'organiser le questionnement sur les finalités d'une technique ; ainsi, dans les deux cas, la délibération politique est confisquée aux citoyens (rendant matériellement impossible toute réflexion citoyenne sur le devenir de la société elle-même...).

L'écologie politique pose que ce qui compte, ce n'est pas que l'individu soit un rouage de la société afin qu'elle fonctionne bien, mais que la société soit au service de l'individu au sens où il doit y avoir la possibilité de construire sa qualité de vie et la qualité de son cadre de vie (la société et sa civilisation). Si des dogmes pèsent sur le fonctionnement de la société, sur la technique, sur la finance et ses marchés, sur la production de valeur économique, sur le rapport entre la société et les individus qui la composent, alors toute possibilité de regard de l'individu sur cette société est impossible : il en est l'otage et le rouage, et non l'acteur et le but. L'écologie politique suppose donc la mise à distance des croyances et des dogmes, et ceci revient à affirmer que la connaissance doit,

comme la transmission des savoirs (au travers de l'école républicaine et l'éducation populaire), être régie par le principe de laïcité, et que les techniques qui peuvent découler de ces connaissances doivent relever d'une réflexion citoyenne. Il en découle que c'est le modèle de la République sociale et laïque qui offre aujourd'hui le cadre le plus abouti pour que l'écologie politique se déploie.

Pour conclure, constatons deux points :

Primo : en dehors de cet ancrage républicain et laïque, l'écologie politique ne mène qu'à des voies sans issues, réduites et inopérantes, voire à des dérives politiques graves qui s'avèrent être, in fine, la négation complète des principes défendus par l'écologie politique : retour en arrière, écofascisme ou totalitarisme, technophobie, capitalisme vert²⁹³, haine de l'espèce humaine, vision catastrophiste et mortifère de l'avenir, repli sur soi et isolement, communautarisme, individualisme forcené, déstructuration de la société (qui n'est plus qu'un amas d'individus isolés les uns des autres), etc.

Secundo : pour que les principes de la laïcité soient opérants et constituent un outil pour la construction de l'avenir, celle-ci ne doit pas être réduite ou enfermée au seul contexte du pouvoir religieux face au politique ; au contraire, la laïcité doit être utilisée comme exemple sur d'autres thématiques et servir de socle d'analyse dans de nouveaux domaines : dans cet ouvrage ont été abordés la technique ainsi que le « producteur-citoyen »²⁹⁴. La laïcité doit être portée partout où les notions de citoyenneté et d'intérêt général (contre les intérêts particuliers) doivent être mis en avant dans le but d'attacher des droits nouveaux aux individus eux-

²⁹³ Voir le lexique (chapitre 4) pour ces termes.

²⁹⁴ Cf. dans cet ouvrage le texte : Laïcité et statut du producteur : « le producteur-citoyen » (ainsi que l'entretien avec Bernard Friot).

mêmes, car seul ce processus est à même de créer des droits qui seront rapidement considérés comme « naturels » (et qui seront alors défendus par les individus comme étant constitutifs de leur identité-même). Or, cette utilisation de la laïcité sur de nouvelles thématiques se porte précisément sur des domaines qui sont déjà constitutifs de l’écologie politique pour la même raison qui préoccupe l’écologie politique : à savoir augmenter la qualité de vie individuelle et la qualité de la civilisation.

Ces deux points démontrent que la laïcité fait intrinsèquement partie de l’écologie politique depuis son origine.

372

Chapitre 3

Epilogue... charger le monde de signes

374

L'écologie politique marque une rupture dans la manière de regarder ce qui nous entoure et ce faisant elle permet de repenser nos actions, de les réorienter, voire de s'en donner de nouvelles dans le but revendiqué de vivre heureux.

L'humain est au centre de son projet. Non pas l'humain du dictionnaire ou de l'économiste, mais l'individu qui pense et respire, qui rit et parle, partage, échange, regarde et touche, pleure et joue, construit, fabrique, lit et écrit, imagine et invente. Cet être humain, cet individu, qui s'émeut, qui offre et échange, qui donne et qui reçoit, qui imagine et invente, qui cherche et qui aime, qui s'indigne et qui se dresse. Voilà cet être humain, si pluriel et pourtant si singulier, qui est au centre de l'écologie politique. Car à quoi bon vivre dans un monde où ces dimensions personnelles et intimes n'existeraient pas. A quoi bon vivre dans un monde « parfait », mais totalement inhumain ?

Voilà pourquoi nous ne vivons pas pour simplement exister, mais pour créer notre « monde vécu », pour l'enchanter, pour y exprimer et travailler nos émotions, pour le charger de nos signes car ils sont l'expression de notre vie intime et personnelle.

Voilà pourquoi la culture est d'abord un ensemble d'actes dont la transmission fait de nous des gardiens et des donneurs de vie ; transmettre fait de nous des porteurs d'avenir. Et alors vivre prend du sens... ²⁹⁶

²⁹⁵ L'essentiel de la trame de ce texte est tiré des propos qui se sont tenus le jeudi 8 septembre 2011. Merci à sa femme, ses enfants, sa famille et ses proches pour tout ce qu'ils ont pu raconter de lui ce jour-là, pour tout ce qu'ils nous ont patiemment expliqué par la suite et qu'ils nous ont permis de rapporter dans ces lignes.

²⁹⁶ Le lien entre laïcité et écologie politique apparaît ici aussi comme évident. Car charger le « monde vécu » de signes personnels et

Certains d'entre nous, au DES de l'UFAL, ont eu l'occasion de connaître, de près ou de loin, un homme du nom de Georges Campioni.

Georges Campioni est né en Provence, un jour de 1934, dans la ville de Peyrolles, sur les bords de la Durance, d'un ouvrier agricole d'origine italienne – devenu par la suite chauffeur de tramway dans la ville de Marseille – et d'une Provençale, fille d'horticulteur. Ces origines italiennes lui étaient venues dans les bagages de son grand-père, Narcisse Campioni, un orphelin venu de Monte Catini, en Toscane, jusqu'en terre de France dans l'espoir de pouvoir vivre au pays des Droits de l'Homme. Il se mariera à une Italienne, Dominica, elle-même venue de Carrare pour les mêmes raisons que lui ; ils auront neuf enfants nés sur le sol de France mais qui ne seront « français » qu'après la guerre 14-18... la France d'alors ne reconnaissait pas le droit du sol, et c'est l'engagement du fils aîné, Jules, dans l'enfer des tranchées qui viendra « récompenser » la famille italienne de la nationalité française²⁹⁷.

De ces origines, de cette histoire humaine, Georges Campioni avait retenu ce grand-père qui enseignait à ses

intimes suppose que chaque individu puisse le faire sans que ces émotions, ressentis et expressions personnels ne soient revendiqués ou imaginés comme étant universels et, partant, ne puissent être conçus comme étant des règles et des modes de vie imposables à tous les autres êtres humains. Vivre heureux, façonner son « monde vécu » suppose un monde en paix ; et la laïcité, comme principe de la République sociale et la paix apparaît comme une brique incontournable liée à la notion d'intérêt général.

²⁹⁷ Nous avons appris de Dominica est retournée une seule fois en Italie ; et pour sa parts Narcisse Campioni n'a jamais plus refranchi les Alpes.

enfants et ses petits-enfants que « votre pays c'est celui où vous êtes, c'est celui qui vous nourrit, c'est celui où vous vivez ». Culture humaine, culture transmise, culture noblement politique, déjà... « La France est une République » avait établi la Révolution Française, qui, en 1793, avait également gravé que le fait de vouloir la construire et d'embrasser ses idéaux c'était devenir citoyen français, quels que soient son pays d'origine, son lieu de naissance, sa couleur de peau...

Culture qui rend libre, déjà...

Héritier d'aucune fortune d'argent, mais héritier de culture des êtres humains, Georges Campioni vivait avec, par et pour la culture ; sa vie entière s'est inscrite à travers elle. La culture n'est évidemment pas ce champ que l'on désigne par « les Beaux-Arts », elle est tout ce qui nous fait *être humain...* ce qui nous fait *être humain*. La culture est née ce jour où nos ancêtres se sont retrouvés pour mieux comprendre, ensemble, comment tailler des silex, comment faire du feu, comment coudre une peau, comment se comporter en paix avec les autres, comment tenter de se soigner, et comment ils ont eu conscience de l'importance qu'il y avait à transmettre ce savoir aux autres. N'en déplaise à certains, la culture est cet ensemble d'actes : se réunir et tisser des liens, recevoir et échanger, construire et créer, et puis... transmettre. La culture n'est qu'une dynamique, elle n'est que mouvement, elle n'est que des actes. Sans cette conscience de la recevoir, de se réunir, de la créer et de la transmettre, elle n'est vouée qu'à mourir, elle n'est vouée qu'à l'oubli ; et son absence livre les individus à la bêtise et à la manipulation, à l'isolement et la violence. Georges Campioni le savait.

Nous pouvons nous « bricoler une vie » ! avec notre emploi, avec nos proches, avec des parents et des enfants, une famille, avec « un toit à soi » et avec les objets que nous aurons réussi, tant bien que mal, à mettre dessous. Et ainsi, bon an, mal an, nous pouvons vivre en étant ces îlots perdus dans le temps, comme des barques qui arrivent un jour et qui finissent

par couler : isolées, à la dérive au milieu des vagues des jours, ramant seules au grès des courants. Sans attaches, sans futurs, dans le vide du temps qui passe... dans cet « absurde » nous dira le Sisyphe de Camus.

Mais nous pouvons aussi nous rappeler à ce que nous sommes : des êtres de culture, des *êtres culturels*. Car l'être humain n'existe que parce qu'il est un être de culture, que parce qu'il est un *être culturel*. Et par cette prise de conscience, alors l'individu n'est plus isolé, il n'est plus cet îlot que l'océan du temps vient balloter au grès de ses caprices : l'individu est, comme chacun d'entre nous, le maillon d'une chaîne, et même le maillon de millions de chaînes, celles de la culture des hommes et des femmes qui nous plongent dans le temps et nous ramènent à ces premiers ancêtres qui ont construit les points de départ de cette culture humaine et qui ont compris l'importance de la transmettre aux autres. Ces chaînes, qui traversent les âges et dont nous sommes tous un maillon, nous relient à nos origines et à notre futur, aux autres femmes et hommes de notre temps avec qui nous pouvons la créer ; elles sont ce qui fait que nous sommes *humains*, elles sont notre humanité ; elles sont ce qui fait que nous ne sommes pas seuls, anonymes, perdus dans le temps, à nous bricoler une vie, chacun dans notre coin.

Nous pouvons vivre notre vie de manière isolée, îlot balloté sur les flots du temps... Nous pouvons aussi nous rappeler à ce que nous sommes réellement : un maillon de la grande chaîne de l'humanité, un individu receveur, porteur, créateur et transmetteur de la culture des hommes.

Nous écrivons ces lignes parce que Georges Campioni vivait avec cette idée ; par cette idée, pour elle et à travers elle. Et de ce fait : il n'était pas seul, isolé, avec une vie ballotée dans le temps. Georges Campioni avait du caractère ! tous ceux qui l'ont connu le disent : la voix du méridional, ses colères (« ses saintes colères ! »), ses remarques aussi bien que ses traits d'esprit et ses rires ont marqué plus d'un souvenir,

plus d'un geste. « Cette force de caractère » d'un être humain, certains prétendent qu'elle serait innée comme si une divinité venait, au gré de ses caprices et de ses humeurs, la déposer – ou pas ! – dans l'esprit des nourrissons d'un coup de baguette magique !

Mais Georges Campioni le savait : il avait du caractère parce qu'il était un *être culturel*, un être qui se savait être, fondamentalement, un maillon de la culture des hommes et des femmes, cette culture qu'ils enrichissent et se transmettent depuis l'aube des temps. Lorsqu'il parlait, il ne faisait que donner vie à tous ceux qui l'avaient précédé, à tous ceux dont il se savait toujours l'héritier et le gardien. Par sa voix ne parlait pas un seul homme, lui, isolé des autres, perdu dans le temps, mais des milliers et des millions d'autres artisans de cette culture dont il se savait le porteur de voix, lui parmi eux, lui avec eux ; lui avec ceux du passé, lui avec ceux de son temps, lui vers ceux qui viendraient après son temps. Voilà pourquoi, lorsqu'il parlait, « il avait du caractère ! » Parler au nom de millions d'autres donne une force extraordinaire, fonde « un caractère ». Non ! le caractère n'est pas inné, il n'est pas un « don naturel », il n'est pas la source de la culture : c'est la culture humaine et se savoir être un maillon de cette culture qui crée le caractère, qui fait que « l'on n'est pas seul » lorsque l'on parle, qui fait que « l'on est porté par plus que soi », qui fait que l'on est tout ce que nous sommes, nous, des *êtres humains*²⁹⁸.

Georges Campioni devint militant communiste, et même élu. Jamais satisfait de « la pensée unique », toujours révolté par le suivisme, par le conformisme, y compris au sein

²⁹⁸ Jean-claude Ameisen commence son émission sur France inter (sur les épaule de Darwin) par cette phrase attribuée à Bernard de Chartes : « Si nous sommes capables de voir tant de choses, si nous sommes capables de voir si loin, ce n'est pas parce que nous sommes d'une si grande taille, c'est parce que nous sommes assis sur les épaules des géants, sur les épaules de ceux qui nous ont précédés ».

de son propre mouvement. Il peignait, jouait de la clarinette, construisait et dessinait des maisons, sculptait les formes dans son atelier, gravait le monde de ses émotions, lisait les livres, écoutait Brassens et Ferrat, Brel et Ferré, Mozart et Sidney Bechet... et par la voix et les mots, toujours il transmettait la culture des hommes et la conscience de cette culture : celle de la littérature, celle de l'histoire politique, celle de la République, celle de la cuisine²⁹⁹, celle du bricolage et de bien d'autres « choses humaines » qui fondent des êtres libres, revendiquant leur conscience et leur autonomie, refusant la docilité et voulant la paix. Il transmettait ses gestes et ses idées, ses colères et ses amours, et d'aucuns savent que si l'un de ses fils s'arrêta de travailler pendant sept ans pour élever ses enfants (à une époque où ce rôle est encore trop souvent celui « naturellement » dévolu aux femmes) la raison est à chercher dans « ce refus de la pensée unique » qui dicte encore que seules les mères peuvent s'occuper des enfants ; une idée machiste qu'il avait refusée de pratiquer au sein de son couple. De même, à une époque où la virilité imposait que « pour être un homme, il ne fallait pas pleurer », il expliquait à ses fils que seuls les vrais hommes savent pleurer et exprimer leurs émotions.

De son enfance à lui, il se rappelait un soir triste de 1942, dans Marseille assiégée, où il avait vu son père, ce fils d'immigré italien, aller au fond du jardin pour y enterrer un fusil.

Enfant dans les rues de la cité phocéenne, Georges Campioni avait été un de ces « sales babis » venus « prendre le travail aux bons Français »³⁰⁰. Rien qu'au XXe siècle, il devait

²⁹⁹ Entre autre les poivrons marinés à l'huile, les tripes à la provençale, les spaghetti bolognaise revenus à la poêle avec du fromage de chèvre, et l'art de cuire les œufs au plat à l'huile d'olive dans un caquelon en fonte.

³⁰⁰ Un « babi » est un crapaud en occitan ; langue dont le provençal est très proche.

y avoir également « les juifs », « les noirs », « les arabes », aujourd’hui les sans-papiers et les pauvres qui « profitent du système social et coulent le pays ». Contre la bêtise et le nationalisme droitier, Georges Campioni avait pris l’engagement de la culture, de cette République venue de 1789 et des luttes du XIXe siècle pour le partage, la paix, l’émancipation humaine et l’autonomie de l’individu citoyen.

Quittant sa Provence natale pour monter, bien à contrecœur, « à la capitale », il y avait découvert contre toute attente « une ville-monde où tout vient à soi ! Où tout amène la culture, les idées et la parole des hommes. » Une leçon de vie, disait-il, qu’il gardera toujours ! et il ne cessera de fustiger ces hommes et ces femmes qui pensent qu’ils n’ont plus rien à apprendre ou à changer une fois l’enfance passée, qui pensent qu’ils n’ont plus rien à voir de nouveau (sauf pour se divertir), qui pensent qu’ils ne sont pas capables de se grandir et qu’ils « n’ont rien à devenir de plus que ce qu’ils sont déjà ».

« Un homme ça se construit toute sa vie ! »... avait-il inscrit sur un mur de son atelier...

Au début des années 1950, ce fils de chauffeur de tramway avait fini par devenir « ingénieur météo ». Là aussi, il était de ceux qui avaient compris que le groupe et le collectif est « porteur de plus que soi », que la construction d’un projet donne force et audace à l’individu. Au sein de la « météo », il était de ceux qui avaient construit un service public, ensemble, comme des hommes et des femmes se réunissent par le lien social pour construire cette maison commune au service de tous, dans l’intérêt général, pour plus de joie et de paix à chacun. Contre l’idéologie de l’individualisme forcené, il avait compris que lien social et lien affectif ne s’opposent pas ni ne se remplacent l’un l’autre, mais il savait que sans lien social, l’individu est seul, affaibli, voué à la domination. Toute sa vie, il défendra « l’esprit du service public » sachant quelle alternative de société cette vision du monde représente contre le capitalisme et l’intérêt privé et particulier de quelques-uns.

Se réunir, se lier socialement à autrui, c'est se donner la possibilité d'imaginer et créer ce qui n'existaient pas jusque-là...

Dans le Paris de Mai 1968, il s'était emmuré avec un collègue à lui dans la salle du poste émetteur de la météorologie nationale qui était alors, avec l'antenne de Radio France (ORTF), le seul émetteur capable de couvrir toute la France métropolitaine... Il avait également manifesté et investi un ministère³⁰¹... Il avait défendu les droits des femmes, refusant de les réduire à l'état de mère et trouvant absolument indigne qu'une femme doive fournir l'autorisation écrite de son mari pour avoir son propre compte bancaire et son chéquier³⁰².

Combien de femmes pensent aujourd'hui que leur liberté leur est acquise pour toujours... ?!

Il se disait « à la fois méridional et parisien », enfant du monde, « citoyen du sol qui le nourrissait », il se plaisait à dire que « *Campioni* » ne voulait pas simplement dire « champions » en italien, mais signifiait en réalité « petit champion défenseur des faibles ». En être culturel, en être *humain*, il chargeait le monde de signes... lui donnait du sens, de l'affect, des horizons, de la poésie.

Et durant cette guerre honteuse contre la liberté d'un peuple voulant s'émanciper, avec d'autres, il était allé empêcher les trains du contingent de partir pour l'Algérie...

Un jour, après la mort de son père, il avait appris que celui-ci, de 1942 à 1944, transportait des messages cachés dans la pompe de son vélo, et qu'il partait faire « ses » courses avec un pistolet dans sa sacoche (le dit-pistolet ne contenant qu'une seule balle...). Seule la transmission de la culture fait de nous des êtres humains...

³⁰¹ Ministère de l'Intérieur ou de la fonction publique, nous n'avons pas pu savoir.

³⁰² Cette loi sera abolie en 1967. Aujourd'hui, les centres IVG ferment les uns après les autres...

Refus de la pensée unique, révolte contre les injustices, lutte pour l'émancipation humaine et l'autonomie... La culture rend libre car elle porte l'individu qui se sait être un maillon de la chaîne. Elle le porte à devenir plus que lui-même, elle le porte à apprendre, elle le porte à être ces millions d'autres dont il est l'héritier, elle le porte au-delà de lui, elle propulse l'individu vers l'émancipation, vers sa projection sur le monde. Elle le fait devenir ce qu'il est... C'est aussi cela la culture que Georges Campioni transmettait à ses enfants en les soignant et en leur racontant cette histoire de la Commune de Paris, une histoire oubliée des livres officiels, « oubliée de la pensée unique », parce que la culture est susceptible de donner des idées et de faire des femmes et des hommes libres et debout.

Voilà peut-être pourquoi cet homme aimait tant le rugby ! Cette histoire d'une balle que l'on porte contre soi, contre son corps, de ces deux mains, et contre son cœur. Cette balle même pas ronde ! qui meurt lorsqu'elle tombe à terre ou lorsqu'elle échappe des mains. Cette balle qui ne vit que lorsqu'on la porte, que lorsqu'elle se transmet d'homme à homme... d'une main à une autre main... Cette histoire d'une balle que l'on tient de ceux qui l'ont portée avant nous, qui n'existe que parce qu'on l'a reçue comme un don. Cette balle que l'on fait progresser en avant, que l'on porte le plus loin possible ! et puis, qu'à un moment, en se retournant, on transmet à d'autres pour qu'à leur tour ils puissent accomplir leurs actes et la porter plus loin, vers cette « terre promise ».

Il aimait le rugby. Il aimait la culture des hommes.

Contre le statut ultime de l'artiste médiatiquement proclamé, il aimait peindre, jouer de la musique, sculpter, écrire, graver, charger de signes. Curieux de tout, il pensait que la création et le goût sont l'affaire de tous et que, contre la société de consommation placide et fade, on se nourrit en créant, en sortant de soi-même, en se fouillant « pour mettre au monde » une partie ignorée de soi. « En créant, on se crée soi-même... »

Et contre la société techniciste et la rationalité économique qui ne s'intéresse qu'aux moyens d'atteindre un but sans jamais questionner ce but, il prenait l'outil qui sert la main de l'homme contre la machine qui asservit : d'un burin, d'un ciseau à bois, d'une truelle, d'un feutre, il chargeait le monde de signes humains et intimes. Sur la toile, il cherchait l'esthétique d'une ronde d'amants ou d'un jongleur. Sur les murs il écrivait des poèmes, des histoires de mouches (qu'il n'aimait pas) et d'araignées qu'il laissait vivre dans son atelier (parce qu'il n'aimait pas les mouches...), il y laissait des mots d'amour pour sa compagne, des mots de tendresse pour ses enfants et pour son chien libertaire qui lui ramenait des os dont il faisait des statues de deux mètres, pour ce qu'il aimait.. pour ce qui le révoltait... Il écrivait, disait-il, « des mots sur les murs pour que les murs ne soient pas une fin, mais le début d'un nouveau monde ».

Georges Campioni s'est éteint dans le crépuscule du 2 septembre 2011, non pas des suites directes de son cancer, mais du fait que – par l'orientation actuelle de la société au seul profit d'une infime minorité – le service public de la cinquième puissance mondiale ne dispose plus aujourd'hui des moyens suffisants, en personnel et en matériel, pour soigner correctement les patients afin qu'ils puissent continuer à vivre dignement.

Contre sa volonté, il n'est pas parti comme il l'avait toujours souhaité : dignement, sans souffrance pour lui et ses proches, assis dans sa Provence, sous un olivier près de la Durance, un pinceau entre les mains. Il est mort dans le froid et le gris aseptisé d'une chambre d'hôpital ; dans l'odeur des détergents et le bip stérile des machines, sans parfums, sans couleurs... sans un poème sur un mur... sans même le bruit du vent dans un arbre. Recevant des doses minimales de morphine pour le faire durer, le corps médical tentera de l'attacher pour qu'il cesse de se débattre et de vouloir partir ; et ceux sont sa femme et ses enfants, impuissants, qui le veilleront nuit et jour, défendant qu'il est inhumain de faire mourir un homme attaché, et doublement pour un homme qui s'est battu toute sa vie pour la liberté de l'individu ; et pas uniquement la sienne... celle de tous les autres.

Georges Campioni s'est éteint ; et avec lui, son rire, ses colères, son regard clair sous ses sourcils broussailleux, sa barbe, les couleurs de ses pinceaux et sa lecture quotidienne de l'Humanité, le journal fondé par Jean Jaurès.

Son âme n'est allée nulle part, car en bon matérialiste, il ne croyait « en aucun conte religieux, ni aucun arrière monde » ; il en est ainsi comme il le voulait.

Pour un temps, son souvenir est encore vivant dans les cœurs de ceux qui l'ont connu et aimé, jusqu'à ce que la mort les prenne à leur tour ; il en est ainsi tels que nous sommes.

Egalement, tel qu'il l'avait toujours voulu, le vent du Nord est venu, froid et furieux, prendre ses cendres. Et de ses mains innombrables, en hurlant, il les a captées du sommet du Ventoux pour les semer sur toutes les terres de sa Provence, où poussent le thym et le romarin, les grands oliviers et la lumière de Cézanne... où reposent les bleus de Picasso ; là-bas... sur les bords de sa Durance où il avait toujours souhaité remercier la vie.

Enfin, ses idées, avec ses gestes et ses mots, font désormais partie de la culture des hommes et des femmes ; cette culture dont il se savait être un maillon de la chaîne immense ; cette culture commune dont il se savait être un héritier, un gardien, un contributeur et un transmetteur ; cette culture dont il savait qu'elle rend les hommes et les femmes libres. Et tous ses mots et tous ses gestes vivront aussi longtemps que cette culture commune des êtres humains se transmettra de main en main... comme il en est ainsi depuis l'aube de l'Humanité... depuis la taille des premiers silex... depuis le premier geste de paix.

Et pour cela, il en est tel que Georges Campioni l'avait toujours voulu.

Ce livre et ce qu'il contient est dédié aux gestes et aux mots qui ont été les siens et qui font désormais partie de cette culture que nous nous transmettons et qui fait de nous des êtres humains libres, aimants et debout.

*les militants de l'UFAL
qui ont participé à ce livre*

388

Chapitre 4

Lexique et bibliographie pour nous autres curieux !

390

13. Lexique à usage pratique

391

Précision : Ce lexique d'environ 40 termes est constitué à la fois dans une visée d'éducation populaire et pour servir de base commune aux échanges pour éviter des confusions de langage. Les explications sont reliées entre elles pour proposer une trame et servir d'outils d'analyse. Bien entendu, il ne se veut pas définitif et vise d'abord et avant tout à produire du débat.

Termes :

Autonomie / monde vécu
Biens de l'humanité
Capitalisme cognitif
Capitalisme fordiste
Capitalisme vert
Communautarisme
Consumérisme
Croissance verte
Décroissance
Deep ecology
Développement contradictoire
Écofascisme
Écologie politique
Écologie sociale
Économie politique (critique de)
Économisme
Environnement (artificiel et naturel)
Environnementalisme
Gratuité
Green business ou économie verte
Intérêt général / intérêt particulier
Laïcité
Lien affectif / lien social (réseau social)

Malthusianisme
 Mineurs sociaux/mineurs politiques
 Numérique
 Obsolescence programmée
 Paradigme
 Production/PIB
 Productivisme
 Productivité
 Prolétarisation
 Propriété d'usage (patrimoine d'usage)
 Propriété lucrative (patrimoine lucratif)
 Salaire universel / Revenu universel
 Richesse humaine/valeur économique
 Scientisme/« technoscience »
 Sphère financière
 Technique « ouvertes » et techniques « fermées » (ou
 « hétéronomes »)

Autonomie / monde vécu :

En écologie politique, l'autonomie ne désigne pas le fait de vivre comme un ermite ou de tout faire tout seul ! Cette image d'Épinal stupide a été développée et utilisée pour disqualifier les propos de l'écologie politique (de même que l'image de l'écolo qui retourne vivre dans une hutte et qui s'éclaire à la bougie). L'autonomie n'est pas l'autarcie.

L'autonomie d'un individu réside dans ses capacités à penser sa vie, à en être pour une large part le maître d'œuvre dans ce que l'on appelle le « monde vécu », c'est-à-dire le monde qui l'entoure quotidiennement. Les capacités à l'autonomie sont nombreuses : perception de soi et des autres, échanges affectifs, capacités à maîtriser les connaissances et les outils qui nous environnent, capacité à communiquer et échanger, esprit critique, possibilités d'apprentissage et d'initiatives, possibilités d'évoluer et de faire évoluer, possibilité de transmettre, possibilité de marquer le monde qui environne, etc.

Une action est généralement dite « autonome » lorsque la finalité première de l'action réside dans la réalisation de l'action en elle-même et non dans ce qu'elle pourra permettre d'obtenir une fois réalisée (son produit final). Une même action peut donc être « autonome » ou non suivant la manière dont elle est pratiquée, le contexte où elle prend place. Ce contexte et cette manière sont fonction de l'hétéronomie qui elle s'oppose à l'autonomie au sens où le but d'une action dictée par l'hétéronomie n'est pas dans la réalisation de l'action en soi, mais dans ce que va permettre d'obtenir le résultat final de l'action.

Très souvent, l'action imposée par la sphère hétéronome a pour caractéristique que l'individu qui la fait n'en a pas la maîtrise : on ne lui demande pas de comprendre, de participer, d'améliorer ou de prendre des initiatives, mais d'exécuter. C'est l'exemple du montage à la chaîne : le travail sur un poste de montage ne permet pas de comprendre la globalité du processus, ni la finalité de la production (hormis le fait de produire de la valeur économique pour un actionnaire).

Contrairement aux idées reçues, l'écologie politique explique que l'hétéronomie est un élément incontournable dans une société moderne ! Mais que la conséquence directe de cela est que la question centrale est donc sa gestion au sein de la société : l'hétéronomie doit être gérée pour être la moins délétère individuellement par rapport aux capacités à l'autonomie des individus et les productions issues d'un contexte hétéronome ont pour but de fabriquer des outils permettant l'expression des capacités à l'autonomie. Le travail est donc à revoir pour que son organisation, sa direction, sa pratique et sa finalité favorisent l'autonomie.

Il en découle que l'aspect délétère du travail à la chaîne ne réside pas dans la seule cadence, mais bien dans cette organisation à la chaîne qui enchaîne des postes où l'individu se voit dicter quels doivent être ses comportements, ses gestes, ses pensées. C'est la distinction entre une « machine » et un « outil » : l'outil prolonge la pensée de celui qui s'en sert, la

machine domine physiquement et psychiquement l'opérateur en le mettant à son chevet. Ainsi, la technique de production est directement mise en cause car c'est elle qui favorise l'hétéronomie et la prolétarisation est le phénomène qui, via l'hétéronomie, a pour but de détruire les capacités à l'autonomie chez l'individu.

Enfin, le « monde vécu » est le monde du quotidien de l'individu, celui dans lequel les actions autonomes peuvent être accomplies, celui sur lequel l'individu peut avoir prise et qu'il peut donc créer à sa mesure, suivant son expression personnelle et « le charger de signes », c'est-à-dire lui donner du sens pour l'individu. La perception et la maîtrise du monde vécu sont donc primordiales dans le sentiment de liberté, dans la maîtrise de sa vie, dans le sentiment de bonheur.

L'écologie politique a mis en évidence que le processus de prolétarisation s'exerce également dans le quotidien hors du cadre du travail lorsque l'on entoure l'individu d'objets et de normes qu'on lui impose sans qu'il puisse en décider la finalité, sur lesquels il n'a pas prise, qu'il ne peut utiliser que pour un seul type de fonctionnement qu'il n'a lui-même pas décidé (mais que d'autres ont décidé pour lui). D'une manière générale, l'objectif du processus de prolétarisation vise à faire en sorte que l'individu soit dans l'incapacité d'être « autonome » et qu'il devienne dépendant pour vivre son quotidien : c'est à dire dépendant de ce que d'autres personnes lui diront de faire ou ne pas faire, via les objets du quotidien, via les normes ou des règles. L'individu n'est alors plus capable d'initier, de créer, d'inventer et de transmettre.

Biens de l'humanité ou « communs » :

L'intérêt général est beaucoup plus difficile à traiter que l'intérêt privé. En effet, c'est un concept plus abstrait qui intéresse « tout le monde », et donc « personne en particulier ». Plus les problèmes sont abstraits et globaux, plus ils sont difficiles à cerner, donc à traiter et à assimiler par les citoyens. De manière claire, des groupes de pression sectoriels ont une

très bonne notion de ce que sont leurs intérêts et, souvent, de la manière de les faire progresser. Mais la gestion des « biens communs de l'humanité » est beaucoup plus difficile, déjà du fait qu'elle recouvre un nombre de « biens » très différents les uns des autres. Elle pose notamment le fait de mettre fin à une notion globale de la propriété pour y discerner notamment la « propriété lucrative » de la « propriété d'usage ».

Parmi les biens communs, on trouve l'eau, l'espace, le génome humain, le patrimoine génétique des plantes et des animaux, mais aussi le patrimoine culturel, les informations dites du *domaine public*, les idées, les faits bruts, etc. Dans le domaine directement social, les biens communs recouvrent également l'écriture, la lecture, le langage, mais aussi la santé ou l'énergie. On voit donc que cette notion de « biens communs » ou de « communs » est très vaste, et que pour l'appréhender, l'approche économique n'est pas la bonne et que c'est une approche éthique qui est seule à même de poser la base fondamentale et tout cela doit être désormais traité comme un sujet politique essentiel, c'est-à-dire un sujet touchant à la *chose publique mondiale*³⁰³.

Un exemple : pour être dans une direction autre que celle du capitalisme, un chantier tel que celui de la propriété intellectuelle doit être traité, non pas seulement d'un point de vue juridique ou commercial, mais d'un point de vue éthique et politique. Or, nous avons sous nos yeux des domaines où la gestion de la connaissance est déjà en lutte contre le capitalisme : l'un d'entre eux est celui de la recherche publique où les chercheurs publient sur le domaine public et ont la reconnaissance de la paternité de leurs travaux sans que leurs publications ne soient considérées comme une propriété lucrative. L'alternative est donc toujours à côté de nous. Ainsi,

³⁰³ Le Site framablog y consacre un dossier, ainsi que la revue écorev n°39 (sortie début 2012).

<http://www.framablog.org/index.php/post/2010/04/30/les-biens-communs-espoir-politique>

de toute évidence, cette notion de « biens communs » est encore en construction, mais elle est d'une très grande richesse pour ouvrir les vues transverses et nous montrer les alternatives déjà opérantes aujourd'hui autour de nous.

Capitalisme cognitif :

Une des dernières grandes évolutions du capitalisme date des années 70 durant lesquelles les développements de l'informatique et de l'automatisation sont tels que les gains en productivités font chuter le taux de profit. Dans le capitalisme fordiste, la rente était plus ou moins « indexée » au coût de production d'un objet. Au cours des années 70, l'augmentation considérable de la productivité rend ce capitalisme caduc (il y a donc réduction de la rente !). Il faut alors un nouveau moyen pour assurer la rente. Le « capitalisme fordiste » mute en donnant naissance à la « sphère financière » (qui concerne les capitaux) et au « capitalisme cognitif » (pour ce qui concerne la production des biens matériels et ce que l'on appelle le consumérisme). Deux raisons et/ou définitions sont à fournir pour le capitalisme cognitif :

- 1- La production de valeurs marchandes va se concentrer sur l'innovation, la création, la nouveauté. Il s'agit de créer de plus en plus de neuf pour toujours plus stimuler l'achat (donc la rente financière). Ce capitalisme est donc dit « cognitif » parce que la valeur marchande est de plus en plus issue de l'innovation, de l'idée, « des brevets », etc., et de moins en moins des gains de productivités.
- 2- Le capitalisme développe un travail de plus en plus intensif sur l'inconscient des individus (sur leurs mécanismes mentaux qui échappent à leur conscience) dans le but de les rendre accros au neuf, à la nouveauté. Ceci afin de maintenir les ventes, donc les rentes. Ainsi, un produit fabriqué pour 5 euros peut être vendu 150 euros simplement parce que l'on aura convaincu des millions de gens (via les médias et le travail sur les inconscients) que ce produit est indispensable à leur

construction identitaire (il est ce qu'il faut pour « être » séduisant, apparaître fort, puissant, attracteur, être quelqu'un qui « réussit sa vie », un « gagnant », etc.). Que l'on pense aux marques de sport, aux appareils électroniques (téléphones portables par exemple), aux voitures, etc. C'est l'orientation consumériste du capitalisme cognitif.

Ceci à plusieurs effets notables :

- 1- La qualité et la durabilité des produits chutent (il s'agit de faire en sorte que les gens les rachètent souvent). Voir l'obsolescence programmée.
- 2- Les produits deviennent irréparables pour éviter que les gens puissent les arranger, donc qu'ils se dispensent d'acheter et ainsi sortir du mécanisme capitaliste.
- 3- La production s'oriente vers le superflu et délaisse les produits simples et nécessaires car la marge de plus-value y est fortement limitée. Cette réorientation se fait au détriment des populations pauvres qui n'ont plus la possibilité d'acheter un produit simple et utile (donc peu cher), mais seulement des produits superflus, compliqués, irréparables et chers.
- 4- La valeur marchande d'un produit n'a plus rien à voir avec sa valeur d'usage (qui est liée à sa fonction), mais elle devient de plus en plus sa « valeur d'échange » (qui est fabriquée de toutes pièces par le travail sur la cognition des individus via publicité, média, etc.).
Attention : Marx a montré (entre autres...) que cet écart entre la valeur marchande et la valeur d'usage est un signe de crise très grave (économique, mais également éthique car les repères pour évaluer l'importance de quelque chose se trouvent être complètement faussés).

Pour beaucoup plus de compléments sur ce sujet : voir « l'analyse gorzienne de l'évolution du capitalisme » de Carlo Vercellone disponible sur le site :

<http://ces.univ-paris1.fr/membre/seminaire/heterodoxies/>

Capitalisme fordiste :

Évolution du capitalisme attribuée à Henry Ford qui a compris, vers 1910-1920, que le capitalisme du XIX^e ne pouvait pas survivre davantage : trop de productions et plus assez d'acheteurs potentiels.

Henry Ford applique les thèses de l'ingénieur Taylor (rationalisation de la production et travail à la chaîne) ; et sous la pression ouvrière face à des conditions de travail insupportables, il augmente considérablement les salaires. Ceci entraîne le fait que les produits fabriqués vont devenir accessibles au plus grand nombre. Suite à cela, le capitalisme change ses orientations en produisant des biens accessibles à une majorité de gens. Se développe parallèlement à cela l'industrie des relations humaines à partir de 1917 (autrement dit la publicité et la propagande) : c'est la naissance du consumérisme dont le but est l'endoctrinement des individus dans la société de consommation via leurs mécanismes inconscients. Pour source : on pourra regarder qui est Edwards Bernays, double neveu de Freud, qui va utiliser les découvertes et conclusions de la psychanalyse (rejetées par le marxisme tout au long du XX^e siècle) et les utiliser pour endoctriner les individus, forger le consumérisme.

Capitalisme vert :

Il s'agit de la réponse du productivisme et du capitalisme à la double crise écologique-économique. L'idée du « capitalisme vert » est de transformer la menace environnementale en un nouveau champ d'extension du capitalisme : il s'agit de mettre en place des mécanismes économiques et financiers pour tirer profit des actions d'évitement et du traitement de la pollution et des déchets – en

faisant payer les gens pour la dépollution, le retraitement des déchets du productivisme, la préservation de leur écosystème et de leur santé, etc. – ou en mettant la main sur les biens communs de l'Humanité pour tirer profit de leur marchandisation. Le capitalisme vert n'est donc absolument pas porteur d'un projet politique alternatif ou différent de celui en vigueur actuellement pour la société et les individus qui la composent ! Il tente simplement de prolonger le système de développement productiviste actuel en postulant que les contraintes écologiques sont de nouvelles possibilités d'activités marchandes (et donc une source de croissance, d'où les termes « croissance verte » ou « green economy »). Notons que la sociale démocratie (PS) est favorable au capitalisme vert.

En somme, le « capitalisme vert » repose toujours :

- 1- Sur le maintien du paradigme de l'ère industrielle (donc de la vision productiviste du développement humain), qui postule que le développement « normal » et « naturel » de tout individu est dans l'exploitation du monde vivant, l'accroissement sans limites de la valeur marchande produite, et l'atomisation sociale où la concurrence entre individus est la norme.
- 2- Sur le maintien du consumérisme et de la pression sur l'environnement (car pour que l'activité « verte » dure et prospère, il faut que la pollution et la destruction écologique perdurent également).
- 3- Sur les inégalités sociales, puisque seules les personnes les plus riches pourront se payer des services de retraitements, de dépollutions et d'assainissements acceptables. Les pauvres ayant droit, dans le meilleur des cas, à des services au rabais, ou à rien du tout.
- 4- Sur l'appropriation des biens communs de l'humanité : air, eau, semences...

Du point de vue calcul politique, la protection de l'environnement – souvent déguisée en « écologie politique » – permet aux personnes qui s'en revendiquent de se donner une caution morale et une image de respectabilité auprès des

citoyens, alors qu'en réalité leur but est de ne jamais remettre en cause le système qui opprime les individus et détruit leur société. La protection de l'environnement opère ici comme une dépolitisation de la vie publique car il est possible de préserver et sauver l'environnement tout en faisant vivre les populations dans les conditions les plus épouvantables.

Le capitalisme vert est donc totalement opposé aux options de l'écologie politique qui, elle, vise un changement radical de société pour lutter contre les sources de dégradation de l'écologie – c'est-à-dire la qualité de vie individuelle et la construction sociale au sens large – telles que le productivisme et son complément, le consumérisme.

Complément : on pourra lire l'article d'André Gorz « Notre écologie et la leur » (publié en... 1974 !).

Communautarisme :

La vision communautaire de la construction sociale pose que l'individu n'a pas de lien direct avec le cadre général et commun à tous (géré par l'état), mais qu'il est lié à une communauté particulière, et que l'état n'est là que pour gérer le bon ordre entre les communautés qui ont chacune leurs règles et lois particulières. Plusieurs aspects découlent de la vision communautariste pour la construction d'une société :

- 1- Apparition d'un droit communautaire qui se substitue à la justice égalitaire pour tous (cas des tribunaux islamiques en Angleterre par exemple, ou de la dépénalisation de certaines pratiques parce que relevant d'une croyance). Car l'individu ne vit pas dans un état, mais au sein d'une communauté (qu'il n'a pas choisi à sa naissance !).
- 2- Les droits d'un individu sont différents suivant qu'il appartient à telle ou telle communauté (par exemple : politique différenciée des quotas) ou à telle classe sociale.

- 3- Un individu n'a pas d'existence propre s'il n'appartient pas à une communauté puisqu'il n'a pas de lien avec l'état et que seules les communautés sont aptes à dialoguer avec l'état.
- 4- Le relativisme culturel rend inattaquables les dogmes et pratiques d'une communauté du moment qu'elles restent encloses au sein des membres de cette communauté (inégalité homme-femme, inégalité sociale, pratiques et dogmes, etc.). Par exemple, les dogmes peuvent apparaître dans l'éducation des enfants. Rappelons qu'en Grande Bretagne 45 % des gens pensent que le créationnisme est tout aussi valable que la théorie de l'évolution des espèces, ils sont 56 % aux USA et 35 % en Allemagne (on mesure à ces chiffres l'importance d'une école publique disposant des moyens nécessaires à sa mission).

Conséquence majeure : l'individu participe au destin commun au regard de sa communauté d'appartenance (donc en regard de son passé, c'est à dire : ce qu'il n'a pas choisi en tant qu'individu puisque l'on ne choisit pas sa communauté à sa naissance). Ceci est à comparer au projet républicain laïque qui, lui, pose que l'individu est citoyen par le seul fait de sa volonté de participation à la vie commune et de l'acceptation des règles communes à tous. Donc le projet républicain laïque exclut de la citoyenneté toute notion d'origine, d'appartenance, de sexe ou de traditions liées au passé de l'individu pour ne garder que sa volonté de participation, donc sa volonté de construction du futur. De fait, l'identité française est politique.

Enfin, les religions, en tant qu'organisations pouvant structurer des communautés autour de leurs pratiques, sont très favorables à une vision communautariste (désignée aussi par « laïcité ouverte », qui est concept créé par le Vatican et simplement repris par Nicolas Sarkozy). La construction communautaire permet au pouvoir religieux (parce qu'il est

représentant d'une communauté) de venir rejouer un rôle dans la vie politique et d'imposer ses lois particulières à tous.

Consumérisme :

Le consumérisme n'est pas entendu ici comme étant la défense de l'intérêt des consommateurs ou un synonyme de la société de consommation.

Le consumérisme est un aspect de l'orientation que prend le capitalisme au début du XXe siècle et que l'on doit principalement à Henry Ford et Edwards Bernays. Le capitalisme libéral du XIXe produisait des produits qui, dans les faits, n'étaient accessibles que pour une minorité de la population (qui avait les moyens de les acheter). Henry Ford comprend que ce système va se heurter à ses capacités de productions qui sont en perpétuelle extension (productivisme oblige). Il modifie donc sa production pour s'ouvrir de nouveaux marchés : il produit des objets accessibles à ses propres ouvriers (grâce entre autres au crédit bancaire...).

Cette réorientation n'est pas automatique, au sens où les populations ciblées n'ont alors aucun réflexe d'achat hormis pour ce que couvre le nécessaire. Cette réorientation du capitalisme est donc également due au développement de la propagande organisée par d'Edwards Bernays qui crée aux USA, en 1917, l'industrie dite « des relations publiques » (la publicité, la propagande, etc.) en utilisant pour cela les réflexes psychologiques humains et les connaissances en sciences cognitives. Il transforme donc les usages, les habitudes et les réflexes pour créer des repères et des réflexes d'achat. La base fondamentale de ce travail d'éducation des masses repose sur le réflexe de construction de l'identité individuelle – réflexe que possède chaque individu normalement constitué – et qui est détourné de manière à faire en sorte que l'achat et la possession soient, en eux-mêmes, les éléments de la construction de l'identité individuelle. La première conséquence est cette distinction entre « la réclame » (qui présente un produit) et « la publicité » (qui présente ce que l'on peut devenir si l'on possède ce produit). La distinction est colossale au sens de

l'instrumentation du psychisme (qui vise souvent les plus jeunes). Le consumérisme s'impose donc sur des bases qui ne relèvent pas de la rationalité économique de l'individu, mais de son psychisme qui est détourné. Dans les faits, il s'agit de l'extension du paradigme de la classe bourgeoise au plus grand nombre.

Notons que le consumérisme, en tant qu'élément désormais inséparable du capitalisme fordiste, se place donc sur le plan éthique (au sens des valeurs de vie de l'individu) et de la culture (au sens des valeurs d'une société toute entière) : il amène à créer une vision de la réussite de la vie individuelle et sociale uniquement basée sur l'achat et la possession qui sont désormais les seuls critères aptes pour se définir en tant qu'individu et en tant qu'être social. Le but de cette mécanique est simple : rendre les individus dépendants de la consommation pour se sentir exister.

Là encore l'alternative au modèle du capitalisme n'est pas à inventer de toutes pièces puisqu'autour de nous, d'autres modes de construction de l'identité existent et sont déjà à l'œuvre (culture, échange, affections, projet, création, etc.) ; l'alternative passe donc par le fait de reconnaître à ces options leurs capacités alternatives dans le domaine de la construction de l'identité, et à les mettre en avant en tant que telles.

Enfin, l'analyse du consumérisme renseigne sur qui en parle. Les positions environnementalistes sont reconnaissables au fait qu'elles reposent sur une analyse des modes de vie – c'est-à-dire une analyse de fin de chaîne qui fait l'impasse sur la production et son organisation sociale – et elles insistent donc sur la culpabilisation du consommateur qui est « responsable ». A contrario, les thèses d'écologie politiques reposent sur l'organisation et la nature de la production, donc sur des analyses en amont dans lesquelles l'individu (consommateur) est avant tout une victime pilotée pour être au service des intérêts des dominants.

Croissance verte :

Voir « capitalisme vert ».

Décroissance :

Le terme de « décroissance » vient des courants de pensée qui ont développé la critique du PIB posé comme étant « l'indicateur de richesse » et le dogme de la croissance du PIB comme signe de bonne santé d'un pays ; c'est donc en partie une critique du productivisme qu'il soit sous une forme de type capitaliste ou de type soviétique. Le terme de « décroissance » a été choisi non en raison d'un projet de société visant à faire décroître le PIB, mais pour affirmer la nécessité de sortir du dogme de la « croissance » (dé-croissance donc...).

Hélas, dans le mouvement de la décroissance se retrouvent quantité de courants de pensées, d'associations, voire de partis politiques, de tous bords, qui ont pour seul trait commun de ne plus vouloir que la croissance du PIB soit l'indicateur qui guide les politiques publiques.

Outre que l'avenir doit s'envisager sur un mode positif, le problème est que cette seule base programmatique est bien trop vague pour permettre une identification claire d'une direction politique alternative ; et dans le « mouvement de la décroissance » se côtoient aussi bien des militants de gauche convaincus d'écologie politique que des partisans du malthusianisme ! Aussi bien des laïques que des communautaristes politiques, etc.

Face à cette diversité d'opinions politiques, il est souvent impossible de définir quel est le programme politique de la décroissance. Donc il est difficile de dire si l'on est, ou non, « un décroissant » !

Nous avons préféré être prudent dans cet ouvrage en ne nous définissant pas par rapport à la décroissance car même si, de toute évidence, le débat sur ce thème est fécond et que la critique du PIB doit être effective, l'objectif est de dépasser la négativité de la critique pour proposer une alternative de société solide, c'est-à-dire des alternatives concrètes (qui donnent des exemples) portées par des fondements politiques solides et clairs.

Deep ecology (ou « écologie profonde ») :

Il s'agit d'un mouvement philosophique venu de Scandinavie, très proche de la « philosophie néotique ». Ce courant de pensée se base sur le fait qu'il faut considérer non plus une position anthropocentrique – l'homme au centre de la création et détaché du monde – mais considérer la totalité de la biosphère (dans laquelle l'homme est inclus).

Les points positifs : la deep ecology est intéressante sur le fait qu'elle critique la position judéo-chrétienne qui pose que l'homme est détaché du monde et qu'il peut en user à sa guise (donc elle s'oppose au productivisme). Elle propose aussi une vision où l'homme est un élément de la biosphère ; et c'est indéniablement dans cette voie qu'il faut regarder pour trouver un équilibre écologique pour le développement individuel et social.

Les points... négatifs : la deep ecology est proche de la métaphysique et des positions qui s'intéressent à la communication entre l'intellect humain et « l'intellect divin » ! ... ce qui pose le problème d'un retour en force du religieux dans la conception et la compréhension du monde (donc également de l'être humain). Par ailleurs, la tendance à considérer la biosphère – et uniquement la biosphère ! – conduit certains à des positions extrêmes sur le plan social – comme le malthusianisme ou le retour à une vie quasi-préhistorique – et sert également d'argument à des philosophies de vie extrémistes qu'un éco-fascisme pourrait imposer.

Donc attention ! Il convient donc de regarder la deep ecology et d'écouter les points que cette pensée soulève, mais de toujours garder un fort esprit critique face aux dérives – qu'elles soient philosophiques ou politiques ! – et de rester sur des positions laïques, républicaines et centré sur le bien-être des individus et le développement des sociétés humaines.

Développement contradictoire (du capitalisme) :

Ce terme est à inscrire dans la théorie de Marx, mais il a souvent prêté à confusion. Pour beaucoup de personnes, y compris parmi ceux qui se revendiquent comme étant

marxistes, il signifie que le capitalisme va à sa perte, à son autodestruction. Or, il ne s'agit absolument pas de cela. Ce que Marx explique c'est que durant le développement du capitalisme apparaissent des institutions, des outils, des organisations qui sont favorables au capitalisme, qui le cimentent, le rendent plus fort et assurent sa pérennité. Mais qu'à côté de cela, « contradictoirement » à son développement, le capitalisme développe des institutions, des outils techniques et des organisations qui sont des alternatives à son fonctionnement, qui sont donc aptes à porter « la contradiction » et une sortie du capitalisme.

Cette définition du développement contradictoire est une grille de lecture qui permet de rappeler que ce qui caractérise le révolutionnaire, ce n'est pas de faire table rase du présent pour installer un modèle alternatif, mais de savoir reconnaître, dans le présent, les institutions, les outils techniques et les organisations qui sont porteurs de potentialités alternatives au capitalisme et de les pousser en avant pour sortir du capitalisme.

Écofascisme :

Régime politique dans lequel seule prime la sauvegarde de l'environnement naturel au détriment des libertés des individus, voire de toute justice sociale. Il repose sur l'imposition de normes comportementales – aussi bien physiques que morales – dont le seul but est de sauvegarder l'environnement naturel.

Notons que l'écofascisme n'est pas incompatible, dans sa pratique, avec le capitalisme vert (à l'instar du capitalisme et du fascisme ou autres dictatures), et qu'il en est même l'aboutissement logique en cas d'aggravation des inégalités sociales. Nombreux sont les environmentalistes qui, ne traitant que superficiellement les questions d'écologie politique, sombrent dans la facilité et ouvrent la porte à des courants porteurs de dérives politiques gravissimes. L'environnement naturel n'est pas un alibi à la bêtise... et l'alternative sociale doit aussi être politique.

Écologie politique :

Courant de pensée écologique (auquel André Gorz a fortement contribué). La caractéristique première de l'écologie politique est de ne pas fonder la contestation du système actuel sur la dégradation de l'environnement naturel (comme le font les positions environnementalistes). Elle fonde sa critique sur la qualité de la vie individuelle et la qualité de la civilisation – ce qui inclue certes l'environnement naturel, mais aussi l'environnement artificiel, les techniques autour de nous, les transports, l'alimentation, la santé, la nature du travail, la production, le temps libre, etc. – et elle se focalise sur la critique du modèle actuel de développement des sociétés, à savoir le capitalisme et le productivisme ; c'est-à-dire la remise en cause le paradigme imposé par la classe bourgeoise depuis le début de l'ère industrielle.

407

Notons que sur le plan politique et associatif, beaucoup adoptent une position environnementaliste afin d'éviter d'avoir à prendre position contre le système actuel qui produit toujours plus d'inégalités sociales et misères humaines, tout en se dotant d'une caution morale (protection de l'environnement !).

Tout est lié dans une critique du système productiviste (qu'il soit de type capitaliste ou de type soviétique). Il n'y a donc pas une problématique économique juxtaposée à une préoccupation environnementale, mais une critique qui se fonde sur le fait que l'analyse de type écologique, appliquée à l'être humain, est l'étude des relations qu'un individu entretient avec lui-même (sa psychologie, ses sentiments, le plaisir de vivre, son mal-être, etc.), avec autrui (les proches, la société, les générations passées, avec le futur et sa conception de la transmission, etc.) et avec son environnement (naturel, mais également artificiel, c'est-à-dire celui né du travail des êtres humains). Cette application de l'analyse écologique aux êtres humains et à leur société est nécessairement « politique ». Et cette orientation politique est à même d'intéresser directement les classes populaires, ce qui est un élément très important dans la crédibilité politique d'un mouvement de

transformation sociale. Elle est l'écologie de l'écosystème humain dans son ensemble.

Écologie sociale :

Dans sa vision forte et radicale : il s'agit ni plus ni moins que de l'écologie politique.

Dans une vision superficielle : les liens entre une option écologique et la justice sociale ne sont pas faits. Il s'agit donc dans cette vision de l'écologie sociale d'imaginer une politique plus juste socialement – aides sociales, crédits pour l'éducation, etc. – avec en parallèle une orientation plus environnementaliste (économies d'énergie, etc.). Mais il n'y a pas de réelle compréhension de l'écologie politique qui explique que le véritable ressort écologique repose sur une transformation profonde de la structure sociale, c'est à dire avant tout du travail et de la société salariale, de l'appareil de production ainsi que la nature de cette production (voir « écologie politique » pour plus de détails).

Beaucoup d'associations et de courants de pensée très « bobo » sont hélas dans cette mouvance du fait d'une analyse superficielle de l'écologie politique (le mot « politique » fait peur...), ce qui a pour effet notable de positionner ces mouvements sur des options plus environnementalistes, de proposer des solutions fondées sur l'initiative individuelle et de ne pas comprendre les enjeux et les réalités sociales des couches populaires (c'est à dire 50 % de la population française !).

Économie politique :

Théorie économique à visée politique dont les principaux auteurs sont Adam Smith, David Ricardo et Thomas Malthus, lui-même à l'origine du malthusianisme, qui se construit dans le contexte de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle. Avec une montée de la classe bourgeoise revendiquant des droits politiques face à l'aristocratie, cette théorie économique est développée avec des visées politiques sous-jacentes au sens où elle expose que les propriétaires

terriens ne participent pas à la production de la richesse, et que seuls les investisseurs capitalistes et les travailleurs produisent. Il s'agissait pour la bourgeoisie d'imposer sa culture – relevant de l'économisme – et son emprise sur la société contre la noblesse et son monopole politique dans l'ancien régime. Dans ce contexte, cette théorie consiste notamment à expliquer que l'économie et la politique sont si liées que l'économie – chasse gardée de la bourgeoisie – suffit puisque la politique en découle (la totalité du pouvoir doit donc être détenue par la sphère économique, et c'est bien dans cette logique que s'inscrivent les capitalistes aujourd'hui). Malthus développera également des théories sociales d'une injustice incroyable, allant jusqu'à expliquer que pour des raisons économiques, il est nécessaire de laisser mourir les enfants dont les parents sont pauvres...

Dans cette lecture du monde totalement centrée sur l'économie, Ricardo explique notamment que le travail, tel que le définissent les capitalistes, est une donnée transhistorique, valable à toutes les époques, et qu'à ce titre le travail a existé depuis toujours et qu'il est la source de la richesse. Ce qui est une manière d'imposer la domination de la culture bourgeoise comme étant « naturelle » et liée à l'ordre des choses.

C'est contre ces idées que Karl Marx va publier « les *Grundrisse* » – ou « les fondements de la critique de l'économie politique » – et le tome 1 de « *le Capital* » (les autres tomes étant restés à l'état de brouillon). On parle alors du Marx de la maturité (pour distinguer des écrits antérieurs). Moishe Postone dans « Temps, travail et domination sociale » montre comment les travaux de Marx sont bien une *critique* de l'économie politique (et non pas une économie politique *critique*). Il montre notamment comment Marx explique, dans les *Grundrisse*, la nature historiquement spécifique du travail sous le capitalisme et que, contre les idées de Ricardo et les thèses de l'économie politique, Marx soutient que le travail sous le capitalisme n'est pas valable à toutes les époques (il n'est pas transhistorique), mais qu'au contraire, en tant que *médiateur social entre les hommes* – et pas seulement comme

un dialogue entre les hommes et l'environnement naturel – le travail est lié intrinsèquement au capitalisme. Le travail sous le capitalisme est donc un élément constructeur de l'ordre capitaliste et c'est donc contre cette conception du travail, de sa nature et de son organisation qu'il faut combattre le capitalisme.

Malheureusement, les Grundrisse ne seront publiés qu'en 1938, privant ainsi la lecture du « Capital » de l'éclairage des Grundrisse. De là, s'explique certainement le fait que les courants dits « marxistes traditionnels », nés à la fin du XIX^e siècle, reprendront la notion du travail définie par Ricardo et se concentreront de changer les rapports de distribution – propriété de moyens de production et distribution de la production – plutôt que remettre en cause la nature du travail sous le capitalisme. Ces courants traditionnels construiront l'URSS où, si la possession des moyens de production était aux mains de l'état, l'organisation, la conception sociale et la notion de travail en tant que médiateur social étaient exactement les mêmes que dans les pays capitalistes. C'est en ce sens que l'URSS peut être qualifiée de « capitalisme d'état » et l'histoire en a montré l'inévitable échec. Se pose à cet endroit la question de la possession des moyens de production.

Économisme :

Ainsi peut-on nommer le paradigme de l'ère moderne qui est celle du productivisme, qu'il soit capitaliste ou soviétique. L'économisme est le résultat d'un contexte historique qui est celui de la constitution de la classe bourgeoise depuis sa naissance jusqu'à son accession à la domination sur la société entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle.

Le contexte de la naissance de la classe bourgeoise est caractérisé par le fait qu'elle se retrouve exclue de toute possibilité d'ascension sociale par la noblesse de l'ancien régime qui, elle, monopolise le politique, le prestige et la religion catholique – cardinaux, papes, évêques sont issus de la noblesse – comme caution théologique à cette organisation de

la société. La bourgeoisie naissante se trouve ainsi enfermée dans la seule activité que la noblesse lui concède : l'économie et la sphère marchande.

L'enfermement forcé de la classe bourgeoise dans la seule sphère économique a eu pour conséquence de forger une culture et une éthique exclusivement centrée sur la sphère économique : tout n'existe que par, pour et à travers l'économie. Rien n'a d'existence en dehors de l'aspect économique. L'économisme est donc une réduction de la perception de la totalité du réel à cette seule logique. Par ailleurs, Max Weber montrera dans « Éthique protestante et esprit du capitalisme » comment le protestantisme, qui n'est qu'une hérésie chrétienne de plus basée sur la prédestination, devient une construction théologique servant à légitimer la morale de vie des bourgeois exclusivement tournée sur la sphère économique – puisque ne pouvant rien faire d'autre – et qui légitime une autre organisation sociale favorable aux bourgeois.

De cette rencontre vient, entre autres, le fait que l'angoisse existentielle, engendrée par les théories basées sur la prédestination, trouve son exutoire et une forme de réponse dans le travail et surtout la réussite économique qui est interprétée comme un signe de dieu favorable. C'est « l'esprit du capitalisme » : le besoin de « gagner toujours plus » s'enracine, à l'origine, dans un besoin plus psychologique qu'exclusivement économique. Inversement, la bourgeoisie construit le protestantisme en lui faisant dire que dieu a créé le monde pour qu'il soit travaillé par les êtres humains (une caution théologique qui cible directement la noblesse catholique).

De cette réduction du réel à la seule sphère de l'économie naît également l'économie politique qui tente de montrer que la politique découle naturellement de l'économie et qu'il n'y a donc pas besoin d'intervention de l'état (c'est le libéralisme économique). Bien entendu, la lecture de cette théorie ne peut faire l'impasse du contexte de l'époque où la

bourgeoisie tente d'asseoir sa domination sur la noblesse (qui détient le monopole du politique).

Comme conséquence, on trouvera par exemple le fait que le travail, entendu par les capitalistes, est donné comme étant valable à toutes les époques historiques (c'est notamment contre cette idée que Marx publiera sa critique de l'économie politique) ; comme conséquence sociale, l'économisme amènera le vote censitaire qui ne reconnaît comme apte à voter que les propriétaires ; l'économisme se traduira également par l'invention des brevets dans le domaine de la connaissance et par le développement du marché de l'art : l'œuvre d'art et la connaissance deviennent avant tout des investissements économiques. Notons aussi que le mouvement dit « de la décroissance » prendra ce nom pour insister sur la nécessité d'en finir avec cette domination de l'économique qui érige donc tout à fait normalement le PIB et la croissance comme indicateur ultime pour les politiques publiques.

L'économisme n'est pas l'infiltration d'une pensée qui gangrènerait la société moderne, il est véritablement le cœur de la société moderne telle qu'elle se construit depuis le XIXe siècle. Voilà pourquoi initier une alternative au capitalisme ne peut se faire qu'en reprenant des exemples de logiques alternatives (qui sont déjà présentes aujourd'hui) pour pouvoir opposer à l'économisme un paradigme proposant autre rapport au monde, à autrui et à son existence.

Environnement (artificiel et naturel) :

La confusion entre écologie politique et protection de l'environnement a conduit à penser que l'écologie politique ne s'occupe que de l'environnement « naturel » : le climat, la biodiversité, les ressources naturelles, et donc que l'écologie politique s'occupe principalement de la pollution et de la dégradation de cet environnement naturel. Or, l'écologie politique est l'écologie de l'être humain, de la société humaine et de son environnement de vie.

Cet environnement de vie comprend effectivement la nature, mais également ce qui nous entoure tous les jours et qui

constitue 99 % de notre environnement quotidien. En effet, les objets – vêtements, ordinateurs, véhicules, montres, vaisselles, maisons, etc. – sont artificiels au sens où c'est la main de l'être humain qui les a créés. Mais de même pour les systèmes d'organisations : les institutions (états, sécurité sociale, retraites, système d'instruction, etc.), les organisations spatiales – urbanisme et architecture, moyens de communication, transports, etc. – et la production (de services et d'objets), mais aussi l'art, les sciences, etc. Tout cela constitue « l'environnement de vie » de l'être humain dans son sens le plus quotidien. Et c'est pour cette raison que l'écologie politique n'a rien à voir avec la protection de l'environnement (naturel) puisque l'environnement de vie des êtres humains est cet environnement à la fois artificiel (celui fabriqué par les êtres humains) et naturel (au sens de la nature).

Notons quand même que la restriction de l'environnement à celui qui est dit naturel, permet d'éviter de prendre des positions sur des sujets comme le travail, la sécurité sociale, l'école, etc. il est donc bien plus simple d'être environnementaliste que de faire de l'écologie politique... ce à quoi renvoie l'écofascisme.

Environnementalisme :

Position, face à la crise écologique planétaire, qui consiste à ne voir que la protection de l'environnement naturel sans impliquer les aspects politiques, sociaux et éthiques. Les associations dites « environnementalistes » ont donc peu de préoccupations pour les impacts sociaux et les conditions de vie des individus dans les décisions à prendre pour préserver la planète.

Comme illustration politique du courant environnementaliste, il y a l'idée d'une taxe carbone. Face à la production de trop de CO₂ par la population, les environnementalistes veulent instaurer une taxe carbone pour contraindre chaque individu à limiter ses émissions de CO₂ par l'augmentation des prix (carburants, plastiques, nourriture, etc.). Cette taxe est dans les faits parfaitement injuste et

inégalitaire, et donne au final le droit aux riches de continuer à polluer – c'est le principe dit pollueur-payeur : qui peut payer, peut polluer ! – et aux pauvres d'aller vers toujours plus de misère. Au final, cette taxe carbone permet de sauver l'environnement naturel, mais dans l'injustice sociale la plus totale.

Cette illustration politique des positions environnementalistes s'illustre et se reconnaît facilement par deux choses :

- 1- les positions environnementalistes ne rompent pas avec le modèle dominant de l'ère industrielle : l'argent est toujours au centre comme moteur des actions sur le plan social et la figure du consommateur remplace toujours celle de l'individu et du citoyen – ce qui est l'inverse de la pensée politique à l'origine d'un service public par exemple – ; l'action est systématiquement établie sur une « responsabilité individualisée » – là encore, il y a une différence fondamentale d'avec un projet politique républicain qui construit un service public de l'énergie et réoriente la production – ; l'injustice sociale n'est pas prise en considération (les riches et les pauvres sont sur le même pied d'égalité), et enfin ce système est au final parfaitement dans la ligne d'un modèle de « capitalisme vert ». La position environnementaliste relève donc, dans son essence intrinsèque, d'un projet de sociale démocratie, dont nous pouvons mesurer l'échec.
- 2- Le problème écologique est systématiquement travesti à une dimension environnementaliste (donc prolonge la coupure entre l'homme, la société humaine et l'environnement).

Les sommets de Copenhague (COP 15) ou de Durban (COP17) peuvent être vus comme exemple des échecs des positions environnementalistes qui pensaient pouvoir ignorer les questions de sociétés et le projet politique.

Gratuité :

La gratuité a pour base le fait que la rareté est artificiellement créée par les tenants du capitalisme dans le but de tirer profit de cette rareté (le gain d'argent est moindre lorsque l'on vend 1000 litres d'eau à 0.5 euro le litre que lorsque l'on vend 100 litres à 50 euros le litre). Face à cette rareté organisée et créée artificiellement, le gratuit ne stipule pas que quelque chose (objet ou service) n'a pas de prix ou ne coûte rien, mais que le coût est réparti sur l'ensemble de la société afin d'en diminuer le coût global tout en améliorant l'efficacité et la diffusion à tous les niveaux de la société puisque son accès est « gratuit » ou avec le coût le plus faible possible (sans marge de profit). Ceci est valable pour la santé, la révolution apportée par les techniques numériques, pour l'eau, mais également pour les retraités qui créent de la richesse sociale et dont le coût économique est ainsi reparti sur l'ensemble de la société via la cotisation sociale.

Le gratuit repose sur la constatation que l'accessibilité de tous à un objet ou un service est un facteur de richesse individuelle et sociale au sens où la richesse créée est plus importante notamment parce qu'elle est diffusée largement au sein de la société, produit des effets directs, mais également indirects sur la société ; effets qui sont profitables à tous. Il repose également sur le fait que, lorsqu'un outil est mis à disposition (par exemple Internet), une majorité d'individus sont spontanément portés à la collaboration, au partage, à la mise en commun et à la diffusion gratuite ou libre.

C'est cette éthique qui est à l'origine du CNRS fondé en 1936 par le Front Populaire : la société dans son ensemble organise une recherche – dont le financement est donc le plus faible possible – et les résultats sont mis à la libre disposition de tous (sur le domaine public) ce qui maximise la création de richesse individuelle et sociale. Il en est de même pour les services publics. Cette logique de gratuité n'est donc pas une nouveauté, et elle est à déployer davantage (par exemple dans le domaine de la culture où elle permettrait la libre circulation, le partage et l'enrichissement des créations tout en

reconnaissant aux artistes un statut et une qualification reconnue).

Green business ou économie verte : Voir « capitalisme vert ».

Intérêt général / intérêt particulier :

La notion d'*intérêt général* est au centre des notions de citoyenneté et de République. C'est elle qui permet de ne pas assimiler la société à un amas d'individus isolés les uns des autres mais de la considérer, au contraire, comme un ensemble d'individus qui s'unissent pour se donner un cadre où chacun pourra prospérer, s'épanouir et de construire son bonheur. Cette prise de conscience est ce qui permet faire émerger en commun ce qu'une action collective rend possible : c'est à dire faire exister ce qui ne préexiste pas avant que l'union lui donne naissance (lois, services publics, communications, éducation, construction et transmission des savoirs, système de santé, etc.). Voilà pourquoi la compréhension de ce qu'est l'intérêt général en tant que pratique concrète du citoyen est absolument essentielle.

D'abord, il convient d'expliquer ce qu'est *l'intérêt particulier*. Une personne est dans la posture de l'intérêt particulier lorsqu'elle demande à créer des lois (qui seront donc applicables à l'ensemble de la société) qui la favorisent personnellement ou son groupe de personnes (amis, familles, relations proches). C'est-à-dire que cette personne cherche à engager la société pour que la collectivité (le pays en entier) serve sa position personnelle. Par exemple, sur des droits de succession, sur des exonérations d'impôts, sur des constructions d'infrastructures, sur des dépénalisations, sur des croyances personnelles que l'on va imposer à tous, etc.

Face à cette manière de penser et créer les lois, la posture de l'*intérêt général* est toute autre. Quand un individu la prend cela signifie qu'il pense la société (c'est-à-dire qu'il propose des lois et des orientations) en faisant abstraction de sa situation particulière. Il raisonne et réfléchit dans l'intérêt de

tous, tant au niveau individuel que collectif. Par exemple, une personne hétérosexuelle défendra les droits et la liberté de tous, quelles que soient l'orientation sexuelle (homosexuel, bi ou hétérosexuel) ; une personne fortunée raisonnera dans l'intérêt des personnes quelles que soient leurs ressources mais en prenant en compte les niveaux de ressources ; une personne retraitée raisonnera dans l'intérêt des étudiants ou des personnes actives ; un célibataire raisonnera dans l'intérêt des familles et inversement ; un adulte pense les lois dans l'intérêt des enfants (puisque'ils sont des citoyens en devenir) ; toute personne pense le développement et l'orientation de la société ; etc.

En somme, on dit qu'une personne se place dans l'*intérêt général* quand elle construit la société dans son ensemble, dans l'intérêt de tous. C'est à cette condition que l'individu est citoyen.

Il est également possible de lever une erreur malheureusement répandue : l'intérêt général *n'est absolument pas* la somme des intérêts particuliers. Car dans un cas, les citoyens œuvrent ensemble pour développer la société comme un projet commun au service de tous ; et dans l'autre cas, il n'y a qu'un ensemble d'individus où chacun lutte pour ses intérêts particuliers sans se soucier des autres.

Laïcité :

La laïcité actuelle ne correspond pas à une notion répandue sous la IIIe République, à savoir une sorte de « morale » alternative contre les morales religieuses. Depuis le début du XXe siècle et la loi de 1905 (loi appliquant les principes de la laïcité à la thématique des religions), la laïcité repose sur le modèle suivant :

- 1- Instauration de trois espaces : l'une dite « sphère de l'autorité publique » (qui comprend les institutions étatiques, tous les services publics, l'école, les hôpitaux, justice, etc.), un « espace de la société civile » (qui est

tout le reste, donc y compris la rue, chez les personnes, etc.) et une « sphère de l'intime », propre à chacun.

- 2- Exclusion stricte des croyances, dogmes, pratiques et signes religieux dans la totalité de la « sphère de l'autorité publique » pour la placer sous le registre du savoir rationnel – donc universalisable – et de l'égalité de tous les citoyens. Ces conditions existent car elles sont nécessaires à l'exercice de la liberté. Tous les fonctionnaires, ou assimilés, n'ont pas le droit d'introduire une religion ou une croyance personnelle.
- 3- L'espace de la société civile est soumis au respect de l'ordre public. Chacun est libre de s'habiller et de pratiquer comme il l'entend du moment qu'il respecte l'intégrité des autres personnes et l'ordre public. Par exemple, il est donc impossible de porter plainte contre des homosexuels sous motif que le fait « de les voir vous agresse ». Par contre, toute menace à l'ordre public (agression, incitation à la haine ou à la violence, etc.) est illicite puisque contraire au maintien de l'ordre public.
- 4- La sphère de l'intime est propre à chacun, au sens où chacun est libre dans ses pensées et son intimité, et nul n'a le droit d'y intenter (d'où la lutte contre les sectes).

L'école publique est l'incarnation première de cette notion de laïcité appliquée à la question de la religion. Dans l'enceinte de l'école, les enfants sont sous le registre du savoir et de la raison (les dogmes sont bannis) de manière à former l'esprit critique et la connaissance de tous les futurs adultes. Pour information : tous les ports de burqa en France – seulement 300 ! – concernent uniquement des personnes qui ne sont pas passées par l'école républicaine (arrivées en France après leurs 18 ans).

Ainsi, la laïcité s'oppose à la vision communautariste de la société. Elle instaure et garantit un régime d'égalité des citoyens face au fonctionnement des institutions, et donc un régime d'égalité des citoyens entre eux : c'est le principe républicain qui fonde les services publics à la française, la justice, la protection sociale, etc. En instaurant la sphère publique, la laïcité suppose la notion « d'intérêt général » qui est la base sur laquelle l'individu dans son rôle de citoyen prend les décisions pour gérer la société, non pas en fonction d'intérêt particulier ou privé, mais en fonction du devenir de la qualité de vie de tout individu et de la qualité de la civilisation. Elle est un fondement de la construction républicaine et une base incontournable pour l'écologie politique.

On notera que dans cette vision, la construction de l'outil politique de vie commune – la République – repose sur le lien direct entre cet outil (l'Etat) et chacun des citoyens sans aucun intermédiaire dans le cadre de l'intérêt général. Il implique donc qu'il suffit à un individu d'être citoyen – son désir de vivre dans cette communauté de destin – pour être reconnu au sein de la République. La « *polis* » (qui donne « la politique ») veut dire en grecque « la citée » (c'est à dire lieu de la vie commune de tous les citoyens).

Pour l'histoire : l'article 4 de la Constitution du 24 juin 1793 (jamais appliquée...) accordait la citoyenneté « à tout étranger âgé de 21 ans accomplis qui, domicilié en France depuis une année, y vit de son travail, ou acquiert une propriété, ou épouse une Française, ou adopte un enfant, ou nourrit un vieillard, tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps législatif avoir bien mérité de l'humanité ». La laïcité française est déjà présente dans la philosophie des Lumières et la Révolution française, et la loi de 1905 ne fait que lui donner une existence juridique dans la gestion des problèmes que crée la collusion entre les religions et la politique.

Comme source : l'excellent « *Qu'est-ce que la laïcité ?* » de Catherine Kintzler, spécialiste de cette question en France ;

un livre précis et très clair pour ce qui concerne la question de l'organisation politique³⁰⁴.

Lien affectif/lien social (réseau social) :

Sous le terme de « lien affectif », il faut entendre l'ensemble de relations qu'un individu peut avoir avec d'autres sur la base des liens affectifs, qu'ils aient pour origine la famille ou l'amitié. Il n'est pas question de donner ici une quelconque définition du lien affectif, mais de montrer que le réseau social ne saurait être limité à ce seul type de lien. Le lien social n'est pas le lien affectif. Le lien social recouvre ces relations, avec d'autres personnes, qui sont fondées sur d'autres bases de l'affectif (même si l'affectif peut y apparaître parfois). Le lien social recouvre donc des relations avec des personnes avec lesquelles il n'y a pas spécialement de lien affectif mais avec lesquelles une action est entreprise, des échanges existent et des projets fonctionnent. En effet, partout où le réseau social se développe les individus savent entretenir des relations autres que celles strictement affectives avec leurs semblables, et alors l'association et l'action deviennent possible.

Qu'il s'agisse d'AMAP, de projets de logements coopératifs, de crèches parentales ou de Fablabs : ces exemples illustrent des lieux qui n'existent que par le lien social, et non par le lien affectif : les individus qui font partie de ces réseaux ne sont ni amis, ni membres d'une même famille, ni même « des copains », mais ils coopèrent et œuvrent entre eux pour faire exister ce qui n'existerait pas si ce collectif, si ce réseau social, n'existant pas.

Sur cette base, il est parfaitement compréhensible que l'une des grandes forces des dominants capitalistes est précisément de détruire le lien social, d'isoler les individus dominés en cultivant cette illusion de bien être dans une vie séparée, « chez soi », derrière des codes ou dans des logements

³⁰⁴ La partie sur l'instruction publique est discutable pour ce qui concerne la psychologie des enfants face à l'apprentissage.

individuels protégés par des grilles. Chacun se construit alors un univers, avec un réseau affectif, mais sans réseau social. Et tout cela contribue à isoler physiquement, et mentalement, l'individu de ses semblables et donc à rendre difficile toute communication, toute possibilité de réseau, donc toute possibilité d'action, d'échange, de mise en commun. La société n'est alors constituée que de personnes isolées les unes des autres, mais sans lien social, sans comprendre ce que cela signifie et assimilant lien social et lien affectif.

Dans une telle situation le principe de domination joue à plein régime : le dominé isolé n'a plus aucune possibilité de lutter contre la classe dominante (qui elle est très soudée³⁰⁵). La seule force de l'individu dominé réside précisément dans sa capacité à vivre en réseau, à avoir des liens sociaux d'où il tire information, communication, entraide et projet qu'il ne pourrait mener seul (ou avec simplement son cercle de relations affectives). C'est en cela que l'autonomie d'une personne, son émancipation, ne peut exister qu'avec son réseau social, et qu'inversement, sans ce réseau, avec uniquement un réseau affectif, l'individu est isolé et ne peut que subir la domination des dominants et de leur système capitaliste.

Malthusianisme :

Thomas Robert Malthus (1766-1834) était un pasteur anglican et économiste britannique de l'école classique, un des pères fondateurs de l'économie politique. Il est également associé à l'Académie des sciences morales de France. Sa vision politique de la société avait conduit Malthus à proposer un contrôle des naissances en fonction du revenu des personnes (seules les classes aisées ayant le droit d'avoir des enfants). Sa vision du monde, fortement influencée par ses croyances protestantes, prônait la rigueur et la modération sur le plan social et individuel (il recommandait par-dessus tout la suppression des aides sociales et la plus grande circonspection

³⁰⁵ Voir sur ce point, l'excellent livre des Pinçon-Charlot : « Le président des riches ».

dans le mariage...). Père fondateur de l'économique politique, il se range à l'idée que la politique n'est qu'une conséquence de l'économie et qu'elle n'a pas à prendre le pas sur elle.

Le concept de malthusianisme est une idée fortement réactionnaire dans son idéologie politique et dans sa mise en pratique, car elle fait reposer les solutions économiques et sociales sur les contraintes exercées sur les classes populaires sans aucune notion de justice sociale ou de projet politique autre qu'un capitalisme exacerbé. Il s'agit donc d'une vision de la société où l'égalité, la justice sociale et la solidarité n'existent absolument pas (remplacées tout au plus par une charité chrétienne pour les plus pauvres).

Aujourd'hui, certains courants de pensée (se revendiquant hélas de la « décroissance »), des associations (souvent très « bobo »), ou même des responsables politiques – dont certains se disent de gauche – utilisent Malthus sans véritable compréhension de son projet social. Or, utiliser le malthusianisme ne peut se faire sans la connaissance de son idéal de vie sociale et individuelle lié à ses options religieuses et réactionnaires.

À gauche, l'option politique est l'éducation des individus avec le résultat – constaté historiquement ! – que plus une population est instruite, plus le nombre des naissances de cette population s'autorégule. L'instruction et le bien-être sont donc les arguments contre les personnes utilisant Malthus car les solutions malthusiennes ne sont valables qu'à la condition de s'inscrire d'abord dans un projet politique d'inégalités sociales et d'injustices très fortes (c'est-à-dire un projet capitaliste libéral digne du XIXe siècle !).

Mineurs sociaux/mineurs politiques :

Le principe de domination repose sur le fait qu'il s'agit d'inculquer à des individus dominés les repères qui favorisent leur propre état de dominés. L'essentiel des travaux de Pierre Bourdieu sera sur ce thème. Sur le plan de l'économie, de la gestion politique de la société, il s'agit de mettre en place les outils et les institutions qui participent à cette mise en place

d'une culture de la domination. Il s'agit de faire évoluer les personnes dominées dans un univers où ils sont renvoyés à leur propre état de dominés, où ils y sont confortés.

Dans le cadre du travail, Bernard Friot montre notamment que le statut même de l'employé (sa condition et le fait qu'il ne soit qu'une force de travail qui reçoit un pouvoir d'achat) prive l'individu d'une image de lui-même absolument essentielle : celle de producteur qui a donc un droit de regard sur sa production ; or c'est la production qui façonne la société, donc ce droit de regard est intimement lié à l'exercice de la citoyenneté.

Le dominant capitaliste propose donc une vision du travail où l'individu est un assisté, une personne incapable de produire par elle-même, sans capacité de décision ou de projection. Seuls l'investisseur, l'employeur et l'actionnaire sont dotés de la capacité de créer, orienter et produire pour la société. En reléguant l'individu à un être de besoin, celui-ci est conforté dans une image de mineur : il est dépendant, assisté, il a droit à « la sécurité », à un « pouvoir d'achat », l'individu est infantilisé. D'où le fait, que le capitalisme vise à produire des mineurs sociaux autant que des mineurs politiques, c'est à dire des personnes qui ne se voient que comme des êtres de besoin et non comme des créateurs et des acteurs.

L'exemple de la convention du travail capitaliste est frappant : la qualification du poste de travail renvoie l'employé à une personne qui n'est là que pour actionner le poste de travail – qui lui est qualifié et qui donc produit de la valeur – et en échange de cela l'employé reçoit de l'argent. À l'inverse, dans la fonction publique la convention du travail pose que c'est la personne qui est qualifiée et le montant de ce qu'elle apporte au PIB national est donc la valeur de son salaire. Il y a donc opposition entre l'employé qui ne produit rien (c'est le poste de travail possédé par le capitaliste qui est qualifié et qui donc produit), et le fonctionnaire qui lui est qualifié (et c'est donc lui qui produit la valeur économique).

Proposer une alternative au capitalisme, c'est donc favoriser les outils et les institutions qui font des individus des

acteurs et des producteurs (des individus majeurs), tout en rejetant les outils et institutions qui font des individus des mineurs sociaux (donc politiques).

Numérique :

Sous les termes de « numérique » ou de « révolution du numérique » ou de « sphère du numérique », il est désigné un ensemble d'outils techniques, de méthodes, de processus et de comportements qui ont pour base les techniques de codage numérique de l'information. Parce qu'il est structuré en réseau, parce que la miniaturisation de l'information rend son transport et son échange très simple, parce que la duplication et la diffusion de l'information sont d'une grande simplicité, le numérique se révèle être porteur de potentialités anticapitalistes considérables. Les dominants tentent d'en faire un outil d'asservissement et de contrôle, mais ces potentialités révolutionnaires sont énormes et il est important de les développer et de les porter davantage en avant.

L'écologie politique, parce qu'elle part d'une lecture contradictoire du développement du capitalisme, s'appuie sur le numérique.

Voir également :

http://www.dailymotion.com/video/x8t8te_lem-01-intro-jerome-relinger_news

ou le numéro 37 de la revue critique d'écologie politique : Ecorev'.

Obsolescence programmée :

Ce terme désigne le fait d'inclure dans la conception et la réalisation des objets des éléments permettant de les rendre inutilisables au bout d'un certain temps afin d'obliger les acheteurs à les remplacer, donc à dépenser plus d'argent que nécessaire. La rentabilité d'une production demande un flux important car ce flux permet de rembourser l'achat des machines, des installations et d'assurer la rente de la propriété lucrative des moyens de production. Il est donc nécessaire de

forcer à la consommation. L'obsolescence programmée est l'un de ces moyens.

Si le terme d'obsolescence programmée est apparu dans les années 1950, il semblerait que dès les années 1920, les ingénieurs se soient posés la question de comment réduire la durée de vie d'un objet pour forcer à son remplacement (donc à l'achat...). Aujourd'hui, nous avons l'expérience de biens de consommation courants dont nous constatons la diminution de la durée de vie (tout le monde a l'expérience que les machines à laver pouvaient durer jusqu'à 30 ans alors que celles fabriquées aujourd'hui ont une durée de vie extrêmement réduite).

Il ne s'agit donc pas d'un simple processus d'usure naturelle ! L'obsolescence programmée relève d'une intention, dans la conception, qui vise à concevoir et fabriquer un produit dont la durée de vie est réduite et est prévisible ; ceci afin de pouvoir organiser et planifier la production en conséquence. Elle est mise en place par divers moyens : usures de pièces essentielles, mais aussi incompatibilité du produit avec d'autres plus récents, péremption, ou critères esthétiques via un matraquage publicitaire (elle est liée au consumérisme). Comprendre l'obsolescence programmée ne peut se faire qu'en comprenant la logique de fond : à savoir que la propriété lucrative doit être maintenue et fournir une rente financière la plus stable, la plus importante et la plus pérenne possible dans le temps. C'est ce qui fait que la durée des objets soit réduite, mais également prévisible. Voilà pourquoi de plus en plus d'objets tombent « étrangement » en panne juste après la fin de leur garantie...

Évidemment, une telle logique de production ne peut fonctionner que si les utilisateurs n'ont pas la main sur la production. L'obsolescence programmée a donc développé quantité de mécanismes permettant de bloquer la prise en main de la production ou de la réparation des objets par les utilisateurs : système de verrouillage, fin de garantie en cas d'ouverture de l'objet, etc., mais le plus fondamental de tous,

celui qui garantit le fondement du système est la privatisation de la connaissance : le brevet.

Le brevet permet de priver les êtres humains des connaissances nécessaires à l'amélioration d'un objet et à sa réparation, voire sa fabrication à moindre coût. Le brevet permet la création d'une rareté et la centralisation du contrôle d'une production en rendant illégale toute tentative pour donner aux êtres humains la possibilité d'y échapper. Il permet donc à la propriété lucrative des rentiers de se maintenir. Voilà pourquoi l'apparition du brevet est consubstantielle au capitalisme : sans brevet, pas de capitalisme ; pas de capitalisme sans brevet ! Et il n'y aura pas de projet alternatif de société sans la fin du système de brevet.

Paradigme :

Il s'agit de l'ensemble des valeurs éthiques qui sont le filtre avec lequel une société ou une civilisation perçoit le monde, donc le paradigme indique « *l'a priori* » – positif, négatif ou autres – avec lequel les individus regardent leur vie, le travail, la nature, les rapports homme-femme, la mort, les lois, l'éducation, la science et le savoir, etc.

Il est possible de le représenter sous forme de 3 acteurs principaux et de 3 rapports :

Qu'est-ce que l'individu ? Qu'est-ce que la société ? Qu'est-ce que la nature ?

Quels sont les rapports que l'individu entretient : 1- avec lui-même, 2- avec la société, 3- avec la nature au sens le plus large possible (l'environnement artificiel et naturel, mais aussi le temps, la mort, la nourriture, le savoir et la connaissance, etc.).

Chaque paradigme propose des réponses pour chacun de ces points. Notons que cette formulation de la problématique est similaire à celle de l'écologie, d'où l'importance du questionnement du paradigme en écologie politique.

Un peu d'histoire : à la Révolution française, la bourgeoisie prend le pouvoir et impose son paradigme en

écartant celui de la noblesse d'ancien régime. Le travail, l'argent, l'activité économique, l'exploitation de la nature et des hommes deviennent la mesure de toute chose en terme positif et à l'exclusion de toute autre échelle. D'où l'importance actuelle du travail salarié dans la construction et l'identité sociale d'un individu (un chômeur, même très actif socialement, vaut moins qu'une personne qui touche un salaire), mais aussi du PIB au niveau du classement des états !

Le paradigme de l'ère industrielle, qui s'appelle « *l'économisme* » est en fait une réduction de la totalité des idées, échanges et possibilités humaines à leur seule fonction dans la sphère économique. Voir également le terme : productivisme.

Par exemple : c'est au XIXe siècle que le marché de l'art et le brevet apparaissent.

Comme source, on pourra prendre le travail de Max Weber : « *Ethique protestante et esprit du capitalisme* » qui décortique, dans les conditions historiques de la naissance de la classe bourgeoise, la construction du paradigme – qui va devenir celui de l'ère industrielle – et sa cristallisation dans la caution théologique que constitue le protestantisme. Notons également que les classes dominantes aux USA (les WASP) sont issues du puritanisme anglais (c'est à dire du courant calviniste du protestantisme dont les fractions les plus dures furent chassées vers les Amériques au XVIIe siècle).

Production/PIB :

La production est résultat de l'activité humaine. L'activité – ou « travail concret » chez Marx – produit des *valeurs d'usage* sous forme de biens (objets matériels comme un livre, une roue, un moteur, une tasse de café, etc.) et de services (soigner, enseigner, conduire, etc.). Une partie de cette *valeur d'usage* se fait dans le cadre du *travail*, et elle est donc évaluée monétairement : la *valeur d'usage* produite est alors doublée d'une *valeur économique* (de l'argent). Le résultat de cette production est alors appelé une marchandise.

Dans l'économie capitaliste, la production ne mesure que la quantité de *valeur économique* produite, c'est à dire uniquement l'activité humaine qui est réalisée dans le cadre du *travail* et qui produit de la *valeur économique*, le reste ne comptant pas.

La somme de la *valeur économique* produite par un pays est ce que l'on appelle le PIB : le Produit Intérieur Brut.

Ainsi, indexer les politiques publiques sur le seul indicateur PIB montre que, pour les capitalistes, toute forme d'activité qui ne se fait pas sous le règne du *travail* (production de *valeur économique*, d'argent) ne compte pas, n'a pas de poids pour la politique et ne représente rien. Cet exemple illustre parfaitement le fait que l'ère moderne, qui est celle du capitalisme et de l'économisme, opère une réduction complète de la totalité du réel à l'économie : en dehors de cette sphère et de sa grille de lecture, aucune réalité n'existe ou n'est susceptible d'avoir de l'importance.

Un des enjeux d'une alternative au capitalisme comporte 2 points essentiels :

- 1- reprendre la main sur les capitalistes qui sont actuellement les seuls à pouvoir décider ce qui relève du *travail* (à cause du régime de l'emploi) et donc de ce qui relève de la production de *valeur économique*.
- 2- sortir du PIB comme indicateur des politiques publiques pour enfin donner de l'importance aux valeurs d'usage ; c'est-à-dire à ce qui est produit par l'activité humaine en dehors du cadre du travail.

Productivisme :

Orientation du développement de la société dans le paradigme de l'ère industrielle, à savoir « *l'économisme* ». Le paradigme dominant l'ère industrielle conduit à plusieurs perceptions caractéristiques :

- Le monde (la nature, les ressources, les animaux, etc.) existe pour être exploité et dominé (êtres humains inclus),

- Coupure ontologique entre l'être humain et la totalité des lois naturelles (y compris la biologie ou la psychologie humaine !). Ignorance complète des logiques écologiques et des cycles vitaux.
- L'évaluation d'une vie humaine « réussie » se fait suivant les seuls critères de l'activité économique : travail, accumulation d'argent et de biens, exploitation, production, consommation.
- Confusion entre *valeur économique* et *richesse*.
- Logique quantitative sans aucun questionnement qualitatif.
- Logique techniciste, c'est-à-dire qui valide toute production à partir du moment où l'on dispose des moyens techniques pour la faire sans jamais questionner la finalité d'une production. En somme : les moyens intellectuels sont totalement investis dans la discussion et la mise en place des moyens, au détriment de la finalité recherchée.
- La « compulsion de l'éternel cadet » : Max Weber montrera comment les conditions historiques de naissance de la classe bourgeoise vont ancrer dans son éthique et sa culture (paradigme) un complexe de dominé qui va devenir, par renversement des valeurs, une affirmation forte d'un certain mode de vie et un pilier essentiel de la mentalité de la classe bourgeoise sur le plan économique : celle de toujours devoir montrer que l'on peut devenir « plus ». Cette disposition généralisée dans l'ensemble de la classe bourgeoise est à l'origine de sa combativité économique et de l'expansion du capitalisme (et explique pourquoi les autres périodes similaires au capitalisme n'ont pas perduré dans le temps).

De ces dispositions de *l'économisme*, paradigme de l'ère industrielle, découlent une orientation du développement de l'activité économique – que l'on nomme « *productivisme* » – et qui vise à produire « toujours plus », à exploiter « toujours

plus » et à faire consommer « toujours plus » puisque l'activité économique, le gain d'argent et la possession de biens sont les seuls repères d'une réussite de vie individuelle (au sens existentiel).

Dans la gestion du temps de vie quotidien, un gain de temps n'est perçu que comme l'opportunité de produire et d'amasser davantage de *valeur économique*, et non comme l'opportunité de se libérer du temps pour créer de la *richesse* (affections, plaisir, relations, échanges, expression de soi, etc.).

On comprend alors que proposer une alternative au productivisme ne peut se faire en se limitant à l'action économique. S'opposer au capitalisme, et plus généralement au productivisme, passe par la mise en avant des modèles alternatifs de construction de vie et de l'identité individuelle non accès sur la possession et la compulsion d'achat (consumérisme), le gain d'argent ou la gestion économique de la vie. On peut constater que dans les philosophies dites « matérialistes » de la Grèce antique, ces orientations pour la construction de sa vie et de son identité individuelle étaient déjà discutées dans l'alternative entre « être » (création de soi) et « avoir » (possession).

Il vient que le productivisme et d'une manière plus générale, l'économisme, induit une perte de finalité individuelle que l'on retrouve dans la construction de l'identité (qui est un réflexe inconscient chez tout être humain) : « le moyen » (la production, l'argent, le travail) devient « une finalité », au détriment de la qualité de la vie humaine au sens individuel. C'est-à-dire qu'il y a confusion entre valeur (économique) et richesse (humaine). Ceci n'est pas simplement à considérer au niveau collectif et social, mais également au niveau psychologique. L'individu passe plus de temps à s'occuper de la production et de la possession – donc s'occupe d'un quantitatif – qu'à s'occuper de sa qualité de vie et de la construction de son identité qu'il assimile à des possessions (consumérisme). Delà des conséquences

dramatiques en termes de choix de vie qui se répercutent sur l'entourage. Dans les conséquences, il faut bien entendu citer l'éducation des enfants qui subiront via les médias ces manques et prendront comme exemples et repères ces relations humaines négligées où il s'agit d'abord de se consacrer à l'appareil productif, à la sphère économique et à l'argent. Que l'argent soit nécessaire pour vivre dignement est une chose, que son accumulation et la possession de biens deviennent un critère de construction de l'identité est autre chose. Voir également le terme consumérisme.

Annexe : Productivisme et expérience soviétique

Une erreur des expériences soviétiques a été de se focaliser sur la propriété des moyens de production qui devait révolutionner les mentalités et donc les travailleurs. Mais dans les faits cette expérience a conservé du capitalisme le rapport à la nature (exploitation), le rapport à la production (relevant d'une « nature humaine ») et une structuration du travail qui n'ont en rien remis en cause le productivisme et l'économisme. Ainsi, l'expérience soviétique n'a pas rompu avec le paradigme de l'ère industrielle et elle a montré que le productivisme peut parfaitement fonctionner sous un autre modèle politique que le capitalisme occidental.

Le risque à qualifier cette expérience du seul terme « capitalisme d'état » est de permettre de « sauver » l'expérience soviétique débutée en 1917 qui est alors présentée comme détournée pour en faire un « capitalisme d'état », alors que dès son origine, la révolution de 1917 ne propose aucune rupture avec les fondements du productivisme : elle en est la stricte prolongation. Moishe Postone donne d'amples explications et montre comment le marxisme traditionnel des XIXe et XXe siècles est en rupture avec les analyses de Marx en ne procédant qu'à une modification des rapports de distributions tout en conservant les rapports de productions qui sont le cœur du productivisme.

Productivité :

Qui n'est pas à confondre avec la production. La productivité est la production réalisée par unité de temps (par exemple : combien de voitures sont réalisées par jour ?) Actuellement, la France est un pays où la productivité est l'une des plus fortes au monde. Plus la productivité est grande, plus le temps nécessaire pour produire une marchandise est réduit, donc deux solutions sont possibles :

- Garder le même temps de travail pour produire plus ; ce qui implique de faire consommer plus, de faire acheter plus, donc de développer une obsolescence programmée. Cette option est celle choisie par le capitalisme et le consumérisme.
- Passer moins de temps à produire (puisque si la productivité augmente, alors la même production de biens est faite avec moins de temps) pour se pouvoir consacrer à d'autres activités. C'est évidemment cette option qui est soutenue par l'écologie politique et qui est caractérisée par la phrase « moins de biens, plus de liens ».

Prolétarisation :

Au sens marxiste, il s'agit du phénomène par lequel une personne perd le savoir et les compétences par lesquelles elle a possibilité d'exercer un savoir-faire individuel et personnalisé (lié à ses capacités à l'autonomie). La prolétarisation transforme des individus détenteurs d'un savoir-faire en prolétaires ; c'est à dire des personnes qui n'ont plus que leurs activités physiques à vendre sans apporter un quelconque savoir-faire ou une quelconque compétence dans la production où ils interviennent.

Ce processus est lié à 3 points :

- 1- une orientation du développement technique qui rend la tâche simple, abrutissante et automatique,
- 2- la hiérarchisation forte des tâches et des prises de décisions,

3- la volonté de réduire les possibilités de créations et d'initiatives.

433

Une personne qui détient un savoir peut exercer une pression sur le capitaliste qui a besoin de ce savoir. L'avantage d'avoir des prolétaires est qu'ils ne peuvent plus rien négocier : ils n'ont plus de savoir-faire à apporter, ils sont donc interchangeables avec n'importe qui d'autre.

Le phénomène de prolétarisation peut être vu comme un pur produit de l'évolution économique, mais en écologie politique, il est également un élément de domination intellectuelle, donc sociale, des individus. Il rentre dans un processus qui vise une forme de domestication en faisant instaurer des conditions de travail et de vie quotidienne – en dehors du travail – qui font perdre aux individus leurs capacités à l'autonomie.

La prolétarisation n'est donc pas tant une conséquence logique d'une évolution économique qu'une conséquence des choix – inconscients ou non – faits pour le développement et l'utilisation de techniques de production (qui auraient pu être autres !) à des fins de domination sociale. La visée est parfaitement similaire à celle du « capitalisme cognitif » et du « consumérisme ».

L'écologie politique, avec notamment la critique de la technique, a produit une généralisation de la prolétarisation marxiste en expliquant que ce processus de prolétarisation s'exerce non seulement dans la sphère de la production, mais également en dehors, via les médias.

Propriété d'usage (patrimoine d'usage) :

La propriété d'usage est le principe selon lequel une personne utilise elle-même ce qu'elle possède pour un usage qui peut lui rapporter – ou pas – de l'argent. Par exemple, une coopérative de mécaniciens possède des outils et un garage qui sont alors un patrimoine d'usage, car ce sont les mécaniciens, membres de la coopérative, qui les utilisent pour vendre des services de réparation de voitures. De même, une personne qui

habite un appartement dont elle est propriétaire à un patrimoine d'usage et on parle donc ici aussi de propriété d'usage.

La propriété d'usage prend fin lorsque la personne qui utilise le patrimoine n'est pas le propriétaire et que ce propriétaire perçoit en échange de l'utilisation un revenu, une rente, versée par l'utilisateur.

Par exemple, le propriétaire d'un garage automobile qui loue ce garage avec les outils à des mécaniciens. L'argent que touche le propriétaire du garage n'émane pas de son travail personnel, mais du travail des mécaniciens : il y a ponction du travail d'autrui et on parle alors de propriété lucrative de l'appareil de production.

De même, on parle de propriété lucrative lorsqu'un propriétaire d'appartement loue cet appartement : il tire un revenu d'un patrimoine dont il ne fait aucun usage personnel puisque c'est le locataire qui habite l'appartement, donc qui utilise l'appartement. L'appartement que le propriétaire loue constitue son patrimoine lucratif. Mais également avec les brevets ou la partie rémunération des droits d'auteurs : l'usage d'une connaissance ou d'un objet assure une rente financière et s'exerce donc comme un moyen de ponction sur le travail des autres.

Propriété lucrative (patrimoine lucratif) :

Il y a propriété lucrative lorsqu'une personne disposant d'un patrimoine, tire un revenu du fait que d'autres personnes ont l'usage ou font fonctionner son patrimoine contre de l'argent.

C'est le cas pour la location d'un logement : le propriétaire tire un revenu de l'usage que fait une autre personne de son logement. Le propriétaire ne travaille pas, mais il tire un revenu sur le travail du locataire qui le paie pour avoir l'usage du logement. Le logement locatif est une propriété lucrative. C'est également le cas pour les brevets ou pour ce qui concerne la partie rémunération des droits

d'auteur : le travail n'est pas payé, c'est l'usage de la production qui peut être fait contre le versement d'argent.

435

C'est également et surtout le cas des titres financiers comme les actions ou les obligations. Dans ce cas, la notion de propriété lucrative est intrinsèquement liée à la notion d'emploi et à la notion de qualification. La qualification indique que quelqu'un ou quelque chose produit de la valeur économique (de l'argent !). Dans le système capitaliste, c'est le poste de travail qui est qualifié, et non l'employé qui le fait fonctionner : lui n'est qu'employé pour faire fonctionner le poste de travail. D'où le fait que le salaire varie d'un poste de travail à l'autre : l'employé est toujours payé en fonction de la valeur économique créée par le poste de travail.

Ainsi, selon les capitalistes, c'est le poste de travail qui est le producteur de la valeur économique, et non le travailleur. Et comme le poste de travail est la propriété de l'actionnaire, c'est l'actionnaire qui produit la valeur économique qui lui appartient donc de fait, et l'employé ne crée aucune valeur économique. Ce principe est à la base de l'emploi et il légitime ce que l'on désigne par « l'expropriation » : c'est-à-dire le fait que le travailleur est nié comme étant le véritable producteur de la valeur économique. Sous la loi capitaliste, les employés ne sont pas qualifiés, ils ne produisent donc aucune valeur économique, et ils n'ont aucun droit de regard sur la production, n'ont pas leur mot à dire, et n'ont que le droit de se taire ou de partir.

Autrement dit, la propriété lucrative permet de rendre légal le fait qu'une personne, qui ne travaille pas, puisse, du simple fait qu'elle possède des postes de travail, dire qu'elle est le véritable créateur de la valeur économique qui lui appartient donc de fait. Cette personne tire un revenu de sa propriété (lucrative) : celui qui possède des titres financiers a acheté un droit de tirage sur la valeur économique produite par d'autres (puisque en réalité c'est bien le travailleur qui produit la valeur économique, et non le poste de travail !).

On le voit : emploi, qualification du poste de travail et propriété lucrative sont liés et aucune alternative au capitalisme n'est possible tant que ce système est encore en place ; et il ne peut pas y avoir de démocratie en République tant que le droit de décider de la qualification échappe à la délibération des producteurs et reste entre les mains d'un petit nombre de personnes : les propriétaires qui vivent du travail d'autrui.

Tant que l'emploi existe, ce sont les propriétaires – les actionnaires via les employeurs – qui décident de ce qui est qualifié ou pas ; c'est à dire de ce qui est producteur de valeur économique ou pas. Ceci montre un point fondamental qui va à l'encontre de l'économie politique : l'attribution de la qualification relève du politique, et non pas de prétendues règles de l'économie, car cette attribution de la qualification est liée à la domination au sein de la société.

En alternative de ce système capitaliste, dans la fonction publique, le salaire du fonctionnaire reste le même quel que soit le poste qu'il occupe. En effet, dans la fonction publique, c'est le travailleur qui est qualifié personnellement ; donc où qu'il aille il produit la même valeur économique.

Cette différence d'avec l'employé intervient également dans le décompte du PIB : pour le secteur privé où règne l'emploi, ce qui est comptabilisé dans le PIB c'est la valeur économique créée par les postes de travail. Et à l'inverse, ce sont les salaires des fonctionnaires qui sont inclus dans le PIB. Ceci montre que dans un cas, c'est le poste de travail qui produit la valeur économique (donc qui est qualifié), et dans l'autre cas, c'est la personne elle-même qui est qualifiée ; et c'est donc son salaire qui est directement ajouté au PIB puisque ce que le salaire du fonctionnaire correspond à la valeur économique créée par son travail.

Voilà pourquoi l'alternative au capitalisme est de rompre avec l'emploi en étendant la qualification personnelle à tous les travailleurs – c'est à dire en posant un statut politique du producteur comme le droit de vote universel est également

politique – afin que la détermination de la qualification échappe enfin à la minorité politique que représentent les capitalistes (donc des intérêts privés hors d'atteinte du vote politique) et qui sont ceux qui possèdent de la propriété lucrative.

Richesse humaine/valeur économique :

Ce point est important car il est probablement une articulation entre citoyenneté et reconnaissance politique du statut de producteur.

La *valeur économique* représente un sous ensemble de la *valeur d'usage* produite par les activités (désignées par « travail concret » cher Marx) des producteurs que nous sommes : ce n'est que dans le cadre du *travail* que la *valeur d'usage* produite par une personne est évaluée monétairement et qu'il y a création de *valeur économique* (d'argent ! pour faire court) en même temps que création de *valeur d'usage*. D'où le fait que dire qu'une personne *travaille*, c'est dire que la production de son *activité* – c'est-à-dire la *valeur d'usage* – est évaluée monétairement.

Par exemple : faire du café, c'est produire de la *valeur d'usage* (qui permet de boire du café). Si ce café est produit en dehors d'un cadre de *travail*, il n'est que de la *valeur d'usage*. Mais s'il est produit dans le cadre du *travail*, alors cette *valeur d'usage* (le café dans la tasse) est également évaluée économiquement, c'est-à-dire qu'il vaut de l'argent : il y a production de *valeur économique*.

L'écologie politique s'inspire de Marx lorsqu'il parle de la notion de *richesse* comme n'étant pas de la *valeur économique* sonnante et trébuchante. La *richesse* recouvre la santé, le bonheur, l'éducation, la paix, les liens sociaux, l'affection, la culture, la liberté d'expression, la justice, la démocratie, etc. Et la *richesse* sociale caractérise le cadre de vie collectif (la société) qui permet tout cela. Ainsi, une société est *riche* si elle rend possibles toutes ces *richesses* individuelles et/ou collectives.

En écologie politique, il y a donc une distinction à faire entre *richesse* et le fait d'amasser de la *valeur économique* (de l'argent) puisque la *richesse* est donc une estimation « qualitative » des *valeurs d'usage* produites par les êtres humains (ces *valeurs d'usage* pouvant être, ou non, évaluées économiquement). On retrouve bien le fait que l'écologie politique soit « la préoccupation pour la *qualité* de la vie individuelle et la *qualité* d'une civilisation ». À la place du terme *richesse*, on peut parler de *valeur d'usage* à « caractère positif » ou « bénéfiques », etc. Mais on constate que l'estimation « qualitative » reste toujours au centre de la signification de ce terme.

Par exemple : la *richesse* que procure un système de santé ne se mesure pas à sa rentabilité ou à son déficit économique, sa *richesse* s'estime en regardant si les individus sont en bonne santé, s'ils ont accès aux soins gratuitement et facilement, si le corps médical respecte le patient, si la prévention est développée, si les individus sont informés même sans être malades sur comment être et rester en bonne santé, si l'usage des découvertes médicales est libre et gratuit, etc.

Nous sommes bien dans l'estimation « qualitative » des *valeurs d'usage* produites dans le cadre du système de santé.

Autre exemple, la *valeur d'usage* issue de la production de mines anti-personnelles n'est certainement pas de la *richesse*, même s'il y a une production de *valeur économique* puisque les mines sont destinées à être vendues. Inversement, des produits issus de l'agriculture biologie et vendus sur un marché sont, de fait, de la *valeur économique* (ils sont vendus) et ont une *valeur d'usage* qui est plutôt à classer du côté de la *richesse*, surtout s'il est simple de pouvoir en consommer quel que soit le niveau social des citoyens.

Il peut donc y avoir production de *richesse* avec ou sans production de *valeur économique*, et production de *valeur économique* avec ou sans production de *richesse*. Dans un système capitaliste, l'estimation de la *richesse* n'a donc pas de lien avec la *valeur économique* puisque celui-ci met l'accent

sur la production de *valeur économique* qu'elle que soit le niveau de *richesse de la valeur d'usage* produite.

L'enjeu d'une alternative au capitalisme est de reprendre la main sur la production de *valeur économique* (ne plus la laisser aux investisseurs et actionnaires) pour mieux la maîtriser et imposer la prise en compte de la production de *richesse* pour guider la politique, à la place du PIB. C'est tout l'intérêt d'un statut politique du producteur.

À titre d'exemple, une alternative au capitalisme est tentée par le Bhoutan qui, pour guider ses politiques publiques, a décidé de remplacer le PIB ou Produit Intérieur Brut (qui se place exclusivement sur le plan de la mesure de la *valeur économique* produite par le pays), par le BNB ou « Bonheur National Brut » (qui lui se place sur le plan de l'estimation de *richesse sociale* du pays).

Salaire universel/Revenu universel :

Dans les années 1980, l'idée d'un revenu universel fait son chemin. La frontière entre le travail (création de valeur économique) et ce qui n'en est pas devient de plus en plus abstraite au sens où il est de plus en plus demandé aux personnes de s'impliquer dans la production de valeur économique, et que la mesure du temps consacré à cette activité devient impossible : les gens sont des producteurs de valeur économique en dehors de leur temps de présence au bureau.

- Faire une distinction entre ce qui est du travail (travail abstrait chez Marx) et ce qui est de l'activité (travail concret chez Marx) suppose de faire une naturalisation du travail : certaines tâches seraient alors « naturellement » du travail et d'autres pas ! Ce qui est parfaitement idiot puisqu'une même activité (faire du café, réparer une voiture, cultiver, soigner, garder des enfants, faire à manger, etc.) peut se faire aussi bien dans le cadre du travail (production de valeur économique) ou en dehors de ce cadre.

- Le fait que la sphère économique échappe au contrôle du plus grand nombre et que les individus en soient pourtant totalement dépendants pour recevoir de l'argent pour vivre.
- Le fait que les travailleurs soient niés comme étant les seuls producteurs de la valeur économique.

Suivant tous ces points, qui sont autant de fissures dans le système capitaliste révélées par une lecture du développement contradictoire de celui-ci, il s'agit de mettre fin à une domination capitaliste qui fait que quelques dominants peuvent tenir une population énorme simplement du fait de leur mainmise sur la sphère économique et sur ce qui est considéré comme étant du *travail* ou pas.

Il s'agit donc d'un patrimoine commun, non au sens d'un patrimoine lucratif, puisque tout le monde, par son travail y contribue. Gorz relève également le fait qu'il est quasi impossible de quantifier la part de chacun tant les travaux sont devenus interdépendants et collaboratifs. Cette impossibilité amène Gorz à conclure que toute possibilité de distinction ne peut que reposer sur l'arbitraire injuste, et il opte pour un revenu identique pour chacun. C'est la naissance de ce *revenu universel* ou inconditionnel suffisant³⁰⁶.

Par un autre chemin analytique, Bernard Friot va pousser plus loin cette analyse et proposer le *salaire universel*. Toujours en menant une lecture contradictoire du développement du capitalisme, Bernard Friot met en évidence que la cotisation sociale est une alternative actuelle au système de l'investissement et de la propriété lucrative. Il montre également que la retraite et la fonction publique fournissent un modèle alternatif à la qualification du poste dans l'emploi (qui

³⁰⁶ Gorz refuse également l'idée que ce revenu soit simplement une aumône pour survivre. Selon lui, le montant doit permettre la liberté de choisir, d'aller et venir. Il est donc, dans son idée, une garantie de liberté redonnée aux individus.

est le modèle du capitalisme) : il montre l'existence de la qualification à la personne qui s'accompagne d'un salaire à vie.

Aussi bien Gorz que Friot s'appuient sur le fait que la naturalisation du travail est une loi du capitalisme et qu'il faut en sortir : le travail est défini par son contenant (une convention sociale du travail), et pas par son contenu. L'un comme l'autre montre que la citoyenneté passe par son exercice dans l'activité de production, mais que cette citoyenneté, comme pour le droit de vote universel, passe par la reconnaissance d'un statut politique de producteur qui pose à chacun une qualification à vie, et donc un salaire à vie, et que le principe concret de cet exercice de la citoyenneté est d'avoir la possibilité de choisir et d'intervenir dans la production.

Cependant, une divergence se manifeste.

Pour les tenants du revenu universel (André Gorz ou Moishe Postone par exemple), l'emploi est lié au salaire, et la sortie du capitalisme demande la sortie du salariat, ce qui est faux au sens où l'emploi et le salaire ne sont pas du tout la même chose. Or, l'expropriation des travailleurs opérée par les capitalistes est liée à l'emploi, non au salaire. Chez Gorz et Postone, il y a également l'idée que le revenu identique pour tous permet le nivellation des inégalités et des rapports de pouvoir. Ce que Bernard Friot expose c'est que les rapports de pouvoir et la hiérarchie sont des composantes inhérentes à toute société humaine et que penser que l'inégalité disparaîtrait avec le revenu universel reviendrait à nier qu'elle puisse continuer à exister. Cette position engendrerait donc une situation pire puisque ces rapports de pouvoir réapparaîtraient sous d'autres formes. Friot explique que l'inégalité et les rapports de pouvoir existeront toujours, mais il expose que les rapports de pouvoir ont toujours été liés historiquement à la production de la valeur économique, ce que Gorz ne relève pas. Friot expose donc le danger qu'il y ait à nier ces rapports de pouvoir et propose donc de les assumer démocratiquement : c'est-à-dire de les reprendre aux capitalistes (qui en détiennent aujourd'hui le monopole avec la définition de la production de valeur économique et l'attribution de la qualification) pour

pouvoir les assumer pleinement, collectivement et démocratiquement. D'où un système de qualifications et de niveaux de salaire allant de 1 à 4.

Friot refuse donc le principe du revenu universel pour cette raison expliquant que la fin de l'histoire n'existe pas, mais qu'après les rapports de domination de l'ancien régime (nombreux et complexes), après le capitalisme (un seul principe de domination), il est temps pour les citoyens d'assumer ces rapports et donc de prendre enfin la main sur la qualification et la production de valeur économique, ce qui n'a jamais été le cas ni sous l'ancien régime, ni sous le capitalisme (le peuple a toujours été exclu de cette détermination de la production de la valeur économique, donc du pouvoir).

Aujourd'hui, le revenu universel est défendu pour d'autres raisons que celles de Gorz sur la base qu'il serait une compensation au travail (qui est donc laissé aux seuls capitalistes). Friot est d'autant plus contre « ce » revenu universel actuel que la définition du travail est alors laissée définitivement aux capitalistes ; c'est donc la reconnaissance explicite que les individus sont des mineurs sociaux et des assistés. Ce revenu s'appuie aussi sur le principe de la rente qui relève de l'idéologie capitaliste et qui suppose de vivre sur le dos d'un patrimoine lucratif dont on tire son revenu. À cette vision, Friot rappelle que l'idéal de gauche est celui du travailleur, de la construction sociale et de la citoyenneté (non celui de la rente et du propriétaire qui vit au détriment des autres). Nous sommes des travailleurs, nous avons donc droit, non pas à un revenu, mais à un salaire universel qui rend compte de notre qualification personnelle inaliénable.

Il faut noter aujourd'hui qu'avec cette argumentation sur le revenu universel qui part du principe que le travail est « perdu », le revenu universel se place définitivement un terrain du capitalisme, avec l'idée que pour nous dédouaner de cette perte et de ce malheur qu'est le travail, les capitalistes doivent nous verser un revenu universel ou d'existence. Nous ne sommes plus du tout dans une idéologie de gauche, républicain et laïque, mais dans un système caritatif (ou de

charité). Cette distinction entre revenu et salaire est donc devenue essentielle puisqu'elle permet une rupture profonde sur le travail, sur la propriété lucrative et sur qui décide de ce qui relève du travail et de la production de valeur économique (c'est-à-dire de la qualification et du salaire).

Bernard Friot propose d'en finir avec cette chasse gardée des capitalistes, d'assumer enfin les rapports de pouvoir – plutôt que les nier et d'imaginer qu'ils vont disparaître –, et c'est cette analyse plus globale et plus argumentée qui fait du salaire universel la proposition la plus aboutie à l'heure actuelle. C'est également celle qui a le plus de potentialité puisque la cotisation, la retraite et la fonction publique sont déjà, aujourd'hui, des institutions opérantes dans la société française à une hauteur d'environ 30 % du PIB : nous en avons donc l'expérience concrète.

L'ensemble de ces principes de réalité fait que même si les travaux d'André Gorz ou de Moishe Postone sont importants, les analyses de Bernard Friot sont plus solides et propres à porter davantage la pensée de l'écologie politique car elles englobent tout en dépassant l'argumentation qui avait porté le revenu universel.

Scientisme (ou par abus « technoscience ») :

Le « scientisme » est un courant de pensée apparu au XIXe siècle (il est proche du « positivisme ») dans un contexte historique de guerre idéologique et politique majeure opposant d'un côté : le savoir – donc les sciences –, la laïcité et les républicains, et de l'autre : la foi, les dogmes, la religion et les royalistes. Il naît également au siècle de l'ère industrielle, de l'établissement du productivisme capitaliste et de la notion globalisante du concept de « progrès » (progrès technique = progrès social = progrès individuel = progrès économique =... etc.). Notons que cette conception du progrès est une notion profondément ancrée dans la culture des marxismes traditionnels car liée historiquement (constructions contemporaines du marxisme traditionnel et du scientisme dans le cadre de la culture du XIXe siècle). C'est cette vision

globalisante du concept de « progrès » que les courants écologistes vont remettre en cause à partir des années 1960-1970 en montrant qu'une innovation technique n'est pas « neutre » idéologiquement (voir « critique de la technique » en écologie politique) et qu'elle peut dans certains cas nuire à la qualité de vie et à la qualité d'une société au sens large (voir techniques « ouvertes » et techniques « fermées », voir « autonomie » et « hétéronomes »).

Dans les faits, le « scientisme » en tant qu'élément du paradigme de l'ère industrielle, pose que la technique développée par les hommes sera *toujours* à même de parer aux problèmes rencontrés dans la maîtrise de la nature et aux problèmes engendrés par les êtres humains eux-mêmes. Il est donc une sorte « d'alibi à l'irresponsabilité » à ne pas voir et gérer les problèmes qui sont engendrés par le développement de différentes techniques fortement et le choix global sur le mode de développement de société. Par exemple, il est toujours postulé que « la solution à d'éventuels problèmes sera immanquablement trouvée par les générations futures » et c'est pour cela que le scientisme est lié à une vision spécifique du progrès humain.

Autre exemple : la production exponentielle de déchets, la dispersion des engrais chimiques, l'usage des conservateurs dans les aliments, la croissance de la demande en énergie, le recours systématique aux médicaments qui domine la médecine, la demande toujours croissante d'énergie, etc.

Au contraire de tout cela, l'écologie politique se place dans la prise en compte des problèmes éventuels et des conséquences d'un choix technique ou d'une option de développement dès le temps présent et dans sa projection à long terme ; d'où, par exemple, la critique de la technique comme grille de lecture ou le fait que l'écologie politique regarde toujours l'impact d'une mesure à l'échelle de la société (qualité de la civilisation), mais aussi, et c'est sa spécificité, au niveau de l'individu (monde vécu et qualité de vie individuelle).

Sur un plan historique, rappelons toutefois que le scientisme apparaît à une époque où les vaccins n'existent pas, pas plus que les antibiotiques. Il n'y a pas de voiture ou de transports rapides en ce début du XIXe siècle, pas plus qu'il n'y a de système de conservation des denrées, etc. Le scientisme n'est donc pas né d'une pure folie humaine, mais dans un contexte historique où les hommes constatent que le progrès scientifique et technique font dans une certaine mesure reculer la souffrance, la maladie, permettent la communication ou la production de plus de biens afin de les répandre dans la société.

Dans ce contexte et face à l'éthique religieuse qui est un véritable frein à la République, le scientisme se constitue en une véritable foi dans la technique humaine et dans son développement en postulant que l'homme pourra *toujours* parer et maîtriser la nature et les dégâts qu'il produit dans son environnement de vie naturel et artificiel. Notons bien le raisonnement anti-laique qui signe le scientisme comme un élément du paradigme de l'ère industrielle : il se constitue en finalité.

Le scientisme participe donc d'une vision du développement humain et de « l'avenir naturel de l'Humanité » ainsi que son rapport avec la nature (rapport d'opposition, de lutte et de domination de l'Homme sur la nature qui l'opprime) ; nous sommes dans une conception prométhéenne du rapport au monde. Reste que la science a été appropriée par l'ère moderne – dont le moteur est le productivisme capitaliste³⁰⁷ – et que le scientisme en tant qu'élément du paradigme est la traduction de cette appropriation au service

³⁰⁷ Une partie du marxisme traditionnel continue d'expliquer que le capitalisme gangrène la société moderne et qu'elle peut en être débarrassée. Contre cette vision, l'écologie politique rappelle que Marx critique le capitalisme comme étant le cœur de la société moderne et de son développement. Passer à une société post-capitalisme ne peut donc que se faire qu'en rompant avec l'ère moderne, comme celle-ci a rompu avec l'ancien régime.

d'une construction précise de la société, donc d'une certaine forme de domination.

Insistons encore : le scientisme n'a strictement rien à voir avec la science et la recherche scientifique puisqu'il se positionne uniquement sur le terrain de l'éthique – valeurs de vie et vision du monde, de l'Homme, du destin de l'Humanité et de son rapport à la nature – et qu'il entre ainsi comme un élément du paradigme de l'ère industrielle capitaliste et productiviste, *l'économisme*. Aussi, contre le scientisme, il est primordial de défendre les sciences, la constitution du savoir et surtout l'éthique scientifique qui a depuis longtemps compris que le partage et de mise à disposition libre des connaissances est la source d'une création maximale de la richesse sociale et d'une conscience de la transmission.

La version moderne du scientisme est souvent désignée sous le terme de « technoscience » dans les mouvements écologistes car les écologistes ont très tôt dénoncé le recours aux « experts scientifiques » pour gérer la société et ainsi écarter les citoyens des choix politiques (ce qui est parfaitement cohérent avec le scientisme). Le terme « technoscience » recouvre donc une dimension politique réelle que le terme « scientisme » ne recouvre pas directement.

Pourtant cette confiscation du débat politique est une réalité et c'est en cela que l'on peut constater que le scientisme participe à la construction de l'ère moderne au sens où participe à la confiscation du débat politique en écartant les citoyens de la décision sous prétexte d'ignorance. En réalité, la critique de la technique montre que les choix techniques ne sont pas neutres et qu'ils participent à orienter la société sur des voies de développement dont elle est ensuite prisonnière, c'est-à-dire dont : les individus qui forment la société sont prisonniers (l'électronucléaire est un exemple). Or, ces choix et ces orientations participent à la pérennisation d'un ordre social de domination des individus par une minorité qui revendique le scientisme. C'est en cela que le scientisme, ou la technoscience, est antirépublicain et anti-laique.

Par contre, notons que le terme de « technoscience » a un défaut majeur : il laisse à penser que la logique scientifique et la technique en elles-mêmes sont porteuses de domination politique, alors que c'est faux ! d'abord parce que la critique de la technique montre que la sphère de la recherche est à même de fournir des techniques dont les usages sont ouverts et favorisent l'émancipation et l'autonomie, et réduisent l'hétéronomie ; ensuite, parce que le terme de « technoscience » crée un amalgame entre les sciences (porteuses d'une éthique quant à la constitution du savoir, sa logique de partage, de la création de la richesse humaine et sa conscience de la transmission) et une position éthique sur ce que doit être de développement de l'Humanité : le scientisme. Or, la science et son éthique du savoir constituent un réservoir anticapitaliste alternatif qu'il est indispensable de mettre en avant pour notamment armer les citoyens afin qu'ils exercent au mieux leur rôle politique.

Sphère financière

Durant les années 70, du fait de la chute du taux de profit par l'augmentation de la productivité et le retour en force de l'idéologie libérale de l'école de Chicago, le « capitalisme fordiste » mute en donnant naissance à la sphère financière (qui concerne les capitaux) et au « capitalisme cognitif » (pour ce qui concerne la production des biens matériels et services que nous consommons). Dans les deux cas, la logique reste le maintien de la rente financière. Dans le capitalisme fordiste, la rente était indexée sur le coût de fabrication d'un produit. Le coût de fabrication ayant chuté du fait de l'augmentation de la productivité, il a entraîné une chute inacceptable de la rente.

La sphère financière peut se développer durant les années 70-80 du fait de l'accroissement et de l'extension des techniques de l'informatique et de la communication. Le déplacement des capitaux d'un bout à l'autre de la planète devient de plus en plus facile, et le marché de la spéculation entre ainsi dans une phase de très forte croissance.

Dans le capitalisme fordiste, le gain d'argent restait fortement lié à la production de biens matériels, mais l'informatisation et la communication permettent désormais à la spéculation d'avoir des rendements beaucoup plus importants et rapides, avec un minimum de coûts humains (juste quelques traders...). La masse monétaire investie dans la sphère financière va croître considérablement au détriment de l'investissement dans une production réelle. Mais le développement de la sphère financière ne s'arrête pas à la spéculation. L'endettement ou la baisse des salaires s'avèrent des obstacles à la rentabilité, la sphère financière invente donc des produits et des règles comptables afin de masquer les dettes, les cacher ou les épargner (ce sera notamment le processus de « titrisation »).

La sphère financière fonctionne donc sur le principe de la dette que l'on masque (et qui éclate de plus en plus fort à partir de septembre 2008). Si pour le simple individu, la sphère financière est plus abstraite que le capitalisme cognitif et le consumérisme (qui régissent la consommation, les médias, la publicité, la production des biens, et le consumérisme, etc.), la sphère financière a des effets sur la totalité de la planète et elle représente actuellement l'essentiel des rentes financières du capitalisme.

En se constituant de manière de plus en plus opaque et en concentrant des pouvoirs, via les lois votées interdisant aux états de se financer autrement qu'en empruntant sur les marchés privés (en 1973 pour la France), la sphère financière, incarnée par les fameux « marchés financiers », a permis de confisquer un pouvoir politique considérable et de le mettre entre les mains d'une minorité sociale qui dicte sa loi aux pays, même les plus puissants. La crise actuelle, dite « de la dette », est donc avant tout une crise politique au sens où les mécanismes actuels ne peuvent que conduire à la ruine des états. Seule une réorientation politique au service des citoyens et par les citoyens est à même d'annuler une dette qui a par ailleurs été payée plusieurs fois (pour la France, les seuls

intérêts de la dette, qui est de 200 milliards d'euros, sont d'un montant de plus de 1500 milliards d'euros).

449

Pour plus d'explications sur les mécanismes de la dette et les marchés financiers, voir notamment les deux excellents ouvrages :

« Les dettes illégitimes » de François Chesnais, et « la dette publique, une affaire rentable » de André-Jacques Holbecq.

Techniques « ouvertes » (porteuses d'autonomie) et techniques « verrou » (ou hétéronomes) :

Ces notions sont à inscrire dans l'apport de l'écologie politique que l'on désigne par « la critique de la technique » qui ouvre le questionnement sur le développement des techniques et montre qu'une technique n'est pas « neutre » idéologiquement, mais qu'elle porte, au travers des choix qui ont conduit à sa conception et sa réalisation, un projet de société bien précis avec des conséquences bien précises sur les capacités à l'autonomie de l'individu et le maintien ou la remise en cause de la domination sociale. Les adjectifs « ouverts » et « verrou » concernent les usages potentiels rendus possibles, ou non, par la conception d'un objet technique, donc par ses caractéristiques matérielles.

Contrairement à ce qui est souvent présenté vulgairement, à savoir que l'écologie serait « contre » la technique. La question n'est plus « pour ou contre le progrès ? » (vision héritée du XIXe siècle scientiste), mais quelle est la vision de la société future qui préside à la conception et l'adoption d'un objet technique précis (par exemple : OGM agricole, électronucléaire, armement, Internet et outils numériques, contraception, etc.).

L'apport de l'écologie politique à travers la critique de la technique est de questionner la notion globalisante de progrès technique et d'opérer une distinction entre les techniques en se basant sur le projet de société qui est sous tendu dans la conception des techniques ; le critère sur cette conception étant « la qualité de la vie individuelle et la qualité d'une

civilisation ». Ces questions ont évidemment à voir avec l'appropriation des sciences et techniques, et à leurs développements au service d'un projet de société. L'écologie politique est pour la mise en place d'une laïcité technologique permettant aux citoyens d'exercer le plus directement possible leur contrôle sur les techniques sortant de la sphère de la recherche pour se répandre dans la sphère de la société. Il s'agit de faire prévaloir l'intérêt général contre l'intérêt particulier et privé, c'est-à-dire contre l'appropriation du développement des techniques par une minorité sociale.

L'écologie politique rappelle que la domination ne s'exerce pas directement au sens où elle ne s'exerce pas par des hommes sur d'autres hommes : la domination sociale d'une minorité sociale s'exerce via des objets techniques, des techniques et des institutions qui ont été conçus, développés et répandus dans la sphère de la société pour être des outils de dominations s'exerçant sur une majorité êtres humains.

Une technique est dite « verrou », « fermée » ou « hétéronome » lorsque son utilisation dans la sphère de la société conduit à :

- La domestication des individus (dans leurs gestes, leurs pratiques, leur esprit critique, etc.),
- Produire de l'isolement,
- La réduction des capacités d'initiatives et de création des individus (pertes de capacité à l'autonomie),
- La réduction des capacités de communication en réseau,
- Augmenter la standardisation des individus,
- Diviser les individus en réduisant la richesse de leurs échanges,
- Augmenter la mainmise des acteurs économiques dans leurs vies et rendre le marché indispensable,
- Déposséder les individus de la main mise sur leur environnement direct (en instaurant des intermédiaires, des régimes d'expertise qui confisquent la prise de décision, etc.), ce que l'on appelle « le monde vécu ».

- Engager les développements d'une société, donc la vie des individus, sur des durées qui échappent à leurs contrôles et au contrôle des générations futures.

- etc.

On dit qu'une action est « hétéronome » lorsque l'intérêt d'une action n'est rien d'autre que son résultat final. Pour l'écologie politique, la sphère de l'hétéronomie est incontournable au sein d'une société, tout l'effort d'une société doit donc consister à la rendre la moins agressive et délétère pour l'individu et la société dans son ensemble.

Une technique est dite « ouverte » lorsque son utilisation dans la sphère de la société conduit à :

- Augmenter et faciliter les possibilités d'échanges, tisser des liens sociaux,
- Libérer les capacités créatrices,
- Favoriser les capacités à l'autonomie et l'émancipation,
- Favoriser la main mise et la compréhension sur le « monde vécu »,
- Favoriser la perception de soi et des rapports humains,
- Augmenter le savoir mis à disposition de tous et favoriser les actions autonomes,
- Favoriser le contrôle de la production par les producteurs eux-mêmes,
- Libérer du temps de vie,
- etc.

Une action est dite « autonome » lorsque sa réalisation compte autant, voire plus, que sa finalité.

Une technique n'est jamais totalement « ouvert » ou « verrou », car son développement et sa conception incorporent une certaine quantité de savoir-faire, mais la critique de la technique explique que le progrès technique n'est pas unidirectionnel et nous avons la possibilité de développer des matériels de production très perfectionnés qui permettent la production de masse tout en restant principalement des outils, c'est-à-dire tout en étant le prolongement de ceux qui

les utilisent, au lieu d'être principalement des machines qui asservissent les utilisateurs.

14. Bibliographie commentée pour citoyens passeurs

453

L'origine de la prise de conscience politique de l'écologie ressort de différents courants de pensée parmi lesquels on trouvera entre autres John Ruskins (socialiste britannique), l'écrivain Thomas Carlyle, des chrétiens dissidents comme les Franciscains dans leur orientation de simplicité volontaire, mais aussi des auteurs issus du mouvement anarchiste – comme Léon Tolstoï, Élisée Reclus ou Raoul Vaneigem – ou encore de la critique de la société de consommation avec notamment le situationnisme.

Voici quelques références d'auteurs et de livres, qui peuvent aider à la réflexion en l'écologie politique, divisées en deux catégories : ceux directement utilisés et cités dans cet ouvrage et les autres où le lecteur pourra trouver une mine de matériaux en tout genre (pour le meilleur, mais aussi pour le pire...).

14.1 Références directement abordées dans cet ouvrage

Matthew B. Crawford

- Éloge du carburateur, essai sur le sens et la valeur du travail (2010)

Avis : Un excellent ouvrage pour rentrer dans différentes dimensions d'analyse de l'écologie politique et en particulier celle de l'impact sur l'individu et de l'hétéronomie. L'ouvrage est donc particulièrement transdisciplinaire, et comporte de très nombreuses références. À noter toutefois quelques insuffisances sur les notions de république et la laïcité...

Bernard Friot

- L'enjeu des retraites (2009)

- L'enjeu du salaire (2012)

Avis : Bernard Friot est aujourd’hui un penseur incontournable en matière d’alternative au capitalisme. Il permet le penser un clivage entre la gauche de gauche et la gauche d’accompagnement. Même s’il ne se revendique pas de l’écologie politique, sa prolongation des thématiques de Marx et son questionnement sur le sens du travail positionnent ses travaux dans le cadre de l’écologie politique. Notamment, il est aujourd’hui celui qui propose les perspectives politiques les plus abouties sur les thématiques de sortie de l’emploi et du salaire à vie.

André Gorz

- Écologie et politique (1975)
- Écologie et liberté (1977)
- Adieux au prolétariat (1980)
- Métamorphoses du travail (1988)
- Capitalisme Socialisme Écologie (1991)
- Misères du présent, richesse du possible (1997)
- L’immatériel (2003)
- Ecologica (2008)
- André Gorz, un penseur pour le XXIe siècle (2008)

Avis : Certainement l’un des penseurs les plus politiques et marxistes de l’écologie politique. Sa pensée a par ailleurs toujours été en mouvement et l’évolution de ses idées au fil des ouvrages peut parfois décontenancer. Mais les sujets centraux de son œuvre, le sens et la qualité de la vie, aussi bien au niveau individuel que civilisationnel, font de cet auteur une référence incontournable dans la constitution du corpus intellectuel de l’écologie politique.

Ivan Illich

- Une société sans école (1971)
- Énergie et équité (1973)
- La Convivialité (1973)
- Némésis médicale (1975)
- Le Chômage créateur (1977)

- Le Travail fantôme (1981)
- H2O ou Les Eaux de l'oubli (1988)
- La Perte des sens (2004)

Avis : Les débuts de la critique de la technique qui s'articule autour des notions de qualité de vie des individus et de qualité du lien social. Une vision essentielle qui permet penser le développement de la technique en terme de rapport entre autonomie et hétéronomie et de sortir de l'imaginaire imposé par le progrès scientiste capitaliste.

Catherine Kintzler

- Qu'est-ce que la laïcité ? (2007)

Avis : un petit recueil explicatif, qui dépasse la simple thématique historique et fournit des outils efficaces pour appliquer la pensée laïque aux problématiques d'aujourd'hui.

Edgard Pisani

- L'Utopie foncière (1997)

Avis : Un ouvrage excellent sur la question de la propriété (lucrative) et sur la construction historique de cette culture qu'est « la propriété » dans notre société. Simple à comprendre, avec des constatations quotidiennes, cet ouvrage quasi autobiographique met remarquablement en lumière un des points essentiels du paradigme actuel qu'il nous faudra dépasser (et qui permet d'illustrer un clivage entre une gauche de gauche et une gauche soumise au capitaliste...).

Moishe Postone

- Marx est-il devenu muet : Face à la mondialisation ? (2003)
- Temps, travail et domination sociale, une réinterprétation de la théorie critique de Marx (2009)

Avis : Un ouvrage incontournable pour sortir Marx de l'ornière des marxismes traditionnels qui stérilise sa pensée depuis la fin du XIXe siècle. Postone est une mine de références et le travail fourni est absolument considérable tant il lui a fallu démonter les lectures précédentes de Marx. Preuve à l'appui, il décortique, dissèque et expose avec minutie les erreurs et les

impasses qui ont longtemps sclérosé la puissance du travail de Marx – tout en en fournissant des armes d'analyses puissantes pour aujourd'hui. Un livre certes difficile et long à lire, mais qui en vaut 100 et sur lequel il n'est pas possible de faire l'impasse en ce début de XXI^e siècle lorsque l'on vise une alternative sociale.

Max Weber

- Éthique protestante et esprit du capitalisme (1910)

Avis : Ouvrage cardinal contre les marxismes traditionnels et la réduction de la question politique à la seule sphère économique. La complémentarité entre Marx et Weber est primordiale pour une lecture du développement historique du capitalisme et du productivisme, ainsi que pour la sortie d'une analyse refermée sur la seule logique économique.

Jean Zin

- L'Écologie politique à l'ère de l'information (2006)

Avis : Comment appliquer la critique de la technique au numérique afin de dégager les usages inscrits dans une technique pour mettre en évidence des techniques « ouvertes » et émancipatrices, propres à une révolution citoyennes. À relier avec la revue *EcoRev*'.

Ecorev', revue critique d'écologie politique

On s'intéressera notamment aux numéros 7, 28, 33, 37 et 39 (à paraître) qui traitent plus particulièrement de l'impact de la mutation informationnelle sur le travail et la production – et plus largement sur la société dans son entier – dessinant les contours d'une alternative au capitalisme telle qu'envisagée par André Gorz, parrain de la revue depuis sa création. À noter que les numéros sont mis en ligne au fur et à mesure, et sont consultables gratuitement en ligne sur le site <http://ecorev.org>.

14.2 « À boire... et à manger ! »

457

Des lectures en vrac dont certaines sont – vraiment ! – à prendre avec des pincettes. Le travail qui a été mené pour obtenir le présent ouvrage avait pour but de produire un sens général et une cohérence globale ; objectif qui a conduit notamment à montrer que l'écologie politique n'a de sens que dans une complémentarité indissociable avec la voie républicaine et laïque au sens de Jean Jaurès (pour paraphraser, on pourrait dire que la République sociale et laïque est l'aboutissement de l'écologie politique). Sans cette optique et cette recherche de globalité, tout travail en écologie politique s'avère bien trop parcellaire, réduit et surtout fortement ouvert à toutes sortes de dérives réactionnaires et rétrogrades conduisant à des perspectives sociales qui se trouvent parfois aux antipodes de ce que l'écologie politique prétend défendre : retour à la vie au moyen âge, écofascisme et totalitarisme, communautarisme, haine du développement technique, conception de la société comme étant un amas d'individus isolés les uns des autres, etc.

Les ouvrages listés ci-dessous abordent donc des aspects qui peuvent être importants, mais qui sont parfois dans un cadre très partiel d'où, le fait ils peuvent manquer cet objectif de globalité. À charge au lecteur-citoyen de ne pas être un récepteur passif³⁰⁸... c'est-à-dire d'être un citoyen.

Günther Anders

- L'Obsolescence de l'homme (1956)

Avis : critique radicale qui se base sur la méthode de l'exagération ; elle est dépourvue explicitement de toute dialectique et elle fait partie du dispositif qu'elle critique. Mais cet ouvrage dispose néanmoins d'une charge subversive intéressante et peut trouver sa place dans la construction d'une pensée écologiste si l'on garde un œil critique et dialectique.

³⁰⁸ Comme toujours au demeurant...

Hannah Arendt

- Condition de l'homme moderne (1958)

Avis : un ouvrage qui replace la centralité de l'action politique.

Yann Moulier-boutang

- Le capitalisme cognitif (2007)

Avis : ouvrage central du concept de capitalisme cognitif entendu comme nouvelle phase de développement du capitalisme post-industriel. Pour André Gorz, cette phase est en fait la crise du capitalisme.

Murray Bookchin

- Qu'est-ce que l'écologie sociale (rééd. 2003)
- Une société à refaire, pour une écologie de la liberté (rééd. 1992)

Avis : l'intérêt de l'approche de Bookchin réside dans le fait qu'il pratique vraiment une écologie politique : il tente d'expliquer la dégradation de notre environnement comme découlant des rapports sociaux. Même s'il prône une vision très décentralisée de la société (communalisme), il s'appuie sur le citoyen actif, la production et une technique ouverte favorisant l'autonomie contre l'hétéronomie.

Manuel Castells

- L'ère de l'information (1999)
- La galaxie internet (2002)

Avis : directeur de recherche à l'Internet Interdisciplinary Institute de Barcelone (université virtuelle mondiale), Castells est un sociologue spécialiste des réseaux et des implications politiques, culturelles et sociales du numérique. Ses ouvrages sont incontournables pour comprendre l'ampleur de la mutation sociétale en cours. Une référence.

Vidéo en Français :

http://www.archivesaudiovisuelles.fr/FR/_video.asp?id=2142&ress=7084&video=139944&format=68

Cornelius Castoriadis

- L'Institution imaginaire de la société (1975)
- Le Monde morcelé (1990)
- Une société à la dérive (entretiens) (2005)
- Fenêtre sur le chaos (2007)

Avis : incontournable sur la question de la démocratie et sur la nécessite de la préserver face aux enjeux écologiques (attention : la question de la révolution systémique générée par le numérique est ignorée par Castoriadis).

Guy Debord

- La société du spectacle

Avis : difficile à apprêhender, ce petit livre n'en est pas moins incontournable pour saisir l'étendue de l'emprise de la société de consommation, notamment sa main mise sur le politique.

René Dumont

- L'Afrique noire est mal partie (1962)
- L'Utopie ou la Mort (1973)
- Famines, le retour. Désordre libéral et démographique non contrôlée (1997)

Avis : Dumont a le mérite d'expliquer que la question du « tiers monde » est en réalité une vision purement occidentale et il critique le développement, imposé à ces pays par l'occident, comme étant porteur d'une vision capitaliste de l'ordre mondial. Sa vision de l'écologie politique est très marquée par l'environnementalisme.

Voir également les propos de Marc Dufummier.

Jacques Ellul

- La technique ou l'enjeu du siècle (1954)
- Propagandes (1962)
- Le bluff technologique (1988)

Avis : penseur protestant qui pose très clairement la question du sens de la vie et de l'illusion de la réponse apportée par la seule technique. S'il pose des bases importantes pour la critique de la technique il finit par s'embourber dans une

critique réactionnaire, incapable de saisir la mutation informationnelle en cours. Ses positions sont par ailleurs marquées par l'islamophobie.

Suren Erkman

- Écologie Industrielle (2005)

Avis : une tentative d'approche globale sur la production industrielle où il s'agit d'organiser la production en termes de flux afin de limiter notre impact sur l'environnement... naturel ! Un livre qui fait donc malheureusement l'impasse sur le reste, c'est-à-dire sur ce qui fonde l'écologie politique... une lecture intéressante néanmoins pour son approche systémique et transdisciplinaire sur la production, mais qui doit impérativement être encadré par des principes politiques.

Jean Gadrey

- L'économie des services (1992)
- Services : la productivité en question (1996)
- Nouvelle économie, nouveau mythe ? (2001)
- Les Nouveaux Indicateurs de richesse (2005)
- En finir avec les inégalités (2006)
- Adieu la croissance, bien vivre dans un monde solidaire (2010)

Avis : spécialiste des services et des indicateurs de richesse (résolument contre l'indicateur PIB). Une référence en la matière.

Nicholas Georgescu-Roegen

- Demain la décroissance. Entropie, écologie, économie (1979)

Avis : économiste référence du courant écologiste énergétique. Il considère l'entropie comme le concept clé de sa réflexion et fait peu de cas de l'information comme support de la vie et moyen de lutter contre l'entropie ce qui rend ses conclusions parfois trop partielles.

Edward Goldsmith

- La Médecine à la Question (1981)

- Gaia, the Thesis, The Mechanisms and the Implications (1988)
- Gaia and Evolution (1990)
- Les sept sentiers de l'écologie (2006)

Avis : Goldsmith repose la question des origines en tachant de comprendre des notions de coopérations, de symbiose, d'harmonie et de communauté avant que la société moderne issue du capitalisme ne fasse table rase de tout cela. En cherchant et illustrant ces mécanismes, il met en évidence leurs ressorts, leurs logiques et nous les rend compréhensibles.

Félix Guattari

- Les trois écologies (1989)

Avis : développe la notion « d'écosophie » qui repose sur trois écologies (environnementale, sociale et mentale) qui devraient être pensées à travers une « écosophie » de caractère éthico-politique. La réflexion y est ambitieuse et totalisante. Elle centre néanmoins son analyse sur l'importance de la singularité de chacun d'entre nous, en nous et face aux autres.

Hans Jonas

- Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique (1979)

Avis : à la source du principe de précaution, parfois mal interprétés ses écrits sont aussi à l'origine de dérives autoritaires.

Serge Latouche

- Critique de l'impérialisme (1979)
- L'Occidentalisation du monde : essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire (1989)
- La Mégamachine : Raison technoscientifique, raison économique et mythe du progrès (1995)
- Justice sans limites (2003)
- Décoloniser l'imaginaire : La Pensée créative contre l'économie de l'absurde (2003)
- L'invention de l'économie (2005)

- Le pari de la décroissance (2006)

- Sortir de la société de consommation (2010)

Avis : Un apport certain pour la critique de la technique, Serge Latouche est intéressant pour déconstruire le discours impérialiste et consumériste.

Pierre Legendre

- Ce que l'Occident ne voit pas de l'Occident (2004)

Avis : le propos est parfois réducteur mais comporte une mise en abîme intéressante pour mettre en évidence l'impasse du modèle de développement productiviste et capitaliste qui est mis en avant pour défendre les intérêts des dominants.

Alain Lipietz

- La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale (1996)
- Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXI^e siècle (2003)
- Face à la crise : l'urgence écologiste (2009)

Avis : Lipietz propose une analyse qui s'appuie sur le marxisme et tisse des liens intéressants entre économie et écologie.

Arne Næss

- Écologie, communauté et style de vie (2008)

- Vers l'écologie profonde (2009)

Avis : la référence de l'écologie profonde ! (qui permet d'éviter tout ce qui se dit d'idiot sur ce sujet...). Næss explique que même si l'être humain est central, la valeur des animaux, végétaux et matières qui nous entourent n'a pas à être vue qu'en termes de ressources (pensée dans la lignée du capitalisme et du productivisme), mais sur également sur le mode qualitatif et éthique. Il participe également à la critique de la technique. À lire avec un œil laïque...

Michel Onfray

- La sculpture de soi (1993)
- La politique du rebelle (1997)
- Contre-histoire de la philosophie (2006-2012)

Avis : Auteur dont l'intérêt ici est qu'il réactive des pensées alternatives en direction du plus grand nombre, il ouvre ainsi des possibilités de contestation au modèle dominant. Son propos touche la question du sens au niveau collectif, mais essentiellement au niveau individuel, et renforce ainsi les possibilités de construction des individus, donc leur niveau d'engagement pour la qualité de la vie individuelle et le sens de leur civilisation.

François Partant

- Que la crise s'aggrave (1978)
- La fin du développement, naissance d'une alternative ? (1982)
- Ligne d'horizon (1988)
- Cette crise qui n'en est pas une (ouvrage posthume, 1993)

Avis : dans la mouvance de René Dumont, il analyse et critique fortement le développement du capitalisme et tache de proposer ce que serait un « après-développement », un concept auquel il a fortement collaboré.

Karl Polanyi

- La grande transformation (1944)

Avis : Polanyi analyse le développement de la société moderne depuis le XVIII^e siècle jusqu'à la seconde guerre mondiale dans une optique autre que celle de l'économie politique³⁰⁹. Il tache notamment de montrer les origines sociales de la révolution industrielle et le rôle du marché autorégulateur dans le modèle économique et le développement de la société elle-même.

³⁰⁹ Voir également : « Karl Polanyi, une biographie intellectuelle » de Jérôme Maucourant (2007, éd. Flammarion)

Jacques Élisée Reclus

- Revue des Deux Mondes Élisée Reclus, géographe, anarchiste, écologiste (2010)

Avis : lire sa biographie est un voyage en soi...

Jean-Louis Sagot Duvauroux

- De la gratuité (2006)
- La gratuité, éloge de l'inestimable (2010)

Avis : ouvrages qui sont une illustration de la nécessité de produire et opposer une alternative de pensée pour proposer une alternative de société. Contre les tenants du capitalisme qui expliquent que la gratuité est pure perte, Sagot Duvauroux démontre qu'elle est une fonction incontournable dans une société pour y produire de la richesse sociale et individuelle avec le minimum de coût.

Richard Stallman

- La révolution du logiciel libre (2010)

Avis : un livre qui montre que l'alternative de société est une alternative culturelle sur le plan du lien social. À travers l'exemple du logiciel libre, Stallman met en évidence les outils qu'il est possible de développer pour donner corps à des pratiques sociales alternatives qui sont opposables au capitalisme pour le bonheur du plus grand nombre.

François Terrasson

- La Peur de la nature, Sang de la Terre (1988)
- La Civilisation anti-nature (1994)
- En finir avec la nature (2002)

Avis : Terrasson propose un travail véritablement transdisciplinaire sur le rapport à la nature, individuel et collectif. Il explique en quoi l'Occident a une peur inconsciente de la nature et cherche donc à la détruire. Il fait également la distinction entre hominisation (échapper à la contrainte matérielle) et humanisation (échapper à la violence, à la bêtise pour développer de la qualité de vie).

Philippe Van Parijs

- La Pensée écologiste. Essai d'inventaire à l'usage de ceux qui la pratiquent comme de ceux qui la craignent (1991)
- Refonder la solidarité (1996)
- Éthique économique et sociale (2000)
- L'Allocation universelle (2005)

465

Avis : un des défenseurs d'une allocation universelle sur les bases d'une analyse sociale et politique. Même si nos thèses dans cet ouvrage se portent vers un salaire à vie contre une allocation niant la qualification, les propos sur la nécessité de regarder la société autrement sont nécessaires pour enrichir les débats et renforcer l'alternative à la société actuelle.

Raoul Vaneigem

- Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations (1967)
- Déclaration des droits de l'être humain. De la souveraineté de la vie comme dépassement des droits de l'Homme (2001)
- Pour l'abolition de la société marchande pour une société vivante (2002)

Avis : ouvrages qui se placent irrémédiablement sur la question du sens de ce que nous faisons et de l'impact sur nos vies, notre intimité et notre société. Vaneigem questionne et discute, avec verve et ardeur, en faveur d'une qualité de vie individuelle et d'une qualité de la société.

466

468